

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 86

Mai 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ **ÉLECTIONS AU KURDISTAN IRAKIEN**
- ❑ **NELSON MANDELA REFUSE LE PRIX ATATÜRK**
- ❑ **LA TURQUIE PRÉSIDE LE CONSEIL DE L'EUROPE**
- ❑ **AMNESTY INTERNATIONAL ALERTE L'OPINION PUBLIQUE SUR LA GRAVITÉ DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- ❑ **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- ❑ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ÉLECTIONS AU KURDISTAN IRAKIEN

LE 19 MAI des élections parlementaires et présidentielles ont eu lieu dans les régions libérées du Kurdistan irakien. Pour la première fois de leur histoire, les habitants de ces régions ont ainsi pu élire en toute liberté leurs représentants afin d'organiser leur vie collective et leur avenir sur des bases démocratiques.

Prévue depuis le début de l'année par le Front du Kurdistan, autorité politique kurde de facto, l'organisation de ces élections destinées à doter le pays d'institutions démocratiques émanant de la volonté librement exprimée de la population a dû faire face à toute une série de difficultés logistiques et techniques. Dans un pays dévasté où les registres de recensement et les listes électorales, quand ils ont pu échapper aux terribles événements du printemps 1991, correspondent peu à la réalité, il a fallu repartir de zéro, définir des procédures et des règles du jeu permettant la participation de tous tout en assurant la sincérité du scrutin. Finalement un

code électoral de 61 articles, élaboré par une commission *ad hoc* après plusieurs mois de consultations, a été adopté le 9 avril 1992 (19 mars 2692 du calendrier kurde) par le Front et publié in extenso dans le numéro du 11 avril du journal du Front diffusé dans tout le Kurdistan.

D'après ce code, tout habitant, homme ou femme, du Kurdistan irakien âgé de 18 ans révolus a le droit de vote. Pour être éligible il faut être âgé de 30 ans révolus, savoir lire et écrire, avoir un casier judiciaire vierge et ne pas avoir pris part aux crimes du gouvernement irakien dans le Kurdistan. Le Code institue un Haut Comité électoral, formé de magistrats, de représentants du Front et de l'administration, présidé par le président de la Cour suprême du Kurdistan, chargé du contrôle de l'organisation, du déroulement et du dépouillement du scrutin. Le territoire kurde est divisé en 4 circonscriptions électorales : Arbil, Dohouk, Kirkouk et Souleimanieh. Chaque circonscription est dotée d'une commission du Haut Comité, laquelle

décide du nombre de bureaux de vote à mettre en place. Un comité présidé par un juge et comprenant des assesseurs de tous les partis politiques en compétition veille au bon déroulement et au dépouillement du vote. Le Code prévoit le mode de scrutin proportionnel. Afin d'éviter l'émiettement de la future assemblée seuls les partis obtenant plus de 7 % des suffrages exprimés pourront être représentés.

Ces règles du jeu définies, le code électoral, en conformité avec l'Accord kurdo-irakien du 11 mars 1970, fixe à 3 ans le mandat de l'Assemblée Nationale du Kurdistan irakien. Celle-ci aura 105 sièges dont 5 directement pourvus par la minorité chrétienne afin d'éviter que la loi de la majorité n'étouffe l'expression spécifique des aspirations des chrétiens du Kurdistan. Par ailleurs, des chrétiens peuvent également être candidats sur les listes ordinaires. Le mandat de député est à plein temps et n'est pas cumulable avec un autre emploi administratif ou professionnel. L'Assemblée issue du suffrage universel sera l'organe législatif du Kurdistan irakien et pourra elle-même définir souverainement ses compétences. Elle désignera également un conseil exécutif chargé du gouvernement de la région.

La campagne électorale s'est déroulée dans une ambiance de fête et d'unité. Chaque parti, tout en défendant ses propres couleurs, tenait à faire précéder ses défilés et meetings des drapeaux de l'ensemble des organisations du Front pour mieux souligner la nécessité de l'union et indiquer que l'expression de préférences ne devrait pas diviser et affaiblir les rangs kurdes dans cette période très critique. Dans un pays où l'on estime le nombre d'hommes en armes à près d'un demi-million, la campagne électorale très animée d'un mois n'a été entachée d'aucun incident violent, si ce n'est quelques attentats à la voiture piégée organisés par Bagdad, et la plupart du temps, déjoués à temps, par la police kurde.

L'un des problèmes matériels majeurs a été la mise en œuvre d'un moyen technique afin d'empêcher les votes multiples. Le choix s'est finalement porté sur l'utilisation d'une encre indélébile dans laquelle chaque électeur ayant voté devait tremper son index. Une encre réputée indélébile offerte par l'Allemagne s'étant au moment des tests révélée effaçable, la date du scrutin a été reportée de 2 jours pour trouver une solution. Finalement une encre mise au point par les chimistes kurdes de l'université d'Arbil a été jugée conforme par le Haut Comité électoral et le scrutin a pu avoir lieu le 19 mai.

Des observateurs venant de 13 pays ainsi que de nombreux journalistes ont assisté à ces premières élections kurdes qui se sont déroulées dans une ambiance de liesse populaire et sans incident. La participation a été très massive. Dès les premières heures de la matinée de longues queues se sont formées devant les 176 bureaux de vote. A la clôture de ces derniers, à minuit, plusieurs milliers d'électeurs n'avaient pas encore pu voter. Les observateurs ont été tous frappés par cette extraordinaire mobilisation populaire, par la patience et la maturité démocratique d'une population émergeant d'une si longue et douloureuse épreuve. A l'instar du président d'*Électoral Reform*, l'institut britannique indépendant spécialisé dans la surveillance des élections, ils ont souligné le caractère *libre et honnête* de ce scrutin (Cf. la revue de presse pour les reportages et témoignages). Des islamistes puissamment soutenus par l'Iran et l'Arabie Saoudite aux communistes et indépendants, toutes les sensibilités politiques ont pu se présenter librement devant les électeurs kurdes, une liberté que l'on n'a pas encore pu voir dans un autre pays musulman de la région et qui a été également remarquée par les commentateurs.

Après la centralisation des données et l'examen de quelques litiges et irrégularités, le Haut Comité électoral du Kurdistan a, le 22 mai, rendu public les résultats officiels et définitifs que nous publions ci-dessous :

Scrutin parlementaire :

Nombre de votants : 971 953. Votes valides : 967 229. Votes nuls : 4 724.

- Parti démocratique du Kurdistan (PDK)	437 879 voix	45,26 %
- Union patriotique du Kurdistan (UPK)	423 833 voix	43,81 %
- Mouvement Islamique de Libération (MIL)	49 108 voix	5,08 %
- Parti socialiste et Pasok (PSK)	24 882 voix	2,57 %
- Parti communiste d'Irak (PCI)	21 123 voix	2,18 %
- Parti populaire démocratique du Kurdistan (PPDK)	9 903 voix	1,23 %
- Indépendants (IND)	5 01 voix	0,05 %

Seuls le PDK et l'UPK ont pu franchir la barre des 7% de suffrages exprimés nécessaires pour être représentés au Parlement. En principe, 51 sièges devaient revenir au PDK, 49 sièges à l'UPK, 4 au Mouvement démocratique

assyrien et 1 à l'Union chrétien. Finalement les deux grands partis ont convenu, dans «un esprit de fraternité» d'avoir la parité avec chacun 50 sièges au Parlement, lequel doit être présidé par un député du PDK.

Sur les 105 membres de l'Assemblée les femmes ne sont que six. 65 parlementaires sont diplômés de l'université dont 12 titulaires de doctorat. Les enseignants (33), les ingénieurs (11) et les juristes (17) constituent les catégories socio-professionnelles les plus nombreuses 72% des parlementaires kurdes ont moins de 40 ans (Cf. Annexe la liste nominative complète des membres de l'Assemblée du Kurdistan).

2° - Scrutin présidentiel

Nombre de votants : 982 649. Votes valides : 970 050. Votes nuls : 12 599.

- Massoud Barzani (PDK)	466 819 voix	47,51 %
- Jalal Talabani (UPK)	441 057 voix	44,88 %
- Othman Abdul-Aziz (MIL)	38 865 voix	3,95 %
- Mahmoud Othman (PSK)	23 309 voix	2,37 %

Nombre de suffrages nécessaires pour avoir la majorité absolue de 51% requise : 491 325.

Un deuxième tour doit avoir lieu plus tard pour départager les deux principaux candidats. Quant à répartition des voix selon les circonscriptions, elle s'établit comme suit dans le scrutin parlementaire.

Arbil

PDK	UPK	MIL	PSK	PCI	PPDK	IND
15 2143	14 8352	11 092	8 883	11 047	2 101	1 84
Nombre de votants			335 827			
Votes valides			333 802			
Votes nuls			2 025			

Dohouk

PDK	UPK	MIL	PSK	PCI	PPDK	IND
168 683	15 184	3 874	1 983	1 546	6 051	49
Nombre de votants			198 352			
Votes valides			197 370			
Votes nuls			9 82			

Kirkouk*

PDK	UPK	MIL	PSK	PCI	PPDK	IND
24 604	53 129	4808	2038	2837	633	55
Nombre de votants			86 180			
Votes valides			88 104			
Votes nuls			5 06			

* Seuls les quelques districts sous contrôle kurde de cette importante province ont pu participer au scrutin.

Souleimanieh

PDK	UPK	MIL	PSK	PCI	PPDK	IND
92 449	207 168	29 334	11 978	5 693	1 118	2 13
Nombre de votants			349 164			
Votes valides			347 953			
Votes nuls			1 211			

Le Parlement du Kurdistan tiendra sa session d'ouverture le 4 juin à 10h.

NELSON MANDELA REFUSE LE PRIX ATATÜRK

COMBATTANT de la liberté et homme de principes, le leader sud-africain Nelson Mandela a décliné le *Prix International Atatürk de la Paix*, «en raison de la persécution du peuple kurde en Turquie». Ce refus vient de lui valoir une virulente campagne dans la presse turque. «Mufle», «ingrat», «terroriste», «ignorant», «sale Africain», sont les épithètes les plus fréquemment utilisées par les éditorialistes et faiseurs d'opinion des grands médias turcs. Évoquant au nom de son gouvernement ce «problème triste», le premier ministre Demirel s'est voulu plus serein: «c'est un événement infortuné. Pour montrer que nous n'étions pas racistes et que nous nous attachions aux droits de l'homme, nous avons voulu l'honorer. Il a décliné cet honneur. Il doit s'agir de malentendu, et de l'influence néfaste du lobby kurde. (cf. le quotidien turc *Hürriyet* du 15 mai 1992).

Institué en 1986 par le gouvernement turc pour améliorer son image à l'étranger, ce *Prix Atatürk de la Paix* est décerné par un jury composé notamment du Premier ministre, du chef d'état-major des armées, du secrétaire général du Conseil de sécurité nationale (un militaire), du ministre des affaires étrangères, du ministre du tourisme, etc... Son premier lauréat avait été Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, en 1986. L'année suivante, le président allemand Richard von Weizsäcker, pour des raisons diplomatiques, n'a pas voulu décliner le prix, mais, dans son discours de réception, il a tenu à mettre les points sur les i en défendant publiquement la reconnaissance des droits des Kurdes en Turquie, ce qui ne fut guère apprécié de ses hôtes. Le dernier lauréat de ce singulier prix étatique de «paix», par un régime en état de guerre quasi-permanent contre sa population kurde, fut

le général Kenan Evren, auteur du coup d'Etat militaire de septembre 1980, responsable de l'arrestation et de la torture de dizaines de milliers de personnes, en majorité kurdes, ainsi que de l'assignation à résidence entre autres personnalités de l'actuel premier ministre Suleyman Demirel.

Depuis la signature en mai 1988 par Winnie Mandela d'un *Appel international en faveur de la culture kurde en Turquie*, lancé par l'Institut Kurde de Paris, co-signé par une trentaine de Prix Nobel et publié dans la presse internationale, N. Mandela s'intéresse de près au sort du peuple kurde. Il sait, entre autres choses, que loin d'être un «homme de paix» Atatürk, qui, dès 1924 a interdit la langue et la culture kurdes, a été le principal auteur des massacres et déportations de plusieurs centaines de milliers de Kurdes dans la période de 1925-1938. Dictateur à poigne, imposant à son pays un régime à parti unique, calqué sur le modèle de Mussolini, il peut difficilement passer pour un démocrate ou un défenseur des droits de l'homme.

La décision de Nelson Mandela, qui, pour avoir payé de 17 ans de prison son amour de la liberté, sait apprécier à leur juste valeur les prix-gadgets étatiques, et qui en tant que leader d'un peuple bafoué saisit toute l'ampleur de la souffrance du peuple kurde, est tout à fait naturelle pour les défenseurs des droits de l'homme. Son porte-parole s'est d'ailleurs contenté d'un commentaire laconique: «Mettez-vous à la place des Kurdes en Turquie, pour comprendre les raisons de ce refus».

Cette décision a évidemment suscité une immense joie dans la population kurde.

LA TURQUIE PRÉSIDE LE CONSEIL DE L'EUROPE

MALGRÉ la répression massive menée au Kurdistan et les violations des droits de l'homme dont témoigne, entre autres, le récent rapport d'Amnesty International, la Turquie continue de bénéficier de la bienveillance de ses alliés européens. Elle a ainsi pu assumer à partir du 7 mai, et ce pour 6 mois, la présidence du Conseil de l'Europe, institution sans pouvoirs véritables mais censée incarner la «conscience démocratique de l'Europe».

Cette décision a soulevé une vive émotion parmi les victimes kurdes du régime turc comme une nouvelle

offense et comme un nouveau triomphe de la Realpolitik. Quatre institutions de la diaspora kurde (Centre culturel kurde de Londres, Congrès nationale kurde d'Amérique du Nord, Fédération des associations kurdes de Suède et Institut kurde de Paris) se faisant les interprètes des sentiments de la communauté kurde ont adressé une longue lettre à Mme. Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, pour rappeler le sort des Kurdes en Turquie et s'étonner de cette décision injuste. Elles ont également fait paraître un encart dans plusieurs journaux européens dont *Le Monde* et *International Herald Tribune*, un appel soutenu par les orga-

nisations de défense des droits de l'homme suivantes : *Comité norvégien de solidarité avec le peuple kurde, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, LICRA, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, NDH et SOS-Racisme.* (Cf. p. 14-15, les textes français et anglais de cet appel).

A la suite de la parution de cet appel de nombreux citoyens, dans plusieurs pays d'Europe, nous ont écrit pour manifester leur solidarité. Faute de pouvoir les remercier individuellement nous tenons à leur exprimer ici toute notre reconnaissance.

Dans sa réponse à la lettre des organisations kurdes, Mme. Lalumière écrit notamment *La Turquie a accédé à la présidence du Conseil des ministres en application du Règlement de cet organe, selon lequel chaque Etat mem-*

bre exerce cette présidence à tour de rôle, selon l'ordre alphabétique anglais. La Turquie succède dans cette charge à la Suisse qui l'avait assumée jusqu'au 7 mai dernier. L'application de cette règle dans le cas de la Turquie n'a à aucun moment été mise en question, ni par les autres gouvernements membres, ni à l'Assemblée parlementaire au sein de laquelle siège une délégation pluraliste du Parlement turc.

En somme, aucun gouvernement, ni même des parlementaires de l'Assemblée de Strasbourg ne trouvent anormal que le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement violent, sur une si vaste échelle, la plupart des articles de la Convention européenne des droits de l'homme, qui constitue la charte morale du Conseil de l'Europe, siège sans problème dans cette institution et la préside.

AMNESTY ALERTE L'OPINION PUBLIQUE SUR LA GRAVITÉ DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

DANS un rapport de 31 pages publié fin mai à Londres sous le titre *Turkey : Torture, extrajudicial executions, «disappearances»* (Turquie : Torture, exécutions extrajudiciaires, «disparitions»), Amnesty International alerte l'opinion publique, sur *l'accroissement alarmant des exécutions sommaires, des disparitions, de meurtres politiques et de la pratique toujours aussi massive de la torture par les forces de sécurité turque, en particulier dans les provinces kurdes.*

Le rapport relève d'abord qu'en novembre 1991, un nouveau gouvernement, formé par le Premier ministre Suleyman Demirel, a admis que la torture était un problème important en Turquie et il a, à maintes reprises, déclaré sa détermination d'introduire des mesures pour mettre un terme à cette pratique. Cependant, à la fin avril 1992, aucune mesure pratique ou législative n'avait encore été prise en ce sens et le grand nombre d'allégation crédibles de torture avait pour le moins accru. Tout au long de 1991 et de 1992 il y a eu des morts durant la garde à vue à la suite, croit-on, de la torture. Le développement le plus sérieux a été une brusque augmentation du nombre de «disparus» et des allégations d'exécutions extra-judiciaires, dans le style des meurtres des escadrons de la mort dans la province (kurde) de Mardin. Il passe ensuite en revue les principales violations commises, avec des faits et témoignages précis à l'appui. Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de ce rapport accablant :

- La pratique systématique de la torture se poursuit dans toute la Turquie.

Le flot d'allégations de torture reçues par Amnesty International et publiées dans la presse turque s'est poursuivi sans interruption pendant toute l'année 1991 et dans les premiers mois de 1992. Dans son rapport annuel de 1991 la Fondation turque des droits de l'homme, indépendante, affirme avoir reçu des informations, principalement par la presse quotidienne, de 168 incidents impliquant la torture de 552 personnes dont 218 ont obtenu des certificats médicaux confirmant leurs allégations.

Les mêmes facteurs que par le passé ont contribué à ce que la fréquence élevée des cas de torture demeure inchangée. Ensemble ces facteurs forment un système qui permet effectivement aux tortionnaires de poursuivre leurs activités. Ces facteurs sont :

I) *les détenus sont gardés à vue par la police pour des périodes extrêmement longues, dépassent fréquemment même les limites légales (En pratique les limites légales de garde à vue sont de 30 jours dans les 10 provinces de Turquie du Sud-Est (NdT : le Kurdistan) soumises à la législation d'exception et de 15 jours dans le reste du pays).*

II) *Pendant la garde à vue les détenus sont tenus au secret suivant une règle presque invariable.*

III) Les médecins employés par le gouvernement et les centres médicaux autorisés délivrent fréquemment des rapports médicaux trompeurs.

IV) Les plaintes de torture sont routinièrement ignorées, retardées ou supprimées (...). Alors aucune des garanties contre la torture promise par des gouvernements turcs successifs au cours des dernières années n'avait été introduite au moment de la rédaction de ce rapport, l'article 15 de la Loi Anti-Terror a effectivement gelé l'instruction d'un grand nombre de plaintes de torture durant 1991. Cette disposition a eu pour résultat que les plaintes contre la police ou la gendarmerie déposées par des personnes affirmant avoir été maltraitées ou torturées pendant leur détention pour tout chef d'accusation tombant sous le coup de la définition très large de «terrorisme» de la Loi Anti-Terror étaient toutes soumises à l'approbation du bureau du gouverneur local (qui est dans la chaîne de commandement direct entre le ministre de l'Intérieur et la police locale). Bien que la Cour Constitutionnelle ait abrogé cette disposition, celle-ci reste en vigueur dans les 10 provinces (kurdes) de la Turquie soumises à la législation d'urgence. Ce sont les autorités administratives locales qui détiennent le pouvoir de décider si une plainte de torture doit ou non donner lieu à des poursuites devant une cour (NdT: Le rapport donne en 11 pages des témoignages des victimes de la torture et de leurs avocats qui ont tenté en vain de poursuivre les tortionnaires).

Mort et disparition pendant la garde-à-vue.

En raison des interrogatoires menés dans les conditions de secret absolu par la police et la gendarmerie, qui sont rarement poursuivies lorsque des plaintes de mauvais traitement et de torture sont déposées contre elles, ce n'est peut-être pas surprenant que des détenues soient morts pendant leur garde-à-vue tout au long de 1991 et des premiers mois de 1992.

En 1991, il y a eu 15 morts pendant la garde à vue dans des circonstances qui suggèrent que les détenus ont pu décéder à la suite de la torture. Sept d'entre eux étaient des personnes interrogées pour suspicion de crimes politiques. Ces morts sont survenues principalement à Ankara, Istanbul et dans des lieux de détention du Sud-Est de la Turquie. Dans cinq cas des procès ont été intentés contre des fonctionnaires présumés, dans deux cas le procureur a estimé qu'il n'y avait pas matière à poursuites tandis que dans les huit autres cas il s'avère qu'aucune enquête n'a été ouverte (...).

Exécutions extra-judiciaires et «disparitions» dans le Sud-Est de la Turquie.

Amnesty International est profondément préoccupée par plus de 50 meurtres (ainsi que de nombreuses «disparitions») depuis l'été 1991 dans lesquels les forces de sécurité

auraient été impliquées au Sud-Est de la Turquie. Les principales cibles de cette avalanche de meurtres, qui se poursuit, ont été :

a) les habitants des villages qui ont refusé de participer au systèmes de protecteurs de village à la solde du gouvernement, particulièrement ceux suspectés d'avoir des liens avec le PKK, soit directement soit à travers les membres de leur famille.

b) des hommes politiques locaux en particulier les membres du Parti du Travail du Peuple (HEP) qui est perçu comme représentant la minorité kurde de Turquie vivant principalement dans le Sud-Est.

En février 1992, deux journalistes qui travaillaient pour des publications enquêtant sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires étaient tués par des assassins inconnus.

Des journalistes et beaucoup de Kurdes dans le Sud-est attribuent cette série d'exécution extrajudiciaires de 1991 et du début 1992 à la soi-disant kontrgerilla. La kontrgerilla étant à l'origine créée en 1953 comme une section des Services secrets et appelée Département de la guerre spéciale (Özel Harp Dairesi). Le Département de la guerre spéciale comprenait cinq branches, dont l'une — l'Unité spéciale — se serait depuis 1984 spécialisée dans des opérations contre les insurgés dans le Sud-Est. Bien qu'il soit impossible de confirmer ou d'infirmer les rumeurs selon lesquelles ces meurtres font partie d'une campagne secrète de la kontrgerilla, Amnesty International a recueilli des informations sur plus de 30 cas d'exécutions dites extrajudiciaires (19 dans les provinces de Mardin) et deux prétendues «disparitions» dans le Sud-Est de la Turquie dans lesquelles il y a des preuves suggérant l'implication possible des forces de sécurité. On prétend que ces meurtres sont perpétrés soit pour intimider l'opposition soit pour l'inciter à une rébellion ouverte afin qu'elle soit anéantie par des moyens militaires directs. Les meurtres ont également pu être commis par des membres subalternes d'une unité quelconque des forces de sécurité comme les unités spéciales (Özel tim) ou protecteurs de villages (Köy koruyucusu), agissant de leur propre initiative mais avec la collusion passive ou active d'autres parties du système de la loi et de l'ordre.

D'après les chiffres officiels, il y a 2500 membres d'unités spéciales et 20.000 protecteurs de village déployés dans la région ainsi que 60.000 soldats réguliers accomplissant des tâches de police comme membres de la gendarmerie.

Les membres d'unités spéciales, qui nominalement dépendent du commandant local de la police, sont entraînés pour le combat rapproché avec les forces de guérilla. Leurs identités, activités et méthodes sont enveloppées d'un grand secret. Ils peuvent être en uniforme et souvent sont masqués. Beaucoup de membres d'unités spéciales sont capables de parler kurde et ils peuvent aussi porter

des habits locaux, contrairement aux autres soldats, ils sont autorisés à avoir de cheveux longs, à porter une barbe ou une moustache et ils portent fréquemment des chaussures de sport. Il y a eu beaucoup d'allégations selon lesquelles les membres d'unités spéciales arrivent dans les villages prétendant être des guérilleros du PKK et demandent des provisions afin de tester la loyauté des villageois.

Pour contrer les activités du PKK, le gouvernement a également établi un système de 20.000 protecteurs de village. Ceux-ci sont des villageois armés et payés par les autorités pour combattre les guérilleros et leur refuser accès au soutien logistique dans les villages de la région. Bien que beaucoup de villageois soient réticents à servir comme protecteurs, par crainte de représailles de la guérilla, ils ont également peur des représailles des forces de sécurité en cas de refus. En théorie, le recrutement pour le corps des protecteurs de village est volontaire, mais le refus par des individus ou des villages entiers de participer au système est habituellement considéré par les forces de sécurité locales comme une indication du soutien actif ou passif à la guérilla. Le système de protecteurs de village est actuellement en crise avec des centaines de démissions de ce corps au cours des derniers mois de 1991 et du début 1992 (...).

Voici, en résumé, quelques uns des cas d'exécutions décrits en détail dans le rapport d'Amnesty :

1) Le 13 juin 1991, Ramazan Aslan a été tué de 14 balles dans la cour de sa maison à Midyat. Il était maire d'un village situé à proximité, İkizdere, et tenait une petite échoppe à Midyat. Il avait été élu maire d'İkizdere le 2 juin. Il était opposé au système de protecteurs de villages. Bien que des éléments de la gendarmerie soient venus au village pour dire qu'il était un candidat «inconvenant, car terroriste», il avait été élu par la population. Il a été abattu le jour même de la présentation de sa lettre d'accréditation aux autorités locales.

2) Le 18 août 1991, Hayrettin Demir, père de deux enfants a été abattu dans le jardin de sa maison, par un groupe d'hommes armés. Alerté, le commissariat central de Midyat n'est intervenu que le lendemain matin pour amener le cadavre à l'hôpital. Le procureur ne s'est pas déplacé pour des «raison de sécurité». H. Demir avait déjà été arrêté et torturé à plusieurs reprises. Selon son père il vivait sous la menace permanente des forces de sécurité et ses assassins ne peuvent être que les gens de la *kontrgerilla* et les protecteurs de village.

3) Le 28 août 1991, dans le village d'Akagil, İsmail Yigit, un fermier âgé de 40 ans et père de huit enfants a été enlevé par des personnes inconnues et abattu sur le bord de la route, plusieurs kilomètres plus loin dans le district de Nusaybin. Le commandant de la gendarmerie a rejeté la demande du procureur pour que le corps soit transporté à la morgue de l'hôpital aux fins d'autopsie, *pour ne pas troubler l'ordre public*. Le corps portait des

marques de coups, les bras semblaient brisés, il y avait 36 blessures par balles. Comme beaucoup de villages de la région de Nusaybin, le village d'Akagil n'avait jamais accepté le système de protecteurs de village. Un autre frère d'İsmail Yigit, Mehmet Salih Yigit avait été tué par les forces de sécurité en 1989.

4) Le 14 septembre 1991, vers 9h du soir, une voiture blanche est entrée dans le village Çimenli (en kurde Merce) près d'Omerli, dans la province de Mardin. Il y avait 4 hommes à bord de la voiture dont l'un portait un uniforme militaire. Ils se sont approchés de la maison de Hasne Poyraz à qui ils ont demandé d'appeler Abdulmecit Çetinkaya. Quand ce dernier est surgi, les quatre hommes le traînèrent 50 mètres plus loin et le criblèrent de 18 balles. Il y a simplement une route qui mène au village, laquelle passe devant un poste de sécurité contrôlé jour et nuit. Normalement l'indemnité de tout automobiliste et le numéro d'immatriculation de son véhicule sont notés par le poste. Ce dernier déclara aux villageois ne pas avoir de trace de la voiture blanche. Depuis 1980, A. Çetinkaya avait été arrêté à 8 reprises.

5) Ali Erdem, de Kızıltepe dans la province de Mardin, marié, père de 3 enfants, a été tué le 29 septembre 1991. D'après son père, Hacı Mehmet Erdem, ce soir-là la famille était rentrée de son vignoble à la maison située dans le quartier Serêkaniyê du village Arban, près de Kızıltepe. Les villageois disent qu'un hélicoptère ayant à son bord une vingtaine de soldats d'unités spéciales avait atterri à proximité du village cet après-midi-là. Quand la nuit est tombée, quatre hommes armés apparurent devant la maison de Hacı Mehmet Erdem. Ils portaient des Kalashnikovs et de parkas de commandos, de blue-jeans et de chaussures de sport (habits typiques des membres d'unités spéciales). Ils sont entrés dans la maison et tué Ali Erdem. Au même moment des coups ont été tirés de l'extérieur du village et quatre personnes, Mme. Emine Erdem (la mère d'Ali Erdem), Mme. Hate Çiçek, Cemal Çiçek et Mme. Bahare Temiz étaient blessés. Une voisine des Erdem qui a reconnu l'un des 4 hommes comme étant membre d'un groupe d'unités spéciales qui était déjà venu dans le village a été menacée de mort si jamais elle ouvrait la bouche.

6) Le 10 janvier 1992 à 17.30, Mehmet Demir vice-président de la fédération départementale de Siirt du parti HEP a quitté son restaurant. Il avait dit qu'il serait de retour dans 10 minutes sans dire où il allait. On ne l'a plus jamais revu. Des gens attablés dans un café situé dans la même rue affirment qu'à ce moment-là un car de police parké dans la rue procédait à des contrôles d'identité. La police et les autorités locales nient détenir Mehmet Demir.

7) Le 18 janvier 1992, le corps de Harbi Arman, un membre actif de la direction de la branche de Malazgirt de HEP a été trouvé mort sous un pont près du village d'Ornek, à 24 km au nord de Diyarbakir. Il avait été battu à mort.

8) Abdurrahman Sögürt, 38 ans, un boutiquier père de huit enfants a été tué par plusieurs coups tirés dans la tête et la poitrine par un des trois agresseurs non identifiés à Nusaybin, dans la province de Mardin, le 18 janvier 1992. Comme Vedad Aydin, enlevé et tué en juillet 1991, et Mehmet Demir et Harbi Arman, il était un membre actif du parti pro-kurde HEP.

9) Halit Güngen, journaliste kurde et membre de la direction de la fédération de Sirnak du Parti socialiste a été tué le 24 février 1992 par une personne non identifiée qui est entrée dans le bureau de Diyarbakir de l'hebdomadaire *2000'e Dogru* (Vers 2000), lui a tiré trois coups et s'est enfui, laissant un petit dispositif qui a explosé peu de temps après. Cette même semaine *2000'e Dogru* avait publié un article de cinq pages affirmant que des membres d'une organisation appelée Hizbullah, qui serait responsable de nombreux meurtres, attentats à la bombe et tabassages à Batman et Nusaybin, étaient entraînés à Diyarbakir, au quartier général de *Çevik Kuvvet* (Force Mobile de l'armée) ;

10) Cengiz Altun, journaliste kurde correspondant de l'hebdomadaire *Yeni Ülke* (Le nouveau pays) à Batman a été tué de 3 coups de pistolet par deux agresseurs le 24 février 1992 à 9 h du matin, au moment où il quittait son domicile. En octobre 1991 Cengiz Altun avait été détenu à Gercus alors qu'il voyageait pour enquêter sur la vague d'exécutions extrajudiciaires dans la province voisine de Mardin. C. Altun avait plus tard déclaré qu'il avait été détenu les yeux bandés pendant deux jours à la gendarmerie de Gercus qui l'accusait d'avoir pris part aux raids de la guérilla et que ses interrogateurs lui disaient constamment :

-Nous allons te tuer, mais on nous a vus te placer en garde à vue. Il a affirmé aussi que sa détention n'avait pas été inscrite sur le registre de la gendarmerie et qu'au moment de sa libération, sur l'intervention du maire de Gercus et d'un parlementaire, on lui a dit : Ton nom a été donné à toutes les unités, tu ne retourneras pas à Gercus, si tu remets le pied dans cette région, nous nous débarrasserons de toi.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Du 1er au 3 mai

les affrontements violents dans la région de Bingöl se soldent par la mort de 24 partisans du PKK et de 6 soldats et miliciens pro-gouvernementaux. A Batman, un véhicule de police est mitraillé, 2 policiers sont blessés. A Nusaybin, dans la province de Mardin, un tailleur, Ismail Irmak est abattu par des «inconnus».

Le 5 mai

dans les accrochages dans les districts de Kozluk, Solhan et Sirnak 8 membres du PKK et 3 soldats ont trouvé la mort. A Senkaya, dans la province d'Erzurum, deux véhicules sont tombés dans une embuscade du PKK. Bilan : 7 tués dont 5 soldats.

Le 7 mai

au terme de 48 heures d'affrontements à Sirnak, Bingöl, Mus, Mardin et Siirt 22 combattants du PKK ont été tués. L'armée turque n'a pas rendu public ses pertes. A Nusaybin, 3 enfants sont morts à la suite d'explosion de mines déposées par les forces turques dans la zone frontalière séparant cette ville du Kurdistan de Syrie. Dans la même ville un homme de 35 ans, Ahmet Aydin, a été tué par des «inconnus».

Le 8 mai

des affrontements ont fait 8 morts à Nusaybin, 5 à Silopi parmi les combattants du PKK. L'armée n'a pas rendu

public ses pertes. Le même jour les agences AP et Reuter ont annoncé la fermeture du camp *Felbe* du PKK situé dans la Bekaa, à 5 km de la frontière syrienne, en application du récent accord turco-syrien «contre le terrorisme». La Turquie a adressé un «ultimatum» à l'Autriche lui demandant de mettre un terme aux activités du PKK dans ce pays.

Le 11 mai

Massoud Barzani a déclaré que les opérations de l'armée turque en territoire kurde irakien ne faisaient que martyriser les Kurdes irakiens sans affecter sérieusement les groupes mobiles du PKK. A Maras, à la lisière du Kurdistan et d'Anatolie, 12 militants présumés du PKK ont été abattus par l'armée turque. A Pülümür, un soldat d'origine kurde a tué son lieutenant turc.

Le 12 mai

à Bingöl 4 combattants du PKK et 1 soldat ont trouvé la mort au cours des affrontements. La presse turque a annoncé la «fuite en Chypre» du chef du PKK, avec un faux passeport arabe au nom d'Abou Ali. Les autorités de Nicosie ont démenti cette allégation.

Le 17 mai

un raid des combattants du PKK sur les postes militaires de Tasedelen, d'Isikveren dans la province de Sirnak a fait

27 morts parmi les soldats turcs. La presse a annoncé également la mort de 40 militants du PKK. Le premier ministre turc Suleyman Demirel a adressé une énième «mise en garde» aux États soutenant le PKK.

Le 18 mai

importante opération militaire turque en territoire kurde irakien à la veille des élections kurdes pour «venger les victimes du raid» du PKK du 17 mai. D'après la presse turque, le bilan de ce raid serait de 35 soldats tués et «plus de 100 terroristes du PKK» auraient été tués. On n'aurait cependant trouvé que les corps de 40 d'entre eux. Le ministre turc de l'intérieur Ismet Sezgin déclare que le PKK s'engage désormais dans des opérations-suicide. Certains journaux turcs localisent maintenant Apo, le chef du PKK, à Dohouk au Kurdistan irakien et affirment qu'il aurait rencontré Saddam Hussein qui, lui, se trouve en principe à Bagdad. La guerre psychologique est au moins aussi intense que l'autre. Le même jour à Sirvan, dans la province de Siirt, 7 militants du PKK ont été tués. A Aralık, dans la province de Kars un enfant de 8 ans a trouvé la mort au cours d'une attaque contre le quartier résidentiel de la police.

Le 19 mai

l'armée annonce la fin de ses «opérations couronnées de succès» au Kurdistan irakien. Le millier de commandos anti-émeute engagés dans l'opération a regagné la Turquie. A Maras, près du village de Sarçukur, les corps de deux paysans âgés de 22 et 18 ans ont été trouvés criblés de balles près d'un pont. A Midyad, vers 22 heures, 3 hommes ont été abattus par les membres des unités spéciales et un commissaire de police a été tué en représailles.

Le 20 mai

un tract diffusé au nom du PKK appelle les députés kurdes à démissionner des partis turcs soutenant la répression militaire au Kurdistan «pour ne pas trahir leur peuple». A Kulp, dans la province de Diyarbakir, deux militants du PKK sont tués. A Sirnak, un homme de 35 ans est pendu à un poteau électrique par le PKK «pour collaboration avec le gouvernement». A Genç dans la province de Bingöl, 3 miliciens pro-gouvernementaux sont-abattus par le PKK. A Batman, un Kurde de 27 ans a été tué.

Le 21 mai

Ahmet Ayaz, candidat du Parti social-démocrate (SHP) à la mairie de Gözpinar a été abattu. A Pervari, dans la province de Siirt, un militant du PKK a été tué par les militaires turcs. A Kızıltepe, dans la province de Mardin, des «inconnus» ont fait irruption vers 21h dans le village de Simak, ont sorti un paysan de 38 ans, Ahmet Turgay, de chez lui et l'ont criblé de balles devant sa porte.

Le 24 mai

au cours des affrontements à Silvan, 4 militants du PKK ont été tués. A Hani, dans la province de Diyarbakir, deux miliciens pro-gouvernementaux, à Pervari deux sous-officiers turcs ont trouvé la mort lors des accrochages.

Le 25 mai

à Besiri, dans la province de Batman au cours des affrontements, 5 militants du PKK et 2 soldats ont été tués. A Idil, dans la province de Sirnak, 2 femmes et 2 enfants ont trouvé la mort au cours d'un raid. A Kızıltepe le tailleur Ismail Sertkaya a été abattu à bout portant par une balle tirée à la tête par un «inconnu». A Batman deux personnes circulant à bord d'un véhicule sans plaque d'immatriculation ont abattu Ibrahim Demir âgé de 22 ans, qui marchait dans la rue.

Le 26 mai

au cours des affrontements à Batman, Sirnak et Bitlis, 8 militants du PKK et 2 soldats ont été tués. A Kızıltepe, un jeune homme de 16 ans a été tué par la police. A Cizre, les forces turques ont mitraillé un minibus, tuant un homme et blessant plusieurs voyageurs. Les commerçants ont fermé leurs magasins pour protester contre cette tuerie.

Le 27 mai

raid du PKK contre le poste de gendarmerie d'Üzümlü, près de la frontière irakienne. Bilan : 14 soldats tués 15 blessés. 14 combattants du PKK ont trouvé la mort au cours de cette attaque tandis que 5 autres étaient tués à Bingöl, Adıyman, Hakkari et 47 étaient faits prisonniers. L'armée turque a lancé une nouvelle opération aéroportée au Kurdistan irakien pour «nettoyer définitivement les bases du PKK».

MEMBERS OF THE KURDISTAN NATIONAL ASSEMBLY
FROM THE KDP LIST

NAME	PROFESSION	BIRTH PLACE, DATE	AFFILIATION
1-Ferssat Ahmad Abdullah	Lawyer	Dahok, 1946	Independent
2-Mohamad Qadier Ahmad	Cadre	Erbil, 1934	KDP member
3-Barzan Khalied Aziz	Farmer	Erbil, 1945	KDP member
4-Mamend Ameen Babeker	Ex-Civil Servant	Suliamanya, 1937	Independent
5-Dr. Hassan Hussien Bafry	Doctor	Kirkuk, 1962	Independent
6-Younis Rosh Bayany	Ex-army officer	Mosual, 1943	Central Com
7-Yahya Mohamad Berzienchy	Artist	Kirkuk, 1948	KDP member
8-Mamoun Brefkany	Architect	Dahok, 1949	Independent
9-Fadil Raouf Chaqizhy	Cadre	Suliamanya, 1953	KDP member
10-Salah Ibrahim Dallou	Worker	Kirkuk, 1950	KDP member
11-Mulla Mahmoud Dershawy	Religious man	Dahok, 1939	Independent
12-Kanaby Aziz Dizayee	Lawyer	Erbil, 1927	Independent
13-Werya Ahmad Dizayee	Teacher	Erbil, 1943	Independent
14-Mohamad Sharief Dosky	Religious man	Dahok, 1949	Independent
15-Qayis Dewaly Dosky	PhD Law	Dahok, 1957	Independent
16-Safer Mohamad Dosky	Barrister	Dahok, 1949	Independent
17-Sherwan Naseh Haidery	Lawyer	Erbil, 1945	Independent
18-Feranso Toma Hariri	Teacher	Erbil, 1937	KDP member
19-Shafieqa Faqi Hassan	Female Teacher	Suliamanya, 1954	Independent
20-Saied Mohamad Herori	Lawyer	Dahok, 1943	KDP member
21-Dr. Hama Najim Jaf	Doctor	Kirkuk, 1946	Independent
22-Falek Aldien Kakay	Writer	Kirkuk, 1953	Independent
23-Mohssen Saleh Ketany	Farmer	Dahok, 1931	Independent
24-Hady Khider Kouikha	Industrialist	Erbil, 1937	Independent
25-Saliem Ali Haji Mallo	College Dean	Dahok, 1943	KDP member

NAME	PROFESSION	BIRTH PLACE, DATE	AFFILIATION
26-Mohamad Ameen Maoulloud	Economist	Suliamanya, 1931	Independent
27-Azad Fatah Miran	Retired Army Capt.	Erbil, 1944	Independent
28-Hamied Salim Miran	Engineer	Suliamanya, 1939	Independent
29-Ibrahim Saied Mohamad	Architect	Dahok, 1945	Independent
30-Shiekh Mohssen Mufty	Religious man	Suliamanya, 1957	Independent
31-Akber Haydier Mussa	Worker	Khanaqien, 1941	KDP member
32-Akrem Izzat Najeeb	Lawyer	Suliamanya, 1930	Independent
33-Adnan Mohamad Nagshebandy	Lawyer	Erbil, 1938	Independent
34-Affan Othman Nagshebandy	Teacher	Kirkuk, 1942	KDP member
35-Ahmad Ali Omer	Lawyer	Dahok, 1957	KDP member
36-Mullah Talha Qarany	Religious man	Erbil, 1930	Independent
37-Qasim Mohamad Qasim	Vet Surgeon	Dahok, 1951	KDP member
38-Fawzya Izzidien Rashied	Female Writer	Kirkuk, 1953	Independent
39-Nihad Nur Aldien Rashied	Barrister	Erbil, 1928	Independent
40-Dr. Idris Hady Saleh	PhD Engineering	Erbil, 1952	Independent
41-Jawher Namieq Salim	Economist	Kirkuk, 1946	Politburo
42-Jaffer Shiekh Ali Serkan	Agriculturist	Suliamanya, 1949	KDP member
43-Jawher Ahmad Shahwaz	Lawyer	Khanaqien, 1956	Independent
44-Farhan Abdullah Sharafany	Tribal leader	Mosual, 1956	Independent
45-Dr. Rosh Nuri Shawyis	PhD Engineering	Suliamanya, 1947	Politburo
46-Jamiel Abdi Sundi	Economist	Dahok, 1952	Independent
47-Ahmad Sallar Abdul Wahied	Artist	Suliamanya, 1947	Independent
48-Mohamad Saied Yacouby	Lawyer	Erbil, 1944	Independent
49-Khairy Said Beg Yazidy	Spiritual leader	Mosual, 1939	Independent
50-Mahamad Taher Zienabiden	Religious man	Dahok, 1949	Independent

MEMBERS OF THE KURDISTAN NATIONAL ASSEMBLY
FROM THE PUK LIST

NAME	PROFESSION	BIRTH PLACE, DATE	AFFILIATION
1-Mohammed Amin Abdul-Hakim	Religious man	Kirkuk, 1947	
2-Hassan Abdul-Kareem	Lawyer	Erbil, 1942	
3-Salahaddin Abdul-Hameed	Baccalaureate	Kirkuk, 1956	
4-Hassan Ahmed Abdullah	Cadre	Erbil, 1954	PUK member
5-Husseini Arif AbdulRahman	Lawyer	Sulaimanya, 1936	
6-Ahmed Tahir Ahmed	Baccalaureate	1936	
7-Ali Abdullah Ahmed	Baccalaureate	Kirkuk, 1953	
8-Hero Ibrahim Ahmed	Psychiatrist	Erbil, 1948	PUK member
9-Abdullah Rasoul Ali	Cadre	Erbil, 1952	PUK member
10-Jalal Shafiq Ali	PhD	1936	
11-Jalal Jawher Aziz	Accountant	Sulaimanya, 1954	
12-Nazad Ahmed Aziz	Baccalaureate	1927	Toilers Pty
13-Qadir Mahmend Babakir	Intermediate	Sulaimanya, 1942	
14-Ahmed Abu-Bakir Bamerni	PhD Literature	Dahok, 1951	PUK member
15-Sherko Faiq Bekas	Writer	Sulaimanya, 1940	
16-Kamal Ibrahim Faraj	Agriculturalist	Sulaimanya, 1941	
17-Kamal Fuad	PhD Literature	Erbil, 1932	PUK member
18-Kamal Jalal Gharib	Chemist	Sulaimanya, 1929	
19-Abdul-Kareem Kaka Hama	Intermediate	Sulaimanya, 1949	
20-Mohammed Tawfiq Hama	Engineer	Erbil, 1953	PUK member
21-Qadir Aziz Hamadameen	Cadre	Erbil, 1954	Toilers Pty
22-Omer Said Ali Hussein	Cadre	Sulaimanya, 1945	PUK member
23-Abdullah Haji Ibrahim	Intermediate	1950	PUK member
24-Arsalan Baiz Ismaeed	Baccalaureate	Erbil, 1950	PUK member
25-Najmadin Aziz Ismael	Student	Sulaimanya, 1949	
26-Saeed Abdi Khan	Lawyer	Dahok, 1951	
27-Salam Kareen Khan	Baccalaureate	1961	
28-Hassan Kanabi Khidr	Lawyer	1924	

NAME	PROFESSION	BIRTH PLACE, DATE	AFFILIATION
29-Nawsherwan Fuad Maaruf	Officer	Sulaimanya, 1949	
30-Mohammed Fuad Maasum	PhD	Erbil, 1938	PUK member
31-Perikhan Mahmood	Baccalaureate	1956	
32-Galawaz Abdul-Jabar Majid	Female Teacher	Kirkuk, 132-954	
33-Abdul-Khaliq Mohammed	Journalist	Erbil, 1941	Toilers Pty
34-Mohammed Fadil Mohammed	PhD	Sulaimanya, 1943	
35-Khasraw Gul Mohammed	Veterinarian	Sulaimanya, 1949	
36-Omer Abdullah Mohammed	Officer	Sulaimanya, 1947	
37-Saadi Ahmed Mohammed	Engineer	Erbil, 1949	PUK member
38-Salahaddin Mohammed	PhD	1934	
39-Sirwan Mohammed	Officer	Sulaimanya, 1947	
40-Shawkat Haji Musheer	Intermediate	Sulaimanya, 1948	PUK member
41-Mustafa Qadir Must	Peshmerga	Sulaimanya, 1958	PUK member
42-Mudhir Ali Mustafa	High School	Erbil, 1956	
43-Ayad Haji Namiq	Lawyer	Erbil, 1962	
44-Hassan Hameed Raheem	Primary	Kirkuk, 1949	PUK member
45-Izaddin Mustafa Rasoul	PhD Literature	Sulaimanya, 1934	
46-Ali Rasoul Rostam	High School	Erbil, 1941	
47-Nahla Mohammed Saadullah	Engineer	Erbil, 1957	
48-Tariq Mohammed Saad	Teacher	Erbil, 1948	
49-Bakir Haji Safar	Intermediate	Sulaimanya, 1944	
50-Taha Mohammed Taha	Religious man	Erbil, 1925	

MEMBERS OF THE KURDISTAN NATIONAL ASSEMBLY
FROM THE ASSYRIAN-CHRISTIAN LIST

1-Shamael Nono Biniamin	Engineer	Dahok, 1959	Assyr. Dem.
2-Yanadim Yousif Kana	Engineer	Dahok, 1951	Assyr. Dem.
3-Akram Ashur Odish	Teacher	Erbil, 1948	Assyr. Dem.
4-Feransis Yousif Shabo	Engineer	Dahok, 1951	Assyr. Dem.
5-Sirkis Agha Jan	High School	Erbil, 1962	United Christians

REVUE DE PRESSE

TURQUIE: LES KURDES FACE AUX PANZERS. AU PRINTEMPS 1991, les Kurdes d'Irak fuyaient dans les montagnes devant l'armée de Saddam Hussein; cette année, ce sont ceux de Turquie qui font face aux chars. *Témoignage Chrétien*, 2 mai 1992), p.1.

L'IMPOSSIBLE SOLUTION POLITIQUE : Un entretien avec Hüseyin Turhalli, avocat, 32 ans, nouveau président du HEP. Le HEP a été fondé notamment par des députés kurdes du SHP, le parti social démocrate d'Erdal İnönü. (*Témoignage Chrétien*, 2 mai 1992), p.2.

LE COMBAT D'EQUILIBRE AU KURDISTAN (*L'Union*, 4 mai 1992), p.2 et 3.

TOUT EN RECONSTRUISANT, LES KURDES CRAIGNENT UNE NOUVELLE ATTAQUE IRAKIENNE (*International Herald Tribune*, 6 mai 1992), p.3.

LES KURDES SONT INDIGNÉS: (*L'Hebdo*, 7 mai 1992), p.4.

TURQUIE : DERIVE SANGLANTE AU KURDISTAN. (*Flash Alternative*, 7 mai 1992), p.4.

INSTITUT KURDE : Conférence à Saint-Brienc le 3 juin. (*Le Télégramme de Brest*, 27 mai 1992), p.5.

FRANCE EUROPE MONDE: La crise kurde (*La Tribune de la Presse*, Mai 1992), p.5.

EN 1986, BUSH A TRANSMIS DES RENSEIGNEMENTS À SADDAM - En sa qualité de vice-président pendant l'administration de Reagan, Bush servit d'intermédiaire dans la transmission de renseignements stratégiques et militaires au Président Saddam Hussein à un tournant critique de la guerre entre l'Iran et l'Irak (*International Herald Tribune*, 8 mai 1992), p.5

IRAK: AVEC LES CHRETIENS DU KURDISTAN. Ils sont 500.000, et ils veulent que le monde ne les oublie pas. Ce sont les chrétiens du Kurdistan irakien. *Parlez de nous, de vos frères qui vivent ici. Nous sommes le berceau de la civilisation chrétienne, nous les Assyriens araméens.* Mais combien résisteront à la tentation de l'exode ? (*Famille Chrétienne*, 7 mai 1992), p.6, 7 et 8.

TURQUIE: LA TORTURE ET LES ASSASSINATS CONTINUENT (*Basler Zeitung*, 8 Mai 1992), p.8.

DES ORGANISATIONS KURDES S'ELEVENT CONTRE LA PRÉSIDENTE TURQUE DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*A.F.P.*, 7 mai 1992), p.9.

LA FUREUR DE VIVRE AU KURDISTAN IRAKIEN: Reportage de l'Est à l'Ouest, le Kurdistan irakien ressemble à un vaste chantier. Confortés par la surveillance aérienne exercée par les Alliés au nord du 36 parallèle, les Kurdes tentent de reconstruire des milliers de villages et doivent participer à des élections le 17 mai. Mais le régime de Saddam Hussein maintient sa pression par un blocus imposé depuis octobre dernier et renforce son dispositif militaire autour de Mossoul. (*La Croix*, 8,9 mai 1992), p.10.11.

L'OMBRE DE SADDAM : (*La Croix*, 8 mai 1992), p.12.

TURQUIE : LES SEPARATISTES KURDES ONT EVACUE UN CAMP D'ENTRAINEMENT AU LIBAN. Alors que les violences continuent. (*Le Monde*, 8 mai 1992), p.13.

LIBAN: DAMAS CHASSE LES KURDES (*Le Monde*, 12 mai 1992), p.13.

IRAK : LES KURDES ORGANISENT LEURS PROPRES ELECTIONS. (*Le Quotidien de Paris*, 11 mai 1992), p.13.

NON A LA PRESIDENCE TURQUE DU CONSEIL DE L'EUROPE. Appel signé par : Centre culturel kurde de Londres, Congrès national kurde d'Amérique du Nord, Fédération des associations kurdes de Suède, Institut kurde de Paris avec le soutien de : Comité norvégien de solidarité avec le peuple kurde, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, LICRA, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, NDH et SOS-Racisme. (*Le Monde*, 7 & 9, *International Herald Tribune*, 7 mai 1992), p.14-15.

BARZANI : «LA QUESTION KURDE A BESOIN D'UNE SOLUTION POLITIQUE» Pour la première fois, le leader kurde est interviewé par un journal grec. Interview d'Eleni Leoditsi avec Massoud Barzani. (*Kriakatiki*, 10 mai 1992), p.16, 18.

LES TROUPES DE BAGDAD PRÊTES À EMPÊCHER LE DÉROULEMENT DES ÉLECTIONS KURDES. (*The Independent*, 12 mai 1992), p.18.

KURDISTAN : SOLIDARITE AVEC UNE NATION DECHIREE ET OPPRIMEE. Le Kurdistan de 25 à 30 millions de Kurdes, dont 15 millions en Turquie, 6 à 8 millions en Iran, 1 million en Syrie et 2 à 300.000 dans l'ex-république d'Arménie. Pour le Turc Ismail Besikçi, c'est une population de 30 millions de Kurdes qu'il faut compter, dont 20 millions vivant en Turquie. LA TURQUIE ET LA QUESTION KURDE. La mission humanitaire de février 1991. Une terreur d'Etat. LE 21 MARS: Newroz, fête nationale kurde. (*L'Ecole Emancipée*, 13 mai 1992), p.19.

LES KURDES S'APPRÊTENT À PRENDRE PART A LEURS PREMIÈRES ÉLECTIONS LIBRES (*International Herald Tribune*, 14 mai 1992), p.20.

TURQUIE : MONTEE EN PUISSANCE. Resserrement des liens économiques et culturels avec la France. Position stratégique d'Ankara au carrefour de trois mondes. (*Le Figaro*, 12 mai 1992), p.21.

AU KURDISTAN IRAKIEN : Six mois après l'application du droit d'ingérence. Lors de l'arrivée des alliés au Kurdistan irakien, en avril 1991, des millions de Kurdes étaient réfugiés dans les montagnes frontalières de Turquie, d'Iran, de Syrie... Ils y avaient passé un hiver rigoureux et des milliers succombèrent à la faim, au manque de soins et de médicaments, au froid glacial. Dès le moins de mai, grâce à l'assistance internationale, le sort des réfugiés s'améliora et ils commencèrent à redescendre dans les vallées. En novembre, les camps organisés ont disparu et le vie reprend ses droits. Pour autant, malgré l'aide alimentaire et vestimentaire toujours maintenue après le départ des armées alliées, tous les problèmes sont loin d'être résolus. (*Génie Urbain*, 12 mai 1992), p.22-26.

APRES LE COUP DE FORCE POLICIER CONTRE LES KURDES GREVISTES DE LA FAIM. Les chemins étroits de la liberté. (*Patriote-Côte d'Azur*, 13 mai 1992), p.27-28.

PROCHAINE EXPULSION DE HUIT DES 27 GREVISTES DE LA FAIM KURDES DE VERNON. (*A.F.P.*, 20 mai 1992), p.28.

12 KURDES INTERPELLES A NICE. DESTINATION DANGER. (*Marseillaise, Libération*, 11 mai 1992), p.29.

DEBOUTE DU DROIT D'ASILE. Un jeune Kurde soutenu à Hérouville. (*Ouest-France*, 6 mai 1992), p.29.

LES GREVISTES DE LA FAIM KURDES DELOGES PAR LA POLICE. Evacués de force de leur installation précaire, près de l'église Notre-Dame, treize de ces protestataires — qui observaient leur mouvement depuis le 16 avril — ont été conduits au Centre de rétention de la caserne Auvare. Sept d'entre eux y ont été retenus en vue d'une imminente mesure de raccompagnement. ILS RECLAMENT UN STATUT DE REFUGIES POLITIQUES. DES KURDES EN GREVE DE LA FAIM A ROUEN ET A VERON. (*A.F.P.*, 19, *Nice-Matin*, 30 mai 1992), p.30, 31.

LE SEJOUR IRREGULIER D'UNE KURDE A MORTEAU : UN CAS HUMANITAIRE. (*Est Républicain*, 8 mai 1992), p.31.

DES COMMERÇANTS KURDES PROTESTENT. (*Libération*, 12 mai 1992), p.31.

KURDISTAN - LA PATRIE INTERDITE. Zakho, la porte

du Kurdistan - Plus de téléphone et des maisons rasées par les troupes de Saddam - Le PC souhaite une confédération de l'Irak et du Kurdistan - Barzani : refus de la violence et du terrorisme - Les ambitions de la Turquie. (*Luxemburger Wort*, 13 mai 1992), p.32, 34.

LE KURDISTAN : L'ALGERIE- TURQUE. (*Le Courrier de Gand, Le Courrier du Littoral*, Mai 1992), p.34, 35.

ELECTIONS FONDATRICES POUR LES KURDES D'IRAK. (*Courrier International*, 14 mai 1992), p.35.

LES KURDES PREPARENT LEURS PREMIERES ELECTIONS LIBRES. (*International Herald Tribune*, 14 mai 1992), p.36.

LES KURDES IRAKIENS REPETENT POUR L'INDEPENDANCE- Contre la volonté de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak s'apprêtent à élire une assemblée nationale et un président. Mais pour beaucoup d'entre eux, ces élections qui sont censées leur donner l'autonomie, ne sont en fait qu'une répétition générale déguisée sur le chemin de l'indépendance. (*Basler Zeitung*, 15 mai 1992), p.36.

LA TURQUIE, UN NOUVEL IRAK ? (*Libération*, 6 mai 1992), p.38.

TURQUIE : L'OFFENSE AUX KURDES. (*L'Humanité Dimanche*, 14 mai 1992), p.38.

LA TURQUIE ET L'EUROPE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 16 mai 1992), p.38.

LES KURDES, ETERNELLES VICTIMES DE LA GEOPOLITIQUE. (*A.F.P.*, 15 mai 1992), p.39.

IRAK : LA GUERRE SECRETE DES KURDES. Premières élections très symboliques dimanche pour les Kurdes d'Irak, entre la menace voilée de Bagdad et la guerre des chefs, par les armes et par les ondes. (*Ouest-France*, 16 mai 1992), p.40.

LES PUISSANCES REGIONALES S'INQUIETENT. Premières élections libres au Kurdistan irakien. - L'Insurrection kurde de 1991. (*Le Quotidien de Paris*, 16 mai 1992), p.41, 42.

KURDISTAN D'IRAK : LE TEMPS DU RENOUVEAU. Le 17 mai, les Kurdes d'Irak élisent, pour la première fois librement, leur Parlement. Malgré la misère et les menaces permanentes de l'armée de Saddam Hussein, l'espoir renaît. (*Témoignage Chrétien*, 16 mai 1992), p.42, 43.

AIDE AUX ENFANTS KURDES. Des étudiants brestois récoltent 6.651 francs. (*Le Télégramme de Brest*, 16 mai 1992), p.44.

LES ELECTIONS SOUS TUTELLE DES KURDES D'IRAK. -

ELECTIONS LEGISLATIVES AU KURDISTAN IRAKIEN. Le rêve autonomiste. (*Le Quotidien de Paris*, 16 mai 1992), p.44.

LE DEFI DES KURDES A BAGDAD. Les Kurdes d'Irak se rendront aux urnes dimanche pour élire à la proportionnelle un Parlement. Face-à-face Massoud Barzani - Jalal Talabani. De vives réactions du régime affaibli de Saddam Hussein qui jette de l'huile sur le feu. *24 Heures*, 14 mai 1992), p.45.

CHASSE AUX KURDES. L'armée turque en mouvement. Opération terrestre dans le nord de l'Irak. *24 Heures*, 8 mai 1992), p.46.

LES KURDES IRAKIENS CHERCHENT L'ELAN DEMOCRATIQUE. (*Charente Libre*, 16 mai 1992), p.46.

LA GUERRE DES CHEFS A L'EPREUVE DES URNES. Le scrutin de dimanche est une grande première en Irak. Barzani et Talabani, les deux principaux leaders de la révolution kurde, ont promis d'éviter les provocations. (*Le Figaro*, 16 mai 1992), p.47.

LE KURDISTAN S'AFFIRME PAR LES URNES. Des élections «libres» sont organisées dimanche dans le Kurdistan irakien. Bagdad les a par avance dénoncées comme «illé-gales». (*La Croix*, 16 mai 1992), p.48.

BARZANI : «PAS QUESTION DE PROCLAMER UN ETAT INDEPENDANT». A la veille d'élections au Kurdistan irakien, que récuse d'avance Bagdad, le leader du PDK dit à «*Libération*» sa détermination de négocier. Sitôt réalisée, en préalable, la levée du blocus de la région par l'Irak. (*Libération*, 16 mai 1992), p.49, 50.

L'AMERIQUE TOURNE LE DOS AU DEFI COURAGEUX DES KURDES - Les Etats-Unis refusent d'envoyer des observateurs aux élections kurdes au Kurdistan d'Irak. (*International Herald Tribune*, 16-17 mai 1992), p.50.

EN TURQUIE AUSSI, LES KURDES SOUFFRENT ET LUTTENT, DANS L'INDIFFERENCE GENERALE - APPEL POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN TURC. (*II Manifesto*, 16 mai 1992), p.51.

LES KURDES S'APPRESENTENT A VOTER DIMANCHE - LEURS PRINCIPAUX OBJECTIFS: UNITE ET AUTONOMIE. (*The Washington Post*, 16 mai 1992), p.52.

AVERTISSEMENT DES ETATS-UNIS AUX KURDES - WASHINGTON: «NON AU SEPARATISME, OUI AUX TROUPES AMERICAINES». (*II Manifesto*, 17 mai 1992), p.53.

LES ETATS-UNIS CHERCHENT A RECUPERER DES DOCUMENTS CONTENANT LES PREUVES DES TORTURES INFLIGÉES AUX KURDES PAR LES IRAKIENS. (*The New York Times*, 17 mai 1992), p.54.

LES KURDES D'IRAK A LA VEILLE DES ELECTIONS. (*The Financial Times*, 17 mai 1992), p.54.

SELON LES KURDES, UN REPORTAGE SUR UN PLAN SECRET DES ETATS-UNIS RISQUE DE COMPROMETTRE LE TRANSFERT DE DOCUMENTS PROUVANT L'EXISTENCE DE TORTURES ET D'EXECUTIONS PAR LES HOMMES DE SADDAM HUSSEIN. (*Reuter*, 18 mai 1992), p.55.

EN IRAK, LE KURDISTAN ENCERCLE VIT A L'HEURE DES ELECTIONS DU DESESPoir. Les Kurdes votent aujourd'hui, malgré les menaces de Saddam Hussein qui a déclaré illégales ces législatives. Massoud Barzani, le chef du PDK, veut négocier avec Bagdad. Une fois levé le blocus irakien. Interview. (*Le Nouveau Quotidien*, 17 mai 1992), p.56-58.

LES RATES DE L'ARME ANTIFRAUDE. Ce ne sont ni les violences ni les menaces de Saddam Hussein qui ont retardé le scrutin, mais la mauvaise qualité de l'encre allemande importée pour éviter toute falsification des résultats. (*L'Aurore*, 18 mai 1992), p.59.

LES TURCS DISENT AVOIR TUE 36 KURDES. (*The New York Times*, 17 mai 1992), p.59.

TURQUIE : 63 MORTS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*Est Eclair*, 18 mai 1992), p.59.

LES REBELLES AFFIRMENT AVOIR TUE 70 SOLDATS TURCS. (*A.F.P.*, 18 mai 1992), p.60.

MUSIQUE, CHANTS ET DANSE KURDES A MELUN, AVEC AMNESTY INTERNATIONAL. (*République de la Seine et Marne*, 18 mai 1992), p.60.

QUESTION SUR LA TURQUIE. (*Liberté*, 19 mai 1992), p.60.

LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN. LES PROMESSES NON TENUES DU REGIME DE BAGDAD. (*A.F.P.*, 18 mai 1992), p.61.

LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN. CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE POUR L'AUTONOMIE. (*A.F.P.*, 18 mai 1992), p.61-63

IRAK : REPORT DES ELECTIONS KURDES A CAUSE DE LA MAUVAISE QUALITE DE L'ENCRE PROVENANT DE L'ALLEMAGNE - 77 MORTS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (*Basler Zeitung*, 18 mai 1992), p.62.

LES LEADERS KURDES ESSAIENT DE FAIRE BONNE FIGURE A L'ANNONCE DU REPORT DES ELECTIONS. (*The Financial Times*, 18 mai 1992), p.63.

FRAGILE ESPOIR AU KURDISTAN IRAKIEN. En organisant leurs premières élections libres, les Kurdes pensent

faire un premier pas vers l'indépendance. (*Le Monde*, 18 mai 1992), p.63-64.

LES COMBATTANTS ARMÉNIENS ONT OUVERT LE CORRIDOR DE LATCHINE. L'Artsakh tend la main à l'Arménie. Les secteurs de Latchine et Khoubatli, seraient passés sous le contrôle des forces arméniennes. La population du corridor de Latchine, majoritairement kurde, se serait révoltée contre les Azéris, ce qui n'aurait pas peu contribué aux succès des Arméniens du Karabagh. (*Gamb*, 18,19, *Le Monde* 20 mai 1992), p.64, 73.

LE SCRUTIN KURDE NE SERA PAS ENTACHE. Parce que l'encre identifiant les électeurs n'était pas indélébile, les dirigeants kurdes ont repoussé à mardi le scrutin prévu hier. (*Libération*, 18 mai 1992), p.65.

LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN UN DEFI POUR SADDAM HUSSEIN. (*A.C.P.*, 18 mai 1992), p.65-66.

PREUVES EXHAUSTIVES DES ABUS CONTRE LES KURDES - LES ETATS-UNIS CHERCHENT A FAIRE SORTIR DE L'IRAK DES DOCUMENTS CONTENANT LES PREUVES DE TORTURES PAR LES IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 18 mai 1992), p.66.

LE KURDISTAN IRAKIEN SE FRAIE UNE VOIE DEMOCRATIQUE VERS L'INCONNU. Le report des élections, pour une histoire d'encre, met en lumière les divisions des partis kurdes. Un leader sera élu, pour gérer une autonomie dont les Kurdes savent qu'elle ne survivra pas sans appuis extérieurs. (*Le Nouveau Quotidien*, 19 mai 1992), p.67.

LES ETATS-UNIS S'APPRESENTENT A SORTIR DE L'IRAK PAR UN PONT AERIEN LES ARCHIVES DES ATROCITES COMMISES PAR LES IRAKIENS: DES TONNES DE DOCUMENTS CONTENANT LES PREUVES DU MASSACRE DE DIZAINES DE MILLIERS DE KURDES. (*Washington post*, 19 mai 1992), p.68.

IRAK: LA BEVUE DE LA MAISON BLANCHE A L'ORIGINE D'UNE VERITABLE CONSPIRATION. (*International Herald Tribune*, 19 mai 1992), p.69

IRAK: PLUS D'UN MILLION D'ÉLECTEURS KURDES DÉSIGNENT 105 DÉPUTÉS (*Le Monde*, 20 mai 1992), p.69.

POUR UNE RAISON TECHNIQUE LES ELECTIONS AU KURDISTAN ONT ÉTÉ REPORTÉES DE DEUX JOURS. (*Le Monde*, 19 mai 1992), p.70.

LES SURVIVANTS KURDES RELEVANT LE DEFI ET SE RENDENT AUX URNES. (*The Financial Times*, 20 mai 1992), p.70.

UNE FORTE PARTICIPATION ET LE CALME CARACTÈRE

RISENT LES PREMIÈRES ELECTIONS KURDES. (*The Washington Post*, 20 mai 1992), p.71.

LES KURDES D'IRAK DECOUVRENT L'IVRESSE DES URNES. C'était jour de fête hier au Kurdistan irakien, où 1,2 million d'électeurs étaient appelés à élire librement un Parlement ainsi que leur «chef politique». Une première qui semble avoir été largement suivie, dans le plus grand calme. — TALABANI : «La démocratie est la meilleure garantie». Le leader de l'Union patriotique kurde estime que des élections démocratiques constituent le meilleur moyen de rassurer la communauté internationale (*Libération*, 20 mai 1992), p.72-73.

LA JOURNÉE DES DOIGTS VIOLETS AU KURDISTAN. Les premières élections libres des Kurdes d'Irak. — ELECTIONS LEGISLATIVES ET PRESIDENTIELLES. Kurdistan : le vote de la liberté. — LE DEFI A BAGDAD. — JOURNÉE HISTORIQUE EN IRAK. Plus d'un million d'électeurs ont élu leur premier Parlement libre et désigné leurs leaders sous le regard protecteur des alliés occidentaux, dont les chasseurs-bombardiers survolaient hier encore la région. — COULEURS DE LIBERTÉ. — LES KURDES DÉFIENT BAGDAD EN VOTANT. — PARTICIPATION MASSIVE AUX ELECTIONS. (*Le Nouveau Quotidien*, *Le Courrier*, *24 Heures*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *L'Indépendant*, *Dauphiné Libéré*, *L'Alsace*, *République du Centre*, *La Voix du Nord*, 20 mai, *Le Monde* 21 mai 1992), p.74-80, 86.

LE REVE DES KURDES TRANSFORMÉ EN REALITÉ. (*The New York Times*, 20 mai 1992), p.81.

BARZANI EN TÊTE. Premier décompte favorable à Massoud Barzani. Résultats au plus tôt aujourd'hui (*Sud Ouest*, 21, *L'Humanité*, *Midi-Libre* 23, mai 1992), p.81, 94.

KURDISTAN, L'ÉTOUFFEMENT. En Turquie, la population kurde, qui lutte pour faire reconnaître son identité et ses droits, subit une répression sanglante. Tribut de mort contre lequel se battent les démocrates turcs. Mais quel règlement envisager pour l'ensemble du Kurdistan alors que fleurissent les commandos antiguérilla ? (*Humanité Dimanche*, 21 mai 1992), p.82-83.

LE NOMBRE DE VICTIMES AUGMENTE AU FUR ET A MESURE QUE LES TURCS POURSUIVENT LEUR OFFENSIVE CONTRE LES KURDES. (*The European*, 21 mai 1992), p.84.

MASSOUD BARZANI DEVANCE SON RIVAL DONT LA LIGNE EST PLUS DURE. (*International Herald Tribune*, 21 mai 1992), p.84.

KURDISTAN : FORTE PARTICIPATION AUX ELECTIONS. (*La Croix*, 21 mai 1992), p.84.

DES IRREGULARITES LORS DES ELECTIONS KURDES

RETARDEMENT L'ANNONCE DES RESULTATS. (*International Herald Tribune*, 22 mai 1992), p.84.

CHRETIENS DU KURDISTAN. (24 Heures, 23-24 mai 1992), p.85.

L'ART KURDE EN PAO. (*Courrier de Mante*, 22 mai 1992), p.85.

LES CHEFS KURDES D'IRAK ONT DECIDE D'ŒUVRER EN VUE DE FORMER UNE COALITION. (*Tribune de l'Expansion*, 22 mai 1992), p.85.

AVEC LE PEUPLE KURDE. (*La Marseillaise*, 22 mai 1992), p.86.

A L'ANNONCE D'IRREGULARITES, LES RESULTATS DES ELECTIONS SONT REPORTES. (*The New York Times*, 22 mai 1992), p.86.

RENCONTRE DES CANDIDATS RIVAUX POUR EXAMINER LES ACCUSATIONS DE TRUQUAGE LORS DES ELECTIONS KURDES. (*The Washington Post*, 21 mai 1992), p.87.

ELECTIONS AU KURDISTAN : Egalité presque parfaite. — LES KURDES FONT L'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE. Il était encore impossible, hier après-midi, d'obtenir des résultats du scrutin de mardi. Mais il semble que les petits partis aient été laminés par les deux principales formations, UPK et PDK. L'écart entre elles serait très serré. — LES ELECTIONS AU KURDISTAN IRAKIEN N'ONT PAS PERMIS DE DEPARTAGER LES DEUX PRINCIPAUX PARTIS. Sur les 105 sièges de l'Assemblée, 5 étaient réservés par le Mouvement démocratique assyrien, le cinquième revenant à l'Union chrétienne. — Les deux principaux partis kurdes obtiennent chacun 50 sièges au parlement. — (*Libération*, *Est Eclair* 23, *Le Monde* 24 mai 1992), p.87-88, 93, 94.

LA QUESTION KURDE : AUTONOMIE OU INDÉPENDANCE EN IRAK ? — DES LENDEMAINS TRES INCERTAINS. — L'inquiétude de la Turquie. Le parapluie de la force multinationale. — SOIXANTE-DIX ANS D'ESPOIR, DE REBELLION ET DE REPRESSION. (*Le Monde*, 22 mai 1992), p.89-91.

LE COMBAT DES CHEFS. Après une lutte très serrée, le PDK de Massoud Barzani l'emporte d'un souffle. Rien n'est joué. (24 Heures, 23-24 mai 1992), p.92.

EX-AEQUO LORS DES ELECTIONS KURDES. (*International Herald Tribune* 23 mai 1992), p.93.

TURQUIE : VIOLENTS COMBATS ENTRE L'ARMEE ET LES SEPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 28 mai 1992), p.93.

LES KURDES SE FONT UN PARLEMENT SUR MESURE. Le

PDK de Barzani et l'UPK de Talabani se partageront à égalité les 100 sièges de l'Assemblée du Kurdistan irakien. Un résultat aux allures de compromis entre les deux partis (*Libération*, 25 mai 1992), p.95.

LE PRESIDENT TURC PART POUR WASHINGTON. Brûlot à Ankara. Turgut Özal va se faire opérer de la prostate aux Etats-Unis. Avant de quitter son pays, il propose qu'une chaîne de télévision émette en langue kurde. Grognements au gouvernement et chez les militaires. (*Liberté*, 25 mai 1992), p.96.

KURDES : L'INDIGNATION DE Mgr. GAILLOT. (*Paris-Normandie*, 23 mai 1992), p.96.

UNE VINGTAINE DE KURDES TUES. (*Union*, 27 mai 1992), p.96.

DEUX PARTIS SE PARTAGENT LES SIEGES AU PARLEMENT KURDE. (*Turkish Daily News*, 25 mai 1992), p.97.

LES ELECTIONS KURDES DEBOUCHENT SUR UNE DEMONSTRATION D'UNITE. (*The Financial Times*, 26 mai 1992), p.97.

LES KURDES, QUI VOTENT EN IRAK, SE BATENT EN TURQUIE : GUERRE TOTALE. Le PKK vient de lancer en Anatolie des opérations militaires d'une ampleur jamais vue. Cette violence indispose les cousins kurdes d'Irak, qui ont besoin de la bienveillance turque pour asseoir leur autonomie. (*Le Monde*, 28 mai 1992), p.98-99.

DROITS DE L'HOMME EN IRAN : «Amnesty International : maintenons la pression!». (*Centre Presse*, 29 mai 1992), p.99.

BOMBARDEMENTS TURCS EN IRAK. (*Liberté*, 27 mai 1992), p.99.

DROIT D'ASILE POUR LES KURDES ! (*Rouge*, 28 mai 1992), p.99.

RESULTAT CONFUS DES PREMIERES ELECTIONS LIBRES. Kurdistan irakien : le défi de l'unité. Massée aux portes de la «province libérée», l'armée de Saddam Hussein est une menace permanente pour les peshmergas. (*Le Figaro*, 26 mai 1992), p.100.

DES AMIS DE L'IRAK ETAIENT AU COURANT DE MANIPULATIONS AU NIVEAU MONDIAL. (*International Herald Tribune*, 26 mai 1992), p.101.

NOUVEAUX COMBATS DANS L'EST TURC. Une opération aéroterrestre contre le PKK. (*Le Nouveau Quotidien*, 27 mai 1992), p.101.

LA REVOLUTION PAR LE VOTE - APPEL DES KURDES. (*L'Opinione*, 26 mai 1992), p.102-104.

- LES KURDES AUX URNES. Les Kurdes d'Irak ont enfin élu leur Parlement le 19 mai. Mais ils restent divisés sur les objectifs à atteindre et les moyens à utiliser face à Saddam Hussein. (*Les clés de l'actualité*, 27 mai 1992), p.105.
- LES MEDIAS TURCS DENONCENT L'INGRATITUDE DE MANDELA. Le leader sud-africain refuse le «prix Atatürk de la paix». (*Gamk*, 27 mai 1992), p.106.
- KURDISTAN : Colère turque. Véhémence protestation de l'ambassadeur de Turquie à Washington à propos des émissions en langue kurde diffusées par la Voix de l'Amérique depuis août 1990. (*Le Point*, 30 mai 1992), p.106.
- NOUVELLE TUERIE AU KURDISTAN. (*L'Humanité*, 28 mai 1992), p.106.
- KURDISTAN D'IRAK : L'AIDE INTERNATIONALE MENACEE. Saddam Hussein n'accorde plus de visas aux groupes d'assistance humanitaire. Certains envisagent de travailler dans la clandestinité. (*Le Figaro*, 28 mai 1992), p.107.
- LE NOUVEL AN KURDE SEME LA MORT PARMIS LES JOURNALISTES EN TURQUIE. (*Centre to Centre*, Mai-Avril 1992), p.107-108.
- LES ARABES ESTIMENT QUE LE BOYCOTT DE L'IRAK EST TROP SEVERE, SELON UNE DECLARATION DU CHEF DE LA LIGUE ARABE. (*International Herald Tribune*, 28 mai 1992), p.108, 109.
- L'OCCIDENT INNONDE L'IRAK DE FAUSSES MONNAIES DANS LE BUT DE SAPER L'ECONOMIE ET DE DESTABILISER LE GOUVERNEMENT DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 30-31 mai 1992), p.109.
- WELCOME TO KURDISTAN (Bienvenue au Kurdistan) : Depuis un an en effet, la zone kurde de l'Irak vit en autonomie sous le contrôle des Alliés dont la présence tient en respect Saddam Hussein, qui a juré la perte de ce peuple (*Nord-Eclair*, 30 mai 1992), p.110-113.
- LA SITUATION AU KURDISTAN D'IRAN. (*Anti*, 1 mai 1992), p.114-116.
- LES ELECTIONS DANS LE NORD DE L'IRAK, LES PRE-
- MIERS RESULTATS PLACENT BARZANI EN TÊTE. (*Turkish Daily News*, 21 mai 1992), p.118-120.
- LA TURQUIE EDIFIE UN VERITABLE «MUR DE SECURITÉ» DE 750 KMS. LE LONG DE SES FRONTIÈRES AVEC LA SYRIE ET L'IRAK (*Milliyet*, 7 mai 1992), p.121.
- NOUS AVONS LE SCEAU DE L'EUROPE : LA TURQUIE PRESIDE LE CONSEIL DE L'EUROPE JUSQU'À FIN OCTOBRE. (*Hürriyet*, 9 mai 1992), p.122.
- SCANDALE : MANDELA REFUSE LE PRIX ATATÜRK. (*Milliyet*, 14 mai 1992), p.123.
- A LA RECHERCHE DES RESPONSABLES DU SCANDALE MANDELA. Le refus du leader africain, influencé par le lobby kurde, de recevoir le «prix Atatürk» sème le trouble à Ankara, où chacun se rejette la responsabilité. Tandis que Ankara est sous le choc, le porte-parole de Mandela interrogé à ce sujet déclare : «Si quelqu'un a une question sur les raisons de ce refus, qu'il essaie de se mettre un peu à la place des Kurdes en Turquie. MANDELA EST UN RUSTRE INDIGNE D'ÊTRE HONORÉ PAR LA TURQUIE. (*Hürriyet*, 15 mai 1992), p.124, 126, 127, 129.
- AIDE ALLEMANDE AUX KURDES. UN CONVOI DE 44 CAMIONS MILITAIRES PROTÉGÉS PAR 89 POLICIERS ALLEMANDS EN ROUTE VERS LE NORD DE L'IRAK. (*Milliyet*, 18 mai 1992), p.126.
- «SALE AFRICAIN !» C'EST PARCE QUE LE PRIX ATATÜRK ÉTAIT FINACIEREMENT PEU DOTÉ QU'IL L'A REFUSÉ. LE TERRORISTE MANDELA N'EST PAS DIGNE D'UN PRIX DE PAIX. (*Hürriyet*, (premier quotidien turc) 15 mai 1992), p.126.
- UNE INTERVIEW D'ABDULLAH ÖCALAN, CHEF DU PKK : «SI L'ON ME TUE IL Y AURA UN BAIN DE SANG DANS LE PKK». (*Tercüman*, 19 mai 1992), p.128.
- LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DE RHÉNANIE-NORD WESTRPALE HERBERT SCHNOOR ET SON ÉPOUSE À ZAKHO, APRÈS UNE ESCALE À DIYARBAKIR 4 camions allemands susceptibles de servir de rampes pour la DCA sont retenus au poste-frontières turc de Habour. (*Milliyet*, 25, 28 mai 1992), p.130-131.

INSTITUT KURDE DE PARIS

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

106, rue La Fayette, 75010 - Paris. Tél. 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Témoignage Chrétien — 2 mai 1992

TURQUIE

LES KURDES FACE AUX PANZERS

Au printemps 1991, les Kurdes d'Irak fuyaient dans les montagnes devant l'armée de Saddam Hussein ; cette année ce sont ceux de Turquie qui font face aux chars.

Il est vingt heures, quatre blindés descendent de la colline où stationnent les renforts de l'armée turque depuis début mars. Les soldats campent sous les tentes, à flanc de coteau. Sagement alignés, vingt chars et dix automitrailleuses sont disponibles en permanence. De vingt heures à six heures du matin les « Panzers » de service patrouillent dans les rues de Cizre, désertes. La grande place de cette ville de 50 000 habitants, un carrefour important de la route qui conduit en Irak, est vide dès la nuit tombée, lugubre sous les lumières blafardes des luminaires. Les gens se terrent chez eux. Régulièrement réveillés par le bruit sinistre du passage des chenilles. Le jour, les chars remontent sur les hauteurs, mais un car de la police et un blindé stationnent sur la place, les hommes ont l'arme à la main. Tout comme les militaires qui déambulent dans les rues animées. Cizre est l'une des principales villes du Bothan, cette région du Kurdistan qui longe les frontières de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Les Kurdes des quatre pays y sont séparés par des *no man's land* classiques. Barbelés, mines et miradors.

Paradoxe sinistre : ce sont en partie des chars venus de l'ex-Allemagne de l'Est qui ont servi à réprimer ici les manifestations du nouvel an kurde, Newroz, le 21 mars. Le mur de Berlin abattu, le gouvernement allemand les a vendus en surplus au gouvernement turc. Ils défendent aujourd'hui le mur de Bothan.

On a relevé quatorze morts à Cizre le 21 mars. Vingt-deux à Sirnak. Le lendemain dix-sept manifestants sont morts à Nuzaybin, ville-frontière avec la Syrie, coupée en deux par le fleuve et les barbelés. Douze personnes ont été tuées directement par les « Panzers », nous précise Abdullah Koç, responsable de l'Association des droits de l'homme de Diyarbakir. Coincés sur le pont, les manifestants ont dû se jeter à l'eau pour échapper aux blindés. Ceux qui sortaient de la rivière ont été abattus. Quatre cadavres ont été récupérés dans la zone frontalière syrienne.

Depuis Newroz, la mort est quotidienne. A Cizre, le 11 avril, dans la nuit à 23 h 30, deux jeunes de 17 et 18 ans ont été abattus par une patrouille, sans sommation. A Silwan, petite bourgade proche de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan, douze personnes toutes connues comme des démocrates et des nationalistes ont été

abattus entre le 21 mars et le 21 avril. Les coupables, selon les autorités, seraient membres du Hezbollah, le parti intégriste. Mais les responsables des comités des droits de l'homme mettent en cause ces affirmations qui viseraient à dresser les Kurdes les uns contre les autres. Ils nous affirment que sous ce voile se dissimulent en fait des commandos des forces spéciales de l'armée turque. Cengiz Altun, reporter à Batman du journal *Yeni Ulke* (la Voix de la nation), un hebdomadaire pro-kurde, avait d'ailleurs écrit plusieurs articles mettant ces liens à nu. Il a été abattu par les forces spéciales un matin, en se rendant à son bureau.

Dans la région de Silwan, la population a voté à plus de 70 % pour les candidats du HEP (Parti du travail) lors des élections du 23 octobre dernier. Pour les Kurdes, ce parti est le seul qui les représente en tant que tels. Le 22 avril, quatorze de ses députés — sur les vingt-quatre qu'il compte au parlement d'Ankara — révélaient plusieurs faits lors d'une conférence de presse. Ainsi, le 20 avril un groupe de « gardiens de villages » — considérés par le ministre de l'Intérieur comme des « forces de sécurité » — stoppait deux mini-bus qui se rendaient à Mardin, ville étape proche de la frontière syrienne. Ils faisaient descendre les occupants, en abattaient huit et en blessaient dix autres. Des rescapés identifiaient même le chef du commando, un chef de village connu, qui n'avait pas pris la peine de dissimuler son visage. Les autorités turques soupçonnent les habitants de cette région de soutenir le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, l'animateur de la guérilla dans la région. Trente de ses membres ont été abattus par l'armée turque lors de l'assaut d'un camp proche de Mardin, le 17 avril. Huit civils ont été abattus au cours de l'opération.

Le Bothan est en guerre. A l'inverse, Diyarbakir (800 000 habitants) semble calme au soleil du printemps. Mais les marques de la manifestation du mois d'août dernier, qui rassembla cent mille personnes et fit soixante-dix morts, sont encore vives, dissuadant sans doute les responsables kurdes de risquer tout nouvel affrontement. Ce jour-là les Kurdes enterraient Veydat Haydin, président du HEP, abattu par les forces spéciales...

Michel Verrier

L'IMPOSSIBLE SOLUTION POLITIQUE

Témoignage Chrétien
2 mai 1992

Un entretien avec Hüseyin Turhalli, avocat, 32 ans, nouveau président du HEP. Le HEP a été fondé notamment par des députés kurdes du SHP, le parti social démocrate d'Erdal Inonu.

Michel Verrier



Hüseyin Turhalli

● Pourquoi quatorze des députés du HEP viennent-ils de démissionner du SHP ?

— Le gouvernement Demirel/Inonu, mis en place au lendemain des élections du 23 octobre, semblait vouloir s'ouvrir sur la question kurde, et faire un pas vers la démocratie. Lorsque Demirel est venu ici à Diyarbakir, je lui ai dit que nous soutiendrions toute mesure positive de son gouvernement. Nous avons demandé la suspension des lois spéciales qui placent notre région sous état d'exception. Nous avons espéré. Puis nous avons vu que le gouvernement envoyait des renforts militaires, des hélicoptères, des tanks, expédiait des gens en prison ou l'on pratique toujours la torture. Il n'était plus possible de soutenir le gouvernement. Si nos députés étaient restés au sein du SHP, nous aurions été des traîtres.

● Etes-vous pour la constitution d'un parti kurde, tel que le proposent certains dirigeants turcs aujourd'hui ?

— Non. Le HEP est un parti démocratique pour l'ensemble de la Turquie. Certes, la majorité de nos membres sont kurdes et c'est pourquoi nous apparaissions comme le parti du Kurdistan. Quant à

Souleyman Demirel, Turgut Ozal, Erdal Inonu, ils cherchent à construire un parti kurde qui travaillerait pour l'Etat, pas pour les Kurdes. Et puis si l'on veut raisonner sur ce terrain il y a déjà un parti kurde, le PKK, qui est soutenu par 80 % de la population. L'Etat devrait donc le reconnaître comme tel. C'est du moins mon opinion personnelle.

● Quels sont les rapports entre le HEP et le PKK ?

— Nous n'avons aucune relation. Mais le peuple kurde nous porte une sympathie commune. Celui qui sympathise avec le HEP sympathise aussi avec le PKK, et réciproquement.

● Quelles sont les différences alors ?

— Le PKK est organisé militairement. Le HEP est contre la violence. Nous voulons résoudre la question kurde politiquement.

● Une solution pour les Kurdes est-elle dans le cadre des frontières actuelles de la Turquie ?

— Oui. Les Kurdes et les Turcs pourraient vivre ensemble à égalité, dans une fédération par exemple. Mais à mesure que les massacres s'accroissent au Kurdistan cette hypothèse est de moins en moins réaliste.

Propos recueillis
par Michel Verrier

L'UNION — 4 mai 1992

Champagne-Ardenne : le combat d'Equilibre au Kurdistan

En décembre dernier, l'association humanitaire « Equilibre » de Champagne-Ardenne a lancé un projet d'aide d'urgence pour les enfants du Kurdistan irakien, une région sinistrée depuis le soulèvement de sa population à la fin de la guerre du Golfe. Son objectif : distribuer chaque jour un repas chaud à 16.000 écoliers. La responsable régionale de « Equilibre » vient de constater sur place le bon déroulement de l'opération

DISTRIBUTION de nourriture auprès des réfugiés kurdes, participation à la construction d'abris... Durant toute l'année 1991, l'association Equilibre a accompli sans relâche sa mission d'assistance au Kurdistan irakien, à l'égard des populations Kurdes persécutées par le régime de Saddam Hussein. L'effort se poursuit en cette année 1992. Responsable d'Equilibre Champagne-Ardenne, Thérèse Guérin revient d'un séjour en Irak où elle a pu mesurer l'état d'avancement du projet spécifique dans lequel l'association est engagée depuis décembre 1991 : un programme d'alimentation auprès des écoles des régions d'Halabja, Penjwin et Said-Sadeq.

« Ce projet a été décidé à la fin de l'année dernière, une fois que le problème d'habitat avait été partiellement résolu » rappelle Thérèse Guérin. « Le problème majeur

devenait alors la nourriture. Equilibre a donc lancé ce projet d'aide d'urgence pour les enfants du Kurdistan irakien et qui consiste à leur fournir dans les écoles un repas chaud et équilibré jusqu'à la fin de la présente année scolaire. »

104 tonnes de nourriture

« Dans le sud de l'Irak, les premiers sandwiches ont été distribués le 10 février » souligne Thérèse Guérin. Supervisée par un Kurde en relation étroite avec Equilibre depuis de nombreuses années, l'opération se déroule bien, sans rencontrer de difficultés majeures. D'une dimension plus importante, le programme mené au Kurdistan s'est mis en place progressivement, de fin décembre à début avril.

« Dans le sud de l'Irak, les premiers sandwiches ont été distribués le 10 février » souligne Thérèse

Guérin. Supervisée par un Kurde en relation étroite avec Equilibre depuis de nombreuses années, l'opération se déroule bien, sans rencontrer de difficultés majeures. D'une dimension plus importante, le programme mené au Kurdistan s'est mis en place progressivement, de fin décembre à début avril.

« Dans chaque école, l'équipe est composée de cuisiniers et d'assistants qui aident à la préparation et à la distribution des repas, le tout sous le contrôle d'un responsable kurde. Au total, dans les vingt écoles, nous distribuons chaque semaine 26 tonnes de nourriture achetées par nos soins, soit 104 tonnes par mois. »

Et après ?

Prévu jusqu'à la fin juin, le projet a atteint sa vitesse de croisière. Les équipes sont parfaitement rodées, à tel point que l'exécution du programme atteint une certaine autonomie, nécessitant de moins en moins l'intervention des Français. Le bilan matériel est également appréciable. « Toutes les

écoles concernées par le programme sont maintenant équipées d'un coin cuisine avec tout le matériel nécessaire à la préparation d'un repas chaud. De même, chacune des écoles confrontées à des problèmes d'eau dispose désormais d'une capacité minimum de stockage pour une semaine. »

A en croire les Kurdes, deux années leur sont encore nécessaires pour atteindre l'autonomie alimentaire. Ce délai pose la question d'un éventuel prolongement du programme d'alimentation à la rentrée 1992. « Pour cela, trois obstacles devront être résolus » observe Thérèse Guérin : « qui va payer les salaires des personnels kurdes ? Qui va fournir la nourriture dans les écoles ? Comment va se faire l'approvisionnement en eau et en gaz des écoles qui le nécessite ? » Des questions sans réponses, teintées d'inquiétude. La satisfaction du travail actuellement accompli ne peut hélas occulter les incertitudes liées à l'avenir.



Chaque semaine, « Équilibre » distribue 26 tonnes de nourriture aux écoliers kurdes.

Une population en sursis

Ils ont été réalisés par des enfants de six à douze ans et tous, à de rares exceptions près, décrivent la même chose : des maisons détruites, des avions qui déversent leurs cargaisons de bombes, et des cadavres, plein de cadavres. Recueillis au gré d'un concours organisé dans une vingtaine d'écoles du Kurdistan irakien, ces dessins évoquent sans cesse le thème de la mort. Le souvenir choc que Thérèse Guérin garde de son récent séjour dans cette région sinistrée, depuis le soulèvement kurde à la fin de la guerre du Golfe.

« Partout, les arbres sont calcinés, brûlés à l'acide nitrique. Les sources sont dynamitées et comblées avec du béton. Les champs sont en friches, minés par des millions de mines anti-personnelles. » Chaque jour, ces dernières blessent et tuent aussi bien le bétail que les hommes, les enfants surtout. « Beaucoup de mines ressemblent volontairement à des jouets. » C'est pourquoi les tombes de couleur sont aussi nombreuses

dans les cimetières improvisés du Kurdistan. Chacune correspond à la sépulture d'un enfant.

Mais malgré ce fardeau de malheurs et de désolation, « les Kurdes manifestent une volonté de vivre étonnante » constate Thérèse Guérin. « Dans les villages en ruine, les familles reviennent s'installer sous les décombres de leurs maisons et elles reconstruisent comme elles peuvent. Elles accueillent avec des larmes de reconnaissance les marchandises de France Liberté, remercient les médecins de Médecins sans frontières et Médecins du monde, les équipes d'Equilibre et des autres ONG. » Pour tous les Kurdes, il est clair que la présence de ces organisations à stopper Bagdad dans son entreprise de destruction. Provisoirement. Car comme l'a dit un Kurde à Thérèse Guérin, « le jour où vous allez partir, Saddam Hussein viendra détruire tout ce que vous avez fait pour nous ».

International Herald Tribune — May 6, 1992

Rebuilding, Kurds Fear New Iraqi Attack

By Leslie Weaver
New York Times Service

TAQ TAQ, Iraq — As another Iraqi artillery shell exploded in the distance, Abdullah Abdelrahman Hussein paused amid his fig trees near this town on the fringe of Kurdish-controlled northern Iraq and gazed south to nearby hills.

“They want to come back,” he said of the Iraqi forces, which have built up strength over the last two months along the front behind the hills and occasionally shell the area.

“Everybody is always saying maybe they'll attack today or tomorrow,” he said. “We're hoping they're afraid to move forward because of the Western coalition forces.”

A year after the coalition forces, which defeated Iraq in the Gulf War, set up a security zone for Kurds in northern Iraq after the Kurds' uprising against Baghdad, a fresh spring has dusted the mountain region's green valleys with wildflowers and Kurds are rebuilding their lives.

But many, like Mr. Hussein, fear that a new Iraqi attack could send them fleeing to the mountains again.

“I'm always thinking about it,” he said.

Small clusters of tents dot the countryside as more Kurds join tens of thousands of others who returned last summer and fall to

rebuild villages destroyed by Iraqi forces during rebellions in the 1970s and '80s, Kurdish officials and international relief agency workers say.

Farmers are tending their fields and orchards, despite a six-month Iraqi economic blockade on the area that has sent prices soaring for everything from seeds and fertilizer to fuel.

Trade in vegetables and other food from Turkey has picked up. In D'hok and other towns, an almost festive air has taken hold as campaigning gears up for elections on May 17 to choose a leader and a legislative assembly.

Yellow, green and red flags of rival parties flutter from cars and

rooftops. The factions' supporters parade through streets, and storefronts are bedecked with banners and posters.

But many Kurds say they fear that Baghdad might try to disrupt the elections, and that the military threat, despite Western warnings to Iraq, is never far from their minds.

“As long as the Iraqi military buildup is present, people cannot lead a normal life,” said Aris Rushdi, an official of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main Kurdish parties.

“The future isn't clear,” said Mustafa Saadulla, 26, whose family owns a grocery store in D'hok. “People are afraid the same thing as last year could happen again.”

L'HEBDO - 7 MAI 1992

Les Kurdes sont indignés

A propos de l'article «Le racket des Kurdes» («L'Hebdo» N° 13).

(...) Si un mouvement avant tout indépendantiste comme le PKK, accessoirement marxisant, écope de tous les lauriers en matière d'extrémisme ou de stalinisme, de quel titre pourra-t-on coiffer les différentes émulations de l'extrême gauche turque: TKPML, TDKP, Dev Sol...? Ces mouvements qui à juste titre reprochent au PKK de privilégier la défense de l'identité kurde à la lutte des classes,

s'avèrent, en Turquie même, être les maîtres artisans du terrorisme urbain. Et en Suisse, se complaisent dans le plus beau folklore marteau-faucille qui soit.

(...) Admettons que le PKK récolte des fonds, Dev Sol ou d'autres en font de même. Pourtant le PKK se voit charger automatiquement du «racket de Bâle». Quant au meurtre de Lausanne de 1985, aucune preuve n'a pu être retenue quant aux mobiles politiques du crime. La presse de l'époque relatait une vengeance éventuelle faisant suite au meurtre d'un militant du PKK

à Paris. Aussi odieux que soit cet acte, qu'il soit individuel ou l'œuvre d'une organisation, rien ne vous permet de l'associer à un racket. Enfin, on s'interrogera sur la vraisemblance d'un impôt de guerre kurde prélevé sur le dos de la diaspora turque...

Admettons que le PKK récolte des fonds en usant de méthodes coercitives; ainsi violentés nos Kurdes se déplacent massivement, et en famille, aux fêtes organisées par leurs «bourreaux». Ils étaient plus de 5000 lors de la fête de Newroz 92 à Neuchâtel. Etes-vous venu prendre le pouls des contraintes

ou des peurs qui — dans la logique de votre article — auraient dû rassembler ces gens? Pour notre part, nous croyons que le peuple kurde, dans ses traditions, sa générosité, son identité exacerbée parce que niée dans la violence, est capable de se mobiliser solidairement, rendant par là bien marginales les méthodes de «staliniens mafieux» décrites dans le rapport du Conseil fédéral. (...)

*Pour l'ASK, Daniel Robert
et Jacqueline Sammali,
La Chaux-de-Fonds*

FLASH ALTERNATIVE — 7 mai 1992

TURQUIE : DÉRIVE SANGLANTE AU KURDISTAN

L'Assemblée européenne des citoyens (HCA) a organisé en Turquie deux missions d'enquête (février et mars 1992) concernant en particulier la situation au Kurdistan. Richard Falk, juriste américain de renom, résume ses impressions après la première mission.

Le gouvernement turc ne cache pas l'imminence d'une offensive au printemps contre le mouvement kurde dans le sud-est du pays et envisage un bain de sang. Cette situation se développe en dépit de la politique du gouvernement Demirel qui veut promouvoir des réformes démocratiques, rompre avec le passé militariste et faire progresser l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne. On s'accorde à penser que le gouvernement est trop faible pour défier l'Etat, c'est-à-dire les institutions bureaucratiques permanentes liées à la «sécurité» — armée, services secrets, police.

La période actuelle est une période de test. Le gouvernement Demirel essaye de prouver au monde extérieur, et à lui-même, que la démocratisation est possible en Turquie, même en ce qui concerne les

12 millions de Kurdes, minorité si longtemps opprimée. Mais en même temps, l'Etat, toujours militarisé, cherche à affirmer sa prééminence, en discréditant les politiciens qui dirigent le gouvernement, en montrant leur incapacité à protéger la société face à la montée du nationalisme révolutionnaire lié au mouvement kurde. Chaque camp se réclame d'une violence légitime et tout est prêt pour une confrontation encore plus sanglante entre l'Etat turc et le PKK (Parti des travailleurs kurdes).

Dans ce contexte de polarisation croissante, de nombreux Turcs cherchent, avec courage et détermination, à affirmer une présence démocratique dans la société civile. (...) La création d'une Fondation turque des droits de l'homme est (de ce point de vue) significative. Elle gère (par exemple) des centres de réhabilitation pour les victimes des tortures dans les trois principales villes du pays. Il s'agit, semble-t-il, de la première initiative de ce type dans un pays où la torture est constamment pratiquée.

Renforcer le projet démocratique de l'intérieur et de l'extérieur est un défi international, en particulier pour l'Europe.

Richard FALK
HCA Newsletter n° 4 - mars 1992

Institut kurde Conférence le 3 juin

Saint-Brieuc, Ploufragan et Loudéac ont accueilli l'an passé des familles kurdes irakiennes fuyant le régime de Saddam Hussein. Cet accueil a pu se réaliser grâce à l'Institut Kurde et son correspondant briochin, Patrice Goueffon.



Patrice Goueffon a adhéré à l'Institut kurde à une époque où le Kurdistan ne faisait pas la une de l'actualité. Aujourd'hui correspondant de cet institut, il participera à l'organisation de la soirée sur le Kurdistan prévue le 3 juin à Saint-Brieuc.

Une association créée en 1992 a pris le relais du comité de soutien né en 1991. Cette association France-Kurdistan s'est donnée pour but de soutenir ces familles et faire connaître la culture kurde.

« France-Kurdistan » organise un buffet froid de solidarité le 3 juin à 19 h, au centre social du Plateau. Après ce repas, l'Institut Kurde de Paris présentera un film sur le Kurdistan et un débat au sujet des élections du 17 mai et des récents événements dramatiques en Turquie.

Renseignements : « France-Kurdistan », centre social du Plateau ou au 96.33.87.35.

FRANCE EUROPE MONDE

22 mars

La crise kurde

« Nouvel an sanglant en Turquie. Pour fêter Nowrouz, le nouvel an kurde, le groupe armé du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a lancé une grande offensive dans l'Est du pays. Pour la première fois, des batailles de rue à l'arme lourde ont opposé forces turques et guérilleros, qui disposent de bases de repli en Irak, en Syrie et au Liban, dans la plaine de la Bekaa. Bilan : au moins cinquante morts, et des dizaines de blessés. L'armée turque, pour tenter d'éliminer cette guérilla des montagnes qui devient de plus en plus urbaine, n'a pas hésité à bombarder la ville de

Sirnak. Ce regain de violence intervient au plus mauvais moment pour la Turquie qui s'apprête à assurer la présidence du conseil de l'Europe pour six mois. (...) En huit ans, la violence dans les zones à population kurde a causé la mort de plus de 3 500 personnes. La guérilla, qui terrorise la population civile, revendique la création d'un Etat kurde. (...) Ankara est désormais confrontée à un véritable casse-tête politico-militaire : comment contenir les revendications indépendantistes, qui font tache d'huile parmi les 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie, sans accentuer le degré, déjà élevé, de la répression? »

Le Point

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 8, 1992

In 1986, Bush Relayed Data to Saddam

By Murray Waas
and Douglas Frantz
Los Angeles Times Service

WASHINGTON — As vice president during the Reagan administration, President George Bush acted as an intermediary in sending strategic military advice to President Saddam Hussein of Iraq at a critical point in the Iran-Iraq War, according to sources and classified documents.

The specific advice — that Iraq unleash its air force against Iran — was passed on during a trip to the Mideast by Mr. Bush in August 1986. Mr. Bush used President Hosni Mubarak of Egypt to relay the message to Mr. Saddam, according to two Bush administration officials familiar with the incident.

At the time, the Reagan administration was maintaining a public posture of neutrality in the war while secretly assisting Iraq in an attempt to stop Iran and its spreading Islamic fundamentalism.

The Reagan and Bush administrations have admitted sending Iraq intelligence data about Iranian troop movements during the eight-year conflict. However, it has not been disclosed previously that the intelligence was augmented by military advice and that Mr. Bush played a personal role in conveying the advice.

The extent of Mr. Bush's personal commitment to assisting Iraq has attracted increasing scrutiny amid revelations that U.S. aid continued long after the Iran-Iraq War and extended into his own administration. Iraq received billions of dollars in U.S. food credits and retained access to sensitive technology until the

1990 invasion of Kuwait — despite Mr. Saddam's increasing belligerence and the objections of several top-level administration officials.

A White House spokesman said he could find no information that Mr. Bush relayed the military advice to Iraq through Mr. Mubarak. In response to earlier stories in the Los Angeles Times about his role in executing Reagan administration policy toward Iraq, Mr. Bush said he was proud of his actions and defended them as part of a strategy to contain Iran.

The U.S. advice that Mr. Saddam step up his bombing of Iran came in response to fears among Iraq's Arab allies and administration supporters that Iran was on the verge of winning the war in mid-1986, according to analysts and classified documents.

At about the same time that Mr. Bush relayed the military advice during a trip to the Middle East, Saudi Arabia shipped Iraq an undisclosed number of U.S.-made, 2,000-pound bombs, according to a classified State Department cable.

A source knowledgeable about the transfer said the Saudis sent Iraq 500 of the Mk-84 bombs along with a number of British Lightning fighter-bombers to help Mr. Saddam escalate the air war. Three sources told the Times earlier that the Saudis transferred the weapons with approval from unnamed U.S. officials.

In congressional testimony last week, Secretary of States James A. Baker 3d described the Saudi transfer as "inadvertent" and indicated that it was done without U.S. authorization. The State Department has declined to say how many bombs were involved.

One former Reagan administration official said the plan to provide secret military advice to Iraq in the summer of 1986 came as a result of "the frustration that Saddam was not properly using the intelligence information about Iranian troop movements and capabilities."

The official said it was decided to expand the intelligence sharing to military advice at meetings of an interagency advisory group, known as Contingency Pre-Planning Group. The group included officials of the National Security Council and assistant secretaries of various agencies, such as the State and Defense departments.

Iran had launched a major military offensive against Iraq earlier in 1986 and U.S. intelligence analysts believed that Mr. Saddam had to be persuaded to unleash his air force to fend off the attacks. But analysts said Mr. Saddam was reluctant to carry out a sustained bombing campaign because he was hoarding his air resources.

Using Mr. Bush to urge Mr. Saddam to conduct a more aggressive air war was discussed at a meeting of the interagency planning group July 23, 1986, according to a secret State Department account of the session. Mr. Bush was embarking on a 10-day trip through the Middle East July 25, including stops in Saudi Arabia and Jordan as well as a meeting with Mr. Mubarak in Cairo.

"We have encouraged the vice president to suggest to both King Hussein and President Mubarak that they sustain their efforts to convey our shared views to Saddam regarding Iraq's use of its air resources," said the account.

LE MONDE

IRAK

AVEC LES CHRÉTIENS DU KURDISTAN

Ils sont 500.000, et ils veulent que le monde ne les oublie pas. Ce sont les chrétiens du Kurdistan irakien. «Parlez de nous, de vos frères qui vivent ici. Nous sommes le berceau de la civilisation chrétienne, nous les Assyriens araméens.» Mais combien résisteront à la tentation de l'exode ?

TEXTE ET PHOTOS : DOMITILLE LAGOURGUE

Le Père Rabban est prêtre dans la paroisse de Kwani - Komani en langue araméenne - dans la région d'Amadyah, au nord-ouest du Kurdistan. Derrière un profil de séducteur, une silhouette athlétique (il a failli être engagé dans l'équipe nationale irakienne de volley-ball) se cache toute l'autorité d'un homme dont la ténacité, le courage et surtout la foi font rempart à l'adversité. Et le mot est faible.

Les terribles images de ces hordes de Kurdes, faméliques, affamés et surtout déshydratés, sur les routes de l'exode, en avril dernier, restent ancrées dans les mémoires. Les conditions de vie étaient telles dans les camps turcs, que ces exilés ont profité de l'entrée des alliés pour réintégrer leur sol, au bout d'un mois. De retour dans les villages, la déception a été cruelle. Les maisons avaient été pillées, dévastées et les troupeaux dévorés par les *pehmergas* - les résistants kurdes qui avaient pris possession des villages face à une armée irakienne en pleine débâcle. C'était au lendemain de la guerre du Golfe. «370 familles musulmanes, dont les maisons ont été rasées depuis 1988, par les troupes de Saddam Hussein, se sont alors réfugiées dans mon village. C'était terrible, cet afflux incessant de gens.» Il faut dire que Komani ne comptait que cinquante familles, avant les événements. «Nous ne pouvions nourrir tous ces malheureux. Mes paroissiens étaient affolés. Alors j'ai dû employer les grands moyens.»

Rabban Alkass, plus communément appelé «Rabbi» (seigneur, maître) par ses ouailles, prend les choses en mains. Il re-trousse ses manches de clergyman et se transforme en maçon, sourcier, architecte et bailleur de fonds. Le village de Deresh est rasé ? Il installe les 54 familles du village dans des tentes, près de la rivière. «J'ai passé des nuits blanches à tirer des plans, à trouver les pierres, les chevrons, les poutres et tout le reste pour rebâtir les maisons. Tous me disaient : «Rabbi, arrête, tu n'y arriveras jamais !» Même mon Eglise, je crois, n'a pas saisi le véritable sens de mes efforts. Mais moi, je savais que Dieu ne m'abandonnerait pas dans cette tâche. Vous comprenez, c'était l'avenir de ma communauté qui était en jeu...»

Un mois plus tard, dans la vallée de Sapna, les 54 familles musulmanes inauguraient leur nouveau village, dressé sur un promontoire, à côté de la grotte d'un ancien ermite - le «monastère» comme se plaît à la surnommer le Père Rabban. «Pour la mosquée, je les laisse se débrouiller. L'essentiel, pour moi, est d'avoir terminé l'école. Mon plus grand succès aura été de convaincre trois professeurs de Komani de venir enseigner à Deresh, situé pourtant à deux heures de marche de leur village d'origine.»

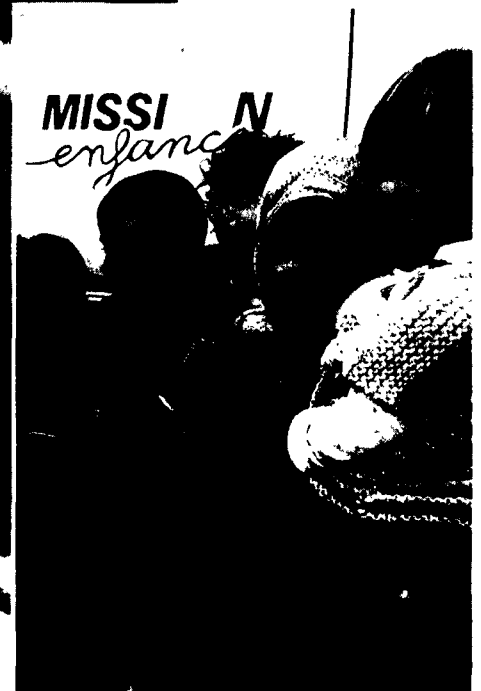
Enclave chrétienne au cœur d'un monde de rite sunnite, Komani souffre parfois de la pression de ses coreligionnaires kurdes. Les paroissiens du Père Rabban se disent «chrétiens avant d'être kurdes». Pour ce



**«NOUS
SOMMES
LES DERNIERS
À PARLER
LA LANGUE
DU CHRIST»**



Domitille Lagourgue et une petite fille de la ville de Sayed Sadiq. En médaillon : des enfants attendent la distribution de vivres devant le 4 x 4 de Mission Enfance.



du Christ. Vous voyez que ce n'est pas une langue morte !» ajoute-t-il avec humour. On sent même une certaine fierté chez ses paroissiens. Le sentiment d'appartenir à une élite, aussi minoritaire soit-elle. «Nous, nous n'avons pas d'enfants en pagaille comme les musulmans. Nous savons être responsables», affirment les jeunes. Pourtant, la différence entre musulmans kurdes et chrétiens n'est pas toujours aussi flagrante que les Ara-

prêtre, chaque jour est un combat afin de faire admettre son autorité dans cette zone. Il joue de finesse, de diplomatie. Chez les musulmans, «Rabbi», on le respecte, on l'aime même. D'ailleurs, sa religion est issue du Livre, à l'instar de celle d'Allah, c'est suffisant pour l'écouter. Mais pas assez pour se laisser convertir... «Hélas, avouent avec tristesse certains intellectuels musulmans, la grande victoire de Saddam Hussein aura été de nous faire perdre la Foi.

Aujourd'hui, nous sommes kurdes avant d'être musulmans. C'est notre race qui est agressée.»

Pour sauvegarder la culture religieuse de sa population, le Père Alkass entretient le sens des traditions et de l'histoire dans ses bases les plus profondes. Chaque soir, après la messe, il enseigne aux enfants du village à chanter l'évangile... en araméen. «Nous sommes les derniers, sur cette terre, à parler la langue

méens le prétendent. Le mariage, pratiqué à l'église, est ensuite légalisé par l'Etat musulman de Bagdad. Et bien souvent, les traditions musulmanes prennent le dessus sur les coutumes chrétiennes. Fouad, notre interprète chrétien, clame haut et fort que «l'homme doit penser pour sa femme».

Il est vrai que chrétiens et musulmans kurdes subissent la même détresse, la même souffrance. «Oui, notre chemin de croix est dur et long», ajoute le Père Rabban. «Nous

LE MONDE

AVEC LES CHRÉTIENS
DU KURDISTAN

attendons avec impatience, nos 6.000 frères chrétiens, toujours réfugiés en Turquie.» Parmi ces réfugiés, pour la plupart des intellectuels, beaucoup attendent leurs papiers afin de partir vers le Canada, terre d'asile. «J'ai trop souffert, je pars, avoue Pierre, médecin chrétien. Surtout dans les camps turcs. Mon fils a failli mourir dans mes bras, à cause de la bêtise d'un militaire turc. J'ai tout perdu, il n'y a plus d'avenir ici. Pour mes enfants, je m'en vais». Nous ne saurons jamais si les larmes de Pierre sont celles de la lassitude, du désespoir ou de la honte.

Nassim, quant à lui, se souvient avec angoisse de ses douze années de service militaire, passées sur le front Iran-Irak : «La nuit, parfois, je me réveille en sursaut, et je revois mes frères

chrétiens, en première ligne, partir à l'assaut des troupes iraniennes, et s'enliser dans les sables mouvants du désert. C'était une guerre absurde, qui nous rendait fous. Certains de mes amis en arrivèrent même à s'automutiler pour ne pas partir au combat. Jamais je n'oublierai. Et quand nous avons été remobilisés pour la guerre du Koweït...» Là, Nassim et ses amis ont tout fait pour désertir. «Notre seul espoir était de fuir. Rejoindre l'Arabie Saoudite, et les Américains. Un rêve...» Qui ne s'est pas réalisé. Nassim a seulement réussi à se cacher dans son village, le temps que la guerre se termine. Ensuite, cela a été l'exode, la Turquie et sa collaboration avec les équipes médicales occidentales, dans les camps... «Vous savez, les tirs des alliés étaient si précis que la population n'a pratiquement pas été touchée, quoique nous dise Saddam. Mais les soldats sont morts en masse. Je le sais. Je l'ai vu. Nombreux sont les Kurdes et les Irakiens qui sont désormais traumatisés.» Aujourd'hui, c'est une société déstructurée, une économie proche du néant qui règnent

au Kurdistan. Dans le désordre, l'anarchie, chacun tente de retrouver sa place. Sur les 5.000 villes et villages d'autrefois, il n'en demeure plus que 500 debout. Les autres alignent leurs ruines, leur désolation, à l'infini. Seules les pierres tombales vous prouvent qu'hier encore, dans ces montagnes et vallées fertiles, vivaient des hommes.

Peuple martyr, les Kurdes le sont sans différenciation de religion. Unis dans la douleur, ils viennent de subir l'hiver le plus féroce de leur histoire. Avec l'arrivée du printemps, les musulmans réfugiés à Komani reprennent la route de leurs villages. Ils vont les rebâtir, grâce à l'aide du Père Rabban. «Si Saddam nous laisse tranquilles», espèrent-ils. Pour l'heure, les Kurdes savourent un calme procuré par les forces alliées et l'ONU. Mais demain, quand toute présence étrangère aura quitté leur sol, qu'advient-il de ces hommes, ces femmes et ces enfants qui ne demandent qu'une chose : la paix ?

Domitille Lagourgue*

* Journaliste, membre de l'association Mission Enfance. Vient d'effectuer une mission humanitaire en collaboration avec Solidarités. Mission Enfance participe à la reconstruction des villages du Père Rabban. Pour tout renseignement, écrire à Mission Enfance, 68, rue Nollet. 75017 Paris.

Basler Zeitung — 8. Mai 1992

Türkei: Folter und Morde gehen weiter

Bonn/London. AFP. Die Menschenrechtsorganisation Amnesty International (ai) hat sich am Freitag besorgt über steigende Aktivität von Todesschwadronen in der Türkei und eine Zunahme von Fällen, in denen Menschen «verschwinden», geäußert. Seit Juni 1991 seien über 50 politisch unliebsame Personen von Kommandos getötet worden, denen Verbindungen zu Sicherheitskräften nachgesagt würden. Bei der Vorlage ihres neuen Berichts über Menschenrechtsverletzungen in der Türkei erklärten Vertreter von Amnesty, dass auch unter der neuen Regierung von einem Rückgang der Folter keine Rede sein könne.

Die politischen Morde und Fälle von «verschwindenen» Personen ereigneten sich fast ausnahmslos im Südosten der Türkei. Opfer seien meist

Dorfbewohner, die sich dem Druck der Militärs widersetzen, sich an Bürgerwehren gegen Aufständische der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) zu beteiligen. Aber auch Politiker der legalen Kurdischen Arbeiterpartei des Volkes (HEP) und zwei Journalisten seien ermordet worden. Als Täter würden Angehörige von «Todesschwadronen» vermutet, die offenbar mit den türkischen Sicherheitskräften zusammenarbeiteten. Kritisiert wurde von Amnesty auch das menschenverachtende Vorgehen der Opposition. So hätten Aufständische der PKK seit Juni 1991 rund 50 Zivilisten getötet, denen sie Kontakte zu den Sicherheitskräften oder zu schiitischen Gruppen vorwarfen.

Trotz des Versprechens des türkischen Ministerpräsidenten Süleyman Demirel im November 1991, der Folter ein Ende zu bereiten, habe sich die Situation in keiner Weise verbessert, berichtete Amnesty International weiter. 1991 seien mindestens 15 Menschen, darunter sieben politische Häftlinge durch Folter gestorben.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse

Kurdes-Turquie

Des organisations kurdes s'élèvent contre la présidence turque du Conseil de l'Europe

PARIS, 7 mai (AFP) - Quatre organisations de la diaspora kurde en Europe et aux Etats-Unis se sont élevées contre la présidence, à partir de ce mercredi, du Conseil de l'Europe par la Turquie, condamnant cette "prime de bonne conduite" au moment où Ankara "mène une répression massive au Kurdistan".

Dans une lettre adressé à Mme Catherine Lalumière, secrétaire-général du Conseil de l'Europe, les quatre organisations - l'Institut kurde de Paris, la Fédération des associations kurdes de Suède, le Centre culturel kurde de Londres et le Congrès national kurde d'Amérique du Nord - qui se qualifient de "modérées" et rejettent la violence, expriment leur "amertume et leur indignation" et rappellent "le sort peu enviable du peuple kurde en Turquie".

Les quatre organisations ont également publié ce mercredi un encart publicitaire dans plusieurs quotidiens occidentaux dont "le Monde" et "l'International Herald Tribune" qui affirme que "les Kurdes refusent de devenir un peuple de déracinés, d'immigrés et de réfugiés".

"En continuant de faire l'impasse sur les aspirations des 12 à 15 millions de Kurdes, par le sempiternel souci de ménager leur allié turc, les démocraties occidentales courent le risque de se renier en se mettant en porte à faux avec leurs propres valeurs", affirme l'appel qui demande aux citoyens européens de se mobiliser pour demander que la question kurde soit portée devant la CSCE.

L'appel est soutenu par plusieurs organisations humanitaires dont la Fédération internationale des droits de l'Homme, la Ligue des droits de l'Homme, le MRAP, SOS Racisme, la LICRA ainsi que le comité norvégien de solidarité avec le peuple kurde.

mj/mnv

Reportage De l'Est à l'Ouest, le Kurdistan irakien ressemble à un vaste chantier. Confortés par la surveillance aérienne exercée par les Alliés au nord du 36° parallèle, les Kurdes tentent de reconstruire des milliers de villages et doivent participer à des élections le 17 mai. Mais le régime de Saddam Hussein maintient sa pression par un blocus imposé depuis octobre dernier et renforce son dispositif militaire autour de Mossoul

LA FUREUR DE VIVRE AU KURDISTAN IRAKIEN

SOULEYMANIEH

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Darhel serre une poupée difforme dans ses bras. Son frère, Besar, s'amuse dans l'eau qui jaillit d'une canalisation percée. Accroupie sur une dalle de ciment, la mère, Samia, coud des espadrilles en fil de coton qui seront agréables à porter lors des fortes chaleurs d'été.

Ses yeux suivent les allées et venues des enfants. Dans les ruines de la maison éboulée, de l'autre côté du chemin, gisent une quarantaine d'obus de mortier encore amorcés. À 10 mètres de là, on a découvert la veille une mine antipersonnel.

Byara était un village de montagne et de contrebande escaladant la roche au confluent de deux torrents. L'Irak est à vingt minutes à pied et les terres du village sont situées de l'autre côté de la frontière. Les maisons ne forment plus aujourd'hui qu'une succession d'amas de pierres ocre et blanches. Le long des pentes, des murs en ruine se dressent encore. Malgré la vigueur du printemps, les noyers qui faisaient la renommée et la richesse du village restent secs. La plupart ont été détruits par du défoliant ou par manque d'entretien : cultivés en terrasses derrière une ramification de murettes, les arbres avaient be-

soin d'une irrigation régulière qui a fait défaut pendant dix ans.

Quelques tôles en guise d'école

Byara et ses 600 foyers ont été rasés en 1981, se souvient Samia. La guerre Iran-Irak faisait rage et Saddam Hussein commençait son programme de dépeuplement et de désertification des zones frontalières. Les habitants ont fui à Halabja, à 40 km de là.

En 1988, après le cessez-le-feu avec l'Irak qui mit fin à huit ans de guerre, Saddam Hussein et son neveu Hassan al-Majid ont lancé l'opération « Anfal » contre le Kurdistan. Samia, son mari Jassem et leurs enfants ont fui en Iran. Ses parents, restés à Halabja, y sont morts gazés. La famille a regagné Byara en avril dernier après une ultime contre-attaque de l'armée irakienne. Avec des parpaings de récupération, des tôles d'aluminium et quelques poutres, Jassem a bâti un abri à l'emplacement de l'ancienne école. Plus fortunés, d'autres villageois ont déjà rebâti leurs maisons à l'identique. Ne manquent plus que les vitres trop chères. Au bord d'un torrent, la nouvelle mosquée est en construction. L'après-midi, des militants du Front uni du Kurdistan ont distribué deux

plans de noyers par famille.

Des plaines du Tigre, à l'ouest, aux montagnes de l'Haoraman, à l'est, le Kurdistan est un vaste chantier. 4 500 des 5 000 villages de la région avaient été détruits à la dynamite, au napalm ou à l'artillerie par le régime de Saddam Hussein. Certains sont encore à l'état de vestiges : pierres tombales que les soldats n'ont pas osé abattre, quelques arbres en bouquets à l'emplacement d'une place, rangées de poteaux électriques qui s'arrêtent brutalement, en plein champ ou à flanc de colline.

La foi des nouveaux bâtisseurs

Si la résignation s'est emparée d'une partie de la population, la plupart des villages revivent déjà partiellement et des escadrons d'ingénieurs s'affairent avec la foi des bâtisseurs. Trois organismes kurdes (KRO, KSRO et KURDS) multiplient les projets avec l'appui financier de nombreuses associations humanitaires occidentales. « Nos priorités vont à la construction d'écoles primaires et de dispensaires, explique Ary Jaff, ingénieur au KSRO. Sans ces équipements, les habitants ne reviennent pas. » La construction d'une école de quatre classes représente environ trois mois de travail pour une quinzaine de maçons. La main-d'œu-

vre est souvent payée par les villageois, tandis que les organismes de reconstruction reçoivent des financements pour l'achat de matériaux.

Le blocus du Kurdistan imposé depuis octobre dernier par l'Irak provoque une flambée des prix des matières premières. L'acheminement d'un camion de gravats de Souleymanieh à Byana, distante d'une heure et demie de route, coûte 800 dinars (1 F vaut un peu moins de 2 dinars), soit quatre fois plus qu'avant la guerre du Golfe. 1 m² de vitre, importée depuis la Turquie dans l'ouest du Kurdistan, revient à 180 dinars contre 7 à 10 dinars il y a deux ans, lorsque le verre venait de Bagdad, note Mazin Osman, responsable du KRO à Souleymanieh. La construction d'une maison de 70 m², que les organismes internationaux refusent le plus souvent de financer pour concentrer leur action sur les équipements publics, s'élève à 9 500 dinars. Or, le salaire moyen dans les rares industries qui fonctionnent ne dépasse guère 200 dinars par mois. Les fonctionnaires n'ont pas reçu de salaire depuis octobre dernier, toujours à cause du blocus imposé par Bagdad. Et la plupart des villageois ont perdu leurs biens et leur cheptel au fil des exodes successifs.

Le redéploiement des ONG

À la veille de l'été, la reconstruction se trouve freinée par la nécessité de préparer les récoltes. Hommes et femmes s'activent à la pioche sur des terrains de plusieurs dizaines d'hectares. Mais les graines et les semences manquent. Totalement dépendant, l'hiver dernier, de l'aide alimentaire internationale, le Kurdistan ne sera pas autosuffisant avant deux ou trois ans, affirme Mazin Osman. Aussi les ONG et les organisations internationales redéploient-elles

leurs activités.

Après avoir fourni un travail considérable pour donner des abris aux réfugiés pendant l'hiver, le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) va réduire son activité au nord de l'Irak. Ses effectifs baisseront de 120 à 30 personnes à la mi-mai. L'Unicef devrait prendre en partie le relais en concentrant son action sur des programmes d'adduction d'eau, d'assainissement, de santé et d'éducation. La FAO et l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) devraient également étoffer leurs activités, selon un mémorandum d'accord négocié dans les prochains jours à Bagdad par Jan Eliasson, sous-secrétaire général de l'ONU, chargé des réfugiés. L'effectif des 500 « U.N. Guards », chargés de

la protection des fonctionnaires des Nations Unies et dont la présence sécurise la population, devrait rester identique,

Dans les locaux du KSRO, à Souleymanieh, un ingénieur déploie sur une table d'architecte les plans de reconstruction de Qaladizah, une ville de plus de 10 000 habitants, entièrement détruite par l'armée irakienne. La ville nouvelle sera construite à proximité de l'ancienne. On discute d'un jumelage avec la ville italienne d'Ivrea qui participerait au financement. Sur les plans figurent des espaces verts, des écoles et des souks. L'urbaniste s'est offert une fantaisie : chaque quartier aura la forme de l'une des lettres formant le nom de la cité. Comme un témoignage de sa volonté de vivre. Jean-Christophe PLOQUIN

REPÈRES

Les premières « élections libres »

● **Corps électoral** : 3 à 3,5 millions de personnes vivent aujourd'hui dans les quelque 60 000 km² sous contrôle des combattants kurdes. L'exode, les retours et la présence de plus de 200 000 réfugiés venus du sud du Kurdistan, sous contrôle du régime de Bagdad, notamment dans la région de Kirkouk, ont rendu approximatives toutes les statistiques. Beaucoup ont perdu leur carte d'identité.

Environ 45 % de la population est en âge de voter. Les organisateurs tablent sur la participation d'à peu près un million de personnes au scrutin.

● **Mode de scrutin** : Deux élections à un tour seront menées en parallèle, la première pour la désignation des 105 membres du futur Parlement. Un quota de 5 députés a été attribué aux minorités chrétiennes. Les Kurdes voteront donc pour des listes de 100 noms. Les états-majors conserveront la possibilité de choisir, sur ces listes, leurs représentants en fonction de leur pourcentage de voix. Le deuxième scrutin conduira au choix du « leader » qui dirigera le « gouvernement ». Masoud Barzani (PDK), Jalal Talabani (UPK) et Mahmoud Osman (PSK), notamment, comptent parmi les candidats.

Environ 1 200 bureaux de vote seront répartis à travers la région, soit 400 dans chacune des trois provinces kurdes : Dohouk, Arbil et Souleymanieh.

Listes en présence : Sept listes ont été déposées : celle du Parti démocratique kurde (PDK), de l'Union patriotique kurde (UPK), du Parti socialiste du Kurdistan (PSK) allié au Parti social kurde, du Parti communiste, et du Parti démocratique des peuples de Kurdistan (PDPK), autant de formations politiques membres du Front uni du Kurdistan, créé il y a deux ans. Deux autres listes sont en lice : celle des islamistes et celle des « indépendants ». Un seuil de 7 % des voix barrera la route du Parlement à toute liste qui aura obtenu un score inférieur.

COMMENTAIRE

Avantage au « statu quo »

■ Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, a passé plus d'une semaine en Iran, fin avril. Son objectif prioritaire : tempérer les aigreurs de Téhéran à l'approche d'« élections libres » à ses portes. Pour apaiser leurs voisins iraniens, mais aussi turcs et syriens, tous aux prises avec les revendications nationalistes plus ou moins exacerbées de leurs minorités, les dirigeants kurdes affirment que la stabilité du Nord irakien sert leurs intérêts. Mieux vaut une région autonome et paisible que le chaos et l'exode de centaines de milliers de réfugiés, explique-t-il. L'argument porte difficilement dans ces pays avant tout préoccupés par la force de l'exemple montré par les Kurdes irakiens. Mais il a, semble-t-il, convaincu les Occidentaux, désireux d'apaiser les tensions au Moyen-Orient.

Un signe indubitable du soutien de Washington a été le lancement le 26 avril dernier d'émissions en langue kurde par la Voix de l'Amérique, radio financée par l'administration américaine. Les flashes d'informations, quotidiens, sont retransmis pendant un quart

d'heure dans les deux principaux dialectes en vigueur dans toute la région, le badinan et le soran. C'est la première fois qu'une radio à diffusion mondiale ouvre ses antennes à la langue kurde. Parallèlement, Washington manifeste toujours sa volonté de maintenir l'isolement de l'Irak jusqu'à la chute de Saddam Hussein.

Les Kurdes sont sensibles à cette fermeté, mais ils notent que les Alliés n'ont toujours pas su élaborer de solution de rechange au régime actuel, favorisant ainsi le *statu quo*. Le Conseil de sécurité de l'ONU semble se désintéresser du Sud irakien où Bagdad réprime violemment une résistance chilite larvée et sporadique. Saddam Hussein a publiquement annoncé le transfert vers des zones semi-désertiques « plus salubres » de centaines de milliers de chilites encerclés dans la région des marais.

« L'Occident veut la chute de Saddam, mais pas celle de son régime », constate Mamoud Osman, leader du Parti socialiste du Kurdistan. Le constat dure depuis un an.

Jean-Christophe PLOQUIN

L'ombre de Saddam

SOULEYMANIEH

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le 28 avril, jour de son anniversaire, Saddam Hussein est apparu à la télévision irakienne entouré d'enfants kurdes revêtus de leur habit traditionnel. Caressant leurs cheveux, il a proclamé son amour pour le « peuple frère ». Brutalement, la scène a redonné consistance à l'angoisse qui habite la quasi-totalité des kurdes, vis-à-vis d'un homme qui a montré une si tenace volonté de venir à bout d'un peuple trop rétif à son pouvoir.

Personne, au Kurdistan irakien, n'ose encore prédire un avenir sans Saddam. « Logiquement il aurait déjà dû être évincé, souligne Noushirwan Mustapha, numéro deux de l'Union patriotique kurde (UPK). Mais il tient par la répression et la terreur. Nous estimons qu'il dispose encore de 30 divisions, chacune forte d'au moins 10 000 hommes. »

Dans le « Kurdistan libéré », sous contrôle des peshmergas depuis octobre dernier, la paix ne règne que par la vigilance des alliés américains, français et britanniques, qui interdisent aux avions irakiens de voler au nord du 36° parallèle. Conformément aux résolutions de l'ONU. Une centaine de pilotes occidentaux, basés à Incirlik, au sud de la Turquie, survolent chaque jour la région. Quatre officiers et une douzaine de sous-officiers sondent le terrain depuis la ville frontière de Zakho.

« Depuis une semaine, les alliés notent un renforcement du dispositif irakien autour de Mossoul, ville sous contrôle de Bagdad », affirme le capitaine Dias, basé à Zakho. L'armée joue à cache-cache avec des rampes de lancement de missiles sol-air installées au nord du 36°

parallèle, qu'elle déploie ou démonte au gré des injonctions de l'ONU. Le mandat des troupes alliées s'achève le 27 juin mais les Kurdes se montrent confiants sur sa reconduction pour au moins six mois supplémentaires.

Chez les dirigeants comme au sein de la population, chacun est conscient que l'avenir du Kurdistan dépend d'abord de ces deux données externes : la survie

tionnalités en Yougoslavie ou en Union soviétique a abouti à la création d'une vingtaine de nouveaux États, affirme le chef de clan, dans son fief de Salaheddin, à 25 km au nord d'Arbil. Mais la situation est différente au Moyen-Orient où prévaut le principe d'intangibilité des frontières. La guerre du Koweït a été menée pour faire respecter l'ordre ancien. »

Ancré dans cette analyse, le

création d'un Irak fédéral ou confédéral, celui-ci prône aujourd'hui le *statu quo*. « Nous ne pouvons mener des négociations avec la dictature actuelle à Bagdad, explique un cadre de l'UPK. Mais tout redeviendra possible dans le cadre d'un Irak démocratique. »

Las de ces divergences, les Kurdes souhaitent avant tout l'apaisement des querelles entre les partis politiques. Le PDK, l'UPK, le Parti socialiste du Kurdistan (PSK) ou le Parti communiste, ont chacun leur administration territoriale, leurs forces armées (les peshmergas), leur organisme de reconstruction, leurs mouvements de femmes, d'écrivains... Sensibles à cette pression de la base, les leaders des principaux partis admettent que la tâche prioritaire du futur gouvernement sera de combler le vide laissé par l'administration irakienne et de fédérer les organisations partisans. Ils s'accordent sur la nécessité de structurer le Kurdistan, de développer une administration efficace, une armée bien équipée, une économie de marché favorisant la reprise de l'agriculture et la création d'industries.

Profitant de l'ombrelle alliée, la région pourrait ainsi en quelques années se constituer comme une entité forte, capable, plus tard, de s'ouvrir d'autres voies que l'autonomie.

L'entêtement de Saddam permet aujourd'hui aux leaders de l'UPK comme du PDK d'esquisser ce scénario. Le blocus du Kurdistan et les négociations sur l'autonomie soutent les partis politiques. Le chef de l'État irakien, qui a toujours joué des divisions entre les clans kurdes, n'a pu jusqu'ici se rallier qu'une petite clientèle, implantée à Bagdad. Mais il sait aussi faire preuve de patience.

J.-C. P.



Les leaders kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani. Les perches tendues par le premier, numéro un du PDK, vers S. Hussein, ont provoqué la colère du second, chef de l'UPK. (Photo AFP.)

de Saddam et le maintien de la mobilisation occidentale en faveur de la cause kurde. Ces inconnues incitent à la prudence dans les programmes électoraux des partis politiques, qui doivent s'affronter le 17 mai.

Après une longue tournée en mars en Europe, Massoud Barzani, leader du Parti démocratique de Kurdistan (PDK), se dit convaincu que les Alliés soutiendront les revendications kurdes en faveur d'une autonomie à l'intérieur de l'Irak, mais pas plus. « Bien sûr, l'éveil des na-

leader du PDK ne cesse d'affirmer qu'il est prêt à reprendre avec Saddam Hussein les négociations sur le statut d'autonomie du Kurdistan en panne depuis octobre dernier. A condition que Bagdad lève son blocus du Kurdistan. « Je n'ai reçu aucune réponse positive », reconnaît-il. Ces perches tendues au régime irakien ont provoqué la colère de Jalal Talabani, chef de l'UPK. Partisan d'un processus « d'autodétermination dans le cadre irakien » qui devrait déboucher sur la

LE MONDE — 12 mai 1992

Liban : Damas chasse les Kurdes

Des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont annoncé hier qu'ils avaient évacué un camp militaire situé dans la plaine de la Bekaa, au Liban, camp dont Ankara souhaitait la fermeture. Le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, s'était rendu à Damas le mois dernier pour demander aux autorités syriennes, qui contrôlent la plaine de la Bekaa, de fermer le camp qui abritait un nombre de combattants estimé à 500.

Le Quotidien de Paris — 11 mai 1992

IRAK

Les Kurdes organisent leurs propres élections

Les Kurdes d'Irak, qui luttent depuis des décennies contre le pouvoir central à Bagdad pour obtenir l'autonomie, organisent pour la première fois le 17 mai leurs propres élections législatives. Le scrutin à la proportionnelle, destiné à constituer un parlement, opposera notamment les deux principaux chefs de l'opposition kurde, qui divergent sur l'opportunité de conclure un accord avec Bagdad sur le statut du Kurdistan. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani est en faveur d'un tel accord, que refuse Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

groupant les différentes factions rivales des peshmerga, les combattants kurdes.

Les chefs kurdes n'ont pas annoncé d'accord concernant l'élection par la suite d'un pouvoir exécutif kurde.

M. Barzani cherche le soutien des autres mouvements kurdes pour pouvoir signer avec les autorités irakiennes un accord définitif sur le statut du Kurdistan, qui fait l'objet d'intenses négociations depuis mai 1991. Ces pourparlers, interrompus depuis décembre dernier, butent sur diverses questions vitales, comme la délimitation de la région de Kirkouk, riche en pétrole, que les Kurdes veulent inclure dans leur territoire.

« Ces élections témoignent d'une maturité politique de la part des Kurdes », estime Peter Sluglett de l'université anglaise de Durham, auteur d'une série d'ouvrages sur le conflit entre le gouvernement irakien et la minorité kurde installée dans le nord, qui constitue environ 22 % de la population totale du pays. « Elles démontrent aussi que la cause des Kurdes n'est pas totalement enterrée. Cela constitue un phénomène psychologique important » pour les quelque cinq millions de Kurdes irakiens, a dit M. Sluglett.

De son côté, M. Talabani s'oppose à des négociations avec le président Saddam Hussein, estimant qu'« il est difficile de lui faire confiance ». Il a souligné à ce propos que tout accord avec Bagdad concernant l'autonomie pourrait priver les Kurdes de la protection garantie par les forces alliées stationnées dans le sud-est de la Turquie voisine.

Ces forces avaient été envoyées dans le nord de l'Irak pour protéger la population kurde dont la rébellion en mars 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, avait été matée par les troupes irakiennes, provoquant un exode massif de plus d'un million de Kurdes vers l'Iran et la Turquie.

Selon M. Barzani, ces élections permettront la constitution d'une administration incontestée pour le Kurdistan irakien et l'émergence d'une armée unifiée

Le Quotidien de Paris — 8 mai 1992

TURQUIE : alors que les violences continuent

Les séparatistes kurdes ont évacué un camp d'entraînement au Liban

ISTANBUL

de notre correspondante

Les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), formation séparatiste de tendance marxiste-léniniste, ont évacué récemment l'un de leurs camps d'entraînement, situé dans la vallée de la Bekaa, sous contrôle syrien. Selon l'Agence anatolienne de presse, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, aurait lui-même quitté la Bekaa il y a une dizaine de jours avec plusieurs de ses proches collaborateurs.

Pour le ministre de l'intérieur, en particulier, l'annonce de la fermeture du camp où s'entraînaient environ cinq cents militants du PKK, est une bonne nouvelle : les déclarations de M. Sezgin à son retour de Damas en avril, selon lesquelles les autorités syriennes avaient promis de « mettre fin aux activités du PKK », avaient été

reçues avec scepticisme en Turquie. Au cours des deux derniers mois, cent soixante combattants du PKK ont été tués et quatre-vingt-dix capturés, a déclaré le gouverneur de la région du Sud-Est, M. Unal Erkan. Les autorités sont plus discrètes quant au nombre de victimes parmi les forces armées mais, de toute évidence, le bilan est élevé.

Depuis le début du mois de mai, douze policiers ou soldats, au moins, ont trouvé la mort au cours d'affrontements qui sont désormais quotidiens. Le gouvernement turc est aussi confronté à la violence du mouvement de guérilla urbaine d'extrême gauche Dev Sol. Depuis dimanche dernier, ses commandos ont assassiné neuf policiers à Istanbul et Bursa. La police, de son côté, a tué quatre militants de Dev Sol à Ankara.

N. P.

Le Monde 7 & 9 MAI 1992

NON A LA PRÉSIDENTENCE TURQUE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le 7 mai la Turquie assumera la présidence du Conseil de l'Europe. Cet organisme regroupant 26 pays européens, censé incarner leur «conscience démocratique», va donc être représenté pendant six mois par l'Etat le plus répressif et le moins démocratique de l'Europe.

En effet, l'Etat turc est encore largement régi par des lois et des institutions anti-démocratiques imposées par le régime militaire de 1980. De l'avis général des organisations des droits de l'homme, il continue de pratiquer routinièrement la torture et les exécutions sommaires. Il poursuit devant des cours de sûreté spéciales ses opposants, y compris des parlementaires, pour délit d'opinion et, sous couvert de la lutte contre le terrorisme, il mène au Kurdistan une abominable guerre de type colonial martyrisant la population civile kurde.

Il apparaît de plus en plus clairement que le régime turc cherche à «résoudre» la question kurde en dékurdisant le Kurdistan. Par une politique combinée de terreur et de sous-développement, la Turquie s'emploie à évacuer le pays kurde, à déraciner les Kurdes de leurs terres ancestrales afin de les disperser et de les turquiser plus facilement. S'ajoutant à l'état de siège quasi-permanent qui sévit depuis 1924 dans les provinces kurdes, la répression massive menée au cours des 12 dernières années a d'ores et déjà suscité l'exode de 5 à 6 millions de Kurdes vers les provinces turques. Quel que soit son habillage politique et médiatique, la grande offensive militaire turque en cours fait partie de ce sinistre projet. La répression sanglante des manifestations du Nouvel An kurde, le 21 mars, qui a fait 95 morts civils, dont 10 enfants et 1 journaliste, suivie de l'arrestation de plusieurs milliers de Kurdes, de l'assassinat par la contre-guérilla turque de dizaines de patriotes kurdes non impliqués dans la lutte armée, des bombardements désormais routiniers des villages du Kurdistan irakien par l'aviation turque, montre que si la communauté internationale ne réagit pas vite la Turquie va poursuivre et aggraver sa politique visant à étouffer par la force les aspirations légitimes de ses 12 à 15 millions de citoyens kurdes, alors qu'elle réclame un Etat bi-communautaire pour les 120.000 Turcs chypriotes. La décision de plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Autriche et Norvège) de suspendre leurs livraisons d'armes pour protester contre la répression des Kurdes en Turquie, la condamnation par le Parlement européen des «atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les Kurdes en Turquie» et des «actions excessivement sévères des forces armées turques» en pays kurde n'ont malheureusement pas été suivies par d'autres gouvernements occidentaux, laissant croire à Ankara qu'il pourrait, moyennant quelques contrats économiques avantageux, s'assurer de leur silence.

Les organisations kurdes soussignées, convaincues que la question kurde en Turquie ne peut trouver une solution équitable que par le dialogue, dans le respect des règles de la démocratie et du principe universel du droit des peuples à choisir librement leur destin, récusant le recours à la violence de certains groupes kurdes, qui sert d'alibi à la terreur institutionnalisée de l'Etat turc, **déplorent profondément l'attribution à la Turquie de la présidence du Conseil de l'Europe**. Les 700.000 Kurdes qui vivent en Europe et qui y ont appris ce que sont les véritables démocraties savent tous que la Turquie est encore loin d'en être une. Eternelles victimes de la Realpolitik, les Kurdes, qui ne demandent au fond que le droit de vivre dans la dignité et la liberté dans leur riche et beau pays, qui refusent de devenir un peuple de déracinés, d'immigrés et de réfugiés, ne méritaient pas cette nouvelle offense. En continuant de faire l'impasse sur les aspirations des 12 à 15 millions de Kurdes, par le sempiternel souci de ménager leur allié turc, les démocraties occidentales courent le risque de se renier, en se mettant en porte à faux avec leurs propres valeurs. Nous en appelons à la conscience démocratique et à la solidarité des citoyens européens pour qu'ils écrivent à leurs élus, à leurs gouvernements et au secrétaire général du Conseil de l'Europe afin d'exprimer leur désapprobation et leur indignation et pour leur demander de porter la question kurde devant la C.S.C.E. Ce faisant vous signifierez votre refus d'être «présidés» par un Etat persécutant le peuple kurde et votre attachement à la primauté du Droit et de la Morale dans les relations internationales.

**Centre culturel kurde de Londres, Congrès national kurde d'Amérique du Nord,
Fédération des associations kurdes de Suède, Institut kurde de Paris.**

avec le soutien de :

**Comité norvégien de solidarité avec le peuple kurde, Fédération Internationale des Droits
de l'Homme, LICRA, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, NDH, SOS-Racisme.**

No to Turkey's Chairmanship of the Council of Europe

On May 7 Turkey will assume the Chair of the Council of Europe. Thus this organization, supposedly embodying the "democratic conscience" of 26 European countries, will be represented for six months by Europe's most repressive and least democratic state.

The Turkish state is, in fact, still largely ruled by anti-democratic laws and institutions imposed by the military coup of 1980. Human rights organizations generally agree that the regime continues to routinely carry out torture and summary executions, hauls those who oppose it, including members of parliament, before special security courts for expressing mere opinions. Furthermore, in the name of fighting terrorism in Kurdistan, it conducts a colonial-type war martyring the Kurdish civilian population.

It is increasingly clear that the Turkish regime, albeit using different methods, shares Saddam Hussein's same mad ambition: to "resolve" the Kurdish question by ridding Kurdistan of the Kurds. Pursuing a policy of terror and underdevelopment, Turkey is trying to empty Kurdistan, to uproot the Kurds from their ancestral land in order to disperse and turkify them more easily. In addition to the quasi-permanent state of siege in effect since 1924 in the Kurdish provinces, the massive repression carried out for the past 12 years already has prompted the exodus of 5 to 6 million Kurds to Turkish provinces. Whatever its political and media trappings, the big ongoing Turkish military offensive is part of this sinister plan.

The bloody repression of Kurdish New Year demonstrations on March 21, in which 95 Kurdish civilians, including 10 children and a journalist, were killed, was followed by the arrest of several thousand Kurds, the assassination by Turkish counter-insurgency teams of dozens of Kurdish patriots without any connexion with the armed struggle and by the now routine Turkish Air Force raids on Iraqi Kurdish villages. These excesses demonstrate that, if the international community does not react quickly, Turkey will step up its use of force to stifle the legitimate aspirations of its 12 to 15 million Kurdish citizens while demanding a bi-communal state for the 120,000 Turkish Cypriots. Unfortunately, the decision of several European countries (Austria, Germany and Norway) to suspend their arms deliveries to protest against the repression of Kurds in Turkey, the condemnation by the European Parliament of the "excessive scale and severity of the actions taken by the Turkish armed forces" in Kurdistan, were not followed by other Western governments. Ankara thus believes that it can count on their silence in return for some juicy business contracts.

The undersigned Kurdish organizations, which are convinced that the Kurdish question in Turkey can only find a just solution through dialogue, by respecting democratic rules and the universal principle of the right of peoples to choose their own destiny, and which reject some Kurdish groups' resort to violence which the Turkish state uses as an alibi for its institutionalized terror, **deeply deplore the choice of Turkey for the chairmanship of the Council of Europe.** The 700,000 Kurds who live in Europe and who have learned what a real democracy is, all know that Turkey is far from qualifying as one. Eternal victims of Realpolitik, the Kurds in fact ask only for the right to live in dignity and freedom in their rich and beautiful land. They refuse to become an uprooted people of immigrants and refugees. They do not deserve this new injustice. In continuing to ignore the aspirations of 12 to 15 million Kurds, out of a continuing desire to spare their Turkish ally's feelings, Western democracies risk losing their souls by betraying their own values. We call on the democratic conscience and solidarity of European citizens and urge them to write to their representatives, governments and the general secretary of the Council of Europe to express disapproval and indignation and to demand that the Kurdish question be placed on the CSCE agenda. You thus will show your refusal to be "chaired" by a state which persecutes the Kurdish people and your attachment to the primacy of Law and Morality in international relations.

Federation of Kurdish Associations of Sweden, Kurdish Cultural Center of London,
Kurdish Institute of Paris, Kurdish National Congress of North America.

Supported by:

International Federation of Human Rights, French League of Human Rights, MRAP, LICRA,
NDH, Norwegian Solidarity Committee with the Kurdish people, SOS-Racisme.

ΣΥΝΕΝΤΕΥΞΗ

στην ΕΛΕΝΗ ΛΕΟΝΤΙΤΣΗ

Ο ΜΑΣΟΥΝΤ ΜΠΑΡΖΑΝΙ, ηγέτης των Κούρδων

«Χρειαζόμαστε

ΕΝΑ ΧΡΟΝΟ πριν, τα μικρόφωνα και οι κάμερες των μέσων μαζικής ενημέρωσης όλου του κόσμου, κατέγραφαν τον εφιάλτη μιας ακόμη γενοκτονίας των Κούρδων του Ιράκ. Η νέα τραγωδία διαδραματιζόταν αυτή τη φορά στα άγρια χιονισμένα βουνά των τουρκο-ιρακίνο-ιρακίνο συνοφώνων όπου εκατοντάδες χιλιάδες άμαχοι Κούρδοι κατέφευγαν κυνηγημένοι από τον ιρακινό στρατό.

Η παγκόσμια κοινή γνώμη συγκλονίστηκε και εκατοντάδες ανθρωπιστικές οργανώσεις σπεύδουν στον τόπο του μαρτυρίου να δώσουν τη μάχη με το θάνατο, την πείνα, τις επιδημίες και τις κακουχίες που είχαν καταβάλει τους κούρδους πρόσφυγες.

Στη συνέχεια, και ύστερα από συντονισμένες ενέργειες των ηγετών των κούρδων ανταρτών και του ΟΗΕ, οι πρόσφυγες επιστρέφουν στις ερειπωμένες πόλεις και τα καταστραμμένα χωριά τους.

Σήμερα πια οι κουρδικές περιοχές του Βόρειου Ιράκ στην πλειονότητά τους, συμπεριλαμβανόμενες μεγάλες ιστορικές πόλεις του Βόρειου Ιράκ, όπως Νταχόκ, Ακρά, Σελαχεντίν, Σακλόουα, Σουλεϊμάνια, εκτός από τη Μοσούλη και το Κιρκούκ, βρίσκονται υπό τον έλεγχο των κούρδων ανταρτών. Το γεγονός αυτό ασφαλώς δεν σημαίνει πως έχει εκλείψει ο κίνδυνος της επόμενης σκληρής σύγκρουσης με το στρατό του Σαντάμ Χουσεϊν. Και αυτή η απειλή από το Νότο δεν φαίνεται να είναι αρκετή, καθώς ένας νέος κίνδυνος από Βορρά αυτή τη φορά, έκανε τη δυναμική του εμφάνιση αποκαλύπτοντας την πολυπλοκότητα της διάστασης του κούρδικου προβλήματος στην περιοχή της Μέσης Ανατολής.

Οι «τυχοδιωκτικές» αεροπορικές επιθέσεις της Τουρκίας σε κατοικημένες περιοχές του Βόρειου Ιράκ, με πρόσημα την εκκαθάριση της περιοχής από τις βάσεις των

ανταρτών του ΠΚΚ, υπενθύμισαν στους Κούρδους εκατέρωθεν των συνόρων την κοινή τους μοίρα και τους κοινούς τους αντιπάλους. Πολύ περισσότερο τώρα, που η Τουρκία φαίνεται να θεωρεί τη ρευστή κατάσταση που επικρατεί στην περιοχή χρυσή ευκαιρία για την πραγματοποίηση των σχεδίων της για τα πετρέλαια της Μοσούλης και του Κιρκούκ.

Ταυτόχρονα, το κουρδικό μέτωπο Ιράκ (αποτελείται από 8 κόμματα) με κυρίαρχη την επιρροή του Δημοκρατικού Κόμματος Κουρδιστάν υπό την ηγεσία του Μασούντ Μπαρζανί και την Πατριωτική Ένωση του Τζελάλ Ταλαμπανί, σπαράσσεται από διαφωνίες, με αποτέλεσμα ο στρατιωτικός, οικονομικός και πολιτικός έλεγχος των απελευθερωμένων περιοχών να είναι σχετικά αδύνατος. Το δε οικονομικό εμπόριο που εφαρμόζει η ιρακινή κυβέρνηση στις κουρδικές περιοχές και ο μηδενικός εφοδιασμός σε καύσιμα μετέτρεψαν το χειμώνα σε τραγικό μεταπολεμικό εφιάλτη.

Στην ιστορική πόλη Σελαχεντίν, 40 χιλ. βόρεια από την πόλη Αρμπίλ (Αρβηλα), συναντήσαμε τον ηγέτη των Κούρδων του Ιράκ Μασούντ Μπαρζανί, γιο του ιστορικού μουλά Μουσταφά Μπαρζανί, ο οποίος δέχτηκε πρόθυμα να μας παραχωρήσει συνέντευξη (είναι η πρώτη σε ελληνικό μέσο μαζικής ενημέρωσης) και να μας μιλήσει ανοιχτά για τους φόβους αλλά και τις ελπίδες του για το αύριο των Κούρδων στο Ιράκ. Η συνάντησή μας έγινε ακριβώς την επομένη της απόφασης του Ιρακινού Κουρδικού Μετώπου για την πραγματοποίηση εκλογών στη βόρεια ζώνη του Ιράκ. Και ήταν φυσικό, η κουβέντα μας να στραφεί πρώτα απ' όλα, γύρω από αυτή την απόφαση, που έμοιαζε να είναι λίγο εξωπραγματική, όχι μόνο όσον αφορά την υλοποίησή της, αλλά και τη λειτουργικότητά της, με βάση τα δε-

δομένα και τις ισορροπίες της περιοχής.

«Ομόφωνη»

«Στην πραγματικότητα, γι' αυτές τις εκλογές είχα σκεφτεί μήνες πριν και δούλευα για την αποδοχή αυτής της ιδέας. Τώρα είμαι ικανοποιημένος που έγινε τελικά αποδεκτή από το Μέτωπο. Να σημειωθεί ότι η απόφαση για τη διεξαγωγή τους ήταν ομόφωνη», δήλωσε ο κούρδος ηγέτης, δείχνοντας να πιστεύει στο σημαντικό ρόλο αυτών των εκλογών για τους Κούρδους του Βόρειου Ιράκ.

• Ποια ζητήματα θεωρείτε ότι μπορούν να προωθήσουν αυτές οι εκλογές για το Κουρδιστάν Ιράκ; Αναμένετε κάποια βελτίωση μετά απ' αυτές σε σχέση με τη διεθνή αναγνώριση;

— Το πρόβλημα με αυτές τις εκλογές είναι πως έχουν καθαρά εσωτερικό χαρακτήρα. Θέλουμε να δημιουργήσουμε μια νόμιμη εξουσία στην περιοχή μας. Από την άλλη πλευρά υπάρχουν τόσα πολλά κόμματα καθώς και άλλες ομάδες στο πλαίσιο του Μετώπου και το ερώτημα που τίθεται είναι αυτό της εκτελεστικής εξουσίας και της νομιμότητάς της. Κατά την άποψή μας, αυτή πρέπει να απορρέει μόνο από τη θέληση του λαού της περιοχής. Τώρα όσον αφορά το μηχανισμό αλλά και τον τρόπο με τον οποίο θα εφαρμοστεί αυτή η απόφαση των εκλογών είναι κάτι που πρέπει να το επεξεργαστούμε συγκεκριμένα. Συνεπώς θα δημιουργήσουμε ένα συμβούλιο ειδικών που θα εξετάσει το ζήτημα και νομοπαρασκευαστικά. Αυτό θέλει ο κόσμος σήμερα και εμείς το εκτιμούμε αυτό. Επίσης, θα ενημερώσουμε τον ΟΗΕ και θα ζητήσουμε την παρουσία αντιπροσώπων ξένων χωρών κατά τη διάρκεια των εκλογών.

• Θα έχουν δικαίωμα υποψηφιότητας πρόσωπα ή κόμματα που δεν ανήκουν στο κουρδικό μέτωπο;

— Φυσικά. Οι πάντες. Δικαίωμα όμως εκπροσώπησής τους στην εθνική συνέλευση θα έχουν τα κόμματα που θα συλλέξουν πάνω από 7%. Το σύστημα το εκλογικό θα είναι αναλογικό. Έχει συμφωνηθεί επίσης κατ' εξαίρεση να εξασφαλιστεί η εκπροσώπηση των Τουρκομάνων και των Ασσυρίων.

Τα στοιχεία

• Σε σχέση με τους Τουρκομάνους στο Κουρδιστάν Ιράκ, δεν σας ανησυχεί το γεγονός ότι ο πρόεδρος της Τουρκίας με τις διάφορες κατά καιρούς δηλώσεις του διεκδικεί την προστασία τους;

— Κοιτάξτε να δείτε. Δεν υπάρχει καμιά αξιόπιστη απογραφή που να καταγράφει τον αριθμό που αντιπροσωπεύουν οι Τουρκομάνοι στην περιοχή μας. Σύμφωνα με στοιχεία του 1957 ήταν 200.000, στο Κιρκούκ και στη Μοσούλη κύρια. Σύμφωνα όμως με τα επίσημα ιρακινά στοιχεία είναι περίπου μισό εκατομμύριο. Επομένως είναι πραγματικά μια εθνική μειονότητα.

Όσο για τα δικαιώματα των εθνικών μειονοτήτων και όχι μόνο των Τουρκομάνων αλλά και των Ασσυρίων, και των Καλδαίων (χριστιανών), στην περιοχή των Κούρδων, αυτά θα είναι πλήρως προστατευμένα. Και τα πολιτικά και τα πολιτιστικά δικαιώματα φυσικά. Έχουν ήδη, όπως σας προανέφερα, το δικαίωμα να εκλέξουν στην κουρδική συνέλευση τους αντιπροσώπους τους. Και βέβαια πέρα από όλα όσα μπορεί να λέγονται, εμείς υποστηρίζουμε ότι μόνο εδώ μπορεί να υπάρξει μια δικαιή λύση για τους Τουρκομάνους. Εμείς θα είμαστε οι τελευταίοι που θα αντιπροσώπευαμε αυτά τα δικαιώματα.

• Σχεδόν 6 μήνες συνομιλιών με την ιρακινή κυβέρνηση, και 9 μήνες αντιστοιχα σποραδικών μαχών με τον ιρακινό στρατό, φαίνεται πως δεν απέδωσαν καρπούς. Εί-

του Ιράκ, μιλάει πρώτη φορά σε ελληνική εφημερίδα

«μια λύση»



Ο ηγέτης του Κουρδικού Δημοκρατικού Κόμματος, Μασούντ Μπαρζανί, σε προεκλογική συγκέντρωση. Ευνοεί ειρηνική διευθέτηση των διαφορών με το Ιράκ, που να βασίζεται όμως στην αυτονομία των Κούρδων.

ναι λοιπόν ακόμη δυνατή η υπογραφή συμφωνίας για αυτονομία των Κούρδων του Ιράκ;

— Θεωρώ πως οι διαπραγματεύσεις με την ιρακινή κυβέρνηση είναι μια πλευρά του αγώνα που διεξάγουμε. Διαπραγματεύσεις είχαμε και στο παρελθόν με τις προηγούμενες κυβερνήσεις του Μπάαθ. Από αυτή την πλευρά δεν υπάρχει κάτι νέο στην τακτική μας. Γνωρίζετε καλά ότι πολεμούμε πάνω από είκοσι χρόνια. Πολλά δεινά και τραγωδίες αντιμετωπίσαμε. Σήμερα χρειαζόμαστε μια λύση. Πιστεύουμε πως πρέπει να δοθεί επιτέλους μια λύση. Οι διαπραγματεύσεις είναι η καλύτερη επιλογή για μας, έ-

τσι αποφασίσαμε να προωθήσουμε σε ειρηνική επίλυση του προβλήματος, και οι διαπραγματεύσεις είναι ένα μεγάλο θετικό βήμα. Το πώς θα υπογραφεί αυτή η συμφωνία είναι κάτι που το αφήνουμε στο μέλλον. Η ουσία είναι πως αποτελεί τη μοναδική ειρηνική διέξοδο.

«Δεν θα φτάσουμε»

● Σε μια επόμενη πολεμική αναμέτρηση με τον ιρακινό στρατό, θα είναι σε θέση οι Κούρδοι να υπερασπιστούν τις πόλεις και τα χωριά τους; — Ελπίζω βάσιμα ότι δεν θα φτάσουμε στο σημείο της στρατιωτικής σύγκρουσης. Όταν φτάσεις στο σημείο των

✓ **Είμαστε σε διαδικασία διαμόρφωσης σχέσεων με την Τουρκία, οι οποίες δεν έχουν στερευθεί**

συγκρούσεων μερικές φορές αμύνεσαι, και πραγματικά δεν μπορείς να εκτιμήσεις πόσα εάν θα υποχωρήσεις στο τέλος ή θα νικήσεις. Το πρόβλημα όμως είναι πως σε μια τέτοια περίπτωση σήμερα αυτό θα αποτελέσει τραγωδία. Μην ξεχνάτε ότι έχουμε να υπερασπίσουμε τρία με τέσσερα εκατομμύρια άμαχο

πληθυσμό. Εάν θα τα καταφέρουμε ή όχι απομένει να το δούμε. Αλλά αυτός ο πόλεμος δεν μπορεί να είναι τίποτα άλλο παρά μια ακόμη μεγάλη τραγωδία για το λαό μας.

● Οι πολλαπλές αεροπορικές επιθέσεις και οι πρόσφατες εισβολές του τουρκικού στρατού στη δική σας ζώνη, τους τελευταίους μήνες, φα-

νέωσαν ένα νέο εχθρό για τους Κούρδους του Ιράκ. Πώς θα αντιμετωπίσετε το νέο από βορρά αυτή τη φορά κίνδυνο;

— Κατά τη διάρκεια των επιθέσεων εκφράσαμε τα αισθήματά μας. Τις καταδικάσαμε και τις θεωρήσαμε επέμβαση. Στην ουσία ήταν επίθεση εναντίον μας παρά στις βάσεις του ΠΚΚ. Στο μέλλον, σε μια τέτοια περίπτωση δεν έχουμε άλλη επιλογή από το να αμυνθούμε. Αυτό είναι καθαρό. Όσο για το ΠΚΚ, πρέπει να ξέρετε ότι δεν έχει βάσεις κατά μήκος αυτής της περιοχής που χτυπήθηκε. Μπορεί να έχουν κάποιες αλλά αυτές είναι στα βουνά. Θέλω όμως να δώσω πάλι έμφαση στο γεγονός ότι εμείς δεν επιδιώκουμε κανενός είδους σύγκρουση με τους γείτονές

μας. Είμαστε ειρηνικοί άνθρωποι. Σε περίπτωση όμως που μας επιτεθούν, δεν μας απομένει άλλη επιλογή.

«Είναι πόρτα»

• Εδώ και μερικούς μήνες, στην Αγκυρα έχουν εγκατασταθεί επίσημες αντιπροσωπείες των Κούρδων του Ιράκ. Μπορούμε πλέον να μιλάμε για επίσημες διπλωματικές σχέσεις των Κούρδων του Ιράκ με την Τουρκία;

— Στην πραγματικότητα μέχρι τώρα δεν έχουμε διαμορφώσει σχέσεις με την Τουρκία. Είμαστε σε μια διαδικασία διαμόρφωσης κάποιων σχέσεων, οι οποίες δεν μπορώ να ισχυριστώ ότι έχουν στερεωθεί. Έχετε υπόψη σας ότι η Τουρκία είναι μια πόρτα για μας, μια πόρτα για την ανθρω-

πιστική βοήθεια που φτάνει σε μας πλέον μόνο δια μέσο αυτής. Δεν υπάρχουν άλλοι δρόμοι. Φυσικά, μόνο στα λόγια μέχρι στιγμής υπάρχουν θετικά βήματα όσον αφορά την αναγνώριση της ύπαρξης των Κούρδων. Θα εκλαμβάνουμε όμως ως θετικό βήμα κάθε αναγνώριση των εθνικών ή των πολιτιστικών δικαιωμάτων των Κούρδων. Μέσα απ' αυτή τη διαδικασία δημιουργούνται οι δυνατότητες για ανάπτυξη σχέσεων. Πράγματι, είχαμε συναντήσεις με Τούρκους επίσημους την περίοδο κατά την οποία υπήρξαν θετικά βήματα στην αντιμετώπιση του κουρδικού προβλήματος. Εάν όμως πουν πάλι ότι οι Κούρδοι είναι ορεσίβιοι Τούρκοι, εγώ τότε δεν θα είμαι έτοιμος να τους συναντήσω.

THE INDEPENDENT



Tuesday 12 May 1992

Baghdad military poised to thwart Kurdish elections

ELECTIONS planned for a Kurdish assembly are seen by Iraq as an illegal step towards independence, according to a senior government official, and could bring a military response from Baghdad.

Saadi Mehdi Saleh, the Speaker of the Iraqi National Assembly and a senior member of the ruling Baath party, said the government believed next Sunday's elections in Kurdistan indicated that the Kurds no longer wanted autonomy within Iraq.

Asked if Iraq accepted the legality of the elections, Mr Saleh said: "No, absolutely not. This will contradict the Iraqi constitution which does not permit armed groups to hold elections."

Diplomats in Baghdad say Iraq could stop the elections by starting a military push towards the two main Kurdish cities of Arbil and Sulaymaniyah on or before 17 May. They say Iraq, with some 100,000 troops massed along the 330-mile-long military line sealing off Kurdistan from the rest of the country, has the military capacity to drive back the Kurdish forces.

Mr Saleh did not say if Iraq would respond militarily to the elections but he said Baghdad still

From Patrick Cockburn in Baghdad

recognised the Legislative Assembly of Kurdistan, a pro-government body, as the elected representatives of the Kurds.

The main deterrent to any Iraqi offensive into Kurdistan is the allied air umbrella north of the 36th parallel which covers Arbil but not Sulaymaniyah. Sustained Iraqi military action would invite retaliation by US and British aircraft which overfly northern Iraq. Baghdad also has an incentive to avoid any direct confrontation with the allies while it is seeking to have sanctions lifted.

Iraq believes the Kurdish leaders would have difficulty in achieving formal independence because this would be opposed by Turkey, Iran and Saudi Arabia in the Middle East. "Probably the Americans would not give a green light," said a diplomat in Baghdad.

Iraq is still maintaining a blockade against the three Kurdish provinces which started when Iraqi forces pulled out of the north last October and has become progressively more severe.

An aid official in Baghdad said that, of all the commodities formerly supplied to Kurdistan, "the maximum now being delivered is 45 per cent and the minimum 11 per cent". In Arbil province only 3,000 tons of flour out of the official allocation of 9,600 tons was delivered last month.

The Kurdish Front, which unites eight Kurdish political parties, suspended negotiations with Baghdad last year because of the embargo, saying it would not negotiate under duress. Asked if the Kurdish elections were a step towards *de facto* independence Mr Saleh would only laugh and say: "Ask the Kurdish Front." Diplomats say, however, that Iraqi leaders are deeply concerned by the shift towards independence.

In addition, Mr Saleh said Iraq would not accept the new border being drawn up by the UN, which gives some of Iraq's territory to Kuwait. He said: "We need direct talks with Kuwait and, if there is a third party involved, it should be the Arab League." He said Iraq was not in a position "to take strong action, but in future it [the new border] will bring problems and destabilise the region."

KURDISTAN

Solidarité avec une nation déchirée et opprimée

Le Kurdistan c'est sur une superficie de 550 000 km² une population de 25 à 30 millions de Kurdes, dont 15 millions en Turquie, 6 à 8 millions en Iran, 4 à 6 millions en Irak, 1 million en Syrie et 2 à 300 000 dans l'ex-république d'Arménie. Pour le Turc Ismail Besikçi, c'est une population de 30 millions de Kurdes qu'il faut compter, dont 20 millions vivant en Turquie.

Les combats ont réellement cessé dans le Golfe le 28 septembre 1992. Ainsi s'est terminée l'une des plus remarquables "guerres de libération" de l'histoire de l'humanité. Jusque-là les Etats de la région étaient plus ou moins impliqués dans l'un des camps du conflit est-ouest. Comme le notait un article du *Kurdistan-Rapport* en 1991 : "Le Proche-Orient dont le centre est occupé par le Kurdistan est une région dans laquelle les contradictions et les dynamiques internes ont toujours été réprimées par des interventions impérialistes (...), les frontières artificielles qui ont été tracées par les forces réactionnaires et impérialistes (...) sont devenues une calamité pour les peuples de la région (...). Si des peuples entiers sont réprimés dans le sang c'est l'impérialisme qui est le principal responsable. Il soutient aujourd'hui le régime colonial-fasciste de Turquie qui joue le rôle de gendarme et maintient le peuple kurde dans une dépendance de type colonial."

La Turquie et la question kurde

Avec le putsch de la junte fasciste du 12 septembre 1980, les classes dirigeantes de la Turquie ainsi que leurs protagonistes impérialistes avaient l'intention de résoudre un grand nombre de problèmes internes aussi bien qu'externes à la Turquie. Une Turquie pacifique de l'intérieur devait être un tremplin important pour les impérialistes. Elle aurait empêché tout déplacement du statu-quo au désavantage du camp impérialiste et amené à la stabilisation d'un équilibre des forces plus avantageux. L'ouverture du combat armé en 1984 sous le commandement du P.K.K. (parti des travailleurs du Kurdistan) et de l'H.R.K. (ex A.R.G.K., armée populaire de libération du Kurdistan) fut un coup d'arrêt dévastateur pour ces projets et son importance ne commence à se mesurer que maintenant. Pendant les 6 dernières années le développement du combat de libération nationale du Kurdistan du nord-ouest a contrarié les objectifs les plus importants du putsch de 1980. Le soulèvement populaire mené par le P.K.K.-E.R.N.K. (Front de libération nationale du Kurdistan) a également concrétisé une évidence, la

question kurde est devenue un facteur important à prendre en considération si l'on veut faire de la politique au Moyen-Orient.

Quels sont les aspects les plus importants sous lesquels la question kurde se présente actuellement ? Brièvement : 1/ Toute réorganisation de la région qui laisserait de côté la question kurde n'est pas une solution, mais simplement la graine pour un nouvel affrontement. 2/ La situation stratégique, la richesse du sous-sol, la question nationale en suspens d'un peuple de 30 millions de personnes exigent une solution. 3/ Quelle que soit la solution elle modifiera durablement le visage de la région.

Le conflit est-ouest qui a bloqué toute évaluation pendant des décennies et empêché tout mouvement a été remplacé par le conflit nord-sud ou de toute évidence l'ex-URSS et tous les anciens Etats socialistes se sont rangés du côté du Nord et soutiennent l'intervention impérialiste actuelle.

La mission humanitaire de février 91

Du 17 au 24 février 1991 une mission d'organisations humanitaires et démocratiques dont le M.R.A.P. s'est rendue au Kurdistan turc (cf Kurdistan rapport).

Cette mission avait pour but de constater, d'une part la situation des populations kurdes turques au regard des droits de l'homme et d'autre part de se rendre compte de l'évolution du sort des réfugiés kurdes d'Irak victimes des bombardements chimiques d'Halabja en 1988 et résidant dans des camps depuis cette époque.

La tâche de la mission a été rendue particulièrement difficile par l'attitude des autorités turques qui ont soumis tous ses membres à une surveillance policière allant jusqu'à la consignation dans les hôtels. Les camps de réfugiés kurdes d'Irak n'ont pu être visités. Les camarades n'ont pu se rendre dans les villes de leur choix, ayant seulement accès à deux d'entre elles : Mardi et Batman en dehors de Diyarbakir capitale du Kurdistan turc. Depuis octobre 1987 un Etat d'exception a été instauré au Kurdistan turc qui confie les pleins pouvoirs au préfet de la région. Ce régime a été renforcé en mars 1990. La plus grave de ces atteintes

L'Ecole Emancipée
n°13 — 13 mai 1991

aux libertés concerne les déportations massives et forcées pour toutes les populations qui refusent de collaborer avec les autorités dans leur lutte contre la guérilla indépendantiste du P.K.K. Ainsi dans la seule région de Sirkak, 27 villages ont été détruits en 1990. Bien entendu, les paysans sont spoliés de tous leurs biens sans indemnisation de la part de l'Etat turc. Pour mener à bien ces opérations, les autorités s'appuient sur les Aghas, gros propriétaires fonciers d'origine kurde représentant 1% de la population et principaux collaborateurs du régime. Enfin la réalisation d'un barrage hydroélectrique en Anatolie du Sud-Est dans la région d'Urfa entraînera inévitablement la déportation de plus de 200 000 Kurdes.

Une terreur d'Etat

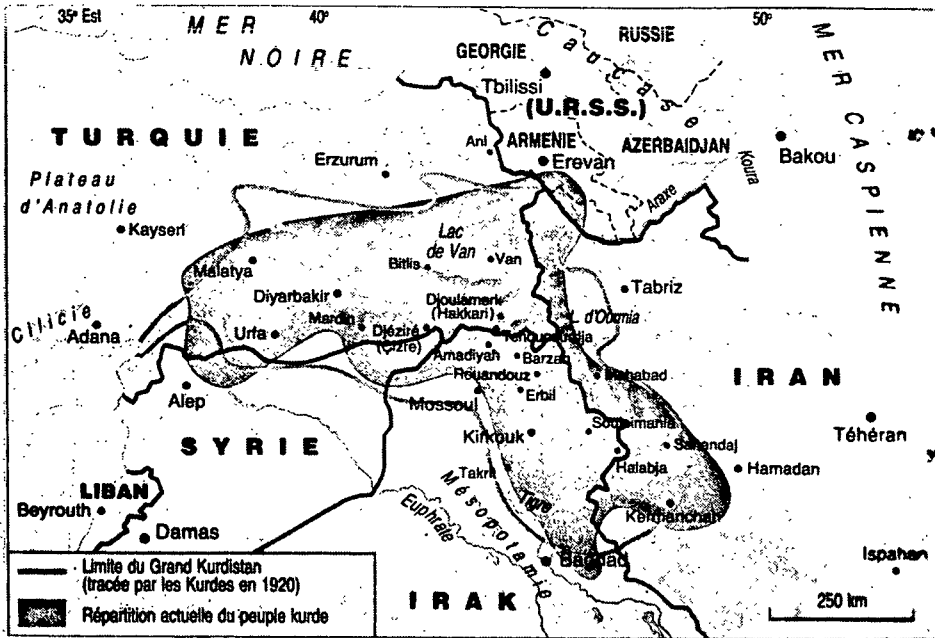
Il y aurait là à l'heure actuelle plus de 5 000 prisonniers politiques d'origine kurde dans les prisons sur l'ensemble du territoire turc pour propagande séparatrice. L'usage du kurde comme langue est interdit et si l'on peut dire qu'on est kurde, cela n'apparaîtra jamais sur une carte d'identité.

Depuis 1981 il règne en Turquie une terreur d'Etat. Si d'un côté le gouvernement semble plus "clément" en accueillant des Kurdes d'Iran ou en libérant quelques militants nationalistes la répression devient quotidiennement plus sélective. Des troupes de contre-guérilla sévissent au Kurdistan, employant les mêmes méthodes que les troupes françaises en Afrique ou américaines au Salvador. Les Kurdes qu'ils soient clandestins ou légaux sont assassinés. La répression de l'Etat turc au Kurdistan s'étend sur tout le territoire. Des troupes turques franchissent les frontières jusqu'en Irak pour chasser les nationalistes ou les militants du P.K.K. D'après "Milliyet" (la nation), journal de centre gauche turc, on apprend qu'en 1991, 152 civils ont été tués par les forces de la police et de l'armée en Anatolie. La même année :

— 22 civils ont été enlevés, torturés et tués ; 32 ont été tués lors de manifestations ; 28 ont été tués par balles après sommation dans la rue ; 31 ont été tués par les escadrons de la mort ; 23 sont en état d'arrestation ou en prison.

Dans la région de la capitale du Kurdistan turc, 105 enfants de moins de 16 ans sont actuellement (août 1991) en prison sur simple présomption de sympathie familiale pour le P.K.K. Ces enfants ne sont pas séparés des adultes et leurs conditions de détention sont extrêmement dégradées puisqu'il n'est pas rare que 15 personnes cohabitent dans une cellule de moins de 10 m². Dans le quartier kurde d'Istanbul, on est suspect de 7 à 77 ans.

Seul, l'Etat turc n'a pas les moyens d'organiser une telle répression. C'est largement grâce à l'impérialisme qu'il y parvient et la situation du peuple kurde est de jour en jour plus dramatique.



Le 21 mars : Newroz, fête nationale kurde

Jour de révolte interdit en Turquie depuis 1923, cette journée que l'on appelle Newroz, mot à mot "jour nouveau", remonte au 21 mars 612 avant notre calendrier. Pour le peuple kurde elle signifie **résistance, unité et vie libre**. Le 21 mars est en même temps un jour international de lutte contre le racisme. A cette date les ancêtres des Kurdes, les Mèdes, ont vaincu et détruit sous la direction du forgeron Kawa l'empire assyrien qui opprimait le Moyen-Orient. Cette victoire a permis la libération de tous les peuples du Moyen-Orient. Le jour de Newroz est attendu avec anxiété chaque année. Depuis 1990 les soulèvements populaires à cette date ne se sont pas interrompus. Cette tactique dans les villes est un ingrédient organique de la guerre populaire de longue durée et elle est au Kurdistan la forme de combat politique dans les villes. Chaque année le front de libération nationale du Kurdistan, E.R.N.K., lance un appel au cours duquel il proclame la fête de Newroz comme fête officielle.

Nous avons fait en sorte que là où nous sommes présents, dans nos organisations syndicales et démocratiques, dans la rue aussi, ce jour de fête pour une nation opprimée soit aussi un jour de solidarité révolutionnaire et nous continuerons à manifester notre solidarité active au peuple kurde.

Mars 92

Nathalie LAGNEAU □

Kurds Prepare for First Free Ballot

By Leslie Weaver

New York Times Service

ERBIL, Iraq — With campaign rallies, parades, slogans and speeches, Kurds in northern Iraq are gearing up for their first free elections outside of Iraqi control.

"This election is the first historical chance for the Kurdish people to determine their future," said Jalal Talabani, one of the Kurds' two main party leaders, together with Massoud Barzani.

The two are offering different visions of the future: autonomy through direct negotiations with Baghdad, favored by Mr. Barzani, or a more independent self-rule within Iraq, with any negotiations with Baghdad conducted through the United Nations.

With Iraqi rule loosened when Western coalition forces established a security zone in northern Iraq after the Kurds' failed uprising last spring, about a million Kurds were expected to vote Sunday, election officials said.

They will vote for one of seven party lists from which an assembly with roughly 100 members will be drawn up proportionally.

The voters will also choose one of four candidates, including Mr. Barzani and Mr. Talabani, as Kurdish leader, although ultimate power will rest with the assembly.

The prospect that the elections could further weaken Iraq's grip on the region has raised fears that Baghdad might try to disrupt them through military action or sabotage, Kurdish officials said.

[Iraq on Wednesday denounced the elections in rebel-held Kurdistan as illegal but ruled out the use of force to derail them, Reuters reported from Baghdad.

[Mehdi Saleh, speaker of the National Assembly, said Wednesday that Baghdad wanted to "solve internal problems peacefully."

["This step is unconstitutional," he said, referring to the elections. "It is being carried out under the bayonets of the United States, Britain and France."]

Campaigning has been most intense in this city of about 800,000 on the southern fringe of the Kurdish-controlled zone, where senior officials in the two main parties said a local victory could spell victory overall.

Both claimed to hold majority support in the city. Residents said the parties' stands on relations with Baghdad was the key issue.

Mr. Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, led for years by his father, the tribal and guerrilla leader Mustafa Barzani, said he favored reaching an autonomy pact with Baghdad because no other solution would win the support of neighboring countries or the West.

Mr. Talabani, veteran leader of the Patriotic Union of Kurdistan, has said that Baghdad lost credibility in past autonomy talks.

He said he favored self-determination for the Kurds within a democratic Iraq that would grant them more self-rule than simple autonomy, and has said that any future talks should be carried out through the United Nations.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — May 14, 1992

Le Figaro — 13 mai 1992

Turquie : montée en puissance

Resserrement des liens économiques et culturels avec la France

● *Position stratégique d'Ankara au carrefour de trois mondes.*

Très vite, la Turquie est en train d'accéder au statut qui sera le sien à l'aube du prochain siècle : celui d'une puissance de première grandeur. Déjà le général de Gaulle avait tenu à lui consacrer sa der-

en situation régulière ou non. Communauté en gros tranquille, laborieuse et soudée tant un patriotisme, demeuré ardent, qui, à l'heure de la retraite, engage effectivement au retour au pays, et l'attache-

ensembles, eux-mêmes en trouble ou en état d'inachèvement, la CEE, la Méditerranée, les Balkans. Des trois, c'est encore l'espace méditerranéen qui actuellement requiert le moins d'attention, malgré sa vingtaine d'États riverains, malgré le conflit israélo-arabe et en dépit du très ancien contentieux à multiples tiroirs opposant, au sein et au-delà de la mer Egée, la Turquie et la Grèce. De son côté, ayant dans l'immédiat peu de chances d'être prise en considération tant il y a embouteillage à l'entrée, mais aussi contestation multiforme à son endroit (le haut taux de la natalité turque, la forte capacité d'exportation de la production agricole anatolienne, le problème chypriote entretiennent réticences et réserves mais surtout, implicite, le caractère entièrement musulman du pays, même si la Constitution turque se réclame d'une laïcité à la française), la candidature turque à la CEE peut évoluer vers des arrangements intermédiaires un temps acceptables.

Finnois, voici que la dissolution de l'URSS, la proclamation d'indépendance des républiques musulmanes ex-soviéti-

ques, en faisant tomber l'obstacle, infranchissable soixante années durant, de la frontière hermétique entre la Turquie pro-occidentale et l'espace turcophone tourné vers Moscou, réaniment le panturquisme du début du siècle dans ses deux versions, la version très conservatrice du panturquisme musulman et la version plus libérale, plus pragmatique songeant à une confédération fondée sur la convergence économique.

Le premier ministre turc, Sulayman Demirel, vient d'achever une tournée qui l'a conduit dans les capitales de cinq des six de ces républiques pour y jeter les premières bases d'une coopération promise à un grand avenir. Installation d'ambassades de Turquie, établissement de réseaux de communication modernes (radio, téléphone, télévision), accueil d'étudiants et de stagiaires en formation, y compris en « formation théologique », sont les premiers fruits d'une entreprise de très longue haleine. Il serait dommage que l'Occident n'y voit qu'un utile bouclier contre l'expansion de l'islamisme iranien ou afghan.

Au vrai, pour l'instant, le plus concret, le plus réalisable à court terme se trouve au plus près. Même compte tenu du conflit du Haut-Karabakh et de toute une série d'autres conflits latents ou ouverts, c'est autour de la mer Noire et avec tous ses États riverains qu'il est possible pour la Turquie de stimuler une coopération fructueuse. Déjà les côtes septentrionales de l'Anatolie se transforment en zone d'échanges, où abordent et s'en retournent trafiquants et négociants de toute l'Europe centrale et orientale, des pays Baltes à l'Ukraine et la Russie méridionale.

A. K.

PAR ANNIE KRIEGEL

nière visite officielle en octobre 1968.

Ce n'est aussi qu'au déclin de son autorité internationale que François Mitterrand, à la mi-avril de cette année, a trouvé enfin le temps de se rendre à Istanbul et Ankara. Le rôle remarqué joué par la Turquie lors de la guerre du Golfe et le fait que depuis le 6 mai elle assure la présidence tournante du Conseil de l'Europe ne pouvaient que l'y encourager.

Bien entendu, ce sont les questions d'intérêt mutuel qui constituent le socle des relations franco-turques. Dans l'ordre économique, les choses ne vont pas mal depuis que la Turquie s'est résolument tournée vers l'économie de marché. Alors qu'en 1986 sept sociétés françaises seulement opéraient en Turquie, il y en a en 1991 cent-vingt, et c'est une société française qui s'est portée acquéreur des cinq premières cimenteries turques privatisées. Dans l'ordre culturel, comment ne pas se réjouir à l'idée qu'à l'emplacement de l'ancienne école du Palais fondée en 1481 sous le sultan Bajazet, le lycée impérial ottoman de Galatasaray où, à son retour en 1868 de l'Exposition universelle de Paris et avec l'aide de notre Victor Duruy, le sultan Abdulaziz avait décidé que toutes les matières scientifiques seraient désormais enseignées en français par des professeurs français, va être, nouvelle étape de son développement, transformé en établissement intégré d'enseignement supérieur, bref en une sorte d'université francophone ?

Trois mondes

Enfin, entre la Turquie et la France fait le lien une communauté immigrée forte de 300 000 à 400 000 personnes,

ment à un islam modéré lui procurent le ciment dont elle a besoin. Mais cette communauté se trouve bousculée, déstabilisée de l'intérieur par l'action clandestine et violente, sous forme de rackets et d'extorsions de fonds accompagnés éventuellement d'assassinats, d'organisations concurrentes, mais également « révolutionnaires » et « marxistes-léninistes ».

Par-delà les relations bilatérales, s'impose la position de la Turquie au carrefour de trois mondes qui se trouvent tous les trois aux prises avec des mutations majeures.

Vers le sud et le sud-est — le Proche et le Moyen-Orient —, rien de très nouveau. Il y a beau temps qu'ayant surmonté les séquelles de la dislocation de l'empire ottoman et réajusté ses relations avec le monde arabe qui lui fut naguère asservi, la Turquie contemporaine se contente d'être un actif partenaire économique, notamment dans le domaine de l'électroménager et des industries textiles. La guerre du Golfe n'a pas substantiellement changé ces données, même en ce qui concerne les relations avec l'Irak et même compte tenu de l'assistance qu'à la demande des Américains la Turquie a fournie aux Kurdes d'Irak, se refusant par ailleurs à n'y voir rien de commun avec son propre problème intérieur kurde qu'elle assimile, à tort ou à raison, à des problèmes semblables en Europe, le basque ou l'irlandais. Il est vrai que, ne serait-ce les actions terroristes de la branche urbaine du PKK, la tension entre Kurdes et Turcs est étonnamment faible dans les grandes villes tant de la Turquie d'Europe qu'anatolienne.

Vers l'ouest européen, justement, la Turquie est directement concernée par ses rapports avec trois sous-

Panturquisme

Reste les Balkans. La présence de 8 millions et demi de musulmans (500 000 en Bulgarie, deux millions en Bosnie, deux au Kosovo, trois en Albanie, un en Macédoine) n'a pas conduit la Turquie, et c'est à mettre à son actif, à s'ériger en héraut d'un conflit de frontière entre chrétienté et islam. Elle s'est contentée de reconnaître pour l'instant l'indépendance de la Macédoine et de la Bosnie.

En fait, c'est ce qui se passe à l'Est et l'extrême Est qui enflamme et fait rêver les Turcs. Sans remonter jusqu'au pantouranisme qui, à la fin du XIX^e siècle, se réclama d'un pays mythique, d'une patrie originelle, d'un pays où il faudrait retourner, le Touran, duquel étaient issus tous les peuples du même groupe linguistique que les Turcs, y compris, comme on le pensait à l'époque, les Hongrois et les

Au Kurdistan irakien

Six mois après l'application du droit d'ingérence



GASTON SURIER

IVF-
Aix-
en-Provence

Lors de l'arrivée des alliés à l'assistance internationale, le sort des réfugiés s'améliora et ils commencèrent à redescendre dans les vallées. En novembre, les camps organisés ont disparu et la vie reprend ses droits. Pour autant, malgré l'aide alimentaire et vestimentaire toujours maintenue après le départ des armées alliées, tous les problèmes sont loin d'être résolus.

Compte-rendu
d'un voyage
effectué à
l'automne 1991
(19 octobre
au 7 novembre).



Village de Derache en reconstruction.

Conformément à un accord intervenu entre les gouvernements turc et irakien, ce dernier entreprit en 1986 le dépeuplement d'une zone frontalière d'une vingtaine de kilomètres de large. Les kurdes de ces régions, malgré eux, furent déplacés vers le sud du pays et rassemblés dans des camps dont la population atteint parfois 200.000 personnes. Cette opération a continué en 1987 et 1988, accompagnée de la démolition systématique par l'armée gouvernementale irakienne de tous les villages kurdes de la zone considérée... et souvent plus au sud ! Les pans de mur des maisons ainsi ruinées ne devaient pas dépasser un mètre au-dessus du sol. Plus de 4.000 villages furent ainsi détruits, et leurs habitants dispersés.

► L'hébergement

Pendant la guerre du golfe, les kurdes irakiens se révoltèrent contre le



gouvernement central. Les « peshmergas », combattants kurdes résistants, remportèrent d'abord quelques succès, dont l'occupation de Mossol et d'autres villes moins importantes plus au nord. On sait ce qui en suivit : les revers « militaires » des peshmergas, la fuite des kurdes vers les montagnes, où ils restèrent bloqués, les frontières des états voisins leur étant fermées et sérieusement gardées. D'autres villages furent encore détruits, cette fois par les bombardements. Les populations redescendues dans les plaines se sont donc installées vaille que vaille : les plus favorisés dans les habitations de parents ou amis, ou louées ; d'autres dans les locaux des administrations ou de l'armée irakienne, partiellement démolis et « rafistolés » avec des moyens de fortune ; les bâtiments publics sont squattés ; d'autres encore dans des tentes ou des abris hétéroclites montés aux abords des aggloméra-

tions, ou dans les vallées proches des voies de communication accessible pour les opérations humanitaires.

Trop nombreux sont ceux qui vivent encore dans des abris sommaires, ne subsistant que par l'assistance internationale. Malgré cette assistance des milliers de kurdes déracinés vont souffrir des rigueurs du prochain hiver. L'O.N.U. a mis en chantier un programme de « wintérisation » : construction pour l'hiver des huttes en dur (Shelters) de 4 m x 5 m par famille. Ces dernières reçoivent les matériaux nécessaires (poutres en rondin de peuplier, tôles ondulées pour la toiture, chaux pour le mortier des maçonneries. Moellons et agrégats sont pris sur le terrain) ; elles construisent ensuite les shelters.

La distribution des matériaux de même que le contrôle des travaux

passent par les O.N.G., entre autres A.I.M. -A.I.V.F., ou des organismes kurdes tel que le K.R.O. (Kurdistan reconstruction organisation). Le ravitaillement alimentaire (à base de riz et de farine), les vêtements, les couvertures, sont le fait de la C.E.E., de l'O.N.U., des O.N.G. S'ajoutant à cette aide les interventions permanentes, efficaces et absolument indispensables d'organismes spécialistes des problèmes de santé : médecins, infirmières, et pharmaciens sans frontière.

Les bénéficiaires de cette assistance, pratiquement sans autre moyen de subsistance pour le moment, vivaient auparavant de leur travail d'agriculteurs ou d'éleveurs, auquel s'ajoutaient des ressources naturelles comme la résine du térébinthe, arbre très florissant dans les vallées et les montagnes.

En fait, pour éviter à ces kurdes la contrainte d'un assistantat permanent et aléatoire, il y a lieu d'envisager à court terme leur réimplantation dans leurs villages d'origine, après les avoir reconstruits selon les normes, les us et coutumes locaux. Ils se remettront alors d'eux-même à exploiter leurs terres et subviendront seuls à leurs besoins.



Le père Rabban et Gaston Surier.

Un exemple : Derache, le village du père Rabban

Le père Rabban Ezequiel Rabban, de la famille Al Kass, est curé de la paroisse de Kouani, arrondissement de Amadiyah, province de Dohuk. Dès le mois de mai il a incité les kurdes à retourner dans leurs villages, de participer à leur reconstruction afin de retrouver progres-



Un campement provisoire à Derache, en attendant la finition des maisons reconstruites à l'initiative du père Rabban.

sivement une vie normale. Il a choisi dans un premier temps de reconstruire le village de Derache, dont les habitants sont musulmans. Il a obtenu pour ce faire une aide de 125.000 DM d'une association humanitaire allemande, changée en juillet 1991 contre 470.000 dinars irakiens.

Le plan des maisons, leur implantation, sont l'œuvre du père Rabban. Chaque famille qui décida de « rentrer » participe à la construction de sa maison, aidée par des maçons et manœuvres recrutés. Les hommes de chaque famille sont payés au tarif des manœuvres embauchés. La subvention allemande a permis de payer les salaires et d'acheter les matériaux ne se trouvant pas sur place : poutres, nattes pour toiture, chaux pour maçonneries et enduits, portes et fenêtres, canalisation P.V.C. Le sable et les moellons sont abondants sur le site, de même que les « chevrons » en chêne vert des forêts alentour.

La construction des maisons est traditionnelle : murs de maçonnerie de moellons hourdés au mortier de chaux hydraulique (épaisseur 0,40 m). Couverture comprenant la charpente en poutres de peuplier, les chevrons en chêne, les nattes en fibres de palmier et une chappe en torchi compacté sur 0,30 m d'épaisseur. Le sol est en terre battue.

- Coût d'une habitation au 1^{er} novembre 1991 : 6.500 FF

- Délai de construction par maison : huit jours avec une équipe composée d'un maçon et sept manœuvres

- Prix de la main d'œuvre, par jour : 1 \$ US pour les manœuvres - 3 \$ US pour le maçon.



Préparation du mortier de chaux hydraulique... à la main.

Le village de Derache est pratiquement terminé et compte 52 habitations dont certaines déjà habitées. Les autres sont en cours de finition : enduits intérieurs effectués au

mortier de chaux. Le village est alimenté en eau potable par une conduite de Ø 10 cm, captant une source située à 2 km. Douze maisons supplémentaires sont prévues en 1992 afin de recaser toutes les familles. La moyenne des membres des familles est de six à sept personnes. Les familles relogées à Derache ont rejoint les abords du village en juin et y ont installé des tentes provisoires. Elles ont entrepris aussitôt l'exploitation de leurs terres et commencé de petits élevages.

Les ressources sur lesquelles elles peuvent compter sont nombreuses et variées. En polyculture : blé dur, légumes divers (tomates, poivrons, oignons, aubergines, pommes de terre) fruits (pommes, noix, coings, raisins, melons et pastèques). En élevage : bovins (lait et fromage), ovins (moutons et surtout chèvres) volailles (poules - dindes). Ressources naturelles : térébinthe, baies, racines médicinales, gibiers, bois de chauffage et de construction, etc.

Cette première opération de « retour aux sources » est très positive et le père Rabban à l'intention de la renouveler pour une quarantaine de villages de sa région. Il est cependant évident que son projet ne sera réalisable qu'avec l'apport d'une aide extérieure.

Lors de mon dernier séjour au Kurdistan irakien, j'ai pu travailler avec le père Rabban et établir un état récapitulatif des villages situés dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres de Kouani. Ils sont environ quarante et d'importance variable, allant de 15 à 100 familles, c'est-à-dire qu'ils comptaient avant destruction 15 à 100 maisons. Avec des moyens très limités et la participation bénévole de ses parents et amis, le père Rabban a commencé l'ouverture de pistes d'accès aux sites des villages en reconstruction ou en prévision. (Environ 15 km). Ces pistes ne sont praticables qu'en bonne saison. Elles demandent à être stabilisées. Deux vallées difficilement accessibles sont concernées

par ce projet. Le désenclavement des villages est essentiel et engagera l'utilisation d'engins de travaux publics. Ces vallées sont très riches : elles produisaient par exemple plus de 1.000 tonnes d'oignons par an, (les kurdes en sont de gros consommateurs) de centaines de tonnes de pommes... etc. Ces produits ont fait leur réapparition à Derache mais se heurtent à un handicap : leur transport jusqu'à un point accessible aux camions. Jusque-là, le transport se fait à dos d'homme. Certains villages sont à plusieurs heures de marche. Les mulets ou ânes ont pratiquement été exterminés dans les deux vallées.

La construction de pistes carrossables influerait très certainement sur leur décision future, décision confortée par la perspective de retrouver un habitat convenable et un mode de vie coutumier.

L'objectif prioritaire de cette opération dont le caractère humanitaire n'est pas discutable, est la réinsertion sociale des kurdes irakiens qui vont subir l'hiver prochain dans des schelters et ne subsisteront que grâce à l'aide alimentaire internationale, inévitable dans l'instant, certes, mais qui risquerait si elle se perpétuait, de transformer des milliers d'individus en « assistés » permanents !... La réinsertion sociale de ces indigents dépend avant tout de la reconstruction de leurs habitations dans les lieux où ils ont toujours vécu.

Le ravitaillement

Il n'existe qu'une seule route reliant la Turquie à l'Irak. La frontière est définie par le fleuve Habur. Les deux rives étaient reliées par deux ponts, séparés de 200 mètres et chacun d'une longueur de 300 mètres. Le moins large (11 m) était utilisé pour la circulation Irak-Turquie. Le plus large (15 m) pour la circulation Turquie-Irak. De part et d'autre des ponts, les postes frontières.



Le pont détruit à 50 %.

Les ponts ont été partiellement détruits par les Irakiens lors du conflit avec les alliés. Le premier sur cinq travées est pratiquement irréparable. Le second, détruit sur deux travées, soit environ 35 mètres a été rendu à la circulation après qu'un remblai ait été rapidement aménagé pour remplacer la partie manquante. Ce remblai a une dizaine de mètres de hauteur et une largeur de roulement de 10 mètres. L'importante circulation qu'il supporte l'a parfaitement compacté et stabilisé dans sa partie supérieure.

Cependant l'Habur enregistre parfois des crues sérieuses, son niveau

normal s'élevant de 4 à 5 mètres, et son débit emprunte alors tout le lit du fleuve. Il y avait donc un très gros risque de destruction du remblai. Dans cette éventualité, toutes communications entre l'Irak et la Turquie seraient interrompues, et les approvisionnements destinés aux kurdes ne seraient plus possibles ! Ces approvisionnements sont essentiels, surtout pour la période hivernale, à la survie de quelques 500.000 personnes.

Devant la gravité de la situation en cas de rupture de cet unique passage, les autorités concernées, O.N.U. en particulier, décidèrent de

Le pont n°1 emprunté par les camions.



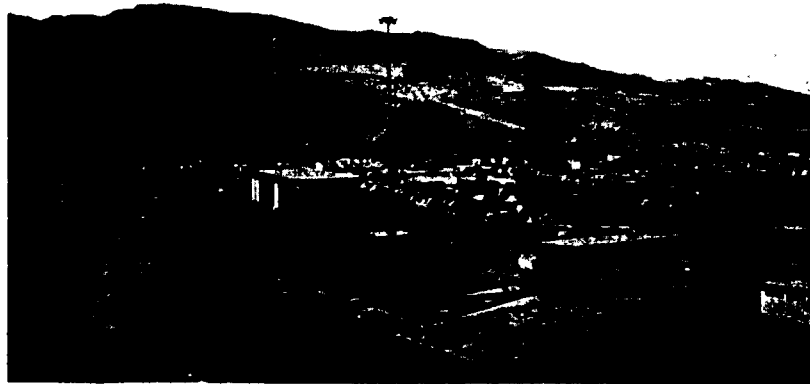


Les camions poids-lourds et leurs réservoirs de gasoil : un de chaque côté et un à l'arrière. La chaussée est imbibée de gasoil et d'huile sur des kilomètres de part et d'autre de la frontière.

mettre en œuvre les travaux confortatifs nécessaires à la maintenance du trafic routier. L'armée U.S. faisait savoir qu'elle disposait d'un pont métallique (type Beller) à double voie. Ce dernier pouvait être mis en place sur le remblai, avec appuis sur la partie « saine » du pont. L'armée U.S. souhaitait que le pont soit monté sous contrôle d'un ingénieur français, après que ce dernier ait dressé un état des éléments manquants du pont afin qu'ils soient commandés d'urgence... en Allemagne.

En fait, le K.R.O. (Kurdistan reconstruction organisation) organisme comprenant des ingénieurs et architectes kurdes, a pris en charge le montage de l'ouvrage... et mon rôle dans cette affaire consista surtout à faire preuve de diplomatie auprès des techniciens du K.R.O. et de l'entreprise T.P. qu'ils avaient recrutée, pour « corriger » quelques erreurs de montage !... Quant à la stabilisation du remblai proprement dit elle a été réalisée par une entreprise de Dohuk mandatée par le gouvernement irakien, de Bagdad, qui entreprenait ainsi « la reconstruction » du nord Irak, et finançait les travaux : mur de pied et parement du talus en maçonnerie de moellons ordinaire.

L'ouvrage encaisse une circulation quotidienne de plusieurs centaines de poids lourds. Le passage en douane demande au moins trois jours... parfois sept ! Des milliers de camions attendent, sur trois rangs de front, et sur des kilomètres,



Le poste frontière irakien et ses files de camions...

entre Zakhô, première ville kurde après la frontière, et Silopi première ville turque également après la frontière. (Zakhô - Silopi = 30 kilomètres). Le trafic Turquie-Irak assure le transport de ravitaillement de toutes natures. Les camions retournent ensuite en Turquie pratiquement à vide... sauf chargés de gasoil emplissant des réservoirs ac-

crochés de part et d'autre des chasis et parfois à l'arrière. Chaque camion transporte ainsi entre 2 et 3.000 litres de gasoil, revendu en Turquie presque au même prix qu'en France, mais acheté en Irak pour 40 fils de litre ! (1 dollar = 11 dinars et 1 dinar = ... 1.000 fils !)

Sur des kilomètres les chaussées sont recouvertes de gasoil, d'huile, rendant la circulation très dangereuse. Nombreux sont les poids lourds ou d'autres véhicules... dans le décor ! Inutile de préciser que la pollution des nappes phréatiques ne se mesure plus.

Quoi qu'il en soit et quelles que soient les difficultés rencontrées, le ravitaillement des kurdes qui passeront l'hiver 1991-1992 dans des conditions précaires ne peut être interrompu, d'autant que sur le plan politique, la situation est loin d'être stable. Les « accrochages » dépassent désormais le stade de l'escar-

mouche... et font intervenir des moyens inquiétant les populations, qui craignent par ailleurs le départ de l'O.N.U. et de plusieurs O.N.G... ■

APRES LE COUP DE FORCE POLICIER CONTRE LES KURDES GREVISTES DE LA FAIM LES CHEMINS ETROITS DE LA LIBERTÉ



Quelques heures après l'intervention policière, réunion dans le jardin — saccagé — de Notre-Dame, du collectif de soutien aux grévistes de la faim.

Déploiement de C.R.S. au petit matin, jet de grenades lacrymogènes, envahissement par la force d'un petit jardin jouxtant la cathédrale Notre-Dame de Nice : la police française a montré son savoir-faire et ses méthodes musclées. Pour faire baisser un temps soi peu les calamiteuses statistiques sur la délinquance qui allaient être publiées deux jours plus tard ? En fait cette « action d'éclat » visait à s'emparer de douze Kurdes affaiblis par trois semaines de grève de la faim. Ces déboutés du droit d'asile dont nous avons à de nombreuses reprises évoqué la lutte dans ces colonnes ont été, ce dimanche, « jour du Seigneur », menottés et embarqués en fourgon vers le centre de rétention de la caserne Auvare.

UNE INTERVENTION MUSCLEE

Aussitôt les représentants locaux des associations humanitaires et la fédération du P.C.F. se sont inquiétés de leur sort et se sont rassemblés à l'aéroport de Nice pour empêcher, physiquement s'il le fallait, l'expulsion de ces Kurdes qui, à la suite d'une première grève de la faim en décembre 1991, avaient reçu l'assurance que leur cas serait examiné avec bienveillance.

Interpellés le 10 mai dernier, onze des douze Kurdes en grève de la faim à Nice depuis le 14 avril ont été remis en liberté. Une liberté « provisoire » tant que le préfet n'aura pas accordé, comme le demandent les associations antiracistes et le P.C.F., une autorisation de séjour pour d'évidentes raisons humanitaires.

C'est à 12 h 45 seulement, ce dimanche, qu'un premier contact téléphonique était établi entre le sous-préfet de permanence, Philippe Rey, et Charles Caressa, conseiller municipal communiste de Nice, ayant à ses côtés M^e Catherine Cohen-Seat, avocate des douze Kurdes.

A l'élu, le haut fonctionnaire expliquait enfin que l'intervention policière avait pour but « de garder à vue pendant

24 heures les déboutés afin de permettre la vérification des situations individuelles dans le cadre de la procédure normale de reconduction à la frontière ».

Il s'avérait donc que les autorités avaient décidé de faire stopper la grève de la faim, ultime argument des déboutés pour conquérir leur droit d'asile et leur statut de réfugié politique, et de procéder rapidement à des expulsions. Combien ? Vers quelle destination ? A ces questions posées par l'avocate, le sous-préfet répondait que « n'étant pas dans le fourgon, (il) ne savait pas où ces gens avaient été conduits » (!).

SOLIDARITÉ ET BATAILLE JURIDIQUE

A l'aéroport, les militants des associations (M.R.A.P., C.I.M.A.D.E., Ligue des droits de l'homme...) constataient avec Olivier Mayer de la fédération du P.C.F. et Louis Fiori, conseiller régional, que l'avion de 12 heures, ce dimanche à destination d'Istanbul était heureusement vide de Kurdes expulsés. Les interpellés avaient été transférés au tribunal de Nice afin de se voir signifier une prolongation de leur rétention à six jours, délai dont dispose le préfet pour procéder à leur

« reconduite à la frontière ». Ils déposaient alors un recours devant le tribunal administratif pour une remise en liberté immédiate.

Premier coup de théâtre : dimanche, en fin d'après-midi, cinq des personnes interpellées étaient relâchées de la caserne Auvare, sans explications. Remis en liberté, ils consultaient aussitôt leurs camarades toujours détenus et décidaient de poursuivre la grève de la faim. Mais une grève « totale » c'est-à-dire sans même absorber la moindre boisson.

Autre bonne nouvelle le lendemain, véritable gifle pour l'administration préfectorale : six autres Kurdes défendus par une remarquable plaidoirie de M^e Cohen-Seat étaient remis en liberté par le tribunal administratif qui reconnaissait cependant la validité de la procédure engagée contre une personne qui faisait l'objet d'une interdiction de séjour sur le territoire français. Atteint de brûlures après avoir tenté de s'immoler par le feu lors de son interpellation, ce gréviste de la faim pouvait lui aussi voir la mesure

d'expulsion qui le frappe suspendue. Des télégrammes ont été envoyés en ce sens par le collectif des défenseurs des déboutés au procureur de la République.

UNE MESURE HUMANITAIRE ?

Si onze des douze Kurdes sont aujourd'hui « libres », leur problème — celui d'être accueilli légalement en France — n'est pas pour autant réglé. Il appartient maintenant au préfet de leur accorder, faute de statut de réfugié politique, un titre de séjour pour des raisons humanitaires. En aucun cas en effet des Kurdes qui ont publiquement revendiqué une appartenance à des partis d'opposition à un gouvernement turc menant une politique de répression sanglante contre le Kurdistan ne peuvent rentrer, de gré ou de force, au pays.

« Pour nous, dit leur porte-parole, ce serait la torture et puis la mort. »

P. J.



Au festival de Cannes, lundi, un groupe de manifestants parmi lesquels Simone Monticelli, de la fédération du P.C.F., a attiré l'attention des télévisions du monde entier sur les menaces d'expulsion qui visaient alors les Kurdes de Nice.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0499 4 GT 0248 FRA 7AFP-R068

Immigration-asile

Prochaine expulsion de huit des 27 grévistes de la faim kurdes de Vernon

EVREUX, 20 mai (AFP) — Huit des 27 grévistes de la faim kurdes turcs interpellés mercredi à Vernon (Eure) à l'issue d'un mouvement de 16 jours vont être reconduits à la frontière, alors que "l'examen de la situation des autres se poursuit", a indiqué la préfecture.

"Après un examen médical qui a conclu au fait qu'aucune hospitalisation n'était nécessaire, à l'issue des auditions (...) et après examen de leur situation administrative, huit (des 27) se sont vu confirmer des arrêtés de reconduite à la frontière", précise un communiqué de la préfecture. Les grévistes de la faim, qui se sont vu refuser le statut de réfugié politique, demandaient une autorisation de séjour en France.

La préfecture de l'Eure indique encore qu'il a été "procédé à des consultations utiles en vue de leur retour en Turquie" et qu'ils "ont été placés en rétention administrative (...) jusqu'à ce que puissent être exercées, sous le contrôle du juge, les mesures d'éloignement du territoire".

Alors que 17 autres grévistes de la faim kurdes turcs poursuivent une grève dans la salle annexe d'une église de Rouen, l'interpellation de ceux de Vernon a été condamnée par les organisations régionales du MRAP et du Parti communiste. Sous la signature du conseiller régional Thierry Foucaud, ce dernier "exige que le gouvernement revienne sur ces décisions et ne ternisse pas ainsi l'image de la France".

MARSEILLAISE

11 mai 1992

12 KURDES INTERPELLES A NICE

Destination danger

Représentants d'associations humanitaires et de la Fédération des Alpes-Maritimes du PCF se sont rassemblés hier à l'aéroport de Nice, pour protester contre l'interpellation et l'expulsion de douze Kurdes

Libération — 11 mai 1992

Nice: Kurdes

Treize Turcs d'origine kurde, déboutés du droit d'asile en France, qui avaient entamé une grève de la faim devant l'église Notre-Dame à Nice le 18 avril dernier, pour obtenir un nouvel examen de leur situation, ont été conduits hier au centre de rétention de cette ville, la caserne Auvare, où leur situation devait être examinée au cas par cas. Deux d'entre eux étaient en situation régulière en France et s'étaient joints au mouvement par solidarité. Sept autres feront l'objet d'une mesure de raccompagnement dans leur pays d'origine. L'examen du dossier des quatre derniers Turcs était en cours hier en fin d'après-midi.

LES douze Kurdes, déboutés du droit d'asile, qui observaient depuis le 14 avril dernier une grève de la faim dans le petit jardin jouxtant la cathédrale Notre Dame de Nice, pour obtenir un statut de réfugié politique, ont été interpellés hier au petit matin par la Sûreté Urbaine et conduits, sans violence, en fourgon, au centre de rétention de la caserne Auvare. Les représentants locaux des associations humanitaires et la fédération du PCF se sont aussitôt inquiétés de leur sort et se sont rassemblés à l'aéroport de Nice pour empêcher, physiquement s'il le fallait, une expulsion de ces Kurdes qui, à la suite d'une première grève de la faim en décembre 1991, avaient reçu l'assurance des autorités préfectorales que leur cas serait examiné avec bienveillance.

Durant toute la matinée d'hier, les autorités judiciaires, policières ou administratives n'ont fourni aucune information sur cette opération visant à chasser des grévistes de la faim qui avaient reçu un soutien politique, religieux, syndical et humanitaire. Le premier contact téléphonique établi à 12 h 45 entre Charles Carressa, conseiller municipal communiste de Nice, et le sous préfet de permanence,

M. Rey, permettait à la presse de savoir qu'il s'agissait "d'une mise en garde à vue de 24 heures afin de permettre la vérification des situations individuelles dans le cadre de la procédure normale de reconduction à la frontière."

A ce moment de la journée, le sous-préfet avouait à l'avocate des déboutés, Me Catherine Cohen Seat que "n'étant pas lui même dans le fourgon, il ne savait pas où ces gens avaient été conduits". (!!) Selon l'inspecteur de permanence à la police de l'air et des frontières de l'aéroport de Nice, "aucun Kurde expulsé n'a été embarqué sur le vol IL 921 de 12 heures à destination d'Istanbul". Il est donc vraisemblable que les douze interpellés, après s'être vus signifier leur expulsion du territoire français, ont été déferés, hier après-midi, devant un juge de permanence du tribunal de Nice qui devait théoriquement prolonger le délai de la rétention à six jours. C'est le temps dont dispose désormais le ministère de l'Intérieur pour organiser matériellement la reconduite à la frontière sauf pour ceux - ont-ils déjà été expulsés ? - qui étaient officiellement interdits de séjour.

Quoi qu'il en soit, ces personnes aux situations diverses courent en commun

un danger maximum. D'abord parce que certaines d'entre elles, qui jeûnaient depuis près d'un mois aux côtés d'un bidon d'essence pour s'immoler par le feu si leur problème n'était pas solutionné, sont extrêmement affaiblies. Ensuite, parce que cette grève de la faim au cours de laquelle les Kurdes ont revendiqué leur appartenance à des partis indépendantistes du Kurdistan, avait attiré l'attention de la presse turque qui a publié des articles avec photos et curriculum vitae des manifestants. C'est dire qu'en cas d'expulsion de France, un sort tragique risque d'attendre ces déboutés dès qu'ils auront posé le pied à l'aéroport d'Istanbul compte tenu de la politique de répression anti-kurde du gouvernement turque récemment cautionné par le président Mitterrand.

Hier soir, diverses associations (Ligue des droits de l'homme, MRAP, SOS Racisme, CIMAD...) étaient réunies avec la fédération azuréenne du PCF pour protester dans les jardins de Notre-Dame et envisager les moyens de stopper la mécanique juridico-policière qui s'était mise en marche la matin même. Une manifestation de sensibilisation était envisagée pour la journée d'aujourd'hui dans les allées du festival de Cannes.

Philippe JEROME

Déboutés du droit d'asile

Un jeune Kurde soutenu à Hérouville

CAEN. — Difficile d'obtenir le statut de réfugié politique. En France depuis deux ans et demi, un jeune Kurde, de Turquie vient d'être interpellé à Hérouville-Saint-Clair et placé en rétention administrative par la police caennaise. Faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion vers son pays, il fait aussi

l'objet d'un mouvement de soutien pour éviter qu'il ne soit reconduit à la frontière. « S'il doit être expulsé, disent les responsables de l'association de soutien aux travailleurs immigrés, il faut que l'on ait des assurances quand à sa sécurité en arrivant là-bas. »

C'est tout l'enjeu, au delà du

probleme de fond, que l'association a mis en évidence au cours d'une rencontre hier après-midi avec Daniel Rouhier, directeur du cabinet du préfet. Une nouvelle enquête va être réalisée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) à l'issue de laquelle une décision définitive sera prise

Ouest-France — 6 mai 1992

Nice-Matin — 11 mai 1992

LES GRÉVISTES DE LA FAIM KURDES DÉLOGÉS PAR LA POLICE

Evacués de force de leur installation précaire, près de l'église Notre-Dame, treize de ces protestataires - qui observaient leur mouvement depuis le 16 avril - ont été conduits au Centre de rétention de la caserne Auvare. Sept d'entre eux y ont été retenus en vue d'une imminente mesure de raccompagnement...

Surpris hier au petit matin par l'intervention énergique d'une trentaine de policiers, treize immigrés turcs d'origine kurde qui s'étaient installés, le 16 avril dernier, dans un jardinnet surélevé jouxtant l'église Notre-Dame, à Nice, pour y observer une éprouvante grève de la faim, ont été délogés de cet abri pour le moins précaire.

Au cours de cette interpellation collective rapide, où les policiers se sont fait assister par des pompiers, du gaz lacrymogène a été utilisé pour neutraliser, sans beaucoup de peine, des protestataires déjà très affaiblis par un jeûne de plus de trois semaines.

Deux de ces grévistes de la faim ont néanmoins tenté, à l'arrivée en force des policiers, de se livrer à un début d'exécution de leur promesse de s'immoler si on les délogeait de ce refuge en

plein air, sans avoir donné une suite favorable à leurs divers recours auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes et de l'Office Français pour la Protection des Réfugiés et des Apatrides.

Ils ont alors répandu de l'essence qu'ils ont enflammée... La très rapide intervention des pompiers préventifs, qui ont également neutralisé une bouteille de gaz à proximité, n'a pu les dispenser de subir quelques brûlures aux bras et au cou. Sans réelle gravité toutefois, bien que très inopportunes sur des organismes affaiblis.

Sept mesures de raccompagnement imminentes

Après un examen minutieux de leur situation en France, cas par cas, six d'entre eux seulement ont été libérés en début d'après



Après l'avoir brièvement réintégré, les six réfugiés kurdes relâchés ont quitté ce qui était depuis trois semaines l'abri de leur éprouvante grève de la faim. (Photo Patrick Barr)

midi. Les autres, considérés selon l'administration comme étant en situation irrégulière ont été gardés au Centre de rétention de la caserne Auvare, à Nice. Ils y relèvent désormais d'une mesure imminente de raccompagnement dans leur pays d'origine.

Déboutés du droit d'asile qu'ils réclament en tant que « réfugiés politiques authentiques », ces immigrés qui avaient déjà observé une première grève de la faim, affirment qu'ils risquent leur vie s'ils sont expulsés vers la Turquie, dans le contexte précis de l'actuelle aggravation de la situation au Kurdistan que nul ne peut ignorer.

En attendant, les « treize de Nice » désormais, séparés en deux groupes, les « libérés » et « les retenus », ont décidé de poursuivre solidairement leur mouvement de grève de la faim.

Ceux qui ont pu quitter le Centre Auvare ont réintégré pendant quelques heures leur « abri » proche de l'église Notre-Dame, avant de se réfugier dans un local mis à leur disposition par une association caritative niçoise.

Dans le même temps, et pour décider de diverses actions imminentes, se constituait en leur faveur un collectif d'une douzaine de mouvements et partis, dont la Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, les Rouges et Verts, etc....

A. L.

Est Républicain — 8 mai 1992

DRAME

Le séjour irrégulier d'une Kurde à Morteau : un cas humanitaire

Un comité de soutien à une ressortissante turque originaire du Kurdistan, devait se constituer hier soir à Morteau à l'initiative d'une association familiale locale.

Mme Hasret Balyemez, 63 ans, est arrivée en France en 1989 après la mort de son mari, pour rejoindre sa fille unique, «*seul moyen de subvenir à (ses) besoins*», a-t-elle écrit le 27 mars dernier au préfet du Doubs.

De santé précaire, pesant moins de 40 kg, Mme Balyemez se demandait aussi si elle pourrait supporter un voyage dans sa région d'Erzican qui a

subi un tremblement de terre il y a peu, et si elle pourrait y trouver un toit.

Actuellement invitée à quitter le territoire, Mme Balyemez n'a cependant pas fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Au service des étrangers de la préfecture, il nous a été signalé qu'elle pourrait séjourner en France en demandant au consulat de France en Turquie, un visa d'établissement. Une «*procédure courante*», précise-t-on.

Selon Dominique Perrin, le président de l'association familiale, les autorités seraient disposées à traiter l'affaire

avec «*le maximum d'humanisme*».

Un argument que M. Perrin invoque pour justifier son engagement : «*Il faut prendre en considération l'humanitaire*». Et il se dit prêt à mobiliser la population, les responsables politiques et religieux, pour «*assistance à personne en danger*».

Reste qu'on n'en serait pas là, si la fille et le gendre de Mme Balyemez avaient il y a trois ans, donné suite aux propositions de régularisation de l'administration.

Daniel BORDUR

Libération — 12 mai 1992

Des commerçants kurdes protestent

Suite à l'enquête que nous avons publiée sur «*Les Turcs saignés par l'impôt révolutionnaire*» (Libération du 5 mai 1992), l'Association de l'union de solidarité des commerçants kurdes à Paris a remis une «*lettre ouverte*» à Libération pour protester contre un article qui, selon l'Association «*exprime la vision de l'Etat turc concernant notre soutien légitime au peuple kurde dirigé par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)*».

«*Le PKK n'a jamais organisé de campagne financière en Europe*», lit-on encore dans cette «*lettre ouverte*» signée de 25 commerçants, activité réservée selon eux au Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK) qui regroupe les principales organisations de masse au Kurdistan (de Turquie) et auquel les signataires disent appartenir. «*Nous aussi, déclarent-ils, nous avons contribué à ces campagnes, et cela en y mettant toute notre volonté... Les sacrifices de nos frères au Kurdistan qui combattent au prix de leur vie pour que l'on puisse vivre un jour, libre et indépendant, nous montrent combien nos dons sont minimes.*»

A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse —

ACPO81 PR:03 IGNPXW SOCIETE
KURDES-GREVE-FAIM-ROUEN-VERNON

186

ACP/TELPRESSE

ILS RECLAMENT UN STATUT DE REFUGIES POLITIQUES
DES KURDES EN GREVE DE LA FAIM A ROUEN ET A VERNON

Rouen, 19 mai (correspondance particulière) - 17 réfugiés kurdes à Rouen (Seine-Maritime) et 27 à Vernon (Eure) effectuent actuellement une grève de la faim dans les locaux de paroisses catholiques dans l'espoir d'obtenir un réexamen de leur demande de statut de réfugiés politiques en France.

Les grévistes de la faim kurdes sont actuellement menacés d'expulsion. Une centaine de personnes ont manifesté, mardi soir à Rouen, pour soutenir les grévistes qui ne s'alimentent plus depuis le 14 mai. A Vernon, les Kurdes ont reçu du préfet de l'Eure une fin de non recevoir à leur demande de réexamen. Le préfet a en effet exigé que les Kurdes se réalimentent avant d'entreprendre éventuellement de nouvelles démarches. Mardi matin, une délégation a vainement cherché à rencontrer Hubert Curien, ministre de la Recherche, lequel visitait le site de la Société Européenne de Propulsion à Vernon.

Sur les conseils de leur comité de soutien de Vernon, onze autres réfugiés ont accepté de ne pas engager une grève de la faim.

CA/JBA/JT
19-05-92 19:35

Kurdistan — La patrie interdite

par Luc Beyer de Ryke

Je reviens d'un pays qui n'existe pas: le Kurdistan. Pour y arriver j'ai traversé toute la Turquie jusqu'à Habur où les eaux limoneuses du Zab marquent la frontière avec l'Irak.

L'an dernier je m'y trouvais lorsque de la base de Silopi, à quelques km de là, en territoire turc, les Américains sont entrés en Irak. De la ruche bourdonnante, du ballet d'hélicoptères, des colonnes aux véhicules couleur de sable, hérissés d'antennes, scarabées du désert, il ne subsiste aucun souvenir. Tout s'est évanoui. Au pied des montagnes dont les crêtes sont encore mousseuses de neige, des champs vides de toute présence autre que celle de quelques paysans forment une large trouée reliant la Turquie à l'Irak. La voiture qui me conduit roule à vive allure sur une route dégagée.

La nuit est tombée. A Gizre nous avons croisé des blindés légers turcs. Il y a couvre-feu à partir de neuf heures du soir. Le 21 mars, lors de la célébration de Newraz, le Nouvel An kurde, la troupe a tiré. Il y a eu des dizaines de morts. Entre 60 et 95 selon les estimations. Parmi eux des enfants. Un journaliste turc a été tué. Peu après Silopi où quelques impacts de balles attestent également des incidents récents, la route est soudain encombrée d'une longue file de camions. Elle s'étend sur des km et, comme un fleuve qui se ramifie, des „bras“ de camions forment un véritable estuaire engorgeant le poste frontalier.

Derrière ce charroi on devine tout un trafic où la noblesse d'intention s'allie aux intérêts les plus mercantiles. Les Nations unies et les organisations humanitaires apportent des couvertures, des vivres (parfois avariées à la suite d'une longue attente), des camions-citerne reliant Silopi et Mossoul (Irak), ce qui arrange les Irakiens. C'est une manière de tourner l'embargo en vendant du pétrole brut.

Toute une humanité se retrouve à Habur. Parlementaires en mission, agents aux menées occultes, idéalistes des ONG (Organisations non-gouvernementales), journalistes, policiers, se côtoient, se croisent sans se connaître et souvent sans se deviner...

Zakho — la porte du Kurdistan

Les formalités accomplies, le pont enjambant le Zab franchi, la voiture se fraie — difficilement — un chemin au milieu des camions, les uns silencieux, les autres vrambissants pour, progresser de quelques mètres. Quelques bâtiments se découpent dans la nuit sombre. Dans la lueur des phares apparais-

sent les premiers peshmergas. C'est ainsi que s'appellent les combattants kurdes. Ce qui signifie „Ceux qui marchent au-devant de la mort...“

Cette nuit nous trouverons un gîte à Zakho. Très vite nous serons renseignés à propos de la «sécurité» qui y règne. L'ami kurde avec lequel je me trouve cherche le lieu où nous devons nous rendre. Pour ce faire il va sonner à la porte d'une maison faiblement éclairée. Après quelques minutes d'attente, la porte s'ouvre sur un homme en pyjama. A la main il tient un revolver. Avec gentillesse il nous accompagne et nous conduit où nous devons être. Après quoi, toujours en pyjama et son arme à la main, il retourne chez lui. Pour tout voyageur, Zakho est la porte du Kurdistan irakien. Là se trouvent les quartiers généraux des principaux partis unis dans le «Front».

C'est par leur intermédiaire que s'organise toute expédition à l'intérieur du Kurdistan «autonome».

laissant qu'un passage étroit. A flanc de montagne on nous montre de grands édifices entourés d'espaces vastes cernés par des murs. C'étaient les palais de Saddam Hussein. Aujourd'hui les chefs kurdes, Barzani et Talabani se sont partagés les dépouilles. Talabani s'est emparé de certaines demeures de Saddam mais, dit-on (à tort ou à raison), Barzani aurait reçu des palais offerts par Saddam lors des négociations qu'il mène avec lui...

Plus de téléphone et des maisons rasées par les troupes de Saddam

Amadea est une ville surplombant une montagne isolée aux flancs qui plongent dans la vallée. Dernier halte avant de nous trouver sur la piste conduisant à Shekulawa et Saladin. S'il arrive quelque chose, à Dieu va, car au Kurdistan, depuis l'évacuation des Irakiens, il n'y a plus ni téléphone, ni postes. C'est une portion de territoires coupée de tout. Seuls quel-



Massoud Barzani (à droite), fils de Mustapha Barzani, personnage emblématique de la révolte kurde, à Barzan, fief des Barzani (Telephoto Reuter)

Pour aller à la rencontre du «Seigneur» du Kurdistan, Massoud Barzani il faut franchir les montagnes et gagner Saladin. Quatre cents km dont les deux tiers de piste seulement accessibles aux véhicules tout terrain.

Très rapidement les ordres sont donnés. Chauffeur, voiture et un peshmerga en arme pour assurer la protection. Nous quittons Zakho, ville toute bruisante, où peshmergas ceints de la large étoffe qui entoure la taille se mêlent aux femmes revêtues de grands voiles noirs comme des ailes de corbeau. La route goudronnée passe par Dohuk et continue vers Amadea. Par moments elle s'est effondrée, ne

ques chefs possèdent des téléphones par satellite.

Très vite le paysage change. Il devient plus sauvage et les montagnes semblent encore grandir. Les neiges couronnent leurs crêtes. A un détour de la piste où, cahotant, nous arrachant aux ornières nous avons franchi un col, se dévoile une vue à couper le souffle. Les eaux rapides et tourbillonnantes du Zab coulent au milieu d'une vallée verdoyante qui s'étend jusqu'à un horizon barré de montagnes. Un paysage tel ceux qui devaient exister avant que l'homme ne domestique la nature.

Des hommes pourtant, il y en a,

et surtout il y en avait. La piste longe des pentes couvertes de pierres. Si on ne vous le fait pas remarquer, rien n'indique l'origine de ces éboulis. Il s'agit de villages rasés, dynamités par les armées de Saddam Hussein. Tout le long de la frontière turque ou à ses abords, ils sont nombreux à avoir subi cette «éradication» et ce nivellement. 180 000 personnes ont été déportées dans le Sud. Exagéré, disent les Irquiens. Il n'y en a eu «que» 100 000...

La piste passe par Barzan, fief des Barzani. Un nom qui évoque le père de Massoud, Mustapha Barzani, le personnage emblématique de la révolte kurde. Massoud a repris le flambeau. C'est lui que nous allons voir. Barzan n'est plus qu'un amas de ruines que des équipes du KRO (Kurdish Reconstruction Organisation) s'évertuent à relever.

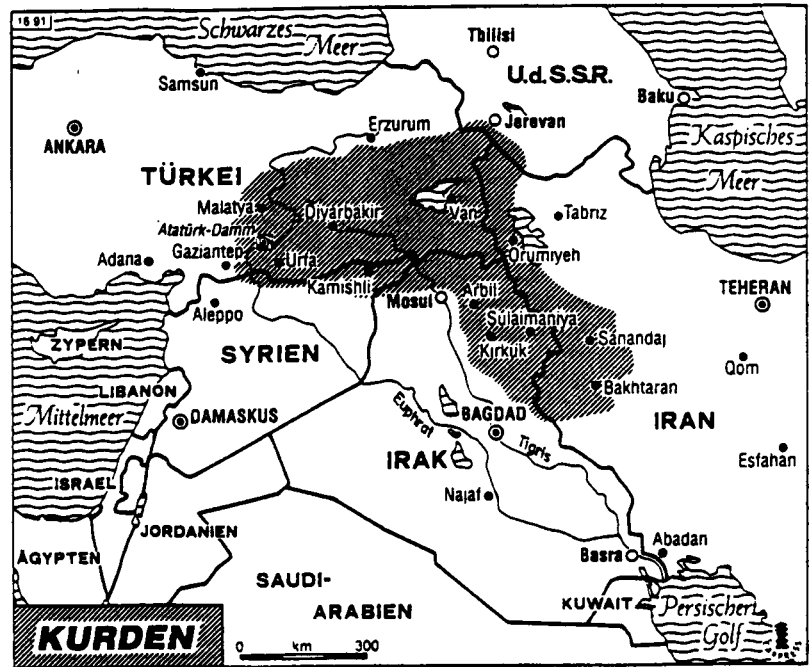
L'eau du Zab parcourue de remous se gonfle à chaque pluie et sur la piste les pneus patinent et s'embourbent dans la glaise. La nuit est venue. La progression devient plus difficile encore. Enfin des lumières telles des lucioles disséminées dans la montagne nous avertissent que nous arrivons à Shaqulawa. Nous y faisons relâche pour la nuit.

Le PC souhaite une confédération de l'Irak et du Kurdistan

C'est le parti communiste ici qui pourvoit fort aimablement - mais pauvrement - à notre hébergement. L'hôtel - minable - est transformé en caserne. Des peshmergas y occupent à trois ou quatre chaque chambre. Ce ne sont plus des chambres mais des chambrées. Les lits de fer aux «matelas» de l'épaisseur de trois feuilles de cigarette vous laissent courbaturés lorsqu'à l'aube la rue s'emplit de chants diffusés par des haut-parleurs.

C'est un des dirigeants du PC, qui nous accueille. Rahim Ajina est un homme âgé et doux. De corpulence assez forte, le visage cuivré couronné de cheveux blancs il présente ce masque si fréquent que l'on trouve sur les fresques babyloniennes. Il n'est pas Kurde.

Ce fils de petit commerçant est né à Najaf, une des villes saintes du chiisme en Irak. C'est là que Khomeiny passa une partie de sa vie, avant de revenir en Iran. Rahim Ajina fit ses études à Alexandrie puis à Londres où il se spécialisa dans l'étude des maladies tropicales. Cela le conduisit à devenir plus tard directeur de l'Institut des Maladies tropicales à Bagdad. Mais la fréquentation de maîtres d'école nationalistes du temps du régime britannique avait éveillé auprès de l'enfant un esprit de révolte contre l'injustice. Les études universitaires, les lectures corrosives telles



celle de Bernard Shaw avivèrent cette rébellion intellectuelle jusqu'à le mener au marxisme.

Dans les années 50 le sort réservé aux Kurdes l'indigna. Le voici aujourd'hui parmi eux tout en demeurant attaché à l'Irak. Ce qu'il souhaite pour son pays, c'est une Fédération où un Kurdistan et un Irak démocratiques se trouveraient associés. C'est dans cet esprit que les communistes kurdes, affirme-t-il, participeront aux élections qui doivent se tenir le 17 mai au Kurdistan d'Irak.

Pourquoi des élections? En fait, même si tous ne le disent pas ouvertement, elles auront pour but de départager les «chefs».

En fait il s'agit de savoir qui de Massoud Barzani ou de Jalal Talabani «régnera» sur le Kurdistan. Le premier est «mesuré» selon Ajina. C'est un homme prudent. Le second plus impulsif «change d'attitude au gré des événements tels qu'il se les imagine...» Proche des Américains, Talabani croit pour l'instant que Saddam «va partir.» Mais il ne dit pas ce qui le pousse à faire cette analyse. C'est Talabani qui, lors du grand exode kurde après la guerre du Golfe, est allé à Bagdad et y a embrassé Saddam. L'image fit le plus mauvais effet... Mais après lui Barzani a suivi le même chemin. Les communistes kurdes estiment les négociations «inutiles». Ils pensent que Saddam attend un rapport de force plus favorable pour reprendre l'offensive contre les «rebelles» kurdes. Il spéculait sur leurs divisions et la «passivité» espérée des Alliés. Pourtant Washington vient d'avertir Saddam de «ne pas toucher» à mon Kurde. Les élections se tiendront-elles? On l'assure, mais les petits partis renâclent à la barre des 7% qui leur est imposée. Leur éli-

mination dans le prochain parlement pourrait déboucher sur des tensions. Le mot tension est à prendre au sérieux dans un territoire où tout le monde est armé. Il n'y a ni police ni tribunaux. Quelques supplétifs irakiens sous les ordres des peshmergas n'ont guère droit au chapitre. Aux factions rivales s'ajoutent les bandits qui écument le pays. Le Kurdistan, c'est le Far-West dans l'attente d'un shérif.

Barzani: refus de la violence et du terrorisme

Le shérif, nous l'avons trouvé à Saladin. Massoud Barzani nous reçoit dans le petit bureau qu'il occupe dans un ancien hôtel délabré aux tapis tachés encombré d'hommes en armes. Il est revêtu de l'uniforme des peshmergas, le chef recouvert d'un turban quadrillé où le rouge du clan strie l'étoffe.

Pourtant c'est le jaune qu'arbore sa formation le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan). Talabani s'est choisi le vert, le bleu revenant aux socialistes et le rouge comme il se doit aux communistes.

Barzani ne s'exprime qu'en kurde. Il a le sourire rare et paraît sûr de son avenir. Si on lui dit: «Quand vous serez président...» il ne le relève pas et répond comme si le fait allait de soi. Et fort probablement en est-il ainsi...

Écoutons donc le futur président d'un Kurdistan dont il ne veut pourtant pas faire un Etat indépendant: «Les élections ont pour but de remplir un vide. Elles n'ont pas pour objet d'établir une administration concurrente à celle de Bagdad. D'ailleurs voudrions-nous que nous ne bénéficions pas des appuis accordés aux Croates?»

Entre Saddam et nous, ce qui

régit nos relations, ce ne sont pas des problèmes personnels, mais des rapports de force. L'Irak ne peut nous faire disparaître car l'opinion internationale est alertée. Nous les Kurdes, nous nous regardons comme membres d'une même nation. Nous avons souffert. J'ai longtemps mené la guérilla, mais je me suis rendu compte qu'elle ne menait à rien. Nous nous attaquons à plus fort que nous et l'extérieur nous abandonne. Nous devons donc nous montrer réalistes, ce qui n'interdit pas de nourrir une vision. Si nous péchions par manque de réalisme et voulions un Etat indépendant, nous serions étouffés. Alors que je recueille sur les bases de notre analyse des encouragements. Nous ne pouvons réaliser notre dessein par la violence et le terrorisme.»

Que pense-t-il de l'action armée à laquelle se livre en Turquie le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan)?

La réponse est ferme, irritée même. «Cette stratégie ne conduit

à rien. Elle ne peut pas résoudre le problème. La Turquie doit se rendre compte que tout Kurde n'est pas du PKK. Le PKK intervient dans nos affaires. Il même nos bonnes relations avec Ankara. Mis devant le choix nous ne permettons pas au PKK, de le faire. Je suis convaincu que la majorité des Kurdes de Turquie comprennent notre position. Elle répond à notre situation et à nos besoins.» Vision peut-être trop optimiste, car par tout au «Kurdistan» turc on note la sympathie non dissimulée qui environne le PKK et sa «Résistance» à l'Etat turc.

Il y a des bases du PKK en Irak. Périodiquement l'aviation turque les bombarde. Même le jour où François Mitterrand était en visite officielle à Ankara...

Les ambitions de la Turquie

Rahim Ajina nous faisait part de ses inquiétudes. Pour lui l'existence de points d'appui du PKK au

Kurdistan irakien pouvait servir d'excuse et de prétexte aux ambitions «Pantouraniennes» de la Turquie. Jamais Ankara ne s'est vraiment résigné selon lui à la perte de Mossoul ni de Kirkurk. Barzani, lui, repousse l'interrogation. «Le scénario d'une intervention turque n'est politiquement pas possible. Peut-être. Probablement ne l'est-elle pas. Il n'empêche que la dislocation de l'ex-Union Soviétique, les événements d'Azerbaïdjan, le démembrement partiel de l'Irak ressuscitent le vieux rêve, le mythe d'une Turquie sans frontières autres que le rassemblement des turcophones dans le monde. Le Turan, cher à Enver Pacha, continue à vivre dans l'imaginaire. La réalité demeure différente, mais lorsque les «Etats se morcellent, lorsque les anciens «empires» implorent, la tentation de donner vie au mythe prend corps, arme les esprits... et les bras.

Le Courrier de Gand, Le Courrier du Littoral, mai 1992

Le Kurdistan, l'«Algérie» turque

Ce titre seul indignera mes amis turcs. J'en compte beaucoup dans tous les milieux. Ils ont des sensibilités diverses, divergentes, opposées. Les uns occupent des sièges ministériels importants, d'autres sortent de prison et campent sur les terres arides de l'opposition.

Les uns et les autres ont «une certaine idée» de la Turquie même s'ils entendent lui donner, lui modeler un visage qui reflète leurs rêves et leur illusion. Aussi, en titrant ainsi mon propos, n'ai-je en aucune manière le désir de les offenser et moins encore de les blesser. Je ne connais pas leur pays comme ils le vivent eux-mêmes. Ils y sont nés, ils le ressentent dans leur être le plus intime. Ils acceptent souvent mal, même si la courtoisie atténue l'irritation, qu'un étranger se munisse d'un scalpel pour disséquer ce qui apparaît comme un réalité.

Lors du voyage de François Mitterrand le problème kurde fut longuement évoqué. Turgut Ozal en réponse au «développement de doctrine» auquel s'était livré son hôte a eu ce mot: «Il est clair qu'à propos des Kurdes existe entre Turcs

et étrangers une grande différence d'approche».

Pour la plupart des Turcs le «problème» kurde est suscité par l'étranger.

Les préoccupations humanitaires sont là pour masquer l'intérêt des puissances. Déjà le Traité de Sèvres au lendemain de la Grande Guerre avait mis à mal la Turquie. Celui de Lausanne le confirma en partie. Mossoul et son pétrole cessèrent d'être Turcs. L'Empire Ottoman fut lacéré, disséqué et s'en alla en lambeaux. Il avait au temps de sa splendeur régité d'immenses territoires. La sublime Porte n'exigeait pas de ses Willayas, de ses provinces lointaines, qu'elles s'affirmassent comme «Turques». Il lui suffisait qu'elles reconnaissent son autorité et lui apportent tribut.

L'Empire est une féodalité. La République kémaliste, elle, est un nationalisme. Il n'y a pas «d'ethnies» il n'y a que des Turcs. Les Kurdes sont des «Turcs des montagnes». Après avoir bénéficié de leur aide pour asseoir son pouvoir Atatürk se retourne contre les Kurdes. Il s'ensuit des révoltes impitoyablement réprimées. Ces Kurdes, auxiliaires du nationa-

lisme turc contre les Arméniens, devinrent à leur tour des rebelles, des insurgés, des «terroristes». Aujourd'hui sur un peu plus de 50 millions de Turcs il y a environ 15 millions de Kurdes. Cinq d'entre eux vivent disséminés. La moitié à Istanbul. Beaucoup sont assimilés et ne ressentent pas le besoin d'affirmer leur «Kurdité».

Par contre 10 millions se concentrent dans les provinces du Sud-Est. Là git le problème. Il va en s'amplifiant. Déjà du temps d'Ismet Pacha le compagnon d'Atatürk et le père d'Erdal İnönü, l'actuel vice-premier ministre, il y avait des gendarmes pour prévenir des vellétés de révolte. Pourtant le Sud-Est connaissait, semble-t-il, une tranquillité relative. Vint la seconde guerre mondiale, les bouleversements qui s'en suivirent, les enjeux entre l'Est et l'Ouest, les mouvements de population, l'immigration et la contagion des idées venues d'Europe. Ce concours d'événements générateurs d'agitation des esprits aboutit dans les années '80 à donner naissance à des groupes armés dans le Sud-Est. Au départ la limite est malaisée à établir entre bandi-

tisme et nationalisme kurde. Puis, en '84, naît le P.K.K. (Parti des Travailleurs du Kurdistan) dirigé par un intellectuel, quelque peu mégalomane Abdullah Ocallean se faisant appeler Apo. Il est aujourd'hui basé au Liban dans la Bekaa. Il existe des bases du P.K.K. en Syrie et dans le Kurdistan irakien. Ce que revendique le P.K.K. c'est la création d'un Etat kurde. Cela équivaudrait à amputer la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran sans parler de quelques arpents de terre situés dans l'ex-Union Soviétique. Ces dernières années en ma qualité de Président de la Commission mixte chargée des relations entre le Parlement Européen et la Turquie j'ai beaucoup parcouru les provinces du Sud-Est.

On m'y parlait du P.K.K. On évoquait ses actions armées. Il régnait une certaine insécurité et la troupe y était massivement présente. Mes interlocuteurs s'indignaient de la répression allant souvent bien au-delà des préjudices subis. Ils me parlaient des prisonniers politiques, de la torture. Ils revendiquaient le droit de s'exprimer en kurde, de se voir reconnaître leur identité. Si on relevait de la compréhension pour le P.K.K.

la plupart s'en distancaient et n'épousaient pas son exigence d'Indépendance. Ses méthodes violentes suscitaient au moins des réserves et des appréhensions.

Que de chemin parcouru en un an !

La guerre du Golfe provoqua l'exode massif des Kurdes d'Irak. Sans doute contribua-t-il à exalter la « Kurditude ».

Toujours est-il qu'aujourd'hui parle-t-on, de Dyarbakir à Silopi en passant par Gizre et Mardin, de P.K.K. comme de la Résistance. Le « Turc » est l'ennemi. Lorsque des soldats tombent en applaudit lorsque des militants du P.K.K. sont tués on se désole.

Durant la semaine que j'ai vécu dans le Sud-Est des embuscades du P.K.K. suivies d'opérations de ratissage montées par des Unités spéciales ont fait des dizaines de morts. Sur les routes on s'expose à des rencontres fâcheuses. Des autobus sont mitraillés. Les contrôles policiers se multiplient. On est entré dans le cycle infernal de la guérilla et de la contre-guérilla.

Que ce fut en Algérie, en Rhodésie, en Angola au temps

des Français, des Britanniques, des Portugais j'ai connu le même processus. A chaque fois il y avait des temps d'aggravation suivis de rémissions et de nouveaux basculements dans une guerre sans issue.

J'ai le sentiment de revivre les mêmes événements. Chaque pays, chaque peuple a son Histoire. Son déroulement varie, emprunte aux hommes, aux lieux, à la langue et à la culture ce qui lui appartient en propre.

Il n'empêche qu'au moment où s'affrontent le dominé et le dominant le processus devient sinon identique du moins analogue.

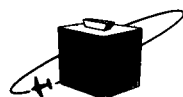
Erdal İnönü, vice-premier ministre, homme de compréhension, de bonne volonté, attaché à promouvoir la démocratie dans son pays, vient d'affirmer sa confiance. « Le terrorisme, a-t-il dit, arrive à sa fin. »

Il me pardonnera de croire qu'il s'agit d'une illusion. Celle-là même que me confia Robert Lacoste en Rhodésie. « Le dernier quart d'heure » se fait toujours attendre et en définitive n'arrive jamais.

Il serait surprenant que cette fois il en aille autrement.

Elections fondatrices pour les Kurdes d'Irak

ELECTIONS



KURDISTAN

Le 17 mai, les *peshmergas* (combattants) du Kurdistan irakien abandonneront leurs armes l'espace d'une journée pour un bulletin de vote.

Le Front du Kurdistan (FK), qui regroupe les huit principaux mouvements d'opposition kurdes au régime de Saddam Hussein, organisera les premières élections législatives "dans les territoires libérés

du Kurdistan". En apparence, cette consultation aura toutes les caractéristiques d'une élection "classique".

La direction du FK a adopté une loi électorale établissant un scrutin proportionnel et fixant à 7 % des voix la barre pour l'entrée d'un parti au parlement. Trois listes devraient s'affronter, présentées par l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK) de Jalal Talabani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et par une coalition de petits partis. Cette élection devrait régler les tensions politiques au sein du FK. Pour l'heure, aucune décision n'a été prise pour la désignation d'une "présidence" qui contrôlerait les partis et le parlement. Le verdict des urnes

départagera les deux candidats à ce leadership, l'UPK (partisan d'un règlement armé du conflit contre l'Irak) et le PDK (plus favorable à la négociation, parallèlement à la lutte armée). Les élections conféreront également une légitimité démocratique à ce qui n'est encore qu'un ensemble de mouvements de guérilla. Elles représentent le premier pas vers l'autonomie complète de la région. Pour l'opposition kurde irakienne, il n'est pas question de proclamer l'indépendance kurde à court terme, position qui vise probablement à ménager les voisins turcs et iraniens en conflit avec leurs propres minorités kurdes... Ces élections pourraient toutefois buter sur deux obstacles : la capacité de

l'opposition kurde à organiser un scrutin démocratique dans ce qui demeure une zone de guerre, et l'attitude hostile du régime irakien. Le 17 mai, les *peshmergas* remporteront peut-être une victoire politique. Si leur tentative échouait, elle serait toutefois représentative d'une époque où, pour paraphraser le slogan des activistes noirs américains des années 60, un bulletin de vote semble avoir autant de valeur qu'une balle de revolver.

COURRIER INTERNATIONAL
14 mai 1992

Kurds Prepare for First Free Ballot

By Leslie Weaver

New York Times Service

ERBIL, Iraq — With campaign rallies, parades, slogans and speeches, Kurds in northern Iraq are gearing up for their first free elections outside of Iraqi control.

"This election is the first historical chance for the Kurdish people to determine their future," said Jalal Talabani, one of the Kurds' two main party leaders, together with Massoud Barzani.

The two are offering different visions of the future: autonomy through direct negotiations with Baghdad, favored by Mr. Barzani, or a more independent self-rule within Iraq, with any negotiations with Baghdad conducted through the United Nations.

With Iraqi rule loosened when Western coalition forces established a security zone in northern Iraq after the Kurds' failed uprising last spring, about a million Kurds were expected to vote Sunday, election officials said.

They will vote for one of seven party lists from which an assembly with roughly 100 members will be drawn up proportionally.

The voters will also choose one of four candidates, including Mr. Barzani and Mr. Talabani, as Kurdish leader, although ultimate power will rest with the assembly.

The prospect that the elections could further weaken Iraq's grip on the region has raised fears that Baghdad might try to disrupt them through military action or sabotage, Kurdish officials said.

Iraq on Wednesday denounced the elections in rebel-held Kurdistan as illegal but ruled out the use of force to derail them. Reuters reported from Baghdad,

[Mehdi Saleh, speaker of the National Assembly] said Wednesday that Baghdad wanted to "solve internal problems peacefully."

"[This step is unconstitutional," he said, referring to the elections. "It is being carried out under the bayonets of the United States, Britain and France.]"

Campaigning has been most intense in this city of about 800,000 on the southern fringe of the Kurdish-controlled zone, where senior officials in the two main parties said a local victory could spell victory overall.

Both claimed to hold majority support in the city. Residents said the parties' stands on relations with Baghdad was the key issue.

Mr. Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, led for years by his father, the tribal and guerrilla leader Mustafa Barzani, said he favored reaching an autonomy pact with Baghdad because no other solution would win the support of neighboring countries or the West.

Mr. Talabani, veteran leader of the Patriotic Union of Kurdistan, has said that Baghdad lost credibility in past autonomy talks.

He said he favored self-determination for the Kurds, within a democratic Iraq that would grant them more self-rule than simple autonomy, and has said that any future talks should be carried out through the United Nations.

Basler Zeitung

Freitag, 15. Mai 1992

Nr. 113

Iraks Kurden proben die «Unabhängigkeit»

Iraks Kurden wollen am Sonntag gegen den Widerstand Saddam Husseins eine Volksversammlung und einen Führer wählen. Doch auch wenn sie betonen, sie streben nur lokale Selbstverwaltung an, ist der Urnengang für viele doch eine Probe auf die «Unabhängigkeit».

Am kommenden Sonntag werden rund drei Millionen im Norden Iraks lebende Kurden ein Oberhaupt sowie eine Volksversammlung wählen. Damit soll endlich die fast schon sprichwörtliche Spaltung des kurdischen Widerstandes friedlich überwunden werden. Nach aussen betonen die kurdischen Politiker, sie zielten mit den Wahlen nur auf eine lokale Selbstverwaltung ab. Für den Grossteil der Bevölkerung stellen die ersten demokratischen Wahlen in diesem Gebiet aber eine verkappte Unabhängigkeitserklärung dar. Entsprechend sauer reagierte Iraks Diktator Saddam Hussein. Am Dienstag liess er verlauten, dass das Resultat der Wahlen vom kommenden Sonntag «null und nichtig» sei.

Von Werner van Gent, Istanbul

Bislang wurden die Wahlen zweimal verschoben, weil die angespannte Lage im Norden Iraks eine reibungslose Abwicklung gar nicht ermöglicht hätte. Wenn die Kurden nun zu den Urnen gehen, heisst dies aber noch lange nicht,

dass sich die Lage entschärft hat. Immer noch lebt ein beachtlicher Teil der Bevölkerung in Notunterkünften und ist die Versorgung alles andere als gewährleistet.

Dass die Kurdenführer dennoch darauf bestehen, Wahlen durchzuführen, ist mit dem sich rapide ausdehnenden Chaos zu erklären. Seit sich die irakischen Truppen auf Druck der Alliierten im vergangenen Jahr aus dem Norden des Landes zurückgezogen haben, herrscht in diesem Gebiet ein eigentliches Machtvakuum, das die rivalisierenden Kurdenorganisationen bislang nicht haben auffüllen können. Dazu verschärfte sich die Lage noch, als Saddam Hussein im vergangenen Herbst eine Wirtschaftsblockade über das Gebiet verhängte. Danach waren Lebensmittel und Brennstoffe im härtesten Winter seit langem zeitweise nur noch auf dem Schwarzmarkt aufzutreiben, was wiederum eine starke Zunahme der Kleinkriminalität nach sich zog.

Machtlose Peshmergas

Die politischen Organisationen

mit ihren kampferprobten Peshmergas (wörtlich: Die, die dem Tod entgegen-treten) waren machtlos. In vielen Fällen beteiligten die Peshmergas sich sogar hemmungslos am Schwarzmarkt. Von irgendwelcher Rechtsordnung ist in diesem Gebiet schon seit Monaten nicht mehr die Rede, nicht zuletzt auch, weil jeder Kurdenführer eine eigene Streitmacht hat und eine eigene Rechtsprechung pflegt – ganz in der feudalen Tradition der irakischen Kurden, nach welcher der Sippenführer immer auch das letzte Wort hat. Im Gespräch haben viele Kurden gesagt, Saddam Hussein kenne die Kurden genau, er wisse genau, was er mit dem Zudrehen des Öl-hahns bewirke. Sicher ist, dass die Peshmergas und ihre Führer im zurückliegenden Winter stark an Ansehen eingebüsst haben. Die Wahlen sollen diesen Popularitätsschwund nun wieder rückgängig machen.

Für die irakischen Kurden, deren Führer sich in der Vergangenheit blutig bekämpft haben, stellt dies fast schon eine Revolution dar. Zum ersten Mal sollen die Feindseligkeiten auf

friedliche Weise beigelegt werden. Jedenfalls haben die sieben Führer sich verpflichtet, den Ausgang der Wahlen zu respektieren. Neben einer hundertköpfigen Nationalversammlung soll am Sonntag auch ein Oberhaupt gewählt werden, das die Region nach aussen vertritt. Behutsam versuchen die Kurden, das Wort «Präsident» zu vermeiden. Alles soll zumindest offiziell noch im Hinblick auf eine Einbettung der kurdischen Region im irakischen Staat geschehen: Man will vermeiden, dass die Wahlen als Unabhängigkeitserklärung interpretiert werden. Doch genau das tut ein Grossteil der kurdischen Zivilbevölkerung und, nach seinen jüngsten Erklärungen zu schliessen, wohl auch Saddam Hussein. Am Mittwoch gab es Meldungen, wonach schwere Armeeverbände in Richtung Arbil und Mossul marschieren. Ein Sprecher der Kurdistanfront sagte am gleichen Tag, die irakischen Truppen hätten gedroht, jene Dörfer zu bombardieren, deren Bewohner am Sonntag zur Urne gingen.

Barzani gegen Talabani

Nach wie vor hoffen die Kurden, dass die Alliierten, die weiterhin vom südtürkischen US-Stützpunkt Incirlik aus die Region kontrollieren, die Iraker von einem Angriff abhalten werden. Doch ganz sicher ist man sich nicht mehr, seit Saddams Truppen im vergangenen Winter mehrfach kurdische Dörfer und Städte unter Artilleriefeuer genommen hatten. Hauptthema im Wahlkampf stellt der Grad der angestrebten Autonomie. Während der 46jährige Führer der grössten Partei, der Demokratischen Partei Kurdistans (KDP), Masud Barzani, sich auf das 1971 von seinem Vater ausgearbeitete Autonomieabkommen mit Bagdad stützt, fordert sein Rivale Jelial Talabani von der Patriotischen Union Kurdistans (PUK), eine viel weiterreichende Autonomie. Talabani lehnt Verhandlungen mit Bagdad unter den gegebenen Umständen ab. Laut ihm besteht die Gefahr, dass durch Barzanis vorsichtigeres Vorgehen auf lange Sicht die Soldaten Saddam Husseins erneut in Kurdistan Fuss fassen könnten. Die übrigen zwei Kandidaten, der sozialistische Arzt Dr. Mahmud Osman sowie der erst in jüngster Zeit in Erscheinung getretene Kandidat der religiösen Fundamentalisten, Mullah Osman Abdulaziz, könnten beim Machtkampf zum Zünglein an der Waage werden. Momentan rechnen viele Beobachter jedenfalls damit, dass weder Talabani noch Barzani am Sonntag das absolute Mehr werden erreichen können. Bei der Stichwahl dürften dann die Stimmen der kleineren Parteien ausschlaggebend sein. Noch völlig unklar ist, wie die Wahlen technisch durchgeführt werden sollen. Im Gebiet funktionieren keine Telefone, und die Strassenverbindungen sind äusserst primitiv. Es dürften darum Tage verstreichen, bis die ersten Resultate bekannt sind.



Zu Hunderttausenden flohen im vergangenen Jahr die Kurden vor der Militärmaschinerie Saddam Husseins in den unsicheren Schutz der Amerikaner und ihrer Verbündeten.
Foto Agence Copyright

La Turquie, un nouvel Irak ?

PAR PATRICK DEVEDJIAN*

Turgut Ozal, le président de la République turque vient de déclarer : « Il faut faire un peu peur aux Arméniens. » Le propos est exactement le même que celui qu'exprimait Talaat, le signataire du décret d'extermination des Arméniens, en 1915 à Henry Morgenthau l'ambassadeur des États-Unis. Il est vrai qu'il y a un peu plus de soixante-dix ans que la Turquie n'a pas tué d'Arméniens. Pour autant, ses dirigeants n'ont rien appris et tout oublié. Ils protestent contre ce qu'ils appellent les lobbies arméniens en France et aux États-Unis, mais comment ne pas voir que c'est la Turquie qui, par l'extermination, a provoqué la création de ces communautés. Peut-on se plaindre avec plus d'inconscience des conséquences de ses actes ?

On s'étonne que des Turcs manifestent dans la rue pour en découdre au Karabakh. Mais à qui la faute, si l'on a constamment exalté le nationalisme et occulté l'histoire, si Talaat est encore aujourd'hui un héros national ayant mau-

solée, école, avenue à son nom ? Dans ce pays, les Kurdes viennent seulement d'obtenir le droit d'écrire dans leur langue. Nicosie est la seule capitale du monde à être encore évincée par un mur de la honte gardé par une armée turque qui tire sur tous ceux qui veulent le franchir et qui a installé 90 000 colons dans la partie conquise de l'île en 1974.

C'est cet Etat qui n'a pas de frontière commune avec le Karabakh et si peu avec l'Azerbaïdjan que Roland Dumas et quelques bons esprits voudraient asseoir à la table des négociations pour traiter du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Cet Etat qui n'a rien à voir dans le conflit, refuse déjà que les habitants du Karabakh participent à la négociation. Comme si l'on pouvait tenir la Conférence de Madrid sans représentant des Palestiniens. Comme si l'on pouvait établir la paix entre les combattants sans les réunir.

Au temps du communisme, les mauvais disciples de Machiavel croyaient habile de soutenir partout dans le monde des dictatures de droite. La même philosophie prévaut encore aujourd'hui envers des Etats qui se proclament laïcs en pays musulman et qui sont réputés nous protéger de l'intégrisme.

C'est ainsi qu'on a surarmé à

fonds perdus l'Irak, c'est ainsi qu'on a laissé la Syrie avaler le Liban et ses chrétiens. La Turquie et l'Irak ont beaucoup de ressemblances. Ce sont deux Etats qui se proclament laïcs ; mais, de même que l'Irak n'hésite pas à invoquer la *Djihad* en temps de guerre, la Turquie protège les imams et pourchasse les chrétiens, interdit la circulation de la Bible et l'accès de son territoire aux missionnaires. Il y avait 30 % de chrétiens au XIX^e siècle, essentiellement grecs et arméniens, ils sont moins de 1 % aujourd'hui. Que sont-ils devenus ?

Comme l'Irak, la Turquie est un pays militarisé à l'extrême et armé par l'Occident qui tolère son nationalisme et son expansionnisme au prétexte de contenir l'Iran. L'Irak et la Turquie ont en commun le problème kurde, qu'ils traitent de la même manière, par une répression sanglante. Il faudra expliquer un jour pourquoi quatre millions de Palestiniens ont droit à un Etat et 25 millions de Kurdes n'ont droit à rien. Mais les deux Etats échoueront l'un et l'autre à empêcher la montée de l'intégrisme qu'en réalité ils exacerbent. Et cela vaut sans doute aussi pour l'Algérie.

Car, en pays musulman, la séparation de la mosquée et de l'Etat renforce le pouvoir de la mosquée qui bénéficie, elle, de stabilité et finit par dominer l'Etat. C'est ce qui

est déjà commencé en Azerbaïdjan avec la chute du laïc Moutalibov, grâce à la manipulation du pseudo-massacre de Khodjali, orchestrée par la Turquie suivant le modèle et la méthode de Timisoara.

Le vrai réalisme conduit paradoxalement à constater que l'Iran qui a des frontières communes avec l'Azerbaïdjan est, dans les faits, beaucoup plus modéré : d'une part parce que la révolution khomeiniste s'éloigne lentement et que le droit, même musulman, est une règle plus acceptable que le désordre des dictatures. D'autre part parce que l'Iran est constitué au nord de son propre Azerbaïdjan et qu'une flambée nationaliste pourrait avoir des conséquences pour son intégrité territoriale. Enfin, les dernières élections législatives viennent de consacrer l'élimination de la tendance révolutionnaire et l'Occident aurait tort de ne pas attacher de l'importance à cet événement.

L'histoire nous enseigne que si l'on ne désamorce pas une révolte religieuse dans ses prémices, on n'en vient pas à bout par la répression, au contraire. Il faut alors la laisser s'apaiser et encourager un embourgeoisement inévitable.

* Député RPR des Hauts-de-Seine

L'Humanité Dimanche — 14 mai 1992

TURQUIE L'OFFENSE AUX KURDES

Depuis le 7 mai, c'est la Turquie, l'un des pays les plus répressifs d'Europe, où la torture est couramment pratiquée, où la population kurde est toujours la cible d'une véritable guerre coloniale, qui préside le Conseil de l'Europe, un organisme regroupant vingt-six pays du Vieux Continent, et censé incarner leur... « conscience démocratique ». Dans un communiqué commun, plusieurs organisations de réfugiés

et d'immigrés du Kurdistan, soutenues par des mouvements de défense des droits de l'homme (MRAP, S.O.S.-Racisme, Ligue des droits de l'homme, FIDH, etc.), dénoncent cette « nouvelle offense » faite aux Kurdes. Et elles en appellent à « la solidarité des citoyens européens pour qu'ils écrivent à leurs élus, à leurs gouvernements et au secrétariat général du Conseil de l'Europe afin d'exprimer leur désapprobation et leur indignation et pour leur demander de porter la question kurde devant la CSCE ».

Dernières Nouvelles d'Alsace — 16 mai 1992

La Turquie et l'Europe

● Pierre Boulay, représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme auprès du Conseil de l'Europe (Schiltgheim), explique pourquoi il s'est associé à une démarche de diverses organisations kurdes sous le titre « Non à la présidence turque du Conseil de l'Europe ».

« Une présidence turque paraît pour le moins illogique et regrettable (...). Mais je souhaite lever toute ambiguïté sur deux points :

● Notre décision n'est en rien « anti-turque », il s'agit bien d'un regard politique sur des attitudes relevant de la responsabilité gouvernementale turque. Il n'est peut-être

pas inutile de signaler que le point de vue que nous défendons est partagé par bien des résidents turcs, militants des droits de l'homme ou non, mais, en tout cas, soucieux de voir préservés les droits et les libertés.

● Notre attitude n'est pas une « leçon de démocratie transfrontalière » où l'Europe occidentale « classique » s'érigerait en juge au nom d'une prétendue supériorité éthique. Les organisations de défense des droits de l'homme critiques de la Turquie sont aussi celles qui balaient devant leur propre porte, y compris en France. Mais la solidarité par-delà les frontières se fonde sur des constats simples : les droits de l'homme sont universels et inséparables. C'est ce qui nous fait opter, depuis des années, pour la légitimité du « devoir d'ingérence ».

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRAD295 3 I 0599 FRA /AFP-KD90

Kurdes-Irak prév

Les Kurdes, éternelles victimes de la géopolitique (INFOGRAPHIE)

par Marie JOANNIDIS

PARIS, 15 mai (AFP) - Les Kurdes irakiens, qui luttent depuis des années pour leur autonomie, organisent dimanche des élections législatives dont la portée reste largement symbolique en raison de l'hostilité des états de la région à l'autonomisme kurde qu'ils n'ont cessé de réprimer à travers les ans.

Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, éparpillés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a toujours pris le pas sur leur cause.

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population. Quatre autres millions sont en Irak, 6 à 8 millions en Iran et un million en Syrie, une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vivant dans l'ex-URSS.

"La formation d'un parlement kurde élu ne peut jouer un rôle que dans les négociations avec Bagdad et, peut-être, constituer un exemple pour les Kurdes des pays voisins dont les dirigeants s'inquiètent déjà", estiment des diplomates occidentaux familiers de la région qui voient mal les investisseurs se précipiter au Kurdistan irakien malgré les appels répétés des dirigeants du Front du Kurdistan.

"On misera toujours sur le pouvoir central d'Ankara, de Téhéran et à plus long terme de Bagdad, pions essentiels sur l'échiquier stratégique de la région du Golfe et de l'Asie centrale à la lisière de l'Europe", a souligné l'une de ces sources.

L'insurrection kurde de 1991

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole comme le nord de l'Irak, les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes revendiquent une véritable reconnaissance de leurs droits historiques et culturels mais aussi économiques dans le cadre d'une autonomie, mais ne se font aucune illusion sur la possibilité d'avoir un jour un état indépendant.

Chaque minorité kurde a traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins mais a été souvent lâchée lors de retournements d'alliance: lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947, seule tentative de la création d'un état kurde indépendant, accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens, bombardements irakiens à l'arme chimique, dans une indifférence quasi générale, de populations civiles à Halabja pendant la guerre Iran-Irak en 1988.

Aujourd'hui, la Turquie s'inquiète officiellement de la tenue d'élections au Kurdistan irakien bien qu'elle ait reçu à plusieurs reprises les dirigeants du front du Kurdistan Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Le scrutin de dimanche se déroulera dans un territoire amputé des grands centres pétroliers de Mossoul et de Kirkouk toujours aux mains des forces de Bagdad qui, en dépit de leur défaite dans la guerre du Golfe, ont maté l'insurrection kurde de 1991. Celle-ci s'était traduite par l'exode de plus d'un million de réfugiés vers la Turquie et l'Iran.

Le régime de Saddam Hussein a aussi mis sous embargo les territoires contrôlés par les autonomistes, malgré la présence d'observateurs de l'ONU et de la formidable coalition internationale contre Bagdad qui s'est peu à peu retirée laissant derrière elle un centre de coordination militaire basé en Turquie.

mj/ccd

AFP 151553 MAI 92

Sud-Ouest — 16 mai 1992

IRAK

La guerre secrète des Kurdes

Premières élections très symboliques dimanche pour les Kurdes d'Irak, entre la menace voilée de Bagdad et la guerre des chefs, par les armes et par les ondes

Olivier Weber
correspondance spéciale

Retranchés dans les montagnes du nord de l'Irak, soumis au feu des canons de Bagdad, les Kurdes n'ont pas dit leur dernier mot. Au contraire, ils caressent dans le secret un grand rêve : combattre Saddam Hussein non plus seulement par les armes mais aussi par les ondes. Car Jalal Talabani, l'une des figures de proue de la résistance, s'appête à lancer une chaîne de télévision, rien de moins, qui sera reçue non seulement en Irak mais aussi en Iran, en Turquie et en Syrie, quatre pays qui comportent une forte minorité de Kurdes.

Le moyen ? Un ensemble d'émetteurs très puissants, trois au total, dérobés l'an dernier aux Irakiens dans la ville de Suleimanieh. Ironie du sort, les soldats de Saddam avaient caché là ce matériel afin de le protéger des bombardements des avions alliés pendant la guerre du Golfe. Or, une équipe d'ingénieurs kurdes, dont certains ont été formés à l'étranger, ont pu mettre au point l'un des émetteurs. La télévision kurde inquiète déjà les dirigeants des pays limitrophes, informés par leurs services secrets présents dans le nord de l'Irak; Saddam Hussein bien sûr, mais aussi l'Iranien Rafsandjani et le Turc Turgut Ozal, qui craignent un réveil des sensibilités sur leur territoire. D'autant plus

que, pour la première fois, des élections libres sont organisées ce week-end par la résistance dans le Kurdistan irakien.

LES DEUX LEADERS

Qu'entendront les Kurdes sur « leur » chaîne télévisée ? A n'en pas douter, les deux leaders de la résistance, Talabani, le « diplomate », personnage tout en rondeurs aux allures de Falstaff, et Massoud Barzani, le « guerrier », petit homme râblé, vont exposer les grandes lignes de l'indépendance kurde. Et dénoncer leurs ennemis, dont le PKK, le groupe clandestin kurde qui opère en Turquie. Car rien ne va plus entre la résistance kurde dans son ensemble et ce mouvement marxiste-léniniste qui pratique le terrorisme à grande échelle.

Le PKK, c'est un peu le Sentier lumineux de l'Asie mineure. Depuis le début de l'insurrection, en 1984, 3'500 personnes ont fait les frais de cette guérilla et de sa répression en Turquie. Mais surtout, depuis mars dernier, les chefs de l'organisation rêvent d'étendre l'insurrection, pour l'instant cantonnée dans les bourgades montagnardes, aux villes de la plaine, à l'est de la Turquie, qui compte 12 millions de Kurdes.



Combattants du PKK (dont une femme) dans la montagne
(Photo Reuter)

HAUTE SURVEILLANCE

Dans cette plaine sous haute surveillance, où patrouillent sans cesse les militaires et miliciens turcs, célèbres pour leur férocité, s'étale sur plusieurs centaines de kilomètres une zone de barbelés, de champs de mines et de miradors. C'est la frontière syrienne par laquelle tentent de s'infiltrer les combattants du PKK. Car le dirigeant du mouvement, Abdullah Ocalan, surnommé « Apo », se terre à Damas et dans les camps de la Bekaa, au Liban, où il dispose de facilités offertes par le président syrien Hafez el-Assad et depuis peu par Saddam Hussein. Un guerillero fanatique, disent les quelques observateurs qui ont pu l'approcher : lecteur de Staline, idolâtré par des milliers de combattants, et surtout par les « amazones » du PKK, les femmes combattantes, nombreuses dans la troupe. « Nous l'adorons, c'est plus qu'un père pour nous, il se bat vraiment pour l'indépendance », nous avait déclaré avec une pointe d'émotion dans la voix Djumuna, 20 ans, l'une des femmes formant sa garde du corps, rencontrée l'an dernier dans une ville de Syrie.

BÊTE NOIRE

« Apo » Ocalan n'est pas seulement la bête noire des autorités tur-

ques qui ont mis sa tête à prix, mais aussi celle des Kurdes d'Irak qui lui reprochent ses pratiques de terroriste, ses combattants qui exécutent au fusil-mitrailleur ou pendent les « collaborateurs du régime turc », instituteurs, petits fonctionnaires et leurs familles. Car les Kurdes d'Irak, portés sur la scène internationale depuis la guerre du Golfe, savent que le PKK les empêche d'acquiescer une stature et une légitimité comparables à celles des Palestiniens dans les années 70.

Du coup, Massoud Barzani, qui rêve d'être le Yasser Arafat du Kurdistan, fournirait des informations à l'armée turque pour que les avions d'Ankara puissent bombarder efficacement les bases du PKK. C'est donc une sorte de guerre larvée que se livrent depuis peu « Apo » Ocalan du PKK et les chefs de résistance du Kurdistan d'Irak. Le premier a pour lui le soutien des deux dictateurs orientaux. Mais les derniers ont pour eux une arme de poids qui leur permettra de hausser le ton : la télévision kurde.

■ Six gendarmes turcs et six rebelles kurdes ont été tués, hier matin, lors d'une attaque armée de rebelles kurdes de Turquie contre le poste frontalier de Tasdelen, dans la province de Sirnak, frontalière avec l'Irak.

PREMIÈRES ÉLECTIONS LIBRES AU KURDISTAN IRAKIEN

Les puissances régionales s'inquiètent

Les Kurdes d'Irak achevaient hier la campagne pour leurs premières élections libres, mais leur lune de miel avec la démocratie pourrait connaître des lendemains difficiles.

Les élections de demain donneront à la région contrôlée par les Kurdes dans le nord de l'Irak son propre chef et son parlement composé de 105 membres.

La Turquie, qui a sa propre minorité kurde active, craint que l'euphorie des Kurdes irakiens n'évolue en une revendication pour une indépendance totale vis-à-vis de Bagdad. Le ministère des Affaires étrangères turc a averti qu'il s'opposerait à une sécession en Irak, son voisin, estimant que les élections pourraient être l'étincelle qui provoquerait de nouveaux conflits internes.

Des avions turcs ont bombardé jeudi une zone frontalière de l'Irak du nord, non contre des rebelles kurdes de Turquie, mais à titre d'avertissement aux Kurdes d'Irak, a accusé un porte-parole kurde, Hoshyar Zebari, à

Salaheddine.

La campagne a été exempte d'incidents graves. Elle a provoqué une fièvre électorale et des rassemblements de dizaines de milliers de personnes dans les villes principales de Salaheddine et d'Erbil.

Une montagne de problèmes

« Je suis très excitée. Nous n'avons jamais vu quelque chose comme cela avant », dit Hawer Kaka Ahlad, une enseignante de 22 ans, en regardant un cortège de voitures couvertes de rubans jaunes, la couleur de leur candidat, Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Pour Bayan, 8 ans, les élections *« mettront un terme à la faim, au blocus, et à la dictature »*.

Mais lorsque les 1,1 million d'électeurs auront voté, M. Barzani ou son rival, Jabal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), devront affronter une montagne de problèmes dans une région où les prix ont explosé depuis la mise en place du blocus irakien en octobre dernier. La reconstruction après le soulèvement contre le président irakien Saddam Hussein en mars 1991 dépend largement de la bonne volonté de l'Occident et de sa reconnaissance de la nouvelle direction.

M. Talabani soutient une fédération et l'*« autodétermination à l'intérieur de l'Irak »*, alors que M. Barzani affirme que le parlement devra définir ses futurs contacts avec Bagdad tout en cherchant à rassurer ses voisins que le Kurdistan irakien ne constitue pas une atteinte à leur souveraineté.

Mais malgré leurs assurances qu'ils ne cherchent pas l'indépendance, les deux responsables ont pour objectif un Kurdistan en charge de sa propre sécurité, de ses relations

étrangères et de son commerce, c'est-à-dire doté de la plupart des attributions d'un Etat souverain. Ils affirment que la région est viable économiquement en raison des ses importantes ressources hydrauliques, de ses richesses agricoles et de ses réserves pétrolières inexploitées jusqu'à présent.

Les Kurdes demanderont également à l'ONU la levée pour leur région des sanctions imposées à l'Irak après l'invasion du Koweït.

Ces élections montreront aussi que les Kurdes ont choisi de suivre seuls leur voie, après un cycle de révoltes, d'exodes et de défaites qui remonte au début de l'indépendance de l'Irak, dans les années 30.

Les élections sont organisées sous la protection des forces de la coalition anti-irakienne, bien que les Kurdes craignent que Bagdad puisse essayer de perturber le déroulement du scrutin en bombardant la lisière sud du Kurdistan. Les Kurdes devront également éviter tout affrontement à l'annonce des résultats et unir leurs combattants, les peshmerga, dans une armée unique.

Les Kurdes, éternelles victimes de la géopolitique



La violente répression de l'insurrection kurde de 1991 par les forces irakiennes a provoqué l'exode de plus d'un million de réfugiés vers la Turquie et l'Iran.

Les Kurdes irakiens, qui luttent depuis des années pour leur autonomie, organisent demain des élections législatives dont la portée reste largement symbolique en raison de l'hostilité des états de la région à l'autonomie kurde qu'ils n'ont cessé de réprimer à travers les ans.

Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, éparpillés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a toujours pris le pas sur leur cause. La Turquie compte de douze à quinze millions de Kurdes, soit près du quart de sa population. Quatre autres millions sont en Irak, six à huit millions en Iran et un million en Syrie, une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vivant dans l'ex-URSS.

« La formation d'un parlement kurde élu ne peut jouer un rôle que dans les négociations avec

Bagdad et, peut-être, constituer un exemple pour les Kurdes des pays voisins dont les dirigeants s'inquiètent déjà », estiment des diplomates occidentaux familiers de la région qui voient mal les investisseurs se précipiter au Kurdistan irakien malgré les appels répétés des dirigeants du Front du Kurdistan. « On misera toujours sur le pouvo central d'Ankara, de Téhéran et à plus long terme de Bagdad, pions essentiels sur l'échiquier stratégique de la région du Golfe et de l'Asie centrale à la lisière de l'Europe », a souligné l'une de ces sources.

L'insurrection kurde de 1991

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole comme le nord de l'Irak, les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de

regard, les Kurdes revendiquent une véritable reconnaissance de leurs droits historiques et culturels mais aussi économiques dans le cadre d'une autonomie, mais ne se font aucune illusion sur la possibilité d'avoir un jour un état indépendant.

Chaque minorité kurde a traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins mais a été souvent lâchée lors de retournements d'alliance : lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947, seule tentative de la création d'un état kurde indépendant ; accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque, Saddam Hussein, qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens ; bombardements irakiens à l'arme chimique, dans une indifférence quasi générale, de populations civiles à Halabja pendant la

guerre Iran-Irak en 1988.

Aujourd'hui, la Turquie s'inquiète officiellement de la tenue d'élections au Kurdistan irakien bien qu'elle ait reçu à plusieurs reprises les dirigeants du front du Kurdistan Massoud Barzani et Jalal Talabani. Le scrutin de demain se déroulera dans un territoire amputé des grands centres pétroliers de Mossoul et de Kirkouk toujours aux mains des forces de Bagdad qui, en dépit de leur défaite dans la guerre du Golfe, ont maté l'insurrection kurde de 1991. Celle-ci s'était traduite par l'exode de plus d'un million de réfugiés vers la Turquie et l'Iran.

Le régime de Saddam Hussein a aussi mis sous embargo les territoires contrôlés par les autonomistes, malgré la présence d'observateurs de l'ONU et de la formidable coalition internationale contre Bagdad qui s'est peu à peu retirée laissant derrière elle un centre de coordination militaire basé en Turquie.

KURDISTAN D'IRAK

LE TEMPS DU RENOUVEAU

UN REPORTAGE DE MICHEL VERRIER

Le 17 mai, les Kurdes d'Irak élisent, pour la première fois librement, leur Parlement. Malgré la misère et les menaces permanentes de l'armée de Saddam Hussein, l'espoir renaît.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN ● 16 MAI 1992

Arbil, huit cent mille habitants : des quartiers concentriques et un centre superbe avec son marché couvert dominé par un château aux murailles fines et élancées, perché sur un terre-plein. Des pierres patinées par le temps et des troupeaux de chèvres qui vont et viennent. Dans l'enceinte du château, des familles réfugiées ont squatté les ruines. 80 % des hommes n'ont pas de travail.

Certains d'entre eux sont assis sur un mur qui longe la route d'accès au château. Ils bavardent en contemplant le panorama qui domine la ville et la plaine, les hauteurs de Salahadin à l'horizon. Aziz a seize ans. Il vient de Balisan, une vallée plus au nord, « nettoyée » à l'arme chimique en 1987. Son frère est seul à travailler dans une famille de huit enfants. Tous les hommes ici se passionnent pour les élections du 17 mai et attendent beaucoup du futur parlement kurde. Celui-ci sera-t-il lié aux institutions irakiennes ou représentera-t-il l'embryon d'un Kurdistan indépendant ? Les réponses sont évasives. Cette question est « du ressort de Massoud Barzani », me dit-on. Le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a tenu son premier grand meeting de campagne ici, le 14 avril, devant cent cinquante à deux cent mille personnes.

Mes interlocuteurs sont parfaitement au fait de l'« insurrection des Kurdes de Turquie », fin mars, et de ses dizaines de morts. Ils pensent que « la situation là-bas n'est guère brillante ». Un homme, la cinquantaine, teint



Noces kurdes à Zakho
Malgré la misère, les Kurdes se marient beaucoup sous le soleil du printemps

halé et cheveux blancs, pointe l'index dans ma direction : « Ce sont les Européens qui sont responsables de tout ça. Dans les années 80 ils ont coupé notre pays en quatre ». Au-delà de l'invective, les Kurdes comptent malgré tout sur eux aujourd'hui pour réparer les dégâts et les aider à résister à toute nouvelle offensive de Saddam Hussein.

En ville, sur les étals du marché couvert, il n'y a pas de fruits et les légumes ne sont bien souvent que de la verdure que les femmes ont été cueillir dans les champs. En revanche, il y a des patates, du riz, de la viande, mais le tout est hors de prix. Des « veuves Barzani » font leur marché. On appelle ainsi ces milliers de femmes de la région de Barzan dont les pères, maris, enfants, ont été emmenés en 1983 par l'armée irakienne, et dont personne n'a jamais retrouvé la trace. Elles travaillent tous les jours aux champs ou dans des ateliers.

Les dernières nouvelles venues de Bagdad ou de Bassorah sont toujours sombres. L'embargo – de l'Onu cette fois – provoque toujours des ravages au niveau de la santé. D'autre part l'armée irakienne aurait, à nouveau, utilisé des armes chimiques sur les marais où sont réfugiés les Chiites qui n'acceptent toujours pas le régime de Saddam Hussein.

A l'université d'Arbil, on rencontre des étudiants épanouis. « Depuis que c'est la démocratie, nous n'avons jamais si bien travaillé, explique Faik Mohamed, vingt ans. Les relations n'ont jamais été aussi bonnes avec les professeurs ». « Les femmes ont maintenant un rôle à jouer dans la société, estime Sehriban, étudiante de dix-huit ans, petite, cheveux noirs brillants, visage pâle et souriant. Son bel optimisme est régulièrement approuvé d'un signe de tête par ses deux copines. Yasemin, grande, en blue-jean, assure que « le premier des sujets de discussion à l'Université est le déroulement des prochaines élections ». Seuls les cours d'instruction civique, épithète qui recouvre en fait l'histoire officielle du parti Baas, ont été supprimés, explique le proviseur qui souligne que les enseignants travaillent ici depuis octobre sans avoir reçu un dinar de salaire.

A vingt kilomètres d'Arbil, sur les hauteurs, le petit village de Salahadin abrite le quartier général du PDK, le parti de Massoud Barzani. Nous sommes en pleine effervescence. L'hôtel qui abrite les troupes du PDK ne désemplit pas : militants, visiteurs, délégations, représentants d'ONG de tous les pays et quelques journalistes. Une assemblée générale des responsables des comités électoraux se tient dans une grande salle.

Osman, la quarantaine, instituteur, souligne qu'il faut expliquer l'histoire du parti, depuis sa fondation en 1946, aux jeunes qui ont toujours vécu sous le contrôle idéologique de Bagdad. Il insiste sur l'importance du vote des femmes et milite pour qu'elles soient « responsabilisées, dans la campagne électorale. » Une des rares femmes de l'assistance, justement, propose la mise sur pied d'un comité électoral féminin. Tandis qu'Huseyin insiste pour que les « notables » ne peuplent pas les listes électorales et que les humbles y aient aussi leur place.

Massoud Barzani, nous reçoit dans son bureau. Un fanion kurde sur la table, le portrait de son père, Mustapha Barzani, dans le dos. Il précise que le futur Parlement n'a pas vocation à remplacer l'administration centrale, et ne doit en aucun cas faire figure d'embryon d'Etat indépendant. Il s'agit simplement selon lui de combler le vide administratif qui existe depuis l'insurrection, au printemps dernier. Il prône un réalisme bien compris et souligne que « si le droit à un Etat pour la nation kurde, reste un projet d'avenir, il faut se contenter aujourd'hui de l'autonomie et du respect des droits

Camps de réfugiés installés sur des ruines dans la région de Barzan
Saddam Hussein a fait détruire les villages à l'explosif et au bulldozer



hal Vermer

nationaux, au sein des régions autonomes, des quatre Etats où le peuple kurde est éparpillé ».

Profitant du répit actuel avec Bagdad, sous l'œil des institutions internationales, les Kurdes d'Irak reconstruisent sur leurs ruines. Dans la région de Barzan, il ne reste plus une pierre debout. Saddam Hussein a fait détruire les villages à l'explosif et au bulldozer. On reconstruit, avec toutes les bonnes volontés disponibles. Les camions de Caritas suisse, croisent, sur d'invasibles chemins de terre, les voitures blanches de l'Onu, les 4 x 4 de l'aide médicale internationale et les bulldozers du KRO, l'organisation de reconstruction du Kurdistan.

Bagdad ne fournit aux Kurdes que 10 % des livraisons habituelles de pétrole en provenance de Kirkuk. Un embargo pétrolier qui fait monter le prix de l'essence à quinze, vingt, trente fois ce qu'il était avant octobre dernier, en fonction notamment de l'intensité des tirs réguliers de l'armée irakienne sur les villages kurdes proches de la ligne de Front.

Le ravitaillement reste problématique. Le dinar irakien se dévalue en permanence. Les salaires sont bloqués : Bagdad depuis des mois. Les ménages qui ont des économies les mangent. Les autres vivent au jour le jour. Le marché noir, la spéculation, la combine, favorisent les riches. Des enfants commencent à mendier. Une véritable « mafia », selon les propres termes de Massoud Barzani, s'est mise en place au fil des mois. On récupère, sous la menace des armes, machines, véhicules, et stocks de ravitaillement indispensables à l'agriculture pour l'ensemble de la population.

Malgré la misère les Kurdes se marient beaucoup sous le soleil du printemps. A Zakho, Dohouk, les noces durent trois jours. Hommes et femmes en robes aux couleurs éclatantes dansent jusqu'à minuit dans les rues, au son de la flûte et du tambour. A quarante kilomètres de là, au Kurdistan turc les rues sont désertes dès huit heures du soir, parcourues par des chars en patrouille. On comprend l'étrange soulagement que ressent tout observateur qui, passant la frontière turque, entre au Kurdistan d'Irak.

M. V.

LES ENJEUX DU 17 MAI

Le Front du Kurdistan d'Irak regroupe huit partis dont le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dirigé par Massoud Barzani, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, le Parti socialiste du Kurdistan de Mahmoud Ottman, le parti démocratique et populaire du Kurdistan, la branche kurde du parti communiste irakien, le mouvement des chrétiens assyriens.

Les élections du 17 mai désigneront les députés du Parlement kurde d'Irak au scrutin de liste à la proportionnelle. Elle serviront plus à départager les personnalités qu'à juger des programmes. Tous les partis qui s'opposent lors de ces élections sont en effet membres du Front du Kurdistan et appliquent sa politique déterminée en commun. Cette remarque concerne au premier chef les deux leaders que sont Massoud Barzani et Jalal Talabani. On a souvent opposé leurs points de vues. Mais beaucoup d'observateurs ont sous-estimé cette réalité de taille : quelles que soient leurs divergences actuelles, les deux leaders proposent la même stratégie en ce qui concerne l'avenir des Kurdes dans les années qui viennent.

M. V.

Le Télégramme de Brest — 16 mai 1992

Le Quotidien de Paris — 16 mai 1992

Aide aux enfants kurdes Des étudiants brestois récoltent 6.651 francs

Voici quelques mois, Véronique Beyer, Fabienne Richard et Benoît Kernin, étudiants en BTS Action Commerciale, avaient lancé une opération de récolte de pièces jaunes dont le produit devait être destiné à l'aide aux enfants kurdes victimes de la guerre dans le nord de l'Irak.

Relayant localement l'initiative nationale de l'association lyonnaise Equilibre, les jeunes Brestois avaient demandé à plusieurs écoles maternelles de la cité du Ponant de fabriquer des petites boîtes pour faciliter la collecte à but

humanitaire, à laquelle a également participé l'association guipavasienne Horizon.

Disposées dans de nombreux commerces de proximité, les escarcelles de carton ont permis de récolter la somme de 6.651 francs. Cet argent, qui s'ajoutera à de nombreux autres dons effectués dans toute la France, servira à nourrir et soigner 25.000 enfants kurdes.

Pour tout renseignement complémentaire contacter Mark'n Pub au 98.43.38.46.

Les élections sous tutelle des Kurdes d'Irak

Les Kurdes irakiens, qui luttent depuis des années pour leur autonomie, organisent demain des élections législatives dont la portée reste largement symbolique en raison de l'hostilité des Etats de la région à l'autonomisme kurde qu'ils n'ont cessé de réprimer à travers les ans. Estimés à vingt-cinq millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, éparpillés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a toujours pris le pas sur leur cause.

Les élections donneront à la région contrôlée par les Kurdes dans le nord de l'Irak son propre chef et son parlement composé de

cent cinq membres. Ces élections sont organisées sous la protection des forces de la coalition anti-irakienne, bien que les Kurdes craignent que Bagdad puisse essayer de perturber le déroulement du scrutin en bombardant la lisière sud du Kurdistan.

Par ailleurs, la Turquie, qui a sa propre minorité kurde active, craint que l'euphorie des Kurdes irakiens n'évolue en une revendication pour une indépendance totale vis-à-vis de Bagdad. Le ministre des Affaires étrangères turc a averti qu'il s'opposerait à une sécession en Irak, son voisin, estimant que les élections pourraient être l'étincelle qui provoquerait de nouveaux conflits internes.

Le Télégramme de Brest — 16 mai 1992

Elections législatives au Kurdistan irakien Le rêve autonomiste

Les Kurdes irakiens, qui luttent depuis des années pour leur autonomie, organisent dimanche des élections législatives. La portée du scrutin reste largement symbolique en raison de l'hostilité des états de la région à l'autonomisme kurde qu'ils n'ont cessé de réprimer à travers les ans.

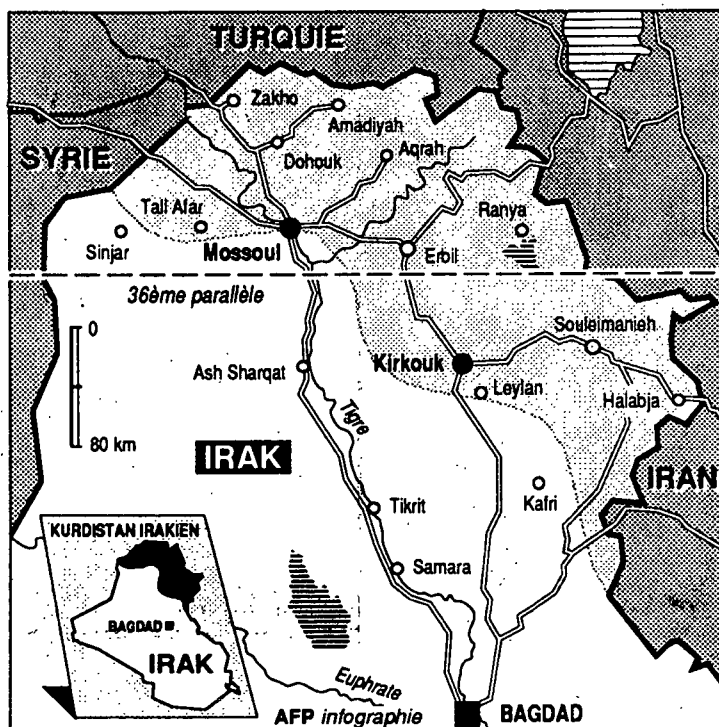
Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, éparpillés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques républiques de l'ex-Unions soviétique, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a toujours pris le pas sur leur cause.

La diaspora kurde

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population. Quatre autres millions sont en Irak, 6 à 8 millions en Iran et un million en Syrie, une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vivant dans l'ex-URSS.

Pour les milieux diplomatiques occidentaux, familiers de la région, la formation d'un parlement kurde élu ne peut jouer un rôle que dans les négociations avec l'Irak. Elle pourrait aussi, peut-être, constituer un exemple pour les Kurdes des pays voisins, dont les dirigeants s'inquiètent déjà.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole, les deux richesses de la région sur les-



quelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes revendiquent une véritable reconnaissance de leurs droits historiques et culturels, mais aussi économiques, dans le cadre d'une autonomie. Pour autant, ils ne se font aucune illusion sur la possibilité d'avoir un jour un état indépendant.

Un peuple maudit

Chaque minorité kurde a traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins, mais a été souvent lâchée lors de retournements d'alliance. En 1947, l'Armée Rouge « lâche » la République du Kurdistan du nord de l'Iran

seule tentative à ce jour de la création d'un état kurde indépendant. En 1975, le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque, Saddam Hussein, signent l'accord d'Alger, qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens. Plus récemment, lors de la guerre Iran-Irak, en 1988, les Irakiens bombardent les civils d'Halabja à l'arme chimique, dans une indifférence quasi générale.

Aujourd'hui, la Turquie s'inquiète officiellement de la tenue d'élections au Kurdistan irakien, bien qu'elle ait reçu à plusieurs reprises les dirigeants du front du Kurdistan, Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Le scrutin de dimanche se déroulera dans un territoire amputé des grands centres pétroliers de Mossoul et de Kirkouk toujours aux mains des forces de Bagdad, qui, en dépit de leur défaite dans la guerre du Golfe, ont maté l'insurrection kurde de 1991. Celle-ci s'était traduite par l'exode de plus d'un million de réfugiés vers la Turquie et l'Iran.

Le régime de Saddam Hussein a aussi mis sous embargo les territoires contrôlés par les autonomistes, malgré la présence d'observateurs de l'ONU et de la formidable coalition internationale contre Bagdad. Celle-ci s'est depuis peu à peu retirée, laissant derrière elle un centre de coordination militaire basé en Turquie.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : TIR DE BARRAGE

Le défi des Kurdes à Bagdad

Les Kurdes d'Irak se rendront aux urnes dimanche pour élire à la proportionnelle un Parlement. Face-à-face Massoud Barzani - Jalal Talabani. De vives réactions du régime affaibli de Saddam Hussein qui jette de l'huile sur le feu.



Rencontre entre Jalal Talabani (à droite) et Massoud Barzani au nord de l'Irak. Keystone-a

24

LETTRES JEUDI 14 MARS 1992

PAR
PHILIPPE DUMARTHERAY

● Les 4 millions de Kurdes irakiens (environ 25% de la population) vont écrire dimanche une nouvelle page de leur histoire en «choisissant la voie démocratique plutôt que la lutte armée», comme l'a récemment relevé un spécialiste du Proche-Orient. Un choix qui a finalement été dicté en grande partie par les événements de ces derniers mois.

A la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes se soulevèrent dans le nord et les chiïtes au sud de l'Irak. Après avoir notamment été poussé à la révolte par George Bush: «Eliminez Saddam Hussein.» Ce ne furent hélas que des mots. L'aviation américaine laissa les hélicoptères irakiens de la Garde républicaine tailler en pièces les rebelles kurdes qui avaient, entre-temps, réussi à prendre le contrôle de Kirkouk et de la région de Mossoul. Dans la foulée, 2 millions de Kurdes tentèrent de fuir en gagnant, au prix de pertes énormes, la Turquie et l'Iran. Devant l'hécatombe, les Américains finirent par réagir. Avec un temps de retard. Ce fut la résolution 688 de

l'ONU qui ouvrit la porte à la présence américaine dans le nord de l'Irak. Pour la première fois depuis 1975, les Kurdes purent ainsi reprendre le contrôle d'une partie du Kurdistan.

Depuis lors, des pourparlers ont bel et bien eu lieu entre Bagdad et le Front du Kurdistan (une coalition de huit mouvements kurdes). Sans surprise, les négociations butèrent sur la délimitation du Kurdistan irakien (avec l'abcès de fixation de la riche région pétrolière de Kirkouk) et sur le calendrier des réformes démocratiques pour l'ensemble de l'Irak. Finalement, ces discussions furent gelées à la fin de l'année dernière.

Tirs à boulets rouges

Il en fallait, toutefois, davantage pour décourager les Kurdes irakiens qui font partie d'un peuple de 25 millions de personnes vivant à cheval sur les régions frontalières de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie et de la Syrie. On en veut pour preuve la tenue de ces premières élections libres qui se tiendront dimanche dans les zones échappant au contrôle des militaires irakiens

Pour le régime de Saddam Hussein, il s'agit bien évidemment là d'un défi à l'autorité de Bagdad sur l'ensemble du territoire de l'Irak. La réaction n'a du reste pas tardé. La presse irakienne s'est ainsi déchaînée, accusant les Kurdes de tous les maux (trafic de drogue et d'armes, meurtres, etc.). Parallèlement, les médias ont tenté de monter en épingle les combats qui ont eu lieu entre factions rivales kurdes, en clair entre partisans du PDK (Massoud Barzani) et de l'UDK (Jalal Talabani), les deux grandes formations qui constituent le gros des forces du Front du Kurdistan.

Fort adroitement, Massoud Barzani et Jalal Talabani ont, pour une fois, choisi de faire taire leurs divergences en minimisant ces incidents qui ont fait une quinzaine de morts. Les deux grands leaders kurdes ont également tenté de faire oublier leurs divisions sur la manière d'appréhender les négociations avec Saddam Hussein. Ils se sont ainsi tout deux déclarés partisans du maintien du Kurdistan au sein de l'Irak. En ira-t-il de même au lendemain d'élections qui s'annoncent serrées entre le PDK et l'UDK?

Ph. Dy □

24 HEURES— 8 mai 1992

L'ARMÉE TURQUE EN MOUVEMENT

Chasse aux Kurdes

Opération terrestre dans le nord de l'Irak.

● L'armée turque a poursuivi hier ses opérations entamées mercredi sur le sol irakien et dirigée contre des bases de rebelles kurdes.

L'opération a été lancée à partir des villages de Cukurca et de Semdinli, frontaliers avec l'Irak et l'Iran. Les troupes turques auraient pénétré d'au moins 5 km sur le sol irakien sans rencontrer une résistance majeure. Les autorités turques n'ont pas démenti, l'état-major précisant que «ce genre d'opération ne devrait pas être annoncé pour des raisons de sécurité». Le représentant à Ankara de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak a confirmé l'opération. Une source proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en lutte contre le pouvoir central dans l'Est et le Sud-Est anatoliens depuis l'été 1984) a également confirmé l'action turque, précisant qu'il n'y a pas eu depuis mercredi d'affrontement majeur entre «les guérilleros du PKK et l'armée turque».

Des centaines de commandos de la gendarmerie, spécialisés dans la lutte contre les rebelles, équipés d'armements lourds et de lance-roquettes, avaient été hélicoptés depuis une semaine dans la région de Cukurca et de Semdinli, province d'Hakkari. Une partie des milices progouvernementales entraînées contre les rebelles kurdes ont refusé de participer à cette opération, selon des témoignages locaux recueillis depuis Istanbul.

Le PKK, qui a évacué mercredi son QG de Helwé, dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, aurait envoyé la majorité de ces militants dans le nord de l'Irak. Cette organisation, forte d'au moins 10 000 militants armés selon le premier ministre turc, aurait environ 20 bases d'entraînement et de soutien logistique sur le sol irakien au sud de la frontière turco-irakienne, longue de 331 km, selon les rapports des services de renseignement turcs. — (afp)

Charante Libre — 16 mai 1992

Les Kurdes irakiens cherchent l'élan démocratique

Les Kurdes irakiens, qui luttent depuis des années pour leur autonomie, organisent demain des élections législatives dont la portée reste largement symbolique en raison de l'hostilité des états de la région à l'autonomisme kurde qu'ils n'ont cessé de réprimer à travers les ans.

Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, éparpillés entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a toujours pris le pas sur leur cause. La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population. Quatre autres millions sont en Irak, 6 à 8 millions en Iran et un million en Syrie, une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vivant dans l'ex-URSS.

L'Insurrection de 1991

«La formation d'un parlement kurde élu ne peut jouer un rôle que dans les négociations avec Bagdad et, peut-être, constituer un exemple pour les Kurdes des pays voisins dont les dirigeants s'inquiètent déjà», estiment des diplomates occidentaux familiers de la région qui voient mal les investisseurs se précipiter au Kurdistan irakien malgré les appels répétés des dirigeants du Front du Kurdistan.

Originaires depuis des millénaires de régions montagneuses riches en eau ou en pétrole comme le nord de l'Irak, les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes revendiquent une véritable reconnaissance de leurs droits historiques et culturels mais aussi économiques dans le cadre d'une auto-

nomie, mais ne se font aucune illusion sur la possibilité d'avoir un jour un état indépendant.

Chaque minorité kurde a traditionnellement trouvé un soutien dans les pays voisins mais a été souvent lâchée lors de retournements d'alliance: lâchage par l'Armée Rouge de la République du Kurdistan à Mahabad (nord de l'Iran) en 1947, seule tentative de la création d'un état kurde indépendant, accord d'Alger en 1975 signé par le Shah d'Iran et le vice-président irakien de l'époque Saddam Hussein qui s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens, bombardements irakiens à l'arme chimique de populations civiles à Halabja pendant la guerre Iran-Irak.

Enfin, hier matin, six gendarmes turcs et 6 rebelles kurdes ont été tués lors d'une attaque armée de rebelles kurdes de Turquie contre le poste frontalier de Tasdêten de la gendarmerie turque à Uludere, province de Sirnak frontalière avec l'Irak.

Le Figaro — 16 mai 1992

Élections au Kurdistan irakien

La guerre des chefs à l'épreuve des urnes

*Le scrutin de dimanche est une grande première en Irak.
Barzani et Talabani, les deux principaux leaders
de la révolution kurde, ont promis d'éviter les provocations.*

MEDINA SHORROUCH :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Massoud Barzani, l'un des deux grands chefs de la révolution kurde, ne signera aucun accord avec Saddam Hussein si Kirkouk, la métropole pétrolière du nord de l'Irak, est exclue d'une future région autonome du Kurdistan.

« Kirkouk est le cœur du Kurdistan. Personne ne peut vivre sans son cœur », proclamait récemment le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) devant plusieurs milliers d'habitants de Medina Shorrouch, une cité de regroupement lugubre à moins de trois kilomètres des positions de l'armée irakienne. Les autorités de Bagdad occupèrent ici, en 1988, les occupants des dizaines de hameaux rasés au bulldozer.

En désaccord fréquent avec Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sur les concessions à faire à Bagdad lors des négociations sur l'autonomie, Massoud Barzani entendait ainsi raffermir son image, à deux jours des premières élections libres qu'aient jamais connues l'Irak. Les Kurdes élisent dimanche leur « Assemblée nationale », ainsi que le « dirigeant du mouvement de libération kurde. »

L'événement préoccupe Ankara et Téhéran, les deux puissants voisins. Quant à Bagdad, il l'ignore : Saddam Hussein a appelé les Kurdes à boycotter les urnes et les « candidats de l'étranger ».

Pour sa dernière tournée de la campagne, M. Barzani avait choisi de visiter la ligne de front, abandonnée en octobre dernier par les troupes

irakiennes aux peshmergas (les combattants kurdes). Descendu au petit matin de son nid d'aigle de Salah ed-Din - du nom de Saladin, le grand conquérant kurde -, Massoud Barzani est escorté par des gardes du corps, peshmergas en pantalon bouffant ou en uniforme de l'armée de Bagdad, jusqu'à une pièce où des chefs religieux lui prodiguent encouragements et pieux conseils.

S'adressant à la foule rassemblée devant son balcon, il insiste sur les efforts de son célèbre père, Mollah Mustapha Barzani, héros des rébellions des années 60 et 70, puis de son frère Idriss pour arracher Kirkouk aux griffes de l'État irakien. Quarante mille Kurdes vivaient encore dans la grande ville que contrôle aujourd'hui l'armée de Bagdad.

Il déclare : « Hommes et femmes, vous devez tous voter dimanche. Vous aurez à vous prononcer sur le principe des concessions. J'espère qu'aucun parti ne fera de provocation. Jalal Talabani et moi sommes convenus de ne pas créer de difficultés. » Aux yeux de nombreux Kurdes, en effet, le scrutin de dimanche apparaît comme une guerre des chefs aux conséquences imprévisibles.

« Lobby kurde »

En cette fin de campagne, que la population kurde, si souvent malmenée, vit comme une fête joyeuse, le colonel Dick Naab, chef du MCC (centre de coordination militaire) de Zaccho, à la frontière turque, n'a pas une minute à lui : tous les partis, à commencer par ceux des deux ténors, se disputent cet Américain grisonnant et jovial qui incarne, depuis l'exode kurde d'avril 1991, la volonté des Occidentaux

d'empêcher le dictateur irakien de martyriser de nouveau ses compatriotes kurdes.

Des paysans reconnaissants avaient déjà offert au colonel américain un ours empaillé (symbole de l'équipe de base-ball de son Chicago natal), un sanglier et un vison, ainsi qu'un aigle des montagnes, qui a, depuis, choisi la liberté. Le colonel court désormais de banquet en meeting politique, avec, pour message : « Que le peuple kurde sorte vainqueur de l'élection ! »

L'autre soir, à Dohuk, c'est dans une villa coquette battant pavillon vert de l'UPK que le militaire-diplomate dînait avec ses adjoints anglais et français. Le maître de maison, Hossein Sindjari, moustache à la d'Artagnan et chevalière au doigt, avait convié des anciens du maquis, comme lui, et des intellectuels (devenus politiciens et candidats) rentrés d'exil lors du soulèvement de mars 1991. Ils arrivaient de Londres, d'Amsterdam, de Stockholm et de Paris.

« Ces hommes nous sont utiles. Ils forment le noyau d'un lobby kurde à l'étranger », souligne Sami Abdulrahman, le chef du Parti populaire démocratique du Kurdistan (PPDK). Accompagné par deux représentants du département d'État américain, le colonel poursuit sa tournée chez cet ancien ministre de Saddam Hussein devenu peshmerga. Il est accueilli par les danses sautillantes des partisans en armes.

Washington, dont dépend plus que de quiconque la protection de cette expérience unique de démocratie, prêche la prudence et la modération : puissent les élections se dérouler dans le calme, et la future « Assemblée nationale » régler les problèmes locaux, plutôt que de se lancer dans la grande politique !

C.L.

Irak Des élections « libres » sont organisées dimanche dans le Kurdistan irakien. Bagdad les a par avance dénoncées comme « illégales »

LE KURDISTAN S'AFFIRME PAR LES URNES

Environ 1,5 million de Kurdes irakiens sont appelés à voter, dimanche 17 mai, lors des premières élections jamais organisées hors du contrôle de Bagdad. Mille deux cents bureaux de vote ont été dressés sur tout le territoire du « Kurdistan libéré », quelque 60 000 kilomètres carrés d'où les derniers soldats irakiens ont été refoulés en octobre.

Rivalités pour le leadership du Kurdistan

Les élections doivent permettre de désigner un Parlement dont l'une des premières tâches sera de définir une stratégie vis-à-vis de Saddam Hussein. Les deux principaux leaders kurdes, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, s'opposent depuis bientôt un an sur la conduite à tenir. Le premier se dit prêt à reprendre avec Bagdad des négociations sur le statut d'autonomie du Kurdistan, paralysées depuis octobre dernier, à condition que l'Irak arrête le blocus alimentaire de la population kurde. Le second refuse d'engager tout pourparler avec le régime actuel à Bagdad.

Les divergences sont exacerbées par les rivalités personnelles, chacun des deux dirigeants prétendant au leadership du Kurdistan. Un affrontement entre miliciens des deux camps a fait treize morts la semaine dernière. Massoud Barzani et Jalal Talabani tentent d'apaiser la tension et ont signé une communication publiée mercredi par le Front uni du Kurdistan, qui regroupe huit partis, dont le PDK et l'UPK, assurant qu'ils « accepteraient et respecteraient » les résultats du scrutin.

Destinées à doter le Kurdistan d'une direction bénéficiant d'un soutien populaire incontrôtable, les élections ont également une forte portée internationale. Les Kurdes comptent affirmer le soutien dont ils bénéficient dans les pays occidentaux en faisant valoir leur engagement en faveur de la démocratie et leur lutte contre Saddam Hussein. (Photo AFP.)

Rejet de Bagdad

Le Parlement irakien a cependant rejeté mardi comme « illégales » les élections organisées par l'opposition kurde, considé-



Des élections a une forte portée internationale. Les Kurdes comptent affirmer le soutien dont ils bénéficient dans les pays occidentaux en faisant valoir leur engagement en faveur de la démocratie et leur lutte contre Saddam Hussein. (Photo AFP.)

rant leurs résultats comme « nuls et non avenue ». « La seule légalité est celle du Conseil législatif de la région autonome du Kurdistan », affirme-t-il. Cette instance loyaliste à Bagdad, dont le siège permanent à Erbil échappe au contrôle des autorités irakiennes depuis la rébellion en mars 1991, siège actuellement dans la localité de Makhmour, à 70 km au sud-ouest d'Erbil, sous contrôle irakien. En déniaut par avance aux

stratégiques de Khanagiqin, à la frontière iranienne, et du Sinjar, à la frontière syrienne ; la démocratisation de la vie politique irakienne, la libéralisation de l'armée et le départ de tous les membres du parti Baas et des services de sécurité irakiens du Kurdistan, exigés par l'opposition kurde.

Malgré les récentes ouvertures de Massoud Barzani, Saddam Hussein n'a délégué aucun signe de conciliation. Il poursuit

au contraire une politique d'arabisation de Kirkouk et des régions de Kalar et Kifri, également revendiquées par les Kurdes, ou sont transférées des populations du centre de l'Irak.

Dans ce contexte, les élections kurdes ne devraient pas permettre en elles-mêmes de sortir du *status quo*. Et l'espoir qu'elles ont soulevé au sein de la population pourrait rapidement retomber.

Jean-Christophe PLOQUIN

IRAK

Barzani : « Pas question de proclamer un Etat indépendant »

A la veille d'élections au Kurdistan irakien, que récuse d'avance Bagdad, le leader du PDK dit à « Libération » sa détermination de négocier. Sitôt réalisée, en préalable, la levée du blocus de la région par l'Irak.

Libération — 16 mai 1992



Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique kurde.

Salahadin, correspondance

Bagdad a d'ores et déjà qualifié « d'illégales » les élections, prévues dimanche, d'un Parlement autonome kurde dans le nord du pays. L'agence officielle irakienne INA, citant cette semaine un communiqué du Conseil national (Parlement), juge à l'avance leurs résultats « nuls et non venus ». Ce scrutin oppose les deux principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ce dernier étant donné comme favori. Il décidera également de la poursuite ou non des négociations avec Saddam Hussein, que Jalal Talabani a appelé à renverser.

LIBERATION. Quelle sera la fonction du Parlement kurde qui sera élu le 17 mai ?

MASSOUD BARZANI. Il n'est pas question de proclamer un Etat indépendant, ou de mettre sur pied une administration alternative à celle de Bagdad. Il s'agit pour nous de remplir un vide administratif provoqué par le blocus irakien du Kurdistan.

LIBERATION. Le Kurdistan est autonome de fait. C'est même une quasi-indépendance, puisqu'il n'y a presque plus de liens avec Bagdad. Comment une telle situation peut-elle se prolonger ?

M.B. Votre description est juste, mais notre situation est liée à celle de l'ensemble du pays. A moins d'un changement majeur, démocratique.

en Irak, permettant à chacun de vivre dans la paix et la sécurité, cette situation va se prolonger quelque temps.

LIBERATION. Sur quel point la négociation avec Bagdad bloque-t-elle ?

M.B. Elle bloque toujours sur la question des frontières de la région autonome. Nous n'avons pas l'habitude de faire des compromis en ce qui concerne les droits du peuple kurde et la définition du Kurdistan. L'impossibilité d'arriver à un accord sur ce point était déjà à l'origine de la reprise de la guerre en 1974. Le gouvernement d'alors ne voulait en aucun cas garantir le statut des Kurdes à Khanakin, Kiffri, Kirkuk, Akra, Singar. Le gouvernement actuel a fait preuve d'une certaine flexibilité par rapport à cette époque. Mais pas au point de nous permettre de signer un accord. Enfin, nous avons dit très clairement que nous ne reprendrions les discussions que lorsque le blocus serait levé.

LIBERATION. Pourquoi n'avez-vous pas fait comme les Croates et proclamé votre indépendance ?

M.B. Nous ne disposons pas du soutien qu'ont les Croates. Nous ne pouvons pas proclamer l'indépendance du Kurdistan, parce que tous les pays qui nous entourent s'y opposent. Cette situation nous a amenés à être réalistes, à accepter un équilibre entre le respect de la souveraineté de l'Irak et la reconnaissance de nos droits politiques nationaux. Le monde ne nous autorise pas à demander plus que l'autonomie. J'ai exposé cette politique positive et réaliste lors de mon récent voyage en Europe. Elle a reçu un très bon accueil.

LIBERATION. On peut parler d'une différence de stratégie sur ce point entre vous et le PKK en Turquie qui se prononce, lui, pour l'indépendance du Kurdistan ?

M.B. Nous nous considérons comme membres d'une même nation. Nous avons droit à l'autodétermination, au même titre que les Arabes, les Turcs, ou les Perses. Nous avons subi une injustice historique après la Première Guerre mondiale. Cette situation géopolitique a créé des particularités propres à chaque partie du Kurdistan. Après des années de guérilla, je suis arrivé à la conclusion que nous pouvons arracher des gains temporaires, mais non établir une solution finale par la violence. Cela vient aussi du fait que nous n'avons pas de sou-

lien à l'extérieur. Ces gouvernements, d'un autre côté, ne peuvent pas nous écraser, à cause de l'opinion publique mondiale. Nous ne nous interdisons pas pour autant d'avoir une vision d'avenir pour la nation kurde tout entière, mais une fois encore nous ne réaliserons pas ce dessein à travers la violence, la guerre, le terrorisme, mais par des réformes démocratiques et par notre capacité à convaincre les nations qui nous entourent qu'il en va également de leur intérêt.

LIBERATION. Vous pensez réellement que cette démarche peut s'appliquer, également aujourd'hui au Kurdistan de Turquie ?

M.B. Je ne crois pas que l'idéologie extrémiste du PKK puisse résoudre la question. Pas plus que les solutions militaires appliquées par Ankara. Il existe une base démocratique en Turquie qui doit être exploitée rapidement. Le PKK profite de la répression. Les Turcs devront prendre conscience que tous les Kurdes qui manifestent pendant Newroz (le nouvel an kurde, le 21 mars, Ndlr) ne sont pas membres du PKK.

LIBERATION. Comment envisagez-vous vos rapports avec le gouvernement turc ?

M.B. La majorité des Kurdes en Turquie comprend que nous avons besoin de maintenir des relations avec le gouvernement d'Ankara. Les forces

alliées, l'aide humanitaire, les ONG passent par la Turquie. Il ne s'agit pas de s'entendre avec les autorités turques et de combattre le PKK à leurs côtés. Mais si le PKK s'immisce dans nos affaires, détériore nos relations avec Ankara, nous devons choisir entre les intérêts du peuple Kurde, en Irak, et les intérêts du PKK. De toute évidence, nous opterons pour la première solution.

LIBERATION. Entretenez-vous des relations avec le PKK ?

M.B. Non, pas depuis 1986...

LIBERATION. A quelles conditions rétabliriez-vous des relations avec ce parti ?

M.B. Il devrait d'abord ne pas affirmer que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sont des traîtres. Mais c'est probablement impossible. A moins que le PKK n'abandonne cette conception mystique de son infaillibilité. Nous avons assisté à la faillite de tous ces partis autoritaires.

LIBERATION. Que se passera-t-il si les forces alliées quittent la région ?

M.B. C'est très simple. S'il n'y a pas d'accord avec Saddam Hussein, il y aura une nouvelle bataille, l'armée irakienne reviendra, nous résisterons et les gens prendront la fuite dans les montagnes.

LIBERATION. En cas d'accord, quelle confiance accordez-vous à la

parole de Saddam Hussein ?

M.B. La confiance ne se personnalise pas. C'est une question de rapport de force. Et dans la situation actuelle, nous pensons pouvoir négocier. Y a-t-il une voie sérieuse, démocratique, autre que la négociation ? Si c'était le cas, personne ne négocierait.

LIBERATION. Les élections du 17 mai éveillent un très grand intérêt dans la population kurde, y compris en Turquie. Que vont-elles changer ?

M.B. Beaucoup de choses. Le Parlement sera une référence, un centre de décision unifié pour le peuple kurde. Les députés seront élus, ils auront un mandat populaire pour imposer des mesures garantissant la sécurité des personnes, la distribution des secours, le fonctionnement des services. Ils ne laisseront plus les milices illégales semer le désordre. En ce qui concerne les relations extérieures, notre leadership disposera de plus de légitimité pour traiter directement avec les ONG et les gouvernements.

LIBERATION. Si vous êtes élu président, demanderez-vous aux Nations unies de rester au Kurdistan ?

M.B. Je pense que leur présence est très importante. Je leur demanderais donc de rester jusqu'à ce que nous soyons arrivés à un règlement politique négocié avec Bagdad.

Recueilli par Michel VERRIER

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MAY 16-17, 1992

America Turns Its Back on a Bold Kurdish Gamble

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — The chance was lying there for weeks — the opportunity for the United States to make a gesture in support of a people it had betrayed.

It was a chance important politically, and important morally, and cost-free. No announcement has been made yet, but the United States has taken its decision. It has refused.

The opportunity was for the United States to do what other countries are doing — send observers to witness as the Kurdish people carry out an astonishing political gamble.

On Sunday about one million Kurds are expected to vote, choosing a legislative assembly. Never before has there been an election like it — by a persecuted people, in the midst of a war for their survival, in the face of the enemy, within range of his guns.

The Kurds are a Muslim, non-Arab people scattered through Iraq, Turkey, Iran, Syria and some of the southern republics of the former Soviet Union. Now and then one Western or Middle Eastern nation or another decides the Kurds might be useful as pawns in one war or another.

During the Gulf War, President George Bush mused aloud about wishing the Iraqi people would rid him of Saddam Hussein. The Kurds, trusting America, rose against the man who had murdered during all the years of his reign.

So, after Saddam was militarily defeated, the United States allowed him to keep and use the helicopters, artillery and divisions he needed to try to destroy the Kurds altogether. He failed that time, but the sight of Kurds dying in the mountain passes shocked the world, for a while.

The Kurds now hold part of the Iraqi areas where they seek self-government — autonomy, not statehood. According to American sources, Saddam has been told that still another full-scale attack against the Kurds will bring U.S. reprisals. He does not seem terrified. The same sources also say that he has doubled the size of his forces ranged against the Kurds.

Anyway, the Kurds will hold an election in the midst of ongoing war, day-to-day danger and deprivation.

The Kurds say that Saddam's blockade means that they get only about 25 percent of the food and supplies available to other Iraqis.

The Kurds thought the United States might like to witness such an election. They asked Washington to send observers, as it has for elections in Nicaragua, Bangladesh, Albania, Namibia, Chile and other places.

The State Department said no. Why, Saddam Hussein might say Americans were involved in the election. And one fellow on the Iraqi desk actually trotted out the "Arab streets" again and how they might rise if America dared send observers.

Then the Department began warning off congressional aides and other Americans who planned to go privately. They were told it would be dangerous. Americans were also warned they could be prosecuted under an executive order barring commerce with Iraq. That neatly lumps Saddam and his victims together as the enemy, which must tickle him.

Representative Lee Hamilton of

Indiana tried to get the State Department to allow private Americans to go. Back came a letter from Assistant Secretary of State Janet G. Mullins saying that if the Kurds wanted observers, let them go ask any of the "growing number of democracies around the world." She wrote it, unembarrassed. I have the letter and will cherish it.

One administration official said observers had been vetoed because Turkey, which has problems with Turkish Kurds, would be upset. Apparently he did not have the late news: Turkey will send observers.

A few Americans who were warned off are going anyway — among them Mike O'Callaghan, the former governor of Nevada, an amputee of the Korean War; but the U.S. government will be studiously absent.

For the Kurds, official witness would have meant that the Bush administration was not only acknowledging their willingness to gamble on democracy but giving them respect and dignity. Those things seem to have value to those fractious Kurds.

The New York Times.

In Turchia c'è un altro Kurdistan che soffre e lotta, nell'indifferenza

Il popolo kurdo è uno tra i numerosi popoli nel mondo che non hanno uno stato proprio, «distribuiti» come sono in almeno quattro paesi: l'Iraq, l'Iran, la Turchia, la Siria

Gli stati colonialisti, tra cui la Turchia, reprimono con la violenza e il terrore il diritto del popolo kurdo all'autodeterminazione. E' nel nord del Kurdistan, dove vivono circa quindici milioni di kurdi, che la repressione è più feroce. Gli sforzi per salvaguardare la lingua, l'arte e la cultura kurde non solo vengono proibiti, ma anche le rivendicazioni politiche sono oggetto di repressioni violente. Il Kurdistan è in stato di guerra, il popolo kurdo, con la sua resistenza, combatte perché gli vengano riconosciuti i diritti elementari, quelli che dovrebbero essere inalienabili per ciascun popolo della terra.

Il partito dei lavoratori del Kurdistan propone insistentemente una soluzione politica e pacifica alla questione kurda e l'istituzione di un referendum con il quale il popolo kurdo possa esprimersi sul proprio avveni-

re. La Turchia di Demirel, dal canto suo, non ha nessuna intenzione di negoziare al cunché, preferendo risolvere la «sua» questione kurda con la violenza e il terrore.

La Turchia, che - ricordiamo - è un paese membro dell'Alleanza atlantica, tenta d'ingannare l'opinione pubblica occidentale cercando di apparire democratica. L'indifferenza dell'occidente a questa ipocrisia, incoraggia la Turchia a sterminare impunemente la popolazione civile.

Grazie all'aiuto delle armi fornite dall'occidente, lo stato turco ha commesso dei crimini contro la popolazione civile durante i festeggiamenti del nuovo anno kurdo, dal 21 marzo e per varie settimane, causando così la morte di più di cento persone, in maggioranza donne e bambini. Gli agenti dei servizi segreti e gli squadroni della morte, controllati dall'esercito, come i loro confratelli dell'America latina rapiscono e fanno sparire, torturano e uccidono gli avvoca-

ti, i politici e i sindacalisti kurdi. I simpatizzanti della causa turca e i difensori dei diritti dell'uomo sono i primi obiettivi della repressione dei militari. Il numero delle vittime di questo terrore ammonta, solo nel corso degli ultimi quattro mesi, a oltre duecento unità. I guerriglieri kurdi non vengono trattati come dei prigionieri di guerra, vengono, ogni volta che si presenta l'occasione, assassinati seduti stante.

Il sostegno fornito alla Turchia dagli stati europei, incoraggia tali atti. E il principale sostenitore europeo del governo turco è la Francia di Mitterrand.

Dopo i massacri programmati della festa di Newroz, Mitterrand e il ministro degli esteri britannico Douglas Hurd hanno effettuato visite ufficiali in Turchia l'aprile scorso. Queste visite hanno garantito la politica di terrore dello stato turco, che malgrado ciò si era trovato isolato di fronte alla comunità internazionale, soprattutto per il contrasto diplomatico con la Germania. La stampa ufficiale e il governo turco hanno largamente sfruttato queste visite per sottrarsi alla pressione internazionale.

La maggior parte dei media europei osserva il silenzio su questi avvenimenti, silenzio che ben rappresenta la politica europea nei riguardi del problema kurdo.

Le istituzioni democratiche e gli intellettuali europei che difendono i diritti dell'uomo non possono rimanere in silenzio di fronte a questi crimini. È loro dovere intervenire presso i governi europei perché cessi l'aiuto militare, economico e politico alla Turchia. Anche il boicottaggio del turismo turco è un mezzo di protesta.

Il partito dei lavoratori del Kurdistan ha più volte dichiarato di essere favorevole a una soluzione politica e pacifica della questione kurda. Lo stato turco deve sedersi al tavolo dei negoziati perché venga trovata una soluzione nel pieno rispetto della volontà del popolo kurdo di creare uno stato indipendente.

DIYARBAKIR, Turchia. Le truppe speciali dell'esercito turco hanno ucciso ieri sei guerriglieri del Pkk, il partito del lavoro kurdo, d'ispirazione marxista. A comunicarlo sono fonti governative di Ankara. Lo scontro è avvenuto a Diyarbakir, nella Turchia sud-orientale, ed è durato più di quarantotto ore. Anche otto soldati delle forze anti-guerriglia sono rimasti feriti.

Diritti umani, appello dal Kurdistan turco

Appello per il rispetto dei diritti umani nel Kurdistan turco

Yavuz Binbay, presidente della sezione di Van, in Turchia, dell'Associazione per i diritti dell'uomo, è stato arrestato il 30 marzo scorso, prelevato dall'ospedale dove era ricoverato. L'accusa, mossagli è di «aver istigato la popolazione alla rivolta».

Ricordiamo che, in concomitanza con la celebrazione della festività di Newroz - l'anno nuovo kurdo - il 21 marzo le forze dell'ordine hanno aperto il fuoco sulla popolazione civile di Van che manifestava pacificamente nelle strade. Dalle informazioni raccolte, quattro persone sono state uccise e ventotto ferite, di cui dodici in modo grave. Yavuz Binbay, che in tale circostanza aveva tentato di dialogare con la polizia, è stato afferrato e picchiato selvaggiamente, riportando gravi ferite alla testa, tanto da giungere all'ospedale in coma.

Da quella data, a Van è seguito l'arresto di tutti i dirigenti e gli attivisti dell'Ihd (Associazione per i Diritti dell'Uomo) e dell'Hep (Partito del La-

voro del Popolo) e, attualmente, le persone impegnate nel campo della difesa dei diritti civili sono sottoposte a stretta sorveglianza in tutto il Kurdistan nord-occidentale - il Kurdistan occupato dalla Turchia - che, di fatto, si trova in stato d'assedio.

Ricordiamo che la repressione turca durante le festività dell'anno nuovo kurdo ha causato centinaia di vittime e migliaia di arrestati.

Vi chiediamo di esprimere la vostra solidarietà, inviando alle autorità turche lettere di protesta con le seguenti richieste:

- cessazione dei massacri della popolazione civile kurda;
- liberazione immediata di Yavuz Binbay e di tutti coloro che si battono per la salvaguardia dei diritti umani;
- rispetto dei diritti umani e cessazione della pratica della tortura e di ogni tipo di trattamento crudele, disumano o degradante nei confronti degli arrestati o dei fermati, qualunque possa essere il motivo della loro detenzione;
- ricerca di una soluzione pacifica alla questione kurda.

Iraqi Kurds Set to Vote On Sunday

Unity, Autonomy Are Chief Goals

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

IRBIL, Iraq, May 15—Iraqi Kurds vote Sunday in their first free elections and whatever the outcome, the occurrence of the elections alone poses serious challenges to Iraqi President Saddam Hussein's dictatorial regime in Baghdad, to a worried international community and to the Kurds themselves.

A year ago, when 2 million Kurds fled to Iran and Turkey to escape Iraq's avenging army after their short-lived uprising collapsed, elections appeared unthinkable. Now they testify to Kurdish nationalists' success in projecting their long-overlooked cause internationally.

Nothing so demonstrated that achievement as the arrival of European legislators and European and American human rights activists to monitor the elections, in which voters will choose an autonomous Kurdish national assembly and a paramount leader of their resistance movement.

Now in control of more territory than at any time in three decades of struggle, Iraqi Kurds have enjoyed a fully free election campaign, complete with demonstrations, speeches and hoopla relayed over party television stations.

Some Kurds say they hope Saddam's description of the election will come true and that the vote will prove to be a foreign-backed exercise in democracy using Kurdistan, in his words, as a "termite to devour" his regime.

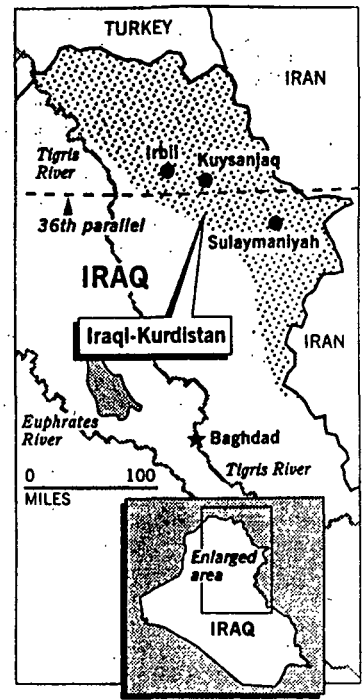
But it was Turkey, not the Saddam regime, that this week condemned the elections as a move to dismember Iraq and then sent its warplanes to bomb Iraqi Kurdistan.

For the 3 million Iraqi Kurds, that was a reminder that their precarious de facto independence remains the unintended byproduct of President Bush's halting of the Persian Gulf War last year with Saddam still in power.

In the complicated aftermath of



Christian Assyrians join a Kurdish Democratic Party rally in Zaku, Iraq.



that conflict, Iraqi Kurdistan's freedom is physically dependent on the continued presence of U.S., British and French warplanes overhead. From Turkey's Incirlik base, they patrol the northern portion of Iraqi Kurdistan, above the 36th Parallel, to keep Iraqi troops at bay.

The current mandate for the air umbrella, which was formed to reassure Kurdish refugees who returned home under the protection of since-withdrawn allied ground troops, expires June 28. Until this week, Turkey's parliament had been expected to extend the air agreement until the end of the year.

In the past, Turkish governments swallowed misgivings and followed Western advice in renewing the agreement rather than risking another unwanted flood of Iraqi Kurds to Turkey's border.

The Ankara government, mired in an expanding eight-year-old war against Turkish Kurds fighting for independence in Turkey's own southeast, has looked increasingly askance at what it considers a political and military vacuum south of its 206-mile border with Iraqi Kurdistan.

With several thousand of these Turkish Kurds of the Kurdish Workers Party poised just south of the border, Turkey last summer began air raids in northern Iraq despite Iraqi Kurds' pleas. The victims were mostly civilians.

It was to unify its own divided military ranks, end administrative chaos and reestablish law and order that the ruling eight-party Iraqi Kurdistan Front invoked a partially implemented 1870 autonomy

agreement with Baghdad to call the elections.

Top priority was assigned to unifying rival—often undisciplined—militias, numbering some 300,000 men, under the authority of a newly created office of leader.

With Turkey controlling the only reliable international highway to the outside world, Kurds here realize that putting their own divided house in order remains the prerequisite for acceptance by their most important neighbor and its worried NATO allies.

On the surface, the campaign has been dominated by arguments about future relations with Baghdad and the potentially explosive personal rivalry between the Kurdistan Front's co-chairmen—Massoud Barzani, leader of the original nationalist Kurdish Democratic Party, and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan.

As for the issues, the debate has been dominated by Barzani's fidelity to his party's decades-old credo of "autonomy for the Kurds, democracy for Iraq," and Talabani's impassioned insistence that after all their suffering, Kurds deserve more than mere autonomy.

Barzani's slogan, "Realism, not maximalism," capsulized his conviction that Iraqi Kurdistan's wary Iranian, Syrian and Turkish neighbors—as well as its allied protectors and Baghdad itself—would accept nothing more than autonomy as laid down in the 1870 agreement.

Barzani and other candidates accused Talabani of raising Kurds' hopes with pie-in-the-sky promises

of "self-determination within the framework of Iraqi integrity," sometimes even pledging creation of a state.

Although Saddam's blockade of Kurdistan, imposed last Oct. 26, brought terrible hardship in the harshest winter in 40 years, it forced the Kurds to take on some attributes of statehood such as rationing food and fuel and running schools and hospitals.

Now, many Kurds say the new assembly should try to be all things to all people. For the outside world, it would represent a mere autonomous body while practically consolidating Kurdistan's institutions—to be ready just in case independence eventually proves possible.

Talabani's visit last month to Tehran, where he met Iranian President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani and Iraqi exile Shiite religious leaders, reflected Iran's desire to help a politician opposed to negotiating a new Kurdish autonomy deal with Baghdad.

Talabani warns that in such a deal, the allies might feel free to remove their protective air umbrella. As long as Saddam remains in power, he argues, the Kurds will be well served by sheltering behind those allied war planes, refusing to deal with Baghdad or even taking part in a chancy opposition effort to topple him.

But Turkish actions this week suggest to some Kurds that it is wrong to assume the Western allies are so committed to the Iraqi Kurds that they will maintain the air patrols indefinitely or that they can convince an increasingly skeptical Turkey.

Il manifesto-domenica 17 maggio 1992

Monito Usa ai kurdi

Washington: «No al separatismo, sì alle truppe Usa» Il Kurdistan iracheno vota per il parlamento autonomo

LAURA SCHRADER

A Washington, la portavoce del Dipartimento di Stato Usa, Margaret Tutwiler, ha ribadito ieri l'opposizione degli Usa per la nascita di una nuova entità politica nel nord dell'Iraq. «Noi diamo il benvenuto alle assicurazioni dei leader kurdi - ha detto - secondo cui le elezioni di domenica decideranno di questioni amministrative ma non rappresentano un movimento verso il separatismo».

Oggi si vota nel Kurdistan iracheno liberato, che comprende i tre governatorati di Sulaimania, Arbil e Dhok, circa tre milioni di abitanti. Mentre si fa drammatica la condizione nel Kurdistan turco; ieri in una serie di scontri avvenuti al confine turco-iracheno, sono morti 27 soldati e 33 separatisti kurdi. Gli scontri sono cominciati proprio alla vigilia delle prime elezioni nel Kurdistan iracheno, secondo la televisione turca che ha dato a più riprese notizie della battaglia, al termine degli scontri i guerriglieri kurdi si sarebbero rifugiati in territorio iracheno, portando con sé i corpi dei compagni uccisi. Sono circa 4.000 le vittime degli otto anni di lotta del Partito dei lavoratori kurdi (Pkk), in guerra con Ankara per uno stato indipendente kurdo nella Turchia sudorientale.

Nel Kurdistan iracheno sono in lizza gli otto partiti che compongono il Fronte, l'organizzazione armata di resistenza al regime iracheno, e in più il partitino islamico, che del Fronte non fa parte e che è tanto piccolo da poter presentare un solo candidato. Il numero dei candidati è infatti proporzionale al peso dei partiti, e ne consegue

che il Partito democratico (Pdk) di Massud Barzani e l'Unione patriottica (Upk) di Jalal Talabani hanno più di cento candidati ciascuno. Nei due maggiori partiti kurdi, come negli altri di media grandezza, tutti di ispirazione socialista e democratica, si presentano al giudizio degli elettori, per la prima volta nella storia kurda in una libera votazione per scegliere i membri dell'assemblea - un parlamento con poteri legislativi - personalità del mondo del lavoro e della cultura, più che del mondo politico. Jalal Talabani ha recentemente abbandonato la linea politica di sempre, riassunta nel programma «democrazia per l'Iraq, autonomia per il Kurdistan». Oggi la ritiene superata dagli eventi, e pone come obiettivo del proprio partito, l'Unione Patriottica, una confederazione tra la regione kurdo-irachena e l'Iraq. L'altra grande scelta politica è per la presidenza dell'assemblea (le elezioni per questo ruolo si svolgono anch'esse oggi), carica per cui sono in lizza soltanto Barzani e Talabani, gli attuali co-presidenti del Fronte.

Le elezioni, volute e organizzate dal Fronte che da circa un anno amministra il territorio kurdo liberato, sono a suffragio universale; l'età minima per i votanti è diciotto anni. Azzardato fare delle ipotesi. Barzani è forte nell'area di Khok, Talabani in quelle di Arbil e Sulaimania. Comunque, è probabile che il leader eletto presidente abbandoni la co-presidenza del Fronte, per cui il Pdk e l'Upk si dividerebbero le due massime cariche. Unità è infatti la parola d'ordine accettata ormai da tutti in Kurdistan. Anche l'assemblea, si prevede, esprimerà un

governo di coalizione, che rifletterà il permanente accordo del Fronte. Le differenze tra i due maggiori partiti, il Pdk liberal-democratico e l'Unione Patriottica, socialdemocratica, rimangono per ora latenti, nella volontà dei leaders, degli esponenti politici e della stessa popolazione, che pare si renda pienamente conto della posta in gioco.

Per quanto riguarda la confederazione con l'Iraq perseguita da Talabani, questo sembra, nei fatti destinato a diventare l'obiettivo di tutto il Fronte, quindi anche del Pdk. Non a caso le elezioni di oggi, presentate dal Fronte, con un certo understatement, come necessarie nel vuoto amministrativo lasciato dall'abbandono dei tre governatorati kurdi da parte di Saddam Hussein, hanno attirato osservatori politici da tutto il mondo. Proprio ieri che sono riecheggiate gli echi della mai dimenticata - come dimenticare l'embargo che affama e uccide il popolo iracheno - guerra del Golfo: il presidente George Bush ha detto infatti che manterrà un contingente di forze americane nella regione del Golfo «fino a quando la situazione in Iraq lo richiederà». In una lettera diretta al Congresso, il capo della Casa bianca ha detto che l'Iraq continua a non accettare tutte le richieste avanzate dai vincitori della guerra, specialmente in materia di restituzione di beni al Kuwait. «Assieme ai nostri alleati - ha detto il presidente - terremo sotto osservazione la situazione...». Attualmente gli Stati Uniti hanno 18 mila uomini nella zona del Golfo di cui 1.400 nella regione nord, proprio dove oggi votano i kurdi.

U.S. to Help Retrieve Data on Iraqi Torture of Kurds

By PATRICK E. TYLER
Special to The New York Times

WASHINGTON, May 16 — The United States military is in the middle of a sensitive operation in northern Iraq to spirit out of the country a huge cache of Iraqi Government records and videotapes documenting what Kurdish leaders call a campaign of torture and execution that killed tens of thousands of Kurds in recent years.

Human rights organizations say they will use the documents to determine whether the Baghdad Government of Saddam Hussein could be charged with violating the 1948 United Nations convention on genocide. The convention, which outlaws repression and killings intended to destroy "in whole or in part" any national ethnic group, was signed by Iraq in 1959.

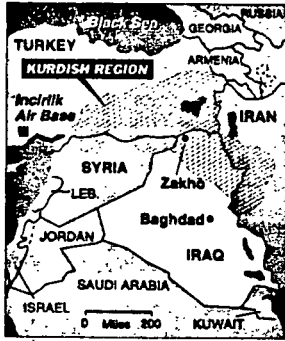
Bush Administration officials say the Pentagon issued an order this week authorizing the use of United States aircraft and ground transport to enter northern Iraq to collect an estimated 30 tons of documents from Kurdish organizations, whose members seized them from the Iraqi police, military, and other Baghdad Government files and have held them in remote hideouts.

The military operation follows months of negotiations involving the Pentagon, human rights groups and two Kurdish political groups that have been scouring former Iraqi police stations, interrogation centers and prisons for evidence to support their charge that Mr. Hussein's Government systematically executed tens of thousands of Kurds in an effort to break the long-running rebellion by the Kurds in Iraq.

Kurds Control Territory

Kurdish forces effectively control most of the territory of Iraqi Kurdistan and have failed during a year of negotiations to win concessions from Mr. Hussein for autonomy. Mr. Hussein has put pressure on the region's 3.5 million residents by restricting food and fuel shipments to the Kurds, who mounted a rebellion against Baghdad after the end of the Persian Gulf war.

The operation to collect the files coincides with a referendum in Kurdistan this weekend on whether to continue to



The United States is spiriting evidence of Iraqi human rights abuses out of the Kurdish region.

the atrocities of a brutal regime in its own words," Kenneth Roth, deputy director of Human Rights Watch. He said the data would expose in minute detail "a police apparatus that has used torture, murder and disappearance against tens of thousands of Kurds and perceived political opponents."

The timing of the military operation depends on how quickly all of the documents can be trucked to undisclosed assembly points, where they will be picked up by military transport aircraft and flown to an air base in Turkey, United States officials said.

One official said transport flights are expected to begin this weekend and take up to a week as trucks bring more documents to assembly points near the Turkish border. United States combat jets will patrol the skies above the transport route from Zakhō in northern Iraq to the air base at Incirlik.

The Turkish Government was said by United States officials to have approved the use of its Incirlik Air Base as a transfer site for the documents.

It was not clear whether all Kurdish groups who have confiscated Iraqi records are willing to turn them over. Most of the records now emerging were seized by the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurdish party headed by Jalal Talabani, a guerrilla leader, and by the Kurdish Socialist Party. One major party, the Kurdish Democratic Party under Massoud Barzani, has not yet decided whether to turn over the documents it is holding and other Kurdish parties are likewise holding back.

The final custody of the documents is still under discussion between Bush Administration officials, the Senate Foreign Relations Committee and human rights groups. One plan to put them under the custody of the National Archives has run into opposition from the State Department, which is trying to keep United States involvement with the records at a minimum.

For now, Middle East Watch, which is based in New York, will have custody until a permanent repository can be found.

One Administration official said the

Wrong Ink Delays Voting

SALAHUDDIN, Iraq, May 16 — Kurdish leaders postponed elections today for a legislative assembly and leader in Kurdish-controlled northern Iraq after discovering that the ink they had planned to use to stamp voters' hands could easily be washed off.

Jalal Talabani, head of one of the two main Kurdish parties in the region, said late tonight after meeting with other senior Kurdish leaders and election officials that voting would be held on Tuesday instead of Sunday.

The postponement will allow time for an indelible ink to be produced at a university in Erbil, he said. The ink is to be stamped on voters' hands to prevent them from casting ballots twice.

White House was trying to provide its assistance in a "low-key" manner. "It's quite sensitive, especially vis-à-vis Turkey," whose Government has sought to avoid any new political confrontations with Baghdad.

In a report to Congress on Friday, President Bush said: "We will continue to monitor carefully the treatment of Iraq's citizens. We remain prepared to take appropriate steps if the situation requires."



Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan party, and other Kurdish leaders are insisting that an independent archive be created for a cache of captured Iraqi Government records and videotapes documenting what they call a campaign of torture and execution that killed tens of thousands of Kurds in recent years.

Documents are held in remote hideouts.

negotiate with Baghdad or to break formally with Mr. Hussein's Government by declaring Kurdish autonomy.

Public disclosure of the Iraqi secret police files would support the Bush Administration's goal of demonstrating that Mr. Hussein has lost his legitimacy as an Iraqi leader and should be overthrown, a goal the State Department reiterated on Friday.

But United States military leaders have been reluctant to take steps that might deepen their involvement in northern Iraq. The decision to go ahead with the document evacuation represents an increase of the effort to discredit Mr. Hussein before his people.

The documentation effort first came to light last fall. A small but pointed sampling of the documents and videotapes has reached the West through the efforts of Middle East Watch, a division of Human Rights Watch, and by Peter Galbraith, a Senate Foreign Relations Committee staff member.

Sought Pentagon Aid

Administration officials said Middle East Watch and Mr. Galbraith had initiated talks with the Pentagon to get the transport and security assistance necessary to retrieve the documents in a way that would satisfy Kurdish concerns that they reach the West safely. "This is a rare opportunity to record

The Financial Times - May 17, 1992

Iraqi Kurds to stage election

By Gareth Smyth in Erbil, northern Iraq

IRAQ'S Kurds vote tomorrow in an election conducted in a carnival atmosphere but condemned by the regime of President Saddam Hussein in Baghdad and by Turkey and Iran, the two neighbouring states with large Kurdish populations.

The election is another attempt by the Kurds to assert the right to a free and independent state and comes in the wake of the severe setback

they suffered when Baghdad partially crushed their spontaneous uprising in the wake of the Gulf war.

The poll has been organised by the Kurdistan Front, a coalition of seven parties which has administered the region following the creation by allied forces of "safe havens".

Although party allegiance is based partly on loyalties forged during decades of hardship disruption and war, an important new issue has emerged: whether Iraqi Kurdistan should break entirely from Iraq.

Mr Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), is seeking a mandate for autonomy within Iraq.

But Mr Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), supports "self-determination" for the region.

NEW YORK TIMES INTERNATIONAL SUNDAY, MAY 17, 1992

~~REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER-REUTER~~

Copyright (c) 1992 Reuters Information Services Inc.
All rights reserved.

PM-IRAQ-KURDS-DOCUMENTS
KURDS SAY NEWS STORY MAY BLOCK DOCUMENT TRANSFER

By Kurt Schörk

SALAHUDDIN, Iraq, Reuter - Kurdish officials said a press report of a U.S. secret plan to spirit government records out of northern Iraq might jeopardize their campaign to document ENTER STORY NUMBER or PRESS RETURN-

torture and executions by Saddam Hussein's men.

The New York Times said Sunday a special U.S. military unit would enter northern Iraq, collect and take to Turkey 30 tons of documents that Kurdish groups seized from Iraq police during their abortive rebellion last year.

"This was supposed to be done discreetly," Hosyar Zebari, spokesman for the Kurdistan Democratic Party said Monday, "I don't know why it was publicized."

The documents and videotapes detail the execution of tens of thousands of Kurds in recent years, Kurdish leaders said.

The New York Times quoted U.S. government officials as saying the Pentagon authorized the use of U.S. military aircraft and ground transport last week.

But Kurdish sources and Western human rights activists said the report was premature. They insisted that plans for the transport of the documents had not yet been finalized.

Kurds are worried the publicity could put the plan at risk from Iraqi agents and undermine U.S. and Turkish willingness to participate.

But Andrew Whitley, executive director of the New York-based human rights group Middle East Watch, said removing the documents to a safe place was essential.

"Our goal has been to get as much of this material as ENTER STORY NUMBER or PRESS RETURN-

possible into safekeeping," Whitley told reporters in Salahuddin. "These documents can reveal very precisely what the campaigns consisted of."

The Iraqi government mounted several assaults against the Kurds in the 1980's in which Kurdish leaders say 182,000 people disappeared.

Middle East Watch has been working for months to arrange the transfer of the secret police documents out of Kurdistan.

Kurdish guerrillas have regained control over most northern Iraq since their post-Gulf war rebellion collapsed last year. But Iraq has massed 100,000 troops along the Kurdish frontier and only U.S.-led allied air power keeps Baghdad at bay.

REUTER

Reut05:42 05-18

MAY 18, 1992-REUTER-MAY 18, 1992-REUTER-MAY 18, 1992-REUTER-MAY 18, 1992-REUTER-MAY 18, 1992

En Irak, le Kurde vit à l'heure des élec

Les Kurdes votent aujourd'hui, malgré les menaces de Saddam Massoud Barzani, le chef du PDK, veut négocier avec

ALAIN CAMPIOTTI
 ZAKHO

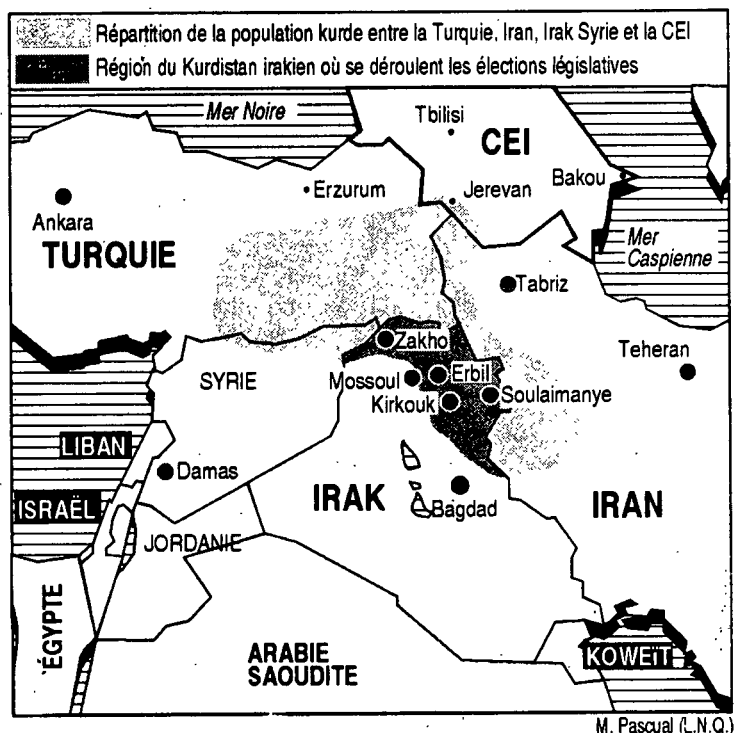
Dara Atar est ému. Enfoncé dans le siège arrière d'une voiture grise qui porte les traces de dizaines d'impacts de balles, il garde le silence au moment de franchir la frontière entre la Turquie et l'Irak, sur le pont de Habur. L'Irak, ou plutôt, dans ces montagnes du nord couvertes juste à ce moment de nuages noirs, le no man's land qui s'appelle Kurdistan et qui échappe depuis l'après-guerre du Golfe, à l'autorité de Bagdad. «Il y a vingt et un ans que je ne suis pas revenu sur cette terre.» En ce temps-là, Dara Atar était l'aide de camp du général Mustafa Barzani, le légendaire chef de la lutte des Kurdes irakiens pour leur autonomie. En exil à Londres, il a créé une chaîne de restaurants. Cet homme devenu riche rentre au pays pour les élections.

Les Kurdes d'Irak votent aujourd'hui, malgré les menaces proférées à Bagdad, où Saddam Hussein a par avance déclaré illégale cette élection. Les vieux frères ennemis du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani - le fils et le successeur de Mustafa le général - et de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, réunis depuis quatre ans dans un front du Kurdistan, alliance plutôt instable, se sont mis d'accord pour élire un Parlement, dont sortira le véritable chef du mouvement autonomiste kurde. Chacun dit que ce chef sera Massoud Barzani; mais chacun sait aussi que les rivalités qui ont toujours déchiré le Kurdistan ne cesseront pas pour autant. Et ce n'est de toute façon pas le vrai enjeu de

l'élection. Les Kurdes votent pour tenter de faire durer la quasi indépendance, libérés de l'armée de Bagdad, que connaît cette longue diagonale de terre, de Zakho à Soulaïmanyé, avec Erbil au centre comme capitale depuis que la coalition anti-irakienne s'est portée garante de leur sécurité.

Après le pont de Habur, la route est encombrée de centaines de camions qui attendent de pouvoir passer la douane turque. Ils rentrent à vide apparemment, portant chacun entre les roues d'énormes réservoirs: le pétrole irakien sous embargo s'exporte ici en petites quantités. Cette no-

ria de camions, c'est la survie des Kurdes, frappés à leur tour d'embargo par Saddam Hussein au sud. La Turquie, qui se méfie à priori des Kurdes qu'elle a tenté en vain d'assimiler par la force sur son propre sol, tolère ce ravitaillement, comme une confirmation de son engagement dans la coalition anti-irakienne. Mais Ankara reste sourcilieux. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères vient d'y faire savoir que le gouvernement turque désapprouve l'élection organisée au Kurdistan, source possible, dit-il, de nouvelles violences.



istan encerclé tions du désespoir

*dam Hussein qui a déclaré illégales ces législatives.
Bagdad. Une fois levé le blocus irakien. Interview.*

Barzani, réaliste, est opposé à une solution par la violence

Le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, affirme qu'il n'est « pas question de proclamer un Etat indépendant ». Donné comme favori, il décidera également de la poursuite ou non des négociations avec Saddam Hussein, que son concurrent Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, a appelé à renverser.

LNQ: Quelle sera la fonction du Parlement kurde qui sera élu le 17 mai?

Massoud Barzani: Il n'est pas question de proclamer un Etat indépendant, ou de mettre sur pied une administration alternative à celle de Bagdad. Il s'agit pour nous de remplir un vide administratif provoqué par le blocus irakien du Kurdistan.

Le Kurdistan est autonome de fait. C'est même une quasi-indépendance, puisqu'il n'y a presque plus de liens avec Bagdad. Comment une telle situation peut-elle se prolonger?

Votre description est juste, mais notre situation est liée à celle de l'ensemble du pays. A moins d'un changement majeur, démocratique, en Irak, permettant à chacun de vivre dans la paix et la sécurité, cette situation va se prolonger quelque temps.

Sur quel point la négociation avec Bagdad bloque-t-elle?

Elle bloque toujours sur la question des frontières de la région autonome. Nous n'avons pas l'habitude de faire des compromis en ce qui concerne les droits du peuple kurde et la définition du Kurdistan. Nous avons dit très clairement que nous ne reprendrions les discussions que lorsque le blocus serait levé.

Pourquoi n'avez-vous pas fait comme les Croates et proclamé votre indépendance?

Nous ne disposons pas du soutien qu'ont les Croates. Nous ne pouvons pas proclamer l'indépendance du Kurdistan, parce que tous les pays qui nous entourent s'y opposent. Cette situation nous a amenés à être réalistes, à accepter un équilibre entre le respect de la souveraineté de l'Irak et la reconnaissance de nos droits politiques nationaux.

On peut parler d'une différence de stratégie sur ce point entre vous et le PKK en Turquie qui se prononce, lui, pour l'indépendance du Kurdistan?

Nous nous considérons comme membres d'une même nation. Nous avons droit à l'autodétermination, au même titre que les Arabes, les Turcs ou les Perses.

Après des années de guérilla, je suis arrivé à la conclusion que nous pouvons arracher des gains temporaires, mais non établir une solution finale par la violence. Nous réaliserons notre dessein par des réformes démocratiques.

Que se passera-t-il si les forces alliées quittent la région?

C'est très simple. S'il n'y a pas d'accord avec Saddam Hussein, il y aura une nouvelle bataille.

En cas d'accord, quelle confiance accordez-vous à la parole de Saddam Hussein?

La confiance ne se personnalise pas. C'est une question de rapport de force. Et, dans la situation actuelle, nous pensons pouvoir négocier. Y a-t-il une voie sérieuse, démocratique, autre que la négociation? Si c'était le cas, personne ne négocierait.

Si vous êtes élu président, demanderez-vous aux Nations Unies de rester au Kurdistan?

Je pense que leur présence est très importante. Je leur demanderais donc de rester jusqu'à ce que nous soyons arrivés à un règlement politique négocié avec Bagdad.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MICHEL VERRIER**

La Turquie, qui se méfie à priori des Kurdes, a tenté en vain de les assimiler par la force sur son propre sol

Les Turcs en fait, ont horreur de tout ce qui pourrait conduire à un renforcement de l'autonomie du Kurdistan irakien, voie ouverte vers la revendication d'indépendance, et menace sur l'intégrité du territoire turc.

«L'indépendance, c'est le rêve secret de chaque Kurde», confirme le neveu de Dara Atar, qui lui aussi rentre au pays, après dix-huit ans d'absence. Mais son oncle le calme: «Il faut être réaliste. Nous ne pourrions faire que de petits progrès sur le chemin de notre liberté.» Sur la route qui mène à Zakho, des banderoles affirment que les Kurdes «pourront construire la démocratie». Les textes sont rédigés en anglais, à l'attention des observateurs que le front du Kurdistan a invité à assister aux opérations de vote, qui entrent aussi en Irak par effraction.

Battue par le vent, un petit crachin, Zakho est une ville délabrée qui a retrouvé une activité inquiète après le grand exode dans la montagne, l'an passé, devant l'armée irakienne. La ville est tenue par les peshmergas qui occupent tous les carrefours, kalachnikov suspendue à l'épaule. Ils obéissent pour la plupart à Massoud Barzani dont on voit le portrait partout, sur les façades, sur les pare-brises des voitures qui se ravitaillent auprès de vendeurs à la sauvette d'une essence devenue rare: le pétrole est à Kirkouk et à Mossoul, toujours aux mains de Bagdad. Les Kurdes voulaient les incorporer à leur territoire, dont l'autonomie serait reconnue. Les vains pourparlers avaient été encouragés par les Américains et leurs alliés, toujours préoccupés par le maintien de l'intégrité du territoire irakien. Les Américains sont encore à Zakho, sous le chapeau d'un centre militaire de coordination. Présence symbolique. La force qui protège les Kurdes est elle sur la base turque d'Incirlik d'où décollent les escadrilles survolant la zone de sécurité créée l'an passé, et où l'armée irakienne ne doit plus pénétrer.



Massoud Barzani se trouvait jeudi à Salahadin, dans le nord de l'Irak. Le chef du PDK est favorable à une solution de compromis avec Bagdad.

Les soldats de Bagdad ne sont pas la seule menace qui pèse sur les Kurdes pourtant aujourd'hui. La rumeur parle de relations à nouveau tendues entre le parti de Barzani et l'union de Talabani. Un incident violent aurait entraîné la mort de plusieurs peshmergas la semaine dernière. Et hier, dans la cour de l'hôtel Ashour, à Zakho, les militaires kurdes étaient affolés par

la présence, sous une voiture, d'un objet qui ressemblait à une bombe. Un engin ne venait-il pas d'exploser dans une ville voisine. C'est qu'il y a entre factions kurdes un lourd contentieux des positions d'alliance antagonistes et de retournements. Le Kurdistan virtuel, menacé par tous les voisins qui redoutent l'émergence d'un nouvel état, meure aussi de ces divisions-là. □

L'Aurore

18 mai 1992

Kurdistan irakien : premières élections libres

Les ratés de l'arme antifraude

Ce ne sont ni les violences ni les menaces de Saddam Hussein qui ont retardé le scrutin, mais la mauvaise qualité de l'encre allemande importée pour éviter toute falsification des résultats.

DOHOUK

(Kurdistan irakien) :
de notre envoyé spécial
Claude LOMIEUX

Une étrange affaire d'encre indélébile a contraint le « Front du Kurdistan » à reporter de quarante-huit heures les premières élections libres de l'histoire de l'Irak, qui auraient dû se dérouler hier. Elles devraient avoir lieu demain.

La fête électorale que vivait la région depuis quinze jours a tourné court, samedi, quand les juges du haut comité des élections, qui siègent à Irbil, ont découvert le pot aux roses. Le produit que Massoud Barzani, le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), avait fait venir d'Allemagne pour empêcher les fraudeurs de voter plusieurs fois se dissolvait dans l'eau.

La population a été si ballotée par les massacres, la destruction des villages, les fuites éperdues devant la soldatesque irakienne et l'exil que les registres d'état-civil ont bien souvent disparu et

que d'innombrables Kurdes ne possèdent pas de carte d'identité. D'où le recours à l'encre indélébile dans laquelle l'électeur plonge son doigt après avoir fait son devoir. Une technique simple et fiable. En principe. « La première réaction des gens a été de soupçonner le gouvernement de Saddam Hussein », commente Ali Sindjari, de l'Union démocratique du Kurdistan, l'un des huit partis en compétition pour les cent sièges de l'Assemblée nationale. Hier, en fin de matinée, les responsables politiques affichaient de nouveau le sourire. D'abord parce qu'ils avaient trouvé une solution au problème de l'encre volatile. Les chimistes kurdes avaient travaillé d'arrache-pied et mis au point un produit de substitution. Ensuite parce que le pire avait été évité. Fazel Mufti, le responsable du Front du Kurdistan pour la région de Dohouk, le confirme : « Pensez aux conséquences si nous ne nous étions rendu compte du défaut de l'encre que le jour des élections, ou pis, ensuite. » On imagine, certes, aisément les ricanements de Saddam Hussein et de quelques autres.

Après tout, c'est la troisième fois que le scrutin est reporté depuis le début de l'année.

Dans l'ensemble, la campagne s'est passée calmement. Une querelle de drapeaux – symboles des partis – a fait deux morts à Accrah. Un règlement de comptes entre paysans (appartenant à l'UPK) et propriétaires (partisans du PDK) a coûté la vie à vingt personnes à Chamchamal, près de Sulaymanié. Mais l'affaire tenait au moins autant de la jacquerie que d'un conflit idéologique.

Les bombes de Bagdad

Les lendemains de l'élection, en revanche, pourraient être très tendus, surtout si l'un des deux superchefs – Barzani ou Talabani – l'emportait de façon décisive. Mais, jusqu'à présent, le niveau de violence est resté remarquablement faible pour une contrée où la kalachnikov reste la seule « assurance-vie » crédible.

Les efforts de jeunes Barzanistes pour saboter un mee-

ting de M. Abdülrahman, l'impossibilité pour plusieurs « petits » leaders, dont le socialiste Mahmoud Osman, d'accéder à la télévision prouvent les limites de l'expérience démocratique, mais sans la condamner. A quarante-huit heures du nouveau scrutin, le danger, comme toujours, vient de Bagdad.

Un engin explosif a sauté jeudi, devant un hôtel de Dohouk, blessant légèrement un journaliste grecque. Un second a été découvert à temps samedi, devant un hôtel de Zakhko. Les renseignements généraux kurdes ont diffusé les numéros de quatre voitures parties de Kirkuk avec des explosifs à bord. Les responsables kurdes ont renforcé la sécurité. Les routes entre Dohouk et la zone gouvernementale (qui commence à cinq kilomètres) sont interdites depuis samedi.

De Bagdad, en effet, le pouvoir dénonce sans relâche les élections comme « nulles et non avenues », tandis que des personnalités kurdes, ralliées à Saddam Hussein, pressent leurs compatriotes de boycotter ce scrutin, assurément explosif.

C. L.

Turks Said to Kill 36 Kurds

ISTANBUL, Turkey, May 16 (Reuters) — Twenty-seven Turkish soldiers and 36 Kurdish separatist rebels were killed on Friday in battles near the Iraqi border, the Turkish authorities said today.

Independent confirmation of fighting was not available. Some Iraqi Kurds said Turkish planes bombed border areas of northern Iraq on Thursday.

Clashes reportedly broke out in a mountainous area of southeastern Turkey just two days before Iraqi Kurds had planned to elect a paramount leader and a parliament in northern Iraq. Today the Iraqi Kurds decided to postpone the voting until Tuesday.

Turkey, which has carried out a series of cross-border raids on bases of Kurdish separatists in Iraq since last summer, argues that the vote will violate Iraq's integrity and could lead to wider violence by Turkish Kurds.

The provincial governor's office in the Turkish city of Diyarbakir said two big guerrilla units of the Kurdish Work-

ers' Party crossed the border from Iraq before dawn on Friday and killed 27 Turkish soldiers.

The New York Times — May 17, 1992

Est Eclair — 18 mai 1992

Turquie : 63 morts dans le sud-est anatolien, selon un nouveau bilan officiel

Soixante-trois personnes, dont 27 gendarmes, ont été tuées lors d'une attaque de rebelles kurdes vendredi contre deux postes frontaliers de la gendarmerie turque à la frontière irakienne, selon un nouveau bilan officiel publié hier en fin d'après-midi par la super-préfecture de Diyarbakir.

Le nombre de rebelles kurdes tués au cours de l'accrochage s'est élevé à 36, selon le communiqué de la préfecture, qui précise que les forces de l'ordre turques poursuivaient dans l'après-midi leurs opérations dans la région.

Cet accrochage est le plus meurtrier depuis les affrontements armés dans le sud-est anatolien pendant le Newroz (nouvel an kurde, 21 mars) qui avaient fait au moins 60 morts.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0348 4 1 0257 FRA /AFP-BI98

Kurdes-Turquie

Les rebelles affirment avoir tué 70 soldats turcs

PARIS, 18 mai (AFP) - Les rebelles de l'Armée populaire du Kurdistan turc ont affirmé lundi, dans un communiqué diffusé à Paris, avoir tué 70 soldats turcs, blessé une centaine d'autres et fait 16 prisonniers lors de l'attaque, vendredi dernier, de deux postes de la gendarmerie turque à Uludere, province de Sîrnak frontalière avec l'Irak.

Le ministre turc de l'Intérieur Ismet Sezgin a déclaré de son côté que plus de 100 rebelles avaient été tués alors que l'Armée populaire fait ébat de deux guérilleros tués après avoir marché sur une mine.

"Comme après chaque attaque, faute de pouvoir attendre les guérilleros - qui se sont retirés en ordre, les militaires turcs s'en sont pris aux civils et ont fait de nombreux prisonniers", soulignent les rebelles en précisant "qu'ils ne cesseront pas les attaques de ce genre tant que l'armée turque continuera ces massacres".

Les autorités turques affirment que les rebelles appartiennent au Parti des Travailleurs du Kurdistan de Abdullah Ocalan (PKK, principale organisation de séparatistes kurdes de Turquie).

M. Sezgin a qualifié d'"action suicidaire" l'attaque, qui intervient après l'évacuation d'un camp d'entraînement du PKK dans la plaine libanaise de la Bekaa "désormais dépourvu de tout soutien intérieur ou extérieur".

Il a précisé que les forces de l'ordre turques avaient lancé une opération dans le cadre du "droit de poursuite" dans une zone de 8 à 10 km de profondeur en territoire irakien.

mj/bmk

AFP 181623 MAI 92

République de la Seine et Marne — 18 mai 1992

Melun, le samedi 23 mai

Musique, chant et danse kurdes

Avec Amnesty International

L E groupe de Melun d'Amnesty International organise, le samedi 23 mai à partir de 19 h 30, une soirée de musique, chant et danse kurdes, à l'Espace Saint-Jean.

L'entrée est gratuite et les visiteurs auront droit, outre le spec-

taclé, à un buffet gratuit.

Cette sortie se veut avant tout conviviale. Elle est destinée à la fois à remercier toutes les personnes qui ont aidé le groupe lors du 30^e anniversaire d'Amnesty, et à mieux faire connaître l'action d'Amnesty International en faveur des Droits de l'Homme.

Liberté — 19 mai 1992

BREVES

QUESTION SUR LA TURQUIE

A l'occasion du débat à l'Assemblée nationale sur la signature d'une convention sociale entre la Turquie et la France, René Carpentier, au nom du groupe communiste, a évoqué le problème des « atteintes graves et permanentes à la démocratie par le gouvernement de ce pays ». « Il faut s'interroger, a-t-il dit, sur l'attitude de la France vis-à-vis de la Turquie pour tout ce qui se rattache aux droits de l'homme... D'authentiques coopérations entre les peuples ne peuvent se baser que sur le respect des droits de ces mêmes peuples. » Il a rappelé les sanglants événements qui ont marqué le nouvel an kurde et les raids de l'aviation turque contre des bases kurdes en Irak pendant la visite en Turquie de François Mitterrand. « La France, a-t-il dit, peut peser pour qu'il soit mis fin à la répression contre les forces progressistes et syndicales, faire preuve de fermeté à l'égard d'Ankara et ne pas refouler les ressortissants kurdes réfugiés politiques dans notre pays. »

A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse -

ACPD67 PR:03 PEX W IRAK 306
 KURDES-ELECTIONS-ACCORD ENCADRE AVEC 64 ACP/TELPRESSE
 LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN
 LES PROMESSES NON TENUES DU REGIME DE BAGDAD

Paris, 18 mai - L'autonomie, c'est un peu l'Arlésienne des Kurdes. Elle leur fut déjà promise en 1970 avec l'accord du 11 mars. Dans ce texte, resté lettre morte, le pouvoir baasiste prévoyait l'autonomie pour l'ensemble des territoires à majorité kurde et la tenue d'élections libres. Un délai de quatre ans avait été fixé pour son application.

En fait, ce sont des divergences au sein du Parti démocratique kurde (PDK) qui ont poussé le régime de Bagdad à promulguer unilatéralement la loi sur l'autonomie du Kurdistan, le 11 mars 1974. L'Irak fut alors le seul pays à concéder un régime spécial à ses régions en majorité kurdes: Ebril, Souleimanyeh et Dohok. Dotée d'un conseil exécutif et d'un organe législatif élu, la "région autonome" administrait les affaires locales. Le kurde y était langue officielle aux côtés de l'arabe et certains droit culturels furent acquis. Les concessions du pouvoir central, toutefois, n'ont pas satisfait les Kurdes. Bagdad refusait en effet d'intégrer Kirkouk et ses importantes réserves de pétrole à la région autonome. La guérilla reprit sur une grande échelle, soutenue par l'Iran. La violente répression baasiste devait mettre définitivement un terme à tout espoir d'autonomie pour les Kurdes.

Une autre promesse non tenue figure dans la Constitution provisoire irakienne de 1958, promulguée le 27 juillet par le général Kassem. Dans son article 3, celle-ci stipulait: "La société irakienne est fondée sur la coopération totale entre tous les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leurs libertés. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation, la Constitution garantit leurs droit nationaux au sein de l'entité irakienne". Pour la première fois, par ce texte, un Etat comprenant une partie du Kurdistan des origines reconnaissait officiellement les "droits nationaux" des Kurdes.

JBA/JT
 18-05-92 18:16
 NNNN

ACPD68 PR:03 PEX W IRAK 296
 KURDES-CHRONOLOGIE ENCADRE AVEC 64 ACP/TELPRESSE
 LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN
 CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE POUR L'AUTONOMIE

Paris, 18 mai

- 1920. Le Traité de Sèvres prévoit la création d'un Etat kurde auquel pourrait être rattachée la région de Mossoul. En décembre 1925, celle-ci sera finalement octroyée à l'Irak.
- 1923. Après la révolte de Mustapha Kemal Atatürk et la guerre d'indépendance de la Turquie, un nouvel accord, signé à Sèvres, enterme définitivement l'Etat kurde. Mustapha Kemal continuera de mener une répression sanginaire contre les Kurdes.
- 1946. Alors que les Soviétiques et les forces alliées occupent l'Iran, une République kurde indépendante voit le jour dans la zone

neutre. Elle est écrasée un an plus tard par le gouvernement de Téhéran, puis par les Britanniques.

- 1970. En Irak, les opérations de répression menées par l'armée font quelque 60 000 morts, avant que Saddam Hussein ne reconnaisse le droit à l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de la République irakienne.

- 1974. La guérilla reprend en Irak, cette fois-ci sur une grande échelle, après le refus de Bagdad d'intégrer Kirkouk et ses importantes réserves de pétrole à la région autonome.

- Mars 1988. Quelques mois avant la fin de la guerre contre l'Iran, les avions irakiens gazent la ville kurde d'Halabja, faisant environ 5 000 morts. Ce massacre ne soulève que peu d'émotion immédiate dans la communauté internationale.

- Février 1991. Au lendemain de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak se soulèvent spontanément dans plusieurs provinces du Kurdistan. Les "Peshmergas" (combattants kurdes) ouvrent ainsi un front nord dans le pays, faisant écho à la rébellion chiite au sud.

- Avril 1991. Les alliés, vainqueurs de la guerre du Golfe, installent autour de Zaho, dans le nord de l'Irak, une zone de sécurité placée sous le contrôle des Nations unies afin de protéger les populations kurdes.

JBA/JT

18-05-92 18:17

Basler Zeitung — 18. Mai 1992

Irak: Wahlen der Kurden verschoben

Ankara/Erbil. SDA/DPA. «Falsche Tinte aus Deutschland» ist nach Angaben des irakischen Kurdenführers Massoud Barzani schuld an der 48stündigen Verschiebung der am Sonntag geplanten Wahlen zum ersten autonomen Parlament im Norden des Iraks. «Wir arbeiten an einer neuen Tintenformel, damit kein Wähler zweimal die Stimme abgeben kann», sagte Barzani.

Die Wahl sei daher auf Dienstag verschoben worden. «Die aus Deutschland gekommene Tinte ist abwaschbar und verhindert somit nicht, dass ein Wähler mindestens zweimal an verschiedenen Orten die Stimme abgibt», sagte der Chef der Demokratischen Partei Kurdistans (DPK) am Sonntag im Gespräch mit kurdischen Politikern aus der Türkei in der Stadt Selahaddin.

Unklarheiten gibt es auch über die Zahl der Wähler, die über die Zusammensetzung der 100 Abgeordnete

ten im autonomen Parlament in Erbil entscheiden und einen Vorsitzenden der kurdischen Widerstandsbewegung wählen sollen. Die Angaben schwanken zwischen 1,1 und vier Millionen. Bei der Stimmabgabe soll deshalb jeder Wähler mit der Tinte am Handgelenk markiert werden, um mehrfache Stimmabgaben zu verhindern.

Die kurdische Bevölkerung reagierte mit Bestürzung und Unglauben auf die Wahlverschiebung. Am Sonntag erschienen viele Menschen in den Wahllokalen, die von der Absage noch nichts gehört hatten.

77 Todesopfer im Südosten der Türkei

Diyarbakir. AP. Bei Auseinandersetzungen zwischen Kämpfern der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) und türkischen Soldaten im Südosten der Türkei sind seit Freitag mindestens 77 Menschen getötet worden. Bei den meisten Opfern handelte es sich nach Angaben vom Wochenende um Guerillas und Soldaten, doch kamen auch Zivilisten ums Leben, darunter ein Kind.

Bereits am Freitag griffen PKK-Guerillas einen Militärposten in der Provinz Sirtak an. Dabei wurden 27 Soldaten getötet, die Angreifer verloren 40 Mann, ehe sie sich am Samstag über die irakische Grenze zurückzogen. Wie aus Militärkreisen weiterverlautete, wurden sie kilometerweit auf irakisches Territorium verfolgt. Zunächst war unklar, ob diese türkische Operation im Nachbarland am Sonntag noch andauerte.

In der Provinz Mardin starben zwei Menschen, als ihr Kleinbus auf eine Mine fuhr, wie die Polizei in Sirtak am Samstag mitteilte. Fünf Insassen des Fahrzeugs seien verletzt worden.

Am Sonntag wurden sieben Kurden getötet, wie die halbamtliche Nachrichtenagentur Anatolien mitteilte. Sie hätten in der Provinz Siirt Militärpatrouillen angegriffen, die das Feuer erwidert hätten. Ebenfalls am Sonntag hätten Guerillas in der Ostprovinz Kars eine Siedlung unter Feuer genommen, in der Angehörige von Polizisten lebten. Dabei sei ein Kind getötet und eine Frau schwer verwundet worden.

The Financial Times — May 18, 1992

Kurdish leaders put on brave face as poll delayed

By Gareth Smyth in Salahuddin, northern Iraq

KURDISH leaders last night moved to maintain the credibility of elections organised by Kurdistan Front guerrillas in northern Iraq, after postponing for two days the poll scheduled for yesterday.

In an eve-of-poll twist, indelible ink supplied from Germany to mark hands and prevent anyone carrying out their democratic rights more than once was found to be washable. But Mr Massoud Barzani, leader of the KDP (Kurdistan Democratic party), one of two key parties contesting the election, said last night at a press conference in the mountains that "our people at Salahuddin Uni-

versity" had managed to manufacture a substitute and that the election would take place tomorrow.

Leaders had earlier played down the postponement as a "technical hitch" while admitting there was a sense of anticlimax among a population keen to vote after years of war and violent repression by Iraq's President Saddam Hussein.

Late on Saturday evening Kurdish-controlled television stations broadcast news of the delay and yesterday guerrillas toured the countryside with loudspeakers.

But at 8am yesterday, the time scheduled for opening booths, the isolated and troubled residents of Halachan, village razed by Mr Saddam

soldiers in 1988, emerged from their tents still expecting to vote.

At Hajiyawa, scene of heavy fighting during the Iran-Iraq war, Kurds hungry for news anxiously discussed developments by a fleet of empty Land Rovers collected to ferry voters from villages. An armed guerrilla said: "The people don't like to postpone. They think it's not right."

The Kurdish leadership is anxious to gain international recognition for the elections. Mr Hoshiyar Zebari, a leading KDP member, said on Friday he was disappointed that no US or British politicians were attending the poll, but he was relieved that other international monitors would be remaining.

A US State Department spokesman in Washington had said that the US welcomed "public and private assurances by the Iraqi Kurdish leadership that these elections will deal only with local administrative issues and do not represent a move towards separatism".

But Turkey and Iran, neighbouring states with large Kurdish populations, have both condemned the elections as being outside Iraqi law. Ankara has announced that, on Friday, 27 Turkish soldiers and 36 Kurdish separatist guerrillas of the Kurdish Workers party were killed in clashes near the Iraqi border.

All levels of Kurdish society appreciate the international dimensions of the elections.

The dream of full independence is evident among ordinary people, but with 100,000 Iraqi government troops on a 320-mile frontier with Kurdish-controlled areas, the most widespread hope voiced in the streets, bazaars and tea shops is that the Kurds be allowed to live in peace.

Le Monde — 18 mai 1992

Fragile espoir au Kurdistan irakien

En organisant leurs premières élections libres les Kurdes pensent faire un premier pas vers l'indépendance

ERBIL

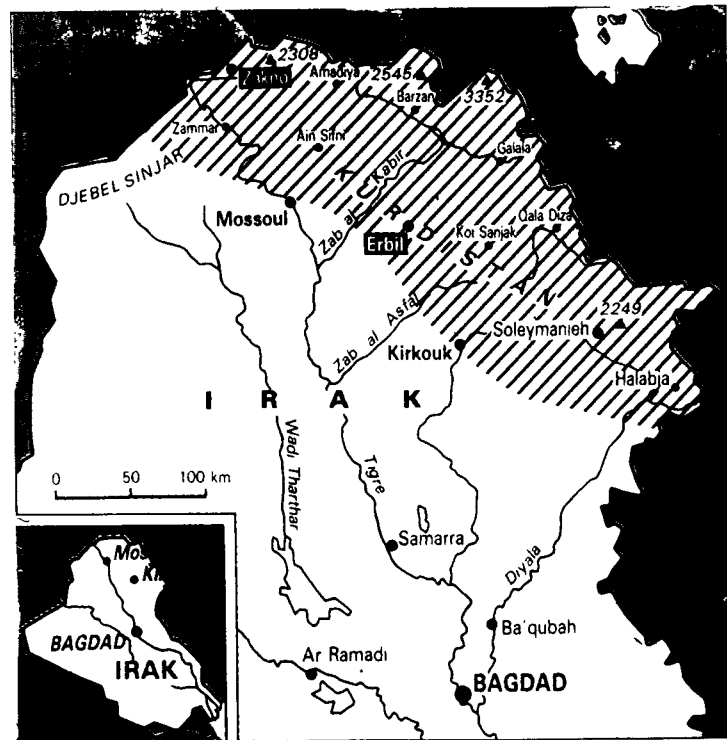
de notre envoyée spéciale

Les drapeaux multicolores aux couleurs de différents partis qui flottent sur tous les villages du Kurdistan d'Irak feraient presque oublier la tragédie qui s'est jouée ici il y a un an et dont souffrent encore durement les Kurdes : cette terrible répression du soulèvement kurde, après la guerre du Golfe, qui devait provoquer un exode massif et obliger les alliés à garantir la sécurité de la majeure partie du Kurdistan. Si, pour l'heure, les premières élections libres d'un Parlement et d'un « président » du mouvement national kurde irakien mobilisent la population dans un même enthousiasme, elles ne sauraient toutefois masquer une sourde inquiétude. Les Kurdes vont certes s'exprimer mais pour quels lendemains ? Ces élections, dont le but est de mettre en place une autorité légitime pour remplir la vacance du pouvoir après le départ de l'administration irakienne, seront d'abord un test majeur pour l'unité du mouvement et la capacité des Kurdes à gérer ensemble leurs affaires.

Sept listes vont s'affronter pour les cent sièges réservés aux Kurdes, et pas moins de quatre listes pour les cinq sièges donnés aux Chrétiens, qui constituent environ 5 % de la population du Kurdistan irakien. L'enjeu sera-t-il assez fort pour faire taire les éternelles divisions qui ont tant affaibli le mouvement ? Tous les leaders l'affirment. La population l'espère au plus profond d'elle-même, mais nombre d'observateurs en doutent.

Comme l'affirme une source américaine, « le mieux serait que les résultats soient très serrés de façon qu'aucune des parties ne se sente trop lésée. Car, dans cette région en particulier, il n'existe pas de bon perdant et cela serait très dangereux ». Au sein des organisations des Nations unies, comme au centre de coordination militaire allié qui a son antenne à Zakho, du côté irakien de la frontière avec la Turquie, on suivra avec d'autant plus d'attention la suite de ces élections qu'il ne fait pas de doute qu'en cas de luttes fratricides la tâche de ces observateurs-protecteurs deviendrait quasi impossible, s'ils devaient être pris entre deux feux.

Chefs des deux plus grands partis, MM. Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se sont en tout cas engagés officiellement, au cours d'une réunion, à ne pas perturber le déroulement des élections, à en accepter les résultats, quels qu'ils soient, et à respecter les décisions du Haut comité électoral qui tranchera en cas de contestation



Une chose est sûre, par ailleurs : tous les Kurdes ont conscience que l'aide qu'ils attendent désespérément de l'Occident est à ce prix. Lors des meetings qui se succèdent dans toutes les villes du Kurdistan, la nécessité de l'entente revient comme un leitmotiv au sein d'une population qui ne désire qu'une seule chose : vivre enfin en paix.

« Nous voulons avoir un chef qui décidera, savoir ce qui nous attend et voir enfin réglés nos problèmes », affirme, confiant, le Père Emmanuel, curé de la paroisse des Syriens catholiques de Zakho. « Actuellement, nous sommes dans la confusion, coupés du gouvernement de Bagdad, mais pas totalement. Nous manquons de tout et ne pouvons décider de rien. » « Ce Parlement sera pour le peuple kurde tout entier. L'important n'est pas qui gagnera, confie pour sa part un avocat d'Erbil, mais qu'une situation normale se rétablisse et que les fusils disparaissent. » « Les masses kurdes ne permettront pas d'autres combats et ne sont pas prêtes à accepter la dictature de qui que ce soit après les élections libres », renchérit un juge, faisant allusion à la crainte de troubles après les résultats.

L'immense espoir de la population repose aussi sur la reconnaissance qu'elle attend de l'Occident après s'être livrée, plus ou moins à sa demande, au jeu démocratique. Un espoir qui risque d'ailleurs d'être déçu, tant l'attente est grande. Celle-ci va de la levée de l'embargo, pour le Kurdistan soumis à un double blocus – celui imposé par l'ONU à l'ensemble de l'Irak et celui imposé par Bagdad au réduit kurde, – à l'ouverture de représentations officielles de l'étranger et, pourquoi pas, à un siège d'observateur à l'ONU – une reconnaissance quasi étatique, à la mesure des structures que le Parlement devrait mettre en place. Celui-ci élira en effet un « premier ministre », dont le

« gouvernement » sera chargé de gérer les affaires dans tous les domaines, y compris la défense – tous les partis sont d'accord pour l'intégration des *peshmergas* (combattants) dans une armée et une police communes – et, bien sûr, les affaires étrangères. Si l'on ajoute à cela l'élection d'un « président », il ne manque, comme on le sait ici, que l'accord des « grands » pour obtenir une indépendance qu'au fond d'eux-mêmes tous les Kurdes d'Irak appellent de leurs vœux.

L'élection présidentielle, voulue par M. Barzani et acceptée à regret par M. Talabani, verra les deux chefs s'affronter. Cette rivalité suscite des inquiétudes, car elle pourrait être source de troubles si l'élu n'était pas le chef du parti vainqueur des législatives. La répartition des pouvoirs entre les deux instances demeure en effet quelque peu confuse et reste matière à divergences.

L'indépendance demeure un rêve

Avertis de toutes parts que l'indépendance ne leur est pas permise, les Kurdes irakiens se veulent aujourd'hui « réalistes et non maximalistes », comme le proclame l'un des milliers de slogans qui couvrent les murs des villes et villages du Kurdistan. « Le nouvel ordre mondial et l'éclatement de l'Union soviétique nous permettent seulement d'espérer pour l'avenir », affirme un ingénieur. Après tout, qui aurait cru à la réunification de l'Allemagne ? Si nous déclarions l'indépendance maintenant, poursuit-il, l'Amérique nous abandonnerait et cela en serait fini de nos espoirs. Alors attendons et, pour l'instant, essayons de vivre en paix, d'avoir du travail pour nos enfants et à manger pour tous ».

La forme des relations à établir avec Bagdad et le moment pour le faire sont l'objet des principales divergences entre les deux grands partis kurdes, l'UPK et le PDK, qui

savent que la ligne rouge est le maintien du Kurdistan dans les frontières de l'Irak. « Nous sommes pour l'autodétermination au sein d'un Irak démocratique, nous a affirmé M. Jalal Talabani, c'est-à-dire une sorte de fédération, comme l'Allemagne par exemple ». Pour le chef de l'UPK, « un Kurdistan démocratique ne peut exister aux côtés de la dictature irakienne », et il n'est pas question de s'entendre avec Bagdad. La réaction négative de la Turquie à ces élections ne semble pas inquiéter outre mesure le chef de l'UPK, même s'il reconnaît que, parmi les pays voisins, c'est l'Iran, d'où il revient, qui fait le meilleur accueil au processus en cours.

« L'Irak est prêt à ouvrir ses frontières et à nous fournir ce dont nous avons besoin, y compris à nous aider à avoir une raffinerie pour les douze puits de pétrole que nous avons et qui sont prêts à fonctionner », affirme-t-il. Si nous réussissons à gouverner le pays, les Irakiens seront très coopératifs. » Pour le PDK de M. Masoud Barzani, les choses ne sont pas si simples, et même si, comme l'affirme M. Hoshyar Zebari, membre du bureau politique, « c'est désormais le Parlement qui décidera, l'autonomie à déterminer avec le gouvernement de Bagdad paraît une solution plus réaliste et mieux acceptable par l'Occident. Les négociations avec Bagdad ont été interrompues en raison du blocus irakien, mais, si celui-ci est levé, elles reprendront. Nous ne signerons pas un accord à n'importe quel prix, mais seulement si le gouvernement irakien accepte nos demandes minima sur lesquelles nous ne céderons pas ». Inquiet des réactions des pays voisins, M. Zebari voit dans les récents bombardements turcs à la frontière, un « clair message pour ne pas aller trop loin ».

Close officiellement vendredi

15 mai, la campagne électorale s'est en tout cas déroulée sans incidents majeurs, ce qui constitue déjà une importante victoire pour les Kurdes. Une crainte subsiste toutefois : celle de voir le régime de Bagdad – dont les soldats distribuent des tracts appelant au boycottage de ces élections et menacent les villageois de représailles s'ils y participent – tenter *in extremis*, par des troubles sanglants, d'empêcher le scrutin sur cette partie du territoire irakien qui lui échappe aujourd'hui totalement, mais dont il n'a sûrement pas renoncé à reprendre le contrôle.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ M. Bush affirme que les alliés sont toujours prêts à intervenir contre l'Irak. – Dans un rapport au Congrès, le président Bush a indiqué, vendredi 15 mai, que les Etats-Unis et leurs alliés restaient prêts à prendre des « mesures appropriées » contre l'Irak, si Bagdad agressait à nouveau ses propres citoyens. Il a affirmé que les alliés « continueront de maintenir un niveau approprié de forces dans la région, aussi longtemps que le rendra nécessaire la situation en Irak ». Par ailleurs, le département d'Etat s'est félicité de l'organisation des élections au Kurdistan. – (AFP)

□ Une attaque des séparatistes kurdes aurait fait soixante morts en Turquie près de la frontière avec l'Irak. – Selon de bonnes sources à Ankara, 20 gendarmes turcs et 40 rebelles kurdes auraient été tués vendredi 15 mai, lors d'une attaque contre un poste de gendarmerie en Turquie, à Uludere, près de la frontière avec l'Irak. L'agence semi-officielle turque Anadolu a fait état pour sa part de 12 morts, dont 6 gendarmes. Les rebelles appartiendraient au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation des séparatistes kurdes de Turquie. – (AFP)

LES COMBATTANTS ARMÉNIENS ONT OUVERT LE CORRIDOR DE LATCHINE L'ARTSAKH TEND LA MAIN A L'ARMÉNIE

Selon des informations en provenance de Erévan la route stratégique reliant l'Arménie et le Haut Karabagh, dans les secteurs de Latchine et Khoubatli, serait passée sous le contrôle dans la nuit de dimanche à lundi des forces arméniennes. La population du corridor de Latchine, majoritairement kurde, s'est de son côté révoltée contre les Azéris, ce qui n'a pas peu contribué aux succès des Arméniens du Karabagh, qui fêtaient à Goris lundi matin la jonc-

tion enfin réalisée entre le Karabagh et l'Arménie. Il reste maintenant à consolider ce corridor contre une possible offensive azérie.

De même source, on apprenait que dix Arméniens auraient été tués et 20 autres blessés au cours des dernières heures dans les environs de la ville de Martouni, par des tirs azérbaidjais. Quelque 200 roquettes lâchées par des hélicoptères ont été tirées sur ces localités.

LIBERATION — 18 mai 1992

Le scrutin kurde ne sera pas entaché

Parce que l'encre identifiant les électeurs n'était pas indélébile, les dirigeants kurdes ont repoussé à mardi le scrutin prévu hier.

Kurdistan, Irak, envoyé spécial

Histoire d'encre. Parce que celle importée d'Allemagne n'était pas aussi indélébile que promis, les premières élections libres dans le Kurdistan d'Irak, prévues pour dimanche, ont dû être reportées de deux jours. La décision prise dans la soirée du samedi par les dirigeants du Front kurde a été aussitôt communiquée aux futurs électeurs par les radios et les télévisions dont disposent les différentes organisations qui composent ce Front. L'affaire peut sembler de détail. Elle ne l'est pas. Les dirigeants kurdes d'Irak tiennent en effet plus que tout à ce que les élections qui doivent désigner le Parlement de la région kurde et le chef du mouvement national se déroulent dans des conditions aussi parfaites que possible de transparence.

Outre les nombreux journalistes présents, des dizaines d'«observateurs internationaux» venus principalement d'Europe et des Etats-Unis ont été invités à assister au déroulement du scrutin placé sous la supervision d'un «haut comité des élections» composé de représentants de tous les partis et présidé par un juriste. L'enregistrement des votants constituait l'un

des problèmes clés. Sans listes électorales, avec nombre d'électeurs potentiels qui n'ont pas de carte d'identité ou dont la résidence a souvent changé, pour diverses raisons, parfois tragiques, les organisateurs avaient choisi d'identifier les participants en leur imprimant au revers de la main un tampon à l'encre indélébile pendant quatre à cinq jours. Une entreprise allemande avait garanti le produit *ad hoc*. Non sans difficulté, car il fallait obtenir de l'ONU une autorisation pour acheminer en Irak, où se trouve le Kurdistan (toujours soumis à embargo international), un matériel qui, pour la circonstance, a été reconnu de «première nécessité».

Testée samedi matin, l'encre s'est avérée tout à fait lavable, ouvrant ainsi la voie à des supputations sur le risque de votes multiples. C'est pourquoi le Front kurde a décidé, à l'issue d'une rencontre entre les deux principaux leaders, Massoud Barzani (PDK) et Jalal Talabani (UPK), un report de quarante-huit heures des élections. Des chimistes locaux ayant trouvé la solution dans la soirée du samedi, les responsables kurdes affirmaient dimanche que tout, cette fois, serait prêt pour le surlendemain avec une encre «impossible à laver pendant

au moins dix jours», précisait-on à l'UPK.

Les deux mouvements kurdes, unis dans la lutte contre le régime de Bagdad, protestent hautement sur la «fraternité du combat» et la «priorité à l'union» face à l'ennemi commun. De part et d'autre, on a tiré un trait sur les affrontements sanglants qui les opposaient au début des années 80 et, depuis l'insurrection kurde qui avait suivi la défaite de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe et l'exode de plusieurs millions de réfugiés, Barzani et Talabani se sont plutôt partagé le travail aussi bien à l'intérieur que dans les relations internationales. Pourtant des divergences demeurent. Les plus nettes portent sur les relations avec le régime irakien.

Si l'un comme l'autre avaient participé, ensemble ou à tour de rôle, aux négociations menées à Bagdad entre mars et novembre de l'année passée, Massoud Barzani s'est vite montré plus enclin à conclure que son «frère d'armes» de l'UPK. Les conditions mises par Saddam Hussein à un accord avec les Kurdes ont fini par mettre tout le monde d'accord. Pas plus le PDK que l'UPK ne pouvait en effet signer un texte qui, sous le couvert d'une autonomie très formelle de

la région kurde amputée d'une partie de son territoire, notamment la zone pétrolière de Kirkuk, redonnait en fait l'essentiel des pouvoirs à Bagdad. La négociation, interrompue à la veille de l'hiver, n'a pas repris depuis.

Récemment toutefois, Barzani avait déclaré que le Front kurde serait disposé à renouer les conversations, si au préalable, le régime de Bagdad levait le blocus qu'il impose depuis novembre aux régions kurdes. A l'UPK, on pense au contraire que toute discussion avec le pouvoir de Saddam Hussein est désormais sans objet. Jalal Talabani rappelait de plus à quelques journalistes rencontrés dimanche qu'on ne pouvait «envisager de négociations avec le pouvoir central irakien que via une puissance tierce et de préférence l'ONU».

Autonomie pour le Kurdistan d'Irak, ou autodétermination pour les Kurdes irakiens, la différence entre les slogans respectifs du PDK et de l'UPK n'est pas clairement évidente, sauf justement à estimer que la seconde option appelle une reconnaissance internationale du fait kurde en Irak, alors que la première suppose avant tout un accord bilatéral avec Bagdad. Mardi, les électeurs trancheront entre ces deux interprétations d'une exigence finalement commune à tous, aux deux grands mouvements mais aussi aux six autres partis en compétition, des communistes aux islamistes qui rêvent de pouvoir décider du destin kurde entre Kurdes...

Marc KRAVETZ

A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse —

ACPD65 PR:03 PEX W IRAK 429
KURDES-ELECTIONS-LEGISLATIVES PAPIER PREVU
LES ELECTIONS GENERALES AU KURDISTAN IRAKIEN
UN DEFI POUR SADDAM HUSSEIN

Paris, 18 mai — On vote librement, mardi, en Irak... mais seulement au Kurdistan. Ces élections doivent désigner le Parlement de la région kurde, située dans le nord irakien, ainsi que le chef du mouvement national kurde. Vus d'un très mauvais oeil par le régime de Saddam Hussein, ces scrutins devaient se dérouler dimanche dernier. Ils ont été reportés en raison d'une curieuse histoire d'encre.

De massacres en exodes, de nombreux Kurdes irakiens ne possèdent plus de cartes d'identité. Les registres kurdes d'état civil demeurent, en outre, une denrée plutôt rare au pays de Saddam Hussein. Une encre indélébile avait donc été commandée en Allemagne afin de marquer l'avant-bras de l'électeur et l'empêcher de voter deux fois. Or, le Haut comité électoral a découvert, la veille des élections, que cette encre était parfaitement lavable. Les opérations de vote ont été retardées de 48 heures dans l'attente de l'arrivée d'un nouveau lot d'encre allemande. L'affaire a contribué à attiser les tensions entre les deux principaux mouvements kurdes: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Un peuple "écartelé"

Ces élections seront le premier scrutin placé hors du contrôle de Bagdad. Le nouveau Parlement sera apte à prendre des décisions sur des questions régionales, mais abandonnera au gouvernement irakien les problèmes touchant à la sécurité et à la politique étrangère. Bagdad a dénoncé ces scrutins comme illégaux, certains Kurdes, proches de Saddam Hussein, exhortant même leurs compatriotes à les boycotter. Pour base légale à ces élections, les Kurdes irakiens citent un accord d'autonomie du 11 mars 1970 passé entre Moustapha Barzani et le pouvoir baasiste d'Irak, représenté à l'époque par le vice-président Saddam Hussein.

Dispersés dans cinq Etats différents, les Kurdes, à majorité sunnite, représentent environ 22 millions de personnes. Ils vivent en Turquie (10 millions), en Iran (6 millions), en Irak (5 millions), en Syrie (1 million), et, pour quelques-uns d'entre eux, dans l'ex-URSS. Leurs aspirations constituent un risque constant pour les régimes antidémocratiques de la région, et bouleversent la répartition coloniale établie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans chaque pays où elle est installée, la minorité kurde est accusée d'être la cinquième colonne du voisin. Bien qu'il existe une réelle identité kurde, qui s'est forgée contre l'Empire ottoman, puis contre le "charoutage" établi dans la région par les Français et les Britanniques, la communauté reste profondément divisée, engendrant des rivalités que ne manquent pas d'exploiter les Etats dans lesquels ils vivent.

International Herald Tribune — May 18, 1992

Listing Abuse Against Kurds

U.S. Hoping to Spirit Out Documents on Iraqi Torture

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — The United States military is in the middle of a sensitive operation in northern Iraq to spirit out of the country a huge cache of Iraqi government records and videotapes documenting what Kurdish leaders call a campaign of torture and execution that killed tens of thousands of Kurds in recent years.

Human-rights organizations say they will use the documents to determine whether the Baghdad government of Saddam Hussein could be charged with violating the 1948 UN convention on genocide.

The convention, which outlaws repression and killings intended to destroy "in whole or in part" any national ethnic group, was signed by Iraq in 1959.

American officials say the Pentagon issued an order authorizing the use of U.S. aircraft and ground transport to enter northern Iraq to collect some 30 tons of documents from Kurdish organizations, whose members seized them from the Iraqi police, military and other Baghdad government files and have held them in remote hideouts.

The military operation follows months of negotiations involving the Pentagon, human-rights groups and two Kurdish political groups that have been scouring former Iraqi police stations, interrogation centers and prisons for evidence to support their charge that Mr. Hus-

sein's government systematically executed tens of thousands of Kurds in an effort to break the long-running rebellion by the Kurds in Iraq.

Kurdish forces in effect control most of the territory of Iraqi Kurdistan and have failed in a year of negotiations to win concessions from Mr. Hussein for autonomy.

Mr. Hussein has put pressure on the region's 3.5 million residents by restricting food and fuel shipments to the Kurds, who mounted a rebellion against Baghdad after the end of the Gulf War.

Public disclosure of the Iraqi secret police files would support the Bush administration's goal of demonstrating that Mr. Hussein has lost his legitimacy as an Iraqi leader and should be overthrown, a goal the State Department restated last week.

But U.S. military leaders have been reluctant to take steps that might deepen their involvement in northern Iraq.

The decision to go ahead with the document evacuation represents an increase of the effort to discredit Mr. Hussein before his people.

The Kurdish documentation effort first came to light last fall.

A small but pointed sampling of the documents and videotapes has reached the West through the efforts of the New York-based human-rights organization Middle East Watch and by Peter Galbraith, a Senate Foreign Relations

Committee staff member.

Administration officials said Middle East Watch and Mr. Galbraith had initiated talks with the Pentagon to get the transport and security assistance necessary to retrieve the documents in a way that would satisfy Kurdish concerns that they reach the West safely.

"This is a rare opportunity to record the atrocities of a brutal regime in its own words," said Kenneth Roth, deputy director of the umbrella group of which Middle East Watch is a part.

He said the data would expose in minute detail "a police apparatus that has used torture, murder and disappearance against tens of thousands of Kurds and perceived political opponents."

The timing of the military operation depends on how quickly all of the documents can be trucked to undisclosed assembly points, where they will be picked up by military transport aircraft and flown to an air base in Turkey, American officials said.

One official said transport flights could take up to a week as trucks bring more documents to assembly points near the Turkish border.

U.S. combat jets will patrol the skies above the transport route from Zakho in northern Iraq to the air base at Incirlik.

The Turkish government was said by American officials to have approved the use of its Incirlik air

base as the staging area for the transfer of the documents onto flights back to the United States.

Most of the records now emerging were seized by the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurdish party headed by Jalal Talabani, a guerrilla leader, and by the Kurdish Socialist Party.

One major party, the Kurdish Democratic Party under Massoud Barzani, has not yet decided whether to turn over the documents it is holding and other Kurdish parties are likewise holding back.

Mr. Talabani and other Kurdish leaders are insisting that the documents be carefully preserved in an independent archive that could not fall into the hands of any successor government to Mr. Hussein's in Baghdad.

The final custody of the documents is still under discussion between Bush administration officials, the Senate Foreign Relations Committee and human-rights groups.

One administration official said the White House was trying to provide its assistance in a "low-key" manner. "It's quite sensitive, especially vis-à-vis Turkey," whose government has sought to avoid any new political confrontations with Baghdad.

In a report to Congress last week, President George Bush said: "We will continue to monitor carefully the treatment of Iraq's citizens. We remain prepared to take appropriate steps if the situation requires."

"To this end," he added, "we will continue to maintain an appropriate level of forces in the region for as long as required by the situation in Iraq."

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 19 MAI 1992

Le Kurdistan irakien se fraie une voie démocratique vers l'inconnu

Le report des élections, pour une histoire d'encre, met en lumière les divisions des partis kurdes. Un leader sera élu, pour gérer une autonomie dont les Kurdes savent qu'elle ne survivra pas sans appuis extérieurs.

ALAIN CAMPIOTTI

ENVOYÉ SPECIAL AU KURDISTAN IRAKIEN

La route de terre battue s'arrête pile devant le fort de Kasrok. Un panneau indique qu'elle a été construite par Caritas-Suisse. La cour de cette bâtisse massive, à portée des canons irakiens de Mossoul, est pleine de peshmergas en armes. Les chefs kurdes locaux sont assis dans une petite pièce aveugle. Visages burinés, grosses moustaches, turbans, pantalons bouffants cachant les pistolets rutilants: on dirait un autre temps; s'il n'y avait les baskets qu'ils portent tous aux pieds. Ils organisent la distribution de bons d'essence à ceux qui sont chargés, aujourd'hui, d'aller chercher les électeurs dans les villages et les montagnes. Ils les amèneront au fort de Kasrok, aux murs couverts de portraits de Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dont c'est un des fiefs. Et quand on demande aux peshmergas si les électeurs pourront voter pour d'autres candidats que ceux de Barzani, ils répondent avec un sourire malicieux qu'ils en ont bien sûr tout le loisir.

La balbutiante démocratie kurde, qui naît dans un espoir angoissé, a de la peine à se défaire de ses oripeaux tribaux. Sa fragilité a encore été démontrée par l'incident tragi-comique de l'encre, qui a provoqué le report, in extremis, de la première élection kurde de dimanche à mardi. Massoud Barzani, de passage il y a deux mois en Allemagne, avait négocié lui-même l'achat de

cette encre, indélébile pendant quatre jours, qui devait imprégner le pouce de chaque électeur pour éviter les fraudes. L'encre a mis un temps étrangement long pour parvenir au Kurdistan, et on s'est aperçu à la veille du vote qu'il suffisait de se laver les mains pour qu'elle disparaisse aussitôt. Le soupçon de tricherie s'est répandu, et Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, s'étonnait devant nous que l'encre soit restée en permanence entre les mains de son adversaire du PDK: «Je n'accuse pas kak (frère) Massoud, mais...» Cependant, il semble bien que l'UPK détenait elle aussi un stock de l'encre suspecte.

L'incident illustre les divisions des partis — pourtant unis dans un Front du Kurdistan —, souvenirs de luttes fratricides. «La démocratie kurde est fatigante...», ajoute dans un sourire Jalal Talabani, avant de quitter le grand hôtel réquisitionné qui lui sert de quartier général dans la ville de Shaklawa. Il s'est engouffré dans une Land-Rover grenat, escortée de six véhicules couverts de peshmergas et de mitrailleuses lourdes. Un mauvais coup est toujours, au Kurdistan, la chose la moins improbable. Le convoi s'est engagé sur la route de Salaheddine, où les carcasses rouillées de chars et de transports de troupe irakiens célèbrent une victoire kurde: c'est là que l'an passé les peshmergas ont arrêté une colonne envoyée par Saddam Hussein pour mater la révolte du nord, avant que des négociations sans lendemain s'ouvrent à Bagdad.

«Depuis un an les partis n'ont cessé de se quereller et de se diviser»

Le Dr Mahmoud Otmase n'en voulait pas, de ces négociations: «Comment pouvait-on aller discuter avec Saddam dans sa capitale? Des pourparlers ne peuvent avoir lieu qu'en terrain neutre et par l'intermédiaire des Nations Unies.» Mahmoud Otmase, vieux compagnon du général Barzani (le père de Massoud), chef du Parti socialiste kurde, sait aussi ce que mauvais coup veut dire. Un jour, dans une réunion politique, un religieux transformé en bombe humaine a explosé à côté de lui; il en est sorti par miracle.

Plus récemment, il a échappé à un empoisonnement au thallium, dont il accuse bien sûr son ancien camarade d'études, Saddam Hussein. Mais le Dr Otmase est convaincu que le pire ennemi des Kurdes, après l'homme de Bagdad, c'est leur propre désunion. «Depuis un an, alors que les circonstances politiques étaient plutôt favorables pour nous, les partis n'ont cessé de se quereller et de se diviser», fulmine le petit homme dans son quartier général d'Erbil. Ce socialiste aux cheveux ras cherche à être un médiateur entre les forces (PDK et UPK) plus grandes que la sienne et dont il sait bien qu'elles sont aussi des tribus et

des clans armés se disputant des territoires et du pouvoir.

L'élection d'aujourd'hui va créer un parlement et désigner un «leader du mouvement de libération kurde» — probablement Massoud Barzani. Ils disent leader plutôt que président, comme par crainte de donner le sentiment qu'ils entreprennent de créer un Etat dont personne — de Bagdad à Washington — ne veut. Le leader aura la tâche d'imposer une autonomie ou une autodétermination dans le cadre d'un Etat irakien renouvelé. Mais les Kurdes savent, même s'ils ne l'avouent pas toujours, que la réalisation de leurs projets, ou même simplement la liberté d'en parler, dépend de l'étranger, et dans l'immédiat, des escadrilles des forces coalisées contre l'Irak, basées à Incirlik en Turquie et qui survolent chaque jour le Kurdistan. Le peuple kurde, qui n'a guère connu que la tragédie et la catastrophe depuis les années trente, se raccroche à cette protection et à l'aide humanitaire, comme si elles pouvaient résoudre tous ses problèmes. «Il y avait, dans cette période électorale, une sorte d'euphorie naïve», dit l'envoyé d'une organisation gouvernementale. Un petit parti promettait ainsi la «solution instantanée» des problèmes de ravitaillement et de chômage à une population qui a vu son pouvoir d'achat s'effondrer après la guerre du Golfe: la valeur du dinar irakien (qui a cours bien sûr dans les régions kurdes) a été divisée par trente, et désormais, la quasi-totalité des biens de consommation sont importés. □

The Washington Post — May 19, 1992

U.S. to Airlift Archive of Atrocities Out of Iraq

Tons of Material Said to Document Massacre of Tens of Thousands of Kurds

5/19/92 A12

By Barton Gellman
and Jonathan C. Randal
Washington Post Staff Writers

The U.S. military is preparing to airlift out of northern Iraq a voluminous archive of secret police files that document widespread atrocities against ethnic Kurds by the Baghdad government, according to Kurdish and American participants.

An estimated 27 tons of documents, videotapes and cassette recordings, captured by Kurdish rebels from provincial police and secret service headquarters in an uprising last year, have been gathered along the Turkish border and could depart for the United States by way of Incirlik Air Base in Turkey as early as today, according to government and non-government sources.

Kurdish officials and Western human rights campaigners said the archive documents the systematic razing of villages and the torture and murder of tens of thousands of Kurds. The advocates said they hope to use the evidence in prosecutions of responsible Iraqis, perhaps under the 1948 United Na-

tions convention on genocide, but it is unclear whether the Bush administration—or any other government—is interested in pursuing such a trial.

The principal brokers of the delicate operation appear to have been the New York-based Human Rights Watch, which said it will take temporary custody of the Iraqi archive, and the Senate Foreign Relations Committee, which sent a senior aide to negotiate with Kurdish leaders and intervened repeatedly to secure U.S. military transport through months of interagency Bush administration disputes.

Committee Chairman Claiborne Pell (D-R.I.), whose father, Herbert Pell, was U.S. representative to the war crimes commission that collected evidence against Nazi Germany, yesterday likened the Iraqi "slaughter of the Kurds" to the Holocaust of the Jews during World War II.

"These documents . . . could well support hauling Iraq before some international tribunal on the charges of crimes against humanity or genocide," Pell said.

Kenneth Roth, deputy director of Human Rights Watch, said the comparison to Hitler's Germany appears to be justified by the scale of the atrocities and the meticulous detail of records about them.

He said researchers would spend months "organizing, cataloguing and microfilming the documents" in an effort that the Library of Congress estimated would cost \$5 million. Exactly what will become of the materials appeared to be undecided yesterday.

Disclosure in Sunday's New York Times at first appeared to imperil the delicate enterprise.

Andrew Whitley, executive director of Middle East Watch, said in an interview early yesterday in northern Iraq that the press report "could sabotage the whole operation." Middle East Watch is part of Human Rights Watch, an independent monitoring group.

Two of four Kurdish parties holding the documents—the Kurdistan Democratic Party and the Kurdistan Socialist Party—immediately

suggested they might withhold the files in their possession.

But a third party, the Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani, the only party firmly committed to the operation, began broadcasting radio and television reports citing the transfer of documents as evidence of the party's close U.S. ties. The broadcasts came on the eve of elections scheduled for Tuesday in Iraqi Kurdistan.

Political maneuvering aside, U.S. military officials feared that Iraq might try to attack the Kurdish trucks that brought the archive to a staging area near the Turkish border. But the assembly was completed without incident late yesterday and air transport to Incirlik was expected to begin shortly.

Long-term options for the material, discussed in months of talks, include deposit with the National Archives, the Library of Congress, Human Rights Watch or a private foundation.

Gellman reported from Washington, Randal from Shaqlawa in Kurdish-held northern Iraq.

On Iraq: White House Drift From Blunder to Conspiracy

By William Safire

WASHINGTON — Americans now know that the war in the Gulf was brought about by a colossal foreign policy blunder: George Bush's decision, after the Iran-Iraq war ended, to entrust regional security to Saddam Hussein.

What is not yet widely understood is how that benighted policy led to the Bush administration's fraudulent use of public funds, its sustained deception of Congress and its obstruction of justice.

As the Saudi ambassador, Prince Bandar ibn Sultan, was urging President Bush and Secretary of State James Baker

Benighted U.S. policy on Iraq led to a sustained deception of Congress and obstruction of justice.

to buy the friendship of the Iraqi dictator in August 1989, the FBI uncovered a huge scam at the Atlanta branch of the Lavoro Bank to finance the buildup of Iraq's war machine by diverting U.S.-guaranteed grain loans.

Instead of pressing the investigation or curbing the appeasement, the president turned a blind eye to lawbreaking and directed another billion dollars to Iraq. The complicity of the U.S. State and Agriculture departments in Iraq's duplicity transformed what could have been dealt with as "Saddam's Lavoro scandal" into George Bush's Iraqgate.

The first element of corruption is the wrongful application of U.S. credit guarantees. Neither the Commodity Credit Corporation nor the Export-Import Bank runs a foreign aid program; their purpose is to stimulate U.S. exports. High-risk loan guarantees to achieve foreign policy goals unlawfully endanger that purpose.

Yet we now know that George Bush personally leaned on Ex-Im to subvert its charter — not to promote exports but to promote relations with the dictator. And we have evidence that James Baker overrode worries in Agriculture and the Office of Management and Budget that the law was being perverted: Mr. Baker's closest aide, Robert Kimmett, wrote triumphantly that "your call to ... Yeutter ... paid off." Former Agriculture Secretary Clayton Yeutter is now under White House protection.

Second element of corruption is the misleading of Congress. When the charge was made two years ago in this space that State was improperly intervening in this case, Mr. Baker's top Middle East aide denied it to Senate

Foreign Relations; meanwhile, Yeutter aides deceived Senator Patrick Leahy's Agriculture Committee about the real foreign policy purpose of the Commodity Credit Corporation guarantees. To carry out Mr. Bush's infamous National Security Directive 26, lawful oversight was systematically blinded.

The third area of Iraqgate corruption is the obstruction of justice. Atlanta's assistant U.S. attorney, Gail McKenzie, long blamed here for foot-dragging, would not withhold from a grand jury what she has already told friends: that indictment of Lavoro officials was held up for nearly a year by the Bush Criminal Division. The long delay in prosecution enabled James Baker to shake credits for Saddam out of malleable Agriculture appointees.

When House Banking Chairman Henry Gonzalez gathered documents marked "secret" showing this pattern of corruption, he put them in the Congressional Record. Two months later, as the media awakened, Mr. Bush gave the familiar "-gate" order: Stonewall.

"Public disclosure of classified information harms the national security,"

International Herald Tribune
May 19, 1992

Attorney General William Barr instructed the House Banking Committee last week. He added that "in light of your recent disclosures, the executive branch" would "not provide any more classified information" — unless the wrongdoing were kept secret.

"Your threat to withhold documents," responded Representative Gonzalez, "has all the earmarks of a classic effort to obstruct a proper and legitimate investigation ... None of the documents compromise, in any fashion whatsoever, the national security or intelligence sources and methods."

Mr. Barr, in personal jeopardy, has flung down the gauntlet. Mr. Gonzalez tells me he plans to present his obstruction case this week to House Judiciary Chairman Jack Brooks, probably flanked by Representatives Charles Schumer and Barney Frank, members of both committees. "I will recommend that Judiciary consider requiring the appointment of an independent counsel," says Mr. Gonzalez, who has been given reason to believe that Judiciary — capable of triggering the Ethics in Government Act — will be persuaded to act.

Policy blunders are not crimes. But perverting the purpose of appropriated funds is a crime: lying to Congress compounds that crime; and obstructing justice to cover up the original crimes is a criminal conspiracy.

The New York Times

Le Monde — 20 mai 1992

IRAK

Plus d'un million d'électeurs kurdes désignent 105 députés

Plus de un million d'électeurs kurdes irakiens devaient se rendre aux urnes, mardi 19 mai, pour élire leur propre Parlement, alors que l'Iran s'est joint à l'Irak et à la Turquie pour dénoncer ce scrutin : 176 bureaux de vote ont été mis en place ; des magistrats et des représentants des partis devaient superviser le déroulement de ces élections, initialement prévues pour dimanche, mais reportées en raison d'un problème d'encre indélébile (*Le Monde* du 19 mai). Sept partis — six kurdes et une coalition chrétienne — sont en lice pour pourvoir les 105 sièges du Parlement, attribués pour trois ans. Les élections doivent également désigner un

« président » ; MM. Jalal Talabani, chef de l'Union démocratique du Kurdistan, et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan, sont les principaux prétendants.

A Bagdad, le quotidien *Al Qadisiya*, organe du ministère de la défense, a dénoncé ce scrutin, organisé, selon lui, par « des voleurs » qui cherchent à « enterrer la démocratie ». Pour le quotidien iranien *Tehran Times*, ce scrutin est « patronné par les Etats-Unis ». La Turquie, qui comme l'Irak et l'Iran, a une forte minorité turque sur son territoire, avait elle aussi la semaine dernière sévèrement critiqué ces élections. — (AFP, Reuter.)

IRAK : pour une raison technique

Le Monde — 19 mai 1992

Les élections au Kurdistan ont été reportées de deux jours

Reportées à deux reprises pour des « raisons techniques », qui masquaient en fait des divergences politiques, les élections législatives et « présidentielles » au Kurdistan d'Irak l'ont été une nouvelle fois, à la veille de la date enfin arrêtée du 17 mai. Elles devraient maintenant avoir lieu mardi 19 mai. Cette fois, il semble bien s'agir d'un problème technique, l'encre, prétendument indélébile, avec laquelle on devait marquer l'avant-bras de l'électeur pour l'empêcher de voter deux fois, s'étant révélée très facilement effaçable.

SALAHEDDINE

de notre envoyée spéciale

L'étrange affaire, découverte à la dernière minute, a provoqué une profonde déception parmi la popu-

lation et a quelque peu empoisonné le climat politique. Cadeau du gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie, l'encre, livrée au début du mois, avait été entreposée à Salaheddine, sous la responsabilité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, qui l'a confiée au Haut Comité électoral le 11 mai. Un délai justifié, selon le président de ce comité, le juge Amir Al Hawesi, par le fait que « celui-ci n'avait pas d'endroit sûr pour l'entreposer ». Ce n'est que vendredi soir que l'on s'est aperçu du problème, dénoncé en premier par le grand rival de M. Barzani, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Sans accuser qui que ce soit, ce dernier soulignait toutefois à l'envi, samedi soir, que le PDK avait « gardé » cette encre, et les allusions de certains de ses proches laissaient peu de doute sur ce qu'ils voulaient laisser entendre. Ces soupçons ont été totalement réfutés par le porte-parole officiel du

PDK, pour qui « la seule faute est de n'avoir pas testé l'encre avant la veille des élections ».

Le président du Haut Comité électoral nous a, pour sa part, précisé que les paquets qui avaient transité par la Turquie, étaient arrivés fermés et que tout le monde faisait confiance à l'Allemagne. Commandée à la firme Stempel Fabrik Baumann de Dusseldorf, qui avait dû solliciter une autorisation du Comité des sanctions de l'ONU, cette encre était la même que celle utilisée pour les élections en Namibie, et récemment aux Philippines. Contactée, la firme allemande aurait d'ailleurs assuré que son produit était habituellement utilisé pour marquer les animaux et ne pouvait être défectueux.

L'affaire est cependant d'autant plus étrange que, selon M. Barzani, un professeur de l'université d'Erbil, contacté en catastrophe samedi, aurait réussi, en vingt-quatre heures, à mettre au point et à produire en quantité suffisante, un substitut qui

sera donc utilisé mardi. « Nous étions soucieux de ne permettre aucune contestation sur le résultat de ces élections, et c'est pour cela que nous avons préféré les reporter », a indiqué le chef du PDK, qui a répété avec force que « ces élections n'avaient, en aucun cas, pour but l'établissement d'un Etat kurde indépendant ».

Cet accroc est d'autant plus regrettable, qu'il risque d'augmenter la tension déjà perceptible. De nombreuses rumeurs invérifiables sur d'éventuels sabotages téléguidés par Bagdad ont rendu les *pechmergas* (combattants) très vigilants. Samedi, avant l'annonce du report du scrutin, les contrôles routiers étaient particulièrement pointilleux et à Souleymanieh, la plus grande ville du Kurdistan, il était interdit de pénétrer en armes. Les Alliés ont intensifié leurs vols au nord du 36^e parallèle et le colonel américain Richard Naab, chef du centre de coordination militaire basé à Zakho, s'est entretenu tour à tour pendant le week-end avec M. Barzani et M. Talabani.

FRANÇOISE CHIPAUX

The Financial Times — 20 mai 1992

Defiant remnant of Kurds go to vote

SOUTH of the city of Arbil on a rolling plain that leads to Baghdad lies a scattering of settlements known as Qushtapa. Yesterday its school became a polling station for elections organised by the Kurdistan Front, the guerrilla coalition administering 50,000 sq km of northern Iraq.

First in the queue of 400 women was Mrs Sherve Abdullah, who had arrived at 7am, an hour before the polls opened. She wore the *abaa*, the traditional black veil. Nine years ago her husband and seven sons, aged from 14 to 25, were taken in a dawn raid by soldiers of Iraqi President Saddam Hussein. They, and 8,000 other men from this area, have not been seen since.

Part of the sprawl of Qushtapa is Qadisla, an attractive village built around 1978 by members of the Barzani clan after their forced relocation

from tribal lands further north after Baghdad crushed a Kurdish revolt led by the head of the clan, Mullah Mostafa Barzani. The adult inhabitants are almost all women.

Mrs Aisha Otman, who said she was around 40 years old, sat huddled in a shawl as she spoke through an interpreter

Gareth Smyth
reports from Arbil
in northern Iraq

in one of the two rooms she shares with five children and two grandchildren. She explained how in 1983 soldiers came at dawn and rounded up all the men, including her husband. "They took blind men, old men and handicapped men". Mrs Otman now works in the fields all day "like a man" for 10 dinars (70p), enough to buy a kilo of rice.

In another house Mrs Hergaz Mullah, aged about 50, keeps a picture of two sons in pride of place on the wall. Both were seized in 1983. Two other sons, then aged seven and 15, escaped because they hid in a shelter built against Iranian air raids: she said they are now bodyguards to Mr Massoud Barzani, son of Mullah Mustafa and leader of the Kurdistan

Democratic Party (KDP), one of the two main parties contesting the elections.

The Barzani women of Qushtapa voted for the KDP yesterday, not because they prefer the party's policy of "autonomy" over the "self-determination" advocated by Mr Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Mrs Otman said she didn't mind if Mr Barzani did not win - "we just want to be Kurdish".

There were still long queues outside voting stations at 8pm local time. Mr Hoshiyar Zebari, a leading member of the KDP, said last night that "the high turnout is a challenge to the Iraqi government". But he went on: "We do not think an independent state is possible in north Iraq. We are the victims of the theory that we are undermining the sovereignty of Iraq. The Kurds can play an important role in removing Saddam Hussein, but we are not going to be pitted against Saddam's army without support." The minimum condition for an autonomy agreement with Baghdad was that "our people feel they can live in peace".

Qushtapa school is one of 174 polling stations. Over 1m Kurds were expected to have voted for national lists drawn up by seven parties, of which

the KDP and PUK are the most popular.

A second ballot, for president, was contested by Mr Barzani and Mr Talabani, along with Mr Mahmood Osman of the Socialist Party and Mullah Othman Abdul Aziz of the Islamic Movement. If no-one gains 50 per cent there will be a second ballot in two weeks.

The result of the elections will be known today or tomorrow. The new Iraqi Kurdistan administration will have to deal with the complex problems of a region which bears the scars of decades of disruption, war and repression. It will face tensions between attempting to satisfy the aspirations of Kurdish nationalism and allaying the fears of Iran and Turkey that the developments may encourage Kurdish separatism there.

Barely 5km south of Qushtapa is the front line between Kurdish guerrillas and the Iraqi army. Pashmerga guerrillas led by Mr Mosin Maullud, local field commander, two months ago killed eight Iraqi soldiers who tried to capture a telecommunications tower behind Kurdish lines. Yesterday, in contrast to the hubbub at Qushtapa polling station as the Barzani women voted, it was, for the time being at least, all quiet on the front.



By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

KHALIFAN, Iraq, May 19—In everyday life Hussein Agha Surchi, Dilshad Kurdi and Hanife Ibrahim are not likely to agree on anything. But today was election day, a day they all spontaneously said was "the greatest in the history of Iraqi Kurdistan."

Together with an estimated 1.2 million other Kurds over 19, the chief of the powerful Surchi tribe, humble town clerk Kurdi, and Ibrahim, whose husband disappeared during one of Hussein's acts of retribution, turned out for a rare Middle Eastern occasion—a genuinely free and fair election.

In total calm—despite the Baghdad government's condemnation of the elections as "illegal"—they came out in massive numbers to vote for a 105-member Kurdish National Assembly and a leader of the Kurdish liberation movement. Overhead was the comforting roar provided by an unusually large number of U.S., British and French jets, which for 13 months have protected the Kurds in the portion of northern Iraq that they hold kept threatening Iraqi troops at bay.

Summing up what was on many Kurdish lips, Hussein Surchi said, "It's the greatest day for Kurdistan because never before did we have a chance to say we are a people—before, the government chose representatives for us."

Pointing to a line of women waiting to vote at this Surchi tribal stronghold, Kurdi explained, "Look at their fine, sequined dresses. It's as if they were dressed up for a wedding or a festival."

In the largely illiterate electorate, voters chose yellow for Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party or green for Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. Others selected blue, red, green-and-red and other color com-

Heavy Turnout, Calm Mark Kurds' First Vote

Baghdad Condemns Election as 'Illegal'

binations designating various smaller parties.

But Kurd after Kurd—mountaineers, city dwellers, displaced persons or middle class professionals—volunteered that it was the act of voting that counted perhaps more than the outcome, to settle the long-smoldering power struggle between Barzani and Talabani.

Kurds from all walks of life appeared to grasp that if, as their leaders insisted, the voting is constitutional under a 1974 central government law organizing elections for a Kurdish autonomous assembly, nothing would ever be quite the same once the polls closed at midnight.

"Thereafter, we will be in uncharted territory because the powers of the assembly are not defined in relation to the central government in Baghdad," a Kurdish businessman said. "The assembly's powers are in a sense unlimited. It can do anything."

But mindful of Iranian and Turkish criticism that the vote constitutes a first step toward dismantling Iraq, Kurdish policemen in the countryside, in a mark of respect toward Baghdad, were ordered to don green government uniforms instead of their workaday baggy pants, cummerbunds and checkered turbans.

In the view of many here, it was what did not happen today that was as important as what did. Saddam's Baathist regime in Baghdad, for example, condemned the elections as the work of imperialists and traitors. But it did not resort to the car bombs, artillery barrages and rat poison it has often used against the Kurds in its nearly 24 years in power.

Kurdish males, who regularly carry weapons, left their revolvers and Kalashnikov assault rifles at home—or at least respected the election law forbidding arms within 500 yards of the polling stations.

In the 176 polling stations, Kurds joyfully savored an election where they were not compelled to vote for the ruling Baath Party by officials threatening suppression of rations or worse in case of abstention.

Voting alternately—to "preserve Muslim customs," as officials put it—men and women first dipped their fingers in silver nitrate so that the resulting stain would prevent fraud by multiple voting.

As the midnight closing hour for voting neared, however, thousands of would-be voters were still waiting outside swamped polling stations amid increasing reports that the silver nitrate was proving ineffective and allowing people to vote more than once.

The Washington-based International Human Rights Law Group said its team of international monitors found the elections "open and orderly" despite problems in main-

taining ballot secrecy. Much of the voting was done in groups, with no private booths available, monitors said.

In polling station 43, in the provincial capital of Irbil, Nazelin Hamed Awis practiced her school-girl English, expressing delight at "voting today because I hate Saddam Hussein."

South of Irbil, Hanife Ibrahim, 34, had special reasons to savor the humiliation the elections represent for Baghdad. In 1983, she said, Iraqi troops arrested all Barzani men they could find in an act of collective punishment. Her husband and the others never returned and are presumed dead.

She and 3,000 other Barzani women and children live in poverty in government-imposed collective villages near Koshtapa, less than 10 miles from Iraqi lines south of Irbil.

"We voted," she said drawing her black chador close, "and Saddam can do nothing. He's angry, but he cannot use force. Iraq will not be able to drive us out again."

As for Hussein Surchi, his son Farsat explained that the elections were fine, but he had little use for any of the parties because they had snubbed the family, which long commanded auxiliary troops for the government. It was those troops' switch of sides last year that allowed the Kurdish nationalists to "liberate" much of Kurdistan.

"My father has to vote," Farsat said, "because otherwise Saddam will say my father is his friend."

Les Kurdes d'Irak découvrent l'ivresse des urnes

C'était jour de fête hier au Kurdistan irakien, où 1,2 million d'électeurs étaient appelés à élire librement un Parlement ainsi que leur « chef politique ». Une première qui semble avoir été largement suivie, dans le plus grand calme.

Libération — 20 mai 1992

Suleymania, envoyé spécial

Victorie. Ce n'est pas le cri de triomphe d'un parti gagnant. C'est ce que vous dites aujourd'hui les tout nouveaux électeurs du Kurdistan d'Irak. Ils ont fait la queue des heures durant. Ils ont successivement montré leur carte d'identité, trempé l'index de leur main gauche dans un encrier, pris les deux bulletins avec les noms et les couleurs des partis pour l'élection au Parlement, les noms et les photos pour ceux qui désigneront le chef du mouvement national. Ils se sont mis à l'écart pour cocher leurs bulletins ou bien ont été voir le juge qui veille au bon déroule-

ment du scrutin pour lui demander conseil et enfin ils ont glissé leur bulletin dans l'urne.

Des gestes que l'on pourrait croire banals. Mais pas pour les Kurdes d'Irak. Voilà des mois qu'ils attendaient ce jour, des années qu'ils en rêvaient. Quel que soit le résultat des élections, le premier vainqueur, c'est le vote lui-même, une victoire en forme de revanche sur un destin si souvent placé sous le signe de la tragédie. « Jour historique », vous dit-on à chaque coin de rue, qui fait du peuple kurde d'Irak le premier et seul dans la région à avoir pu tenir des élections entièrement libres. Il fallait voir le désappointement qui avait sui-

vi, dimanche, l'annonce d'un report de 48 heures pour mesurer l'enjeu auprès de la population d'un scrutin que l'on a tout à la fois jeté comme un défi à la face de Bagdad, et une démonstration pour le reste du monde que les Kurdes méritent le soutien et la protection qu'ils réclament aux nations démocratiques, une preuve enfin que les Kurdes ne sont pas éternellement voués à leurs querelles fratricides entre deux exodes.

C'est aujourd'hui fête à Suleymania, la vieille capitale historique, cœur battant du Kurdistan libre, où vivent entre le tiers et une petite moitié de l'ensemble des quelque 3,5 millions de Kurdes irakiens débarrassés du ré-

Talabani : «La démocratie est la meilleure garantie»

Le leader de l'Union patriotique kurde estime que des élections démocratiques constituent le meilleur moyen de rassurer la communauté internationale.

Qalâ-Chwalan, envoyé spécial

Faute de sondages, les estimations locales le donnent pour vainqueur probable des premières élections libres de l'histoire kurde qui se sont tenues le 19 mai au Kurdistan d'Irak. Mais pour Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique kurde (UPK), « le vrai vainqueur du scrutin, c'est le peuple kurde ».

Jalal Talabani a choisi de passer le jour J avec une partie de son état-major dans la petite résidence montagnarde de Qalâ-Chwalan où est installé le commandement de l'UPK, à une quarantaine de kilomètres de Suleymania et à mi-chemin de la frontière iranienne.

Jalal Talabani se défend de préparer un Etat kurde indépendant. « Nous avons toujours dit que nous n'entendions pas nous séparer de l'Irak. Tout ce que nous revendiquons, tout ce à quoi nous travaillons, ces élections comprises, c'est donner les moyens au peuple kurde d'Irak de gérer ses propres affaires et d'exercer son droit à l'autodétermination mais à l'intérieur des frontières de l'Irak. »

LIBERATION. Que signifie alors l'autodétermination ?

JALAL TALABANI. De pouvoir choisir, par exemple, entre un système fédéral ou confédéral. Ce que nous refusons, en revanche, c'est l'autonomie à l'intérieur de la dictature. Tous les partis qui se présentent à l'élection, sauf le PDK de Massoud Barzani, sont d'accord sur ce point.

LIBERATION. La situation est pré-

caire. La protection du Kurdistan libre dépend pour une grande part de la présence des forces alliées en Turquie et Saddam Hussein n'a certainement pas que des bonnes intentions à votre égard.

J.T. Mais vous devez aussi tenir compte de la situation nouvelle créée par les élections. Nous ne sommes plus un mouvement, nous sommes désormais un peuple doté d'institutions démocratiques irrécusables. En cas de victoire de notre parti, notre première initiative sera d'envoyer des délégations en Europe et aux Etats-Unis pour connaître les intentions des Occidentaux à notre égard. Si, comme je l'espère, ils reconnaissent ce nouvel état de fait, nous pourrions aller de l'avant. Sinon, il ne restera guère que la solution de l'autonomie et le face-à-face avec la dictature.

LIBERATION. Vous n'êtes plus partisan d'une négociation directe avec Bagdad, pourquoi ?

J.T. Pourquoi négocier avec un dictateur dont plus personne ne veut dans le monde ? Si négociation il doit y avoir avec le gouvernement central d'Irak, ce sera pour organiser l'avenir d'un pays que nous voulons libre, pluraliste, démocratique et laïc. De telles négociations ne peuvent avoir lieu que sous le patronage de l'ONU et sur la base de la résolution 688.

LIBERATION. La Turquie s'est déclarée « inquiète » de vos élections. Elle risque de l'être plus encore en vous voyant installer un quasi-Etat kurde à ses frontières ?

J.T. Nous respectons les frontières

de l'Irak comme de la Turquie. Nous donnerons à chacun les garanties nécessaires.

LIBERATION. Y compris en empêchant le PKK d'opérer depuis votre territoire ?

J.T. Soyons clairs. Notre pays est détruit. Nous sortons de décennies de guerres. Nous demandons le droit de vivre en paix et de reconstruire. Est-ce trop ? Nous ne pouvons pas accepter que le PKK, pour la cause qu'il prétend défendre, opère depuis chez nous au prix d'y faire intervenir l'armée turque et de voir à nouveau brûler nos villages. S'ils veulent brûler leur pays, qu'ils y aillent. Et qu'ils nous laissent rebâtir le nôtre. Mais le PKK, comme toute autre organisation kurde et pas seulement, sera le bienvenu ici en tant que réfugié politique pour mener un travail politique. Pas question, en revanche, de mener une action violente depuis notre territoire.

LIBERATION. La Turquie risque de ne pas apprécier cela, même s'il ne s'agit que de politique...

J.T. Mais c'est notre droit et qui plus est notre devoir. Nous sommes une démocratie et nous allons le prouver. Je voudrais ajouter qu'il faut en finir avec les vieux dogmes, l'idée qu'une souveraineté kurde où que ce soit est une menace pour les autres. La démocratie est la meilleure garantie pour tout le monde, les temps ont changé. Voilà ce que nous expliquerons en Europe et aux Etats-Unis, je ne veux pas croire qu'ils ne comprendront pas.

Recueilli par M.K.

gime de Saddam Hussein. Un million d'autres vivent dans les zones contrôlées par le gouvernement central. Dès 8 heures, et même bien avant l'ouverture des 56 bureaux de vote installés dans les écoles de la ville, des dizaines de femmes et d'hommes s'alignaient, séparément, devant les portes. Une heure plus tard, on les comptait par centaines et, peu après, dans certains endroits, par milliers.

Vêtues de noir ou parées de robes multicolores traditionnelles, les femmes n'étaient pas moins nombreuses que les hommes, chacun tenant par avance à la main l'indispensable carte d'identité. Au même moment, ceux qui n'avaient pas le précieux papier se pressaient devant d'autres bureaux pour les faire établir. La police urbaine, celle qui autrefois travaillait au service de Bagdad et œuvre désormais pour le Front kurde, veillait au bon déroulement des opérations à l'extérieur. Pas d'autres armes visibles. Hormis les miliciens prêtés par les différents partis et mis à la disposition du « Haut Comité des élections » en cas d'urgence, tous les peshmergas (combattants kurdes, NDLR) avaient laissé pour ce grand jour les holsters aux vestiaires. Ordre du Front kurde.

Les organisateurs n'ont rien voulu laisser au hasard. Des dizaines de préposés et assesseurs, outre les représentants des sept partis en lice, avaient pris place dans les écoles, sagement assis derrière des pupitres ornés de bouquets de fleurs. Un million deux cent mille Kurdes des deux sexes et de plus de dix-huit ans devaient ainsi voter hier. Faute d'un véritable recensement, on ne saura évidemment pas la participation exacte, mais à en juger par les foules devant les bureaux, on peut constater qu'elle est massive.

Pour ceux, apparemment nombreux, qui ne peuvent lire les bulletins, le Front kurde a identifié chacun des partis par des couleurs, jaune pour le Parti démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani, vert pour l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani, bleu pour le Parti socialiste de Mahmoud Osman, rouge comme il se doit pour les communistes, vert et blanc pour les islamistes, etc. Quant au second bulletin, servant à l'élection du futur « chef politique » du mouvement kurde, il est évidemment illustré des photos des candidats. Des électeurs, pourtant, hésitent à l'heure du choix. Un juge est là pour les aider dans la plus stricte objectivité.

« Démocratie », le mot est sur toutes les lèvres. « Franchement, vous ne croyiez pas que nous en étions capables, nous jette un médecin. Personne au Proche-Orient ne connaît la démocratie. Nous, Kurdes, nous allons l'inven-

ter pour vous montrer que nous sommes vos égaux et que nous avons envie de vivre avec l'Europe. » Et de vous raconter la campagne électorale. L'« extraordinaire campagne » où, dans les rues principales, chaque parti tenait boutique, hurlant ses slogans en rimes poétiques, avant d'aller se désaltérer au café le plus proche ou de se mettre à chanter et danser toutes tendances confondues.

Les bureaux de vote ne devaient être fermés qu'à minuit. Les premiers résultats ne seront connus que tard aujourd'hui et il faudra vraisemblablement attendre vendredi pour connaître le verdict des urnes kurdes: Il y aura alors un gagnant et un perdant. Les enjeux sont loin d'être secondaires entre les deux grands par-

tis, PDK et UPK, l'un partisan de l'autonomie kurde, l'autre du droit à l'autodétermination, l'un disposé à reprendre les négociations avec Bagdad, l'autre jurant qu'il n'est pas question de discuter avec la dictature. Mais cela, c'est pour après-demain.

Aujourd'hui, « le seul gagnant, c'est le peuple kurde »; cela ressemble à un slogan et c'est pourtant ce que l'on entend partout et que l'on n'a pas envie de contredire. Qu'on se souvienne seulement des terribles images de l'exode kurde, il y a tout juste un peu plus d'un an, pour mesurer le chemin parcouru. « On a gagné? » Non: « On a voté. » A Suleymania, n'en doutons pas, c'était mardi la plus belle des victoires.

Marc KRAVETZ.

Le Monde — 20 mai 1992

AZERBAÏDJAN

Les forces arméniennes ont ouvert un corridor entre l'enclave du Haut-Karabakh et l'Arménie

Les combattants arméniens du Haut-Karabakh ont pris la ville azerbaïdjanaise de Latchine dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 mai et ouvert un corridor entre l'enclave et l'Arménie, a constaté un photographe de l'AFP présent dans la zone des combats. Le centre de presse du Parlement du Haut-Karabakh a précisé qu'un « convoi de blessés arméniens » a pu gagner l'Arménie par la route et « reviendra chargé de vivres et de médicaments ». L'ouverture de ce corridor de quelques kilomètres marque la fin de l'isolement terrestre imposé depuis plus de trois ans par l'Azerbaïdjan à son enclave arménienne, dont la minorité azérie a été chassée.

Le verrou de Latchine, qui n'était plus défendu que par moins d'un millier de combattants azerbaïdjanais, était la cible des Arméniens depuis la chute de Choucha la semaine dernière: « Nous ne pouvons plus rien faire, nous n'avons plus d'autres forces », a déclaré le vice-ministre de la défense azerbaïdjanais Chakhine Moussaev, interrogé par ses soldats en déroute à 50 kilomètres au sud de Latchine.

Selon les Arméniens, leur convoi a pu passer « grâce à la bonne volonté des habitants kurdes » qui peuplent la bande de territoire azerbaïdjanais limitrophe de l'Arménie, où un « district autonome

kurde » a existé de 1923 à 1929, de Kelbadjar au nord à Koubatly au sud. Les Azerbaïdjanais ont démenti une information faisant état de l'implication de combattants autonomistes kurdes aux côtés des Arméniens: « Il s'agit d'une campagne destinée à justifier la prise des régions de Latchine et de Koubatly par les Arméniens », a déclaré un représentant azerbaïdjanais à Moscou. Le directeur du centre culturel kurde à Moscou, M. Tariel Broïev, a cependant affirmé que les Kurdes d'Azerbaïdjan souhaitent le rétablissement de leur district autonome dans cette région et le « retrait de toutes les forces armées ».

Un autre palier dans le conflit entre Arméniens et Azerbaïdjanais a également été franchi, lundi, avec l'entrée de combattants d'Arménie dans l'enclave du Nakhitchevan, administrée depuis 1923 par l'Azerbaïdjan et bordée au sud par la Turquie et l'Iran. Son président, M. Gaïdar Aliev (ex-membre du bureau politique du PCUS), a déclaré que les Arméniens s'étaient saisis de collines surplombant la localité de Sadarak, faisant 6 morts et 54 blessés parmi les Azéris.

M. Aliev a appelé à l'aide la Turquie, qui a déployé des contacts diplomatiques avec l'Arménie, la Russie, la France et les États-Unis tout en lançant une mise en garde. « La Turquie n'acceptera pas un

changement par la force d'un accord qui porte notre signature » (en 1921, la Turquie a été reconnue par les Russes garante des frontières du Nakhitchevan), a déclaré le vice-premier ministre turc Erdal Inonu lors d'une conversation avec le ministre arménien des affaires étrangères, M. Raffi Hovanesian. Ce dernier a réaffirmé que les attaques contre le Nakhitchevan étaient le fait de combattants hors contrôle.

Un opposant élu à la présidence

Enfin à Bakou, où la situation semble s'être stabilisée en faveur de l'opposition, le Parlement a élu, lundi, à sa présidence, par 234 voix contre 14, M. Issa Gambarov, un des dirigeants du Front populaire. Cet historien de trente-cinq ans devient ainsi le président par intérim de la République, jusqu'à l'élection présidentielle au suffrage universel prévue le 7 juin. M. Gambarov a rappelé qu'il n'y sera pas candidat, le Front populaire ayant décidé de présenter son président, M. Aboulfaz Eltchibey. Ce sont les fortes chances de succès de cette candidature qui avaient porté l'ex-président Moutablibov à tenter une restauration vendredi dernier, lorsque le même Parlement l'avait soutenu à une faible majorité. — (AFP, Reuter.)

La journée des doigts violets au Kurdistan

Les premières élections libres des Kurdes d'Irak: un vote plus tribal qu'individuel. Mais quel espoir...

La démocratie est émouvante et naïve au Kurdistan. Tôt hier matin, devant l'école primaire de Bohar, à Zakho, de longues files s'étiraient sur le trottoir, d'un côté et de l'autre du portail d'entrée. A gauche les hommes, à droite les femmes, presque toutes voilées de noir, serrées les unes contre les autres, comme effrayées d'être ainsi exposées en public.

Pour la première fois de leur histoire, les Kurdes d'Irak participaient à une élection pluraliste, pour composer un Parlement et désigner un «leader du mouvement de libération», malgré les mises en garde virulentes de Bagdad, et l'hostilité affichée de la Turquie. Dans le village de Darkar, sur la route de Mossoul, hommes et femmes, là en costume clair et coloré, se mêlaient presque dans une cohue bruyante devant la cour d'une autre école. L'un après l'autre, ils trempaient l'index dans une bouteille de la fameuse encre antifraude, dont la mauvaise

qualité avait provoqué le report de l'élection du dimanche au mardi. L'encre, d'abord transparente, virait au violet après quelques minutes, pour empêcher un deuxième passage à l'urne.

Les électeurs kurdes avaient le choix entre quatre candidats au poste de président-leader, dont Massoud Barzani et Jalal Talabani, et onze listes pour le parlement, dont quatre chrétiennes, pour lesquelles des sièges sont réservés. Ce pluralisme, en pratique, avait une étonnante traduction. Dans la région de Zakho-Dohuk, si une seule voix manque à Massoud Barzani et à son PDK, il sera le fruit d'une erreur. Il suffisait de rester devant les urnes pour comprendre le caractère autant tribal que démocratique de l'élection: pas de secret du vote; bulletins remplis par des assistantes; ou glissés tels quels dans l'urne, sans que le nom d'un des candidats ait été coché: comment pourrait-on voter pour un autre que Kak Mas-

soud? Une femme, qui avait mis par erreur une croix sur la case rouge (communiste), suppliait qu'on lui donne un autre bulletin pour choisir le jaune: PDK.

Pressions, trucages? Pas du tout. Mais la démonstration que des familles, des villages, des clans, s'exprimaient bien davantage que des individus. A Souleimaniya, fief de Jalal Talabani, on votait aussi massivement vert, la couleur de son Union patriotique du Kurdistan.

Et puis, l'élection libre des Kurdes était aussi, peut-être surtout, une manifestation politique à destination du monde extérieur: l'affirmation d'une unité — même si elle est de façade — et d'une légitimité qui rendra peut-être plus difficile le retour du malheur sur le peuple kurde. Le malheur que ramèneraient ceux qui ont posé, ces derniers jours, une bombe à Zakho, ou qui ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à le faire.

ALAIN CAMPIOTTI
ZAKHO

Le Nouveau Quotidien — 20 mai 1992

Premières élections libres pour les Kurdes Le défi à Bagdad

Les Kurdes irakiens se sont rendus aux urnes hier pour leurs premières élections libres, dans un défi au Gouvernement de Bagdad et afin de trancher une vieille rivalité entre les chefs de la guérilla, Massoud Barzani et Jalal Talabani. Les quelque 1,1 million d'électeurs devaient désigner un dirigeant du Kurdistan irakien et un Parlement. Ce dernier devra administrer les régions contrôlées par les peshmergas (combattants kurdes).

Le scrutin a suscité l'hostilité des pays voisins et notamment de l'Irak et de la Turquie. Les élections se sont terminées à minuit et les premiers résultats devraient être connus ce soir. Les hommes et les femmes, ces dernières votant pour la première fois de leur vie, formaient des files d'attente séparées devant les 176 points de vote installés dans des écoles et des bureaux des localités du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Sept formations sont en lice pour les législatives tandis que les deux princi-

paux candidats au leadership kurde sont Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), appelé familièrement «Mam Jalal» (oncle Jalal) et «Kak» (frère) Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Barzani satisfait

Massoud Barzani a exprimé sa satisfaction du déroulement des premières élections organisées par les Kurdes d'Irak, soulignant que l'objectif n'était pas de diviser l'Irak. «C'est un jour historique, je suis très heureux de voir le peuple kurde (...) élire son assemblée de façon démocratique», a-t-il déclaré dans son fief de Salaheddine.

Le chef du PDK a souligné que les Kurdes «ne seront plus jamais disposés à perdre (leur) liberté, ni à voir la police secrète irakienne capturer ou tuer à nouveau» certains des leurs. Il a réaffirmé que les Kurdes ne recherchaient pas l'indépendance et a exprimé son «regret» des réactions hostiles au scru-

tin venues de Turquie et d'Irak, deux pays qui, comme l'Irak, ont une importante minorité kurde.

Le PDK à Salaheddine, de même que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani à Erbil, ont affirmé que le vote s'était déroulé sans incident jusqu'en début d'après-midi. De son côté, le Parti communiste irakien (PCI, opposition) a fait état d'«irrégularités» commises dans les élections kurdes.

«Illégal» dit Hussein

La presse irakienne avait accusé auparavant MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, les principaux candidats au leadership du Kurdistan irakien, d'avoir fait venir dans la zone qu'ils contrôlent des Kurdes turcs et iraniens pour se faire élire. Bagdad a, en outre, dénoncé ces élections en les traitant d'illégales.

Aux abords des locaux de vote, les milices kurdes ont composé une force commune pour assurer la sécurité du scrutin et les Etats-Unis ont averti Bagdad de ne pas interférer. L'Irak du président Saddam Hussein a appelé les Kurdes à boycotter les élections, considérant qu'elles participent d'un complot occidental pour démembrer l'Irak. (ATS/AFP/Reuter)

Le Courrier — 20 mai 1992

24 heures

20 mai 1992

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES

Kurdistan : le vote de la liberté

Les Kurdes irakiens ont voté massivement et librement pour la première fois de leur histoire. Chronique d'une journée électorale dans une petite ville.

ZAKHO

PHILIPPE DUMARTHERAY

● «Je vote pour la démocratie. Nous avons donné beaucoup de martyrs pour être libres. Maintenant, en élisant nos autorités, nous prouvons que nous sommes libres.» Une dame très digne, dans la cinquantaine, les yeux brillants de fierté, glisse ses bulletins dans l'urne avant de laisser percer une joie contenue. Les Kurdes irakiens — plus exactement les 80% d'entre

eux situés en dehors des zones contrôlées par le régime de Saddam Hussein — ont voté hier. En masse et d'une manière extraordinairement disciplinée.

Symboliquement, des avions de chasse américains ont survolé une première fois, sur le coup de 9 h du matin, la petite ville de Zakho. Quelques minutes plus tard, deux hélicoptères de combat entrevus à plusieurs reprises lors de la guerre du Golfe, des Black Hawks, sont passés à quelques dizaines de mètres seule-

ment au-dessus de nos têtes. Zakho, une ville de 150 000 habitants, 8 h du matin, dans le bureau électoral de Ahmed Khari, qui vient d'ouvrir ses portes.

Priorité aux femmes

Sur deux files distinctes, des centaines de femmes et d'hommes se préparent à remplir leurs obligations électorales. Les femmes ont la priorité «parce qu'elles doivent ensuite s'occuper des enfants», nous confirme un scrutateur kurde.

Vêtues d'une grande tenue noire — la mohadja, qui recouvre une tunique aux couleurs très vive, souvent bleues ou jaunes — les femmes entrent l'une après l'autre dans le local de vote. Le soleil est déjà éclatant, les visages graves expriment une grande fierté. L'une après l'autre, elles vont tremper le doigt dans l'encre enfin indélébile — nous l'avons testée. Puis elles se font enregistrer à l'aide de leur carte d'identité irakienne, avant de prendre les bulletins de vote, un pour les législatives, un autre pour les présidentielles.

Les listes sont désignées par des couleurs, les présidentiables par les photos des candidats. Dans l'enthousiasme, certaines plient les bulletins dans l'isoloir sans se soucier de mettre une croix sur les candidats. La démocratie est décidément un long apprentissage.

Qu'importe le secret

Ici, à Zakho, une zone à majorité chrétienne, à quelques kilomètres seulement de la frontière turque, l'issue du scrutin ne fait pas de doute. Massoud Barzani va faire un triomphe et son parti, le PDK, va l'emporter haut la main. Dans la majorité des cas, les électeurs, emportés par leur élan, oublient en effet



Des peshmerga surveillent l'un des points de vote.

Keystone-EPA

de plier leurs bulletins. Sans surprise, tous les bulletins portent une croix sous le portrait de Massoud Barzani.

Dans un petit village à quinze kilomètres de Zakho, à Derkar, la situation n'est guère différente. Là, c'est l'institutrice du village qui remplit les listes après une courte discussion avec l'électeur. Du secret, les trois millions d'électeurs kurdes irakiens n'en ont cure, même s'ils savent qu'en élisant démocratiquement et en masse leurs représentants, ils vont s'attirer un

peu plus des bonnes grâces de l'Occident.

L'ombre d'un attentat

Les Kurdes irakiens redoutent pourtant un attentat. A la sortie des urnes, dans le quartier de Bohar, le Père Boutros nous confie dans un excellent français: « Pour le moment, tout va bien grâce à Dieu. » Jusqu'au tout dernier moment, la tension est restée très perceptible.

Dimanche soir à Zakho, une voiture a explosé devant un centre d'entraînement des hommes de Jalal Tabalani. Lundi, trois voitures

transportant du TNT et provenant de Turquie ont été interceptées à l'entrée de la ville. Dans la foulée, une véritable psychose à l'attentat s'est répandue dans la région. Les peshmerga (des miliciens du front kurde) ont alors multiplié les barrières routières dans les environs de Zakho, faisant ouvrir les capots, les coffres et démonter les volants.

En fin d'après-midi, hier, ce travail semblait avoir porté ses fruits puisque les électeurs ont pu voter dans le calme. Parfois maladroitement, mais avec fierté et conviction.

Ph. Dy □

Le Figaro
20 mai 1992

Journée historique en Irak

Les Kurdes irakiens ont voté hier librement

Plus d'un million d'électeurs ont élu leur premier Parlement libre et désigné leurs leaders sous le regard protecteur

des alliés occidentaux, dont les chasseurs-bombardiers survolaient hier encore la région.

SHARIYAH

(province de Dohouk, Irak) :

de notre envoyé spécial

Claude LORIEUX

Les électeurs kurdes ont élu, hier, leur « Assemblée nationale » et leurs leaders. Cet exploit — car c'en est un —, ils l'ont réalisé malgré Saddam Hussein qui dénie toute légitimité à ce double scrutin, et sous le regard protecteur mais circonspect des alliés occidentaux, dont les chasseurs-bombardiers survolaient hier encore cet îlot précaire de démocratie orientale. Les résultats doivent être connus dans les prochains jours.

A Shariyah, un gros bourg à l'orée de la riche plaine de Mossoul, les paysans, qui appartiennent à la secte des yezidis (« adorateurs du diable »), votent dans la cour carrée de l'unique école. Les responsables ont installé leurs registres et leurs bouteilles d'encre indélébile sous les patios, devant les salles de classe aux pupitres de planches brutes.

Pour éviter une trop longue attente, plusieurs centaines d'électeurs se sont présentés une heure avant l'ouverture. Depuis, c'est un défilé régulier d'hommes et, selon Ali Mourad, un des assesseurs, « surtout de femmes, parce qu'elles ont encore plus envie de paix et de liberté ».

Hadji Koti, un grand vieillard à la moustache blanche

immaculée, vient de faire son devoir. Son doigt marqué pour quarante-huit heures à l'encre violette l'atteste. Il a voté pour Massoud Barzani, chef du PDK (parti démocratique du Kurdistan), qui est surtout fils de Mollah Mustapha Barzani, le héros des Kurdes d'Irak.

Il n'a guère de sympathie pour son rival, Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). « Mais si Jalal l'emporte, tant pis ! Tous deux sont frères et kurdes », affirme cet ancien soldat de l'armée britannique.

Hadji Koti est né et a vécu dans le village de Cina, là-haut dans la montagne, tout comme son père, son grand-père et ses aïeux, aussi loin que remonte la mémoire.

Il poursuit : « Le 8 avril 1987, l'armée irakienne a bombardé Cina. Il y a eu sept morts. Nous nous sommes réfugiés dans des grottes. Les Irakiens ont détruit nos maisons avec des pioches et des bulldozers. Ils nous accusaient de soutenir les peshmergas et de les nourrir. »

Les habitants de Cina et ceux de six autres villages rases ont été regroupés à Shariyah, cité anonyme dont les rues bordées de casemates se coupent à angle droit.

« Aujourd'hui encore, explique le vieux soldat, j'ai l'impression de vivre ici comme dans un camp de prisonniers. » Il peut toutefois s'estimer heureux. Sa famille n'a pas disparu dans la tourmente. Ahmed Asba, un homme de 35 ans, erre de groupe en groupe.

Il tend aux étrangers les photos de onze des siens emmenés par l'armée en 1987 et disparus sans laisser de traces. Il a découvert la tragédie à la fin de son service militaire.

Tous ces déracinés sont fiers de l'expérience démocratique à laquelle ils participent. A quatre kilomètres des lignes irakiennes, que l'on devine derrière les cultures de blé et de tomates, ce sentiment n'est pas creux. L'ancien 2^e classe de l'armée britannique se souvient : « Aux élections de 1984, les fonctionnaires du gouvernement de Bagdad nous disaient pour qui voter. »

Au pouvoir depuis qu'en avril 1991 les Occidentaux ont forcé Saddam Hussein à rendre du terrain conquis, le Front du Kurdistan (coalition de huit mouvements de guérilla) a administré la région tant bien que mal.

Les rues sont propres. Les écoles fonctionnent. Les engins du génie civil réparent certaines routes. Les policiers en chemise blanche règlent le trafic. Les peshmergas, qui tiennent les innombrables postes de contrôle, ont de la tenue et souvent des manières. Le Front s'efforce de refaire fonctionner quelques usines (cimenteries et fabriques de tabac).

Les taxes prélevées sur les chargements d'essence des camionneurs turcs qui font la navette entre leur pays et les raffineries de Mossoul alimentent à peu près les caisses du Front. Réaliste, Ahmad Bamarni, candidat à Dokuk, ad-

met cependant : « Cette administration n'a pas de tête. Toute décision doit être prise par consensus. » L'élection du Parlement devrait corriger cette situation.

La question de la reprise éventuelle des négociations avec Bagdad sur le statut de la région, qui sont au point mort depuis août 1991, est posée. A l'instar de Jalal Talabani, Mahmoud Osman, le chef du parti socialiste, croit que « la solution de l'autonomie est dépassée depuis 1975 » (date de l'échec des précédentes négociations).

Face à un dictateur comme Saddam Hussein, les Kurdes ne bénéficient, dans un tel contexte, d'aucune garantie. Il en ira autrement, estime-t-il, si Bagdad acceptait un régime fédéral.

Massoud Barzani s'est fixé pour devise : « Le réalisme, pas le maximalisme. » Le désaccord entre les deux grands leaders kurdes est profond.

Assad Gozeh, le conseiller du chef de l'UPK, le résume ainsi : « Massoud Barzani ne fait plus confiance aux Occidentaux pour aider vraiment les Kurdes. Il dit qu'ils n'accepteront rien de plus que la formule de l'autonomie. Jalal Talabani croit encore aux Occidentaux. »

Meurtris par la répression irakienne et par les luttes intestines qui ont coûté la vie à tant des leurs, les Kurdes veulent croire que l'élection ne déclenchera pas une nouvelle et meurtrière guerre des chefs.

C. L.

Elections au Kurdistan d'Irak

COULEURS DE LIBERTE

Le scrutin organisé hier par le Front du Kurdistan constitue un moment important dans la lutte du peuple kurde contre la tyrannie de Bagdad et pour son droit à l'autodétermination



Très tôt, hier, de longues files d'électeurs kurdes attendaient l'ouverture des bureaux de vote pour un scrutin dans lequel ils ont mis beaucoup d'espoir. (Photo Reuter.)

C'ÉTAIT la fête, hier, au Kurdistan d'Irak, pour la première élection libre qu'aient connue les Kurdes irakiens. Dès le matin, de longues files d'attente se sont formées devant les 176 bureaux de vote installés dans tout le pays. Devant l'affluence, le Front du Kurdistan (1), organisateur de ces élections, a décidé de prolonger le scrutin jusqu'à minuit, des haut-parleurs diffusant de la musique kurde pour faire passer le temps. De nombreux observateurs étrangers ont été invités à venir constater la régularité du scrutin.

Pour la circonstance, les hommes ont dû laisser à la maison le revolver qu'ils portent habituellement à la ceinture. Seuls les peshmerga du service d'ordre du Front du Kurdistan étaient autorisés à porter des armes. C'est eux aussi qui vérifiaient l'identité des électeurs, tâche difficile dans la mesure où beaucoup de Kurdes ont perdu leurs papiers dans la tourmente de la guerre et où l'absence d'administration depuis le mois d'octobre dernier a rendu impossible leur renouvellement.

La joie était d'autant plus manifeste hier qu'on s'était demandé jusqu'au dernier moment si ces élections, dans lesquelles les Kurdes ont placé tant d'espoir, auraient lieu. Les tentatives d'intimidation ont été nombreuses, tant de la part de Bagdad, qui a menacé

un temps de les empêcher par la force que de la part d'Ankara, inquiète de la contagion possible de cet élan des Kurdes vers la liberté. Reportées à deux reprises — du 3 au 24 avril, puis au 17 mai —, elles n'ont finalement pas pu se tenir dimanche pour un sordide problème d'encre : celle qu'avait fournie l'Allemagne pour éviter les votes multiples, en l'absence de liste électorale, en marquant le pouce des électeurs, s'est révélée aussi peu indélébile que possible, disparaissant à la première goutte d'eau. La technologie allemande défaillant, il fallut trouver à la hâte un produit de substitution local.

Les électeurs, au nombre de un million deux cent mille, doivent élire un Parlement de 105 membres mais aussi un « chef de la lutte kurde » censé les représenter et parler en leur nom à l'étranger ou lors d'éventuelles négociations avec Saddam Hussein sur l'avenir du Kurdistan.

Sept formations, dont une coalition chrétienne, présentent quatre listes. Le scrutin se déroule à la proportionnelle avec une barre de 7 % à franchir pour être représenté. Le leadership est disputé entre quatre candidats, dont un socialiste, Mahmoud Othman, et un fondamentaliste musulman, mais les choses se jouent en réalité entre deux seulement : Massoud Barzani et Jalal

Talabani, chefs des deux principaux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan.

Bien que tous les partis se présentent sous un mot d'ordre commun : « Union contre la tyrannie de Saddam Hussein par un Kurdistan démocratique et bien géré », leur vision de l'avenir diffère. Pour Massoud Barzani, président du PDK, il s'agit d'obtenir l'investiture et la confiance du peuple pour être en mesure de tenir tête à Saddam Hussein lors de futures négociations sur l'autonomie du Kurdistan. Pour Jalal Talabani, chef de l'UPK, il est impossible de négocier avec l'Irak tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Il envisage le Kurdistan futur comme partie d'un Irak fédéral après un changement de régime dont ces élections constitueraient le premier acte. L'un et l'autre avaient pris part, de mai à octobre 1991, à des négociations avec Bagdad qui ont échoué sur le problème de la délimitation de la région autonome Kurde, Saddam Hussein refusant de concéder aux Kurdes le contrôle des régions pétrolières de Kirkouk et de Mossoul.

Pour le Parti communiste irakien, qui avait refusé de prendre part aux négociations l'année dernière, toute discussion avec Bagdad est, dans l'état actuel des choses, inutile, voire même dangereuse, Saddam Hussein ne cher-

chant qu'à gagner du temps. La solution réside dans une démocratisation de l'Irak et dans l'établissement d'un système fédéral.

Il restera au comité électoral, qui siège à Erbil, à quelques kilomètres seulement de la ligne de front, à décompter les bulletins selon leur couleur, chaque liste ayant la sienne. Les résultats devraient être connus jeudi. Mais, quels qu'ils soient, Bagdad a fait savoir qu'il considérait ces élections comme nulles et illégales, ce qui ne devrait pas faciliter la tâche des partisans du dialogue avec Saddam Hussein.

Françoise Germain-Robin

(1) Le Front du Kurdistan comprend les huit principaux partis kurdes irakiens, dont l'organisation kurde du PCI.

The Wall Street Journal - 20 mai 1992

Kurds Living in North Iraq Stream to Polling Places

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ARBIL, Iraq — Kurds in northern Iraq formed long lines before dawn to vote in their first free election Tuesday.

In a warning to Iraq not to disrupt the vote, allied planes flew overhead throughout the day in this Belgium-size region that is home to 3.5 million Kurds. The election will choose representatives to an Iraqi Kurdistan National Assembly and a "leader of the Kurdish Liberation Struggle."

Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party and considered the front-runner in the leadership race, was among the first to vote at his hilltop headquarters near here. "After 70 years, I think this is the result of our struggle," said Mr. Barzani, who advocates an orderly approach toward Kurdish self-rule. "I hope this will be a historic day for Kurdistan, a first step" toward the unification of the Kurdish people.

In response to Washington's warnings that it welcomes local elections but opposes a Kurdish state, Mr. Barzani said he wasn't asking for independence. He added, however, that the Kurds couldn't be barred from self-determination and have a right to elect their own assembly.

The main challenge to Mr. Barzani comes from the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, who advocates Kurdish "self-determination within a united Iraq" and vows to prevent the return of Iraqi security forces to the region as long as Saddam Hussein remains president.

L'Indépendant - 20 mai 1992

Les Kurdes irakiens ont voté pour la première fois



Une scène de vote à Zakho.

ERBIL (Irak).— Les Kurdes irakiens ont voté hier pour élire un parlement et un chef, le premier scrutin indépendant de leur histoire, alors que l'un des principaux candidats, Massoud Barzani, soulignait que l'objectif n'était pas de diviser l'Irak. Le vote, qualifié par Bagdad de « nul et non, avvenu », a suscité l'hostilité des pays voisins, notamment de l'Iran et de la Turquie, où vivent de fortes minorités kurdes.

Les quelque 1,1 million d'électeurs devaient désigner à la fois un dirigeant du Kurdistan irakien et un parlement, qui devra ensuite composer un exécutif pour administrer les régions contrôlées par les peshmergas (combattants kurdes).

Un des enjeux est de trancher une vieille rivalité entre les chefs de la guérilla, M. Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant jeudi.

Le Dauphiné Libéré - 20 mai 1992

Premier scrutin pour les Kurdes irakiens

Les Kurdes irakiens ont voté hier pour élire un parlement et un chef, le premier scrutin indépendant de leur histoire, alors que l'un des principaux candidats, Massoud Barzani, soulignait que l'objectif n'était pas de diviser l'Irak. Le vote, qualifié par Bagdad de « nul et non avvenu », a suscité l'hostilité des pays voisins, notamment de l'Iran et de la Turquie, où vivent de fortes minorités kurdes. Les quelque 1,1 million d'électeurs devaient désigner à la fois un dirigeant du Kurdistan irakien et un parlement, qui devra ensuite composer un exécutif pour administrer les régions contrôlées par les peshmergas (combattants Kurdes).

L'Alsace - 20 mai 1992

Kurden dürfen frei wählen

105 Abgeordnete werden für das Kurdengebiet im Nordirak bestimmt.

Auch Frauen dürfen an der Wahl teilnehmen.

Kurdenführer Massud Barsani hat sich zufrieden über den Verlauf der ersten freien Parlaments- und Präsidentschaftswahlen der Kurden im Irak geäußert. Das Ziel der Wahl sei jedoch keine Abspaltung vom Irak, betonte Barsani gestern in Salaheddin gegenüber der Nachrichtenagentur AFP. Barsani, Chef der Demokratischen Partei Kurdistans (PDK), kandidiert für das Präsidentenamt. Die Kurden wollten ihre Freiheit nie mehr verlieren oder von der irakischen Geheimpolizei gefangengenommen oder getötet werden, erklärte Barsani weiter. Dennoch strebten sie nicht nach Unabhängigkeit. Als bedauer-

lich bezeichnete er die ablehnende Haltung Irans und der Türkei gegenüber den Wahlen. In diesen beiden Staaten lebt ebenfalls eine große kurdische Minderheit.

Die Wahl hatte um acht Uhr Ortszeit (sechs Uhr MESZ) begonnen. Vor den 176 Wahlbüros bildeten sich lange Schlangen. Die rund 1,1 Millionen Wahlberechtigten sollten 105 Abgeordnete für das Kurdengebiet im Nordirak bestimmen. Hauptkonkurrent Barsanis für das Amt des Präsidenten ist Dschalal Talabani von der « Patriotischen Union Kurdistans ». Für Sitze im Parlament kandidieren sieben Parteien und Bündnis-

se. Zum ersten Mal in ihrem Leben dürfen auch Frauen an den Wahlen teilnehmen. Der irakische Präsident Saddam Hussein hatte die Wahlen bereits von vornherein als « illegal » bezeichnet.

Für die Wahlen wurden massive Sicherheitsvorkehrungen getroffen. Überall waren Peshmergas (kurdische Kämpfer) postiert, denen an diesem Tag als einzige das Tragen von Waffen erlaubt war. Ausländische Beobachter und Journalisten wurden vor Eintritt in die Wahlbüros gründlich durchsucht. Die Ergebnisse der Wahl sollten am Donnerstag oder Freitag vorliegen.

Die ewigen Opfer der Geopolitik

Schätzungsweise 25 Millionen Kurden leben verstreut im Irak, in Iran, der Türkei, Syrien und einigen ehemaligen sowjetischen Republiken. Ihre Hoffnung ist dieser Tage auf die ersten freien Wahlen in den kurdischen Siedlungsgebieten im Nordirak gerichtet, denn das vorderasiatische Volk ist das ewige Opfer der Geopolitik. Die Halbnomaden, die sich überwiegend aus Sunniten, aber auch aus Schiiten, Jeziden und Christen zusammensetzen, siedeln meist in öl- und wasserreichen, aber sehr unzugänglichen Bergregionen. In der Türkei gibt es etwa 12 bis 15 Millionen Kurden, was fast ein Viertel der Bevölkerung ausmacht. Vier Millionen leben im Nordirak, sechs bis acht Millionen in Iran und eine Million in Syrien. Über mehrere ehemals sowjetischen Republi-

ken sind außerdem weitere 300.000 Kurden verteilt.

Ein westlicher Diplomat, der mit den Gegebenheiten in den kurdischen Siedlungsgebieten vertraut ist, betonte, daß ein kurdisches Parlament im Nordirak nicht nur die Autonomieverhandlungen mit Bagdad vorantreiben, sondern auch ein Beispiel für Iraks Nachbarstaaten sein könnte, die den Wahlen wegen ihrer eigenen kurdischen Minderheiten ablehnend gegenüberstehen. Allerdings macht sich kaum ein Kurde ernsthafte Hoffnungen, eines Tages in einem eigenen Staat leben zu können. Vielmehr wird der Autonomiestatus in den einzelnen Ländern angestrebt; im Irak laufen darüber schon seit Jahrzehnten Verhandlungen. Immer wieder sind die Kurden grausamer Verfolgung ausgesetzt, so etwa im Irak,

der bereits mehrmals wegen Giftgasangriffen auf seine kurdische Bevölkerung Schlagzeilen gemacht hat. Der schwerste bisher bekannt gewordene Vernichtungsfeldzug der Iraker gegen die Kurden fand 1988 in Halabdscha statt, wo an die 5000 Menschen durch Chemiewaffen ermordet wurden. Nach dem Ende des Golfkrieges 1991 floh die kurdische Bevölkerung im Nordirak nach einem Aufstand zu Hunderttausenden vor der irakischen Armee über die Berge in die Türkei und nach Iran, noch heute hat die irakische Armee die Ölzentren Mossul und Kirkuk unter Kontrolle. Auch in der Osttürkei, wo die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) ihrerseits einen blutigen Terrorkrieg gegen die Regierung in Ankara führt, kommt es immer wieder zu Übergriffen gegen Kurden.

Les Kurdes défient Bagdad en votant

Premier scrutin indépendant de l'histoire du Kurdistan.



Première élection libre pour ce vieil homme kurde.

ERBIL (Irak). - Les Kurdes irakiens ont voté hier pour élire un parlement et un chef, le premier scrutin indépendant de leur histoire, alors que l'un des principaux candidats, Massoud Barzani, soulignait que l'objectif n'était pas de diviser l'Irak.

Le vote, qualifié par Bagdad de « nul et non avenu », a suscité l'hostilité des pays voisins, notamment de l'Iran et de la Turquie, où vivent de fortes minorités kurdes.

Les quelque 1,1 million d'électeurs devaient désigner à la fois un dirigeant du Kurdistan irakien et un parlement, qui devra ensuite composer un exécutif pour administrer les régions contrôlées par les peshmergas (combattants kurdes).

Un des enjeux est de trancher une vieille rivalité entre les chefs de la guérilla, M. Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani,

chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

M. Barzani est considéré comme plus enclin à négocier avec le pouvoir central de Saddam Hussein que M. Talabani, favorable à une « fédération » au sein de l'Irak.

« C'est un jour historique, je suis très heureux de voir le peuple kurde (...) élire son assemblée de façon démocratique », a déclaré Massoud Barzani. Téhéran et Ankara « devraient comprendre que nous avons le droit d'élire notre assemblée », a-t-il dit. « Ce n'est pas pour diviser l'Irak », selon lui.

Le scrutin intervient plus d'un an après l'écrasement par Bagdad de la révolte kurde qui avait suivi la guerre du Golfe. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant jeudi.

Premier vote des femmes

Sept formations étaient en lice. Les femmes votaient pour la première fois de leur vie. Les 105 sièges du parlement, dont cinq réservés aux chrétiens, doivent être attribués à la proportionnelle aux partis ayant dépassé un seuil minimal de 7% des suffrages exprimés.

En plus de M. Talabani et Barzani, deux autres candidats s'opposaient pour le poste de leader du Kurdistan irakien : Mahmoud Osman, chef du Parti socialiste du Kurdistan (PSK), et cheikh

Khaled Osman, dirigeant du Parti islamiste du Kurdistan (PIK). Si aucun d'eux ne recueille la majorité absolue, un second tour sera organisé dans quinze jours.

Les élections, initialement prévues dimanche dernier, avaient été reportées de 48 heures en raison d'un problème d'encre indélébile qui s'est reposé en partie hier, mais sans remettre cette fois en question le déroulement du scrutin.

En l'absence de listes d'électeurs, et pour éviter la fraude, les votants devaient tremper un doigt dans une encre supposée être ineffaçable pour une durée excédant la période du vote.

Dans certaines localités, les élections se sont déroulées dans une ambiance de fête, les habitants dansant dans les rues au rythme de musiques traditionnelles.

A Bagdad, la presse officielle a accusé M. Barzani et Talabani d'avoir fait venir dans la zone qu'ils contrôlent des Kurdes turcs et iraniens pour se faire élire.

Enfin, le Parti communiste irakien (PCI, opposition) a fait état d'« irrégularités » au cours des élections. Un observateur international présente sur place, la Française Nathalie Mueller de la Fédération internationale des droits de l'Homme, a toutefois indiqué qu'elle n'avait pas constaté « une intention de tricher ».

La Voix du Nord - 20 mai 1992

KURDISTAN IRAKIEN : première élection libre

Pour la première fois de leur histoire, les Kurdes irakiens ont voté hier de manière indépendante pour élire un parlement et un chef. Un vote qualifié par Bagdad de « nul et non avenu » et qui a suscité l'hostilité des pays voisins, notamment de l'Iran et de la Turquie, où vivent de fortes minorités kurdes.

Les quelque 1,1 million d'électeurs devaient désigner à la fois un dirigeant du Kurdistan irakien et un parlement, qui devra ensuite composer un exécutif pour administrer les régions contrôlées par les peshmergas (combattants kurdes). Un des enjeux est de trancher une vieille rivalité entre les chefs de la guérilla, Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Barzani est considéré comme plus enclin à négocier avec le pouvoir central de Saddam Hussein que Talabani, favorable à une « fédération » au sein de l'Irak.

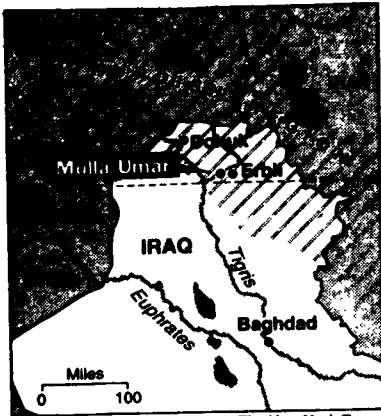
Le scrutin intervient plus d'un an après l'écrasement par Bagdad de la révolte kurde qui avait

suivi la guerre du Golfe. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant jeudi.

Sept formations étaient en lice et les femmes votaient pour la première fois de leur vie. Les 105 sièges du parlement, dont cinq réservés aux chrétiens, doivent être attribués à la proportionnelle aux partis ayant dépassé un seuil minimal de 7% des suffrages exprimés. En plus de Jalal Talabani et Massoud Barzani, deux autres candidats sont en lice pour le poste de leader du Kurdistan irakien : Mahmoud Osman, chef du Parti socialiste du Kurdistan (PSK), et cheikh Khaled Osman, dirigeant du Parti islamiste du Kurdistan (PIK). Si aucun d'eux ne recueille la majorité absolue, un second tour sera organisé dans quinze jours.

Les élections, initialement prévues dimanche dernier, avaient été reportées de 48 heures en raison d'un problème d'encre indélébile qui s'est reposé en partie mardi, mais sans remettre cette fois en question le déroulement du scrutin. En l'absence de listes d'électeurs, et pour éviter la fraude, les votants devaient tremper un doigt dans une encre supposée être ineffaçable pour une durée excédant la période du vote.

The New York Times - May 20, 1992



Kurds lined up early and late to vote in places like Mulla Umar.

To the Kurds, Wistful Wish Becomes Real

Special to The New York Times

MULLA UMAR, Iraq, May 19 — Long before polls opened early today in this dusty collective village in Kurdish controlled northern Iraq, Sultan Bagol Mustafa was waiting to vote in the Kurds' first free elections outside of Iraqi control.

When polling doors opened at 8 A.M. in a rustic primary school classroom here, Mr. Mustafa was the first villager through.

"This is the first time I ever voted," said the turbaned, 38-year-old farmer, smiling broadly as he examined his left index finger where indelible ink was rapidly turning the fingertip purple.

"I never dreamed there would be a free election," he said. "For years, I've been dreaming of democracy."

Here on the outskirts of the sprawling city of Erbil and elsewhere across northern Iraq, an estimated one million Kurds were expected to vote today in elections that Kurdish officials say will chart their future relations with Baghdad.

Voters cast ballots to choose one of seven party lists for a roughly 100-seat legislative assembly, as well as to select one of four candidates for Kurdish leader, including the heads of the Kurds' two main parties, Massoud Barzani and Jalal Talabani.

After polls close at midnight, ballots at the 178 polling stations will be counted by hand. Results, which many residents and Kurdish officials say appear too close to predict, are not expected for at least one or two days, election officials said.

Late tonight large groups of voters were still standing outside polling places waiting to vote, election officials said.

Problems With Ink

There were reports in some areas that the locally manufactured silver nitrate used to dye the finger of each voter to prevent repeat voting could be removed, raising the possibility of voter fraud, senior Kurdish officials said.

The silver nitrate replaced the problem indelible ink from Germany that caused the postponement of the election from Sunday until today.

The choice the Kurds make in the polls, Kurdish officials say, will determine whether the Kurds pursue autonomy talks with Baghdad, as favored by Mr. Barzani, or whether they seek a more independent self-rule within Iraq, as advocated by Mr. Talabani.

Voting Called Peaceful

The importance of the choice facing Kurds has raised fears that rivalry among the various parties could erupt into violence. But Kurdish election officials said the voting today was peaceful.

After two incidents among rival parties erupted in gunfire during the election campaign, Kurdish leaders urged supporters to calm campaign rivalry and publicly pledged to abide by the polls' results.

Baghdad has called the election today illegal.

Sud-Ouest - 21 mai 1992

ÉLECTIONS KURDES

Barzani en tête

Premier décompte favorable
à Massoud Barzani.

Résultats au plus tôt aujourd'hui

Les élections de mardi au Kurdistan irakien ont été qualifiées d'« ouvertes et ordonnées » par une équipe d'observateurs internationaux, qui a cependant noté des problèmes de respect du secret de vote.

Des accusations de fraude ont cependant jeté un voile hier sur ces premières élections indépendantes auxquelles des centaines de milliers de votants avaient participé avec enthousiasme.

Les candidats moins importants, notamment les socialistes et les communistes, ont affirmé qu'il y avait eu des doubles votes en raison d'un problème d'encre indélébile qui avait déjà provoqué un report de quarante-huit heures du scrutin.

Selon les premiers résultats, Massoud Barzani, chef rebelle kurde favorable à la coexistence avec le président irakien Saddam Hussein, devance son rival Djalal Talabani. Mais ces résultats pro-

viennent des gouvernorats d'Irbil et de Dohouk, dans le nord-ouest de l'Irak, où les partisans de Massoud Barzani sont les plus nombreux. Ils pourraient être bouleversés par ceux de la circonscription de Souleimaniah.

Massoud Barzani et Djalal Talabani, les deux principaux candidats, sont en désaccord quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de Bagdad.

Le premier prône une autonomie négociée avec Bagdad si Saddam Hussein accepte certaines conditions en matière de délimitation territoriale et de sécurité. Djalal Talabani rejette tout accord avec Bagdad tant que Saddam Hussein et son parti Baas y exercent le pouvoir.

L'annonce du résultat final est prévue au plus tôt aujourd'hui à Erbil. Si aucun des candidats ne parvient à obtenir 51 % des voix, un deuxième tour de scrutin aura lieu dans quinze jours.

KURDISTAN, L'ÉTOUFFEMENT

En Turquie, la population kurde, qui lutte pour faire reconnaître son identité et ses droits, subit une répression sanglante. Tribut de mort contre lequel se battent les démocrates turcs. Mais quel règlement envisager pour l'ensemble du Kurdistan alors que fleurissent les commandos antiguérilla ?

La route qui mène de Habour, à la frontière irakienne, jusqu'à Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie longe sur 150 km la frontière avec la Syrie. Une frontière qui ne risque pas de passer inaperçue : de Habour à Cizre, sur la rive turque du Tigre, fleuve superbe, aux eaux limoneuses, gonflées par le printemps, des miradors armés de mitrailleuses s'alignent tous les 50 mètres. Après Cizre, où patrouillent toujours des blindés turcs, on laisse le fleuve. Mais les miradors sont toujours là, plus serrés même, dans un couloir entouré de hauts gril-

lages, dont on devine sans mal qu'il est truffé de mines. La nuit, de puissants projecteurs éclairent cette frontière qui se veut infranchissable. L'homme qui nous accompagne, un jeune Kurde d'un village proche de la frontière, rit : « Bien sûr qu'ils passent, les guérilleros du PKK (1) ! Et comment ! » dit-il avec une satisfaction évidente, même s'il ajoute aussitôt que, personnellement, il n'en est pas. Mais il raconte avec une telle fierté les exploits de ses combattants, qu'il serait étonnant qu'il n'ait pas là quelques amis. Selon lui, c'est surtout par le fleuve que les hommes du PKK réussissent à se replier en Syrie après une opération contre l'armée turque.

Pourtant, ça ne marche pas à tous les coups. La preuve : non loin de là dans les collines, ces quatre tombes fraîches d'un village proche de Savur, dans le département de Mardin. Quatre des victimes du dernier ratissage de l'armée turque dans la région, qui a fait 38 morts le 17 avril : trois combattants du PKK et un berger qui n'avait rien à voir dans tout cela. Mais les militaires turcs ne font pas de détail : ils ont encerclé une journée entière une zone comprenant onze autres hameaux et tiré dans tout ce qui bougeait. Comme lors de manifestations de Newroz, le 21 mars, dans la répression a fait plus de cent morts, ils sont persuadés que la terreur paie.

Ce calcul n'est pas forcément juste : jamais au cours de mes précédents voyages je n'avais senti autant d'exaspération, de colère, envers les autorités turques, surtout militaires. Jamais, non plus, une certaine sympathie à l'égard du PKK ne s'était exprimée aussi ouvertement. Et pourtant, l'un des premiers actes politiques du gouvernement de So-leïman Demirel, en place depuis novembre, a été de reconnaître, au moins en paroles, l'identité kurde. Pour Fevzi Veznadaroglu, avocat, président de l'Association des

droits de l'homme de Diyarbakir, la contradiction n'est qu'apparente : « Le nouveau gouvernement, dit-il, cherche à rassurer l'Occident en faisant des déclarations apaisantes et en promettant qu'il va rétablir la démocratie dans tout le pays. Mais il ne s'agit que d'une façade. Les actions brutales, le maintien de l'état de siège, la répression continuent. C'est cela la réalité. Le reste n'est que jeu de masques, et le débat actuel sur des émissions en kurde à la télévision en fait partie. » Selon lui, non seulement la situation ne s'est pas améliorée, mais elle se dégrade. Il cite des chiffres : il y a eu au moins 150 morts et 500 arrestations dans la région depuis les fêtes sanglantes de Newroz (2). « Le nombre de prisonniers politiques est si élevé que les prisons sont pleines. On a dû envoyer ces derniers jours 86 personnes dans la prison d'El Azir. Et l'usage de la torture continue comme par le passé. »

Une déclaration confirmée — d'une façon qui prêterait à rire si le sujet n'était pas tragique — par le ministre turc de l'Intérieur lui-même : in-

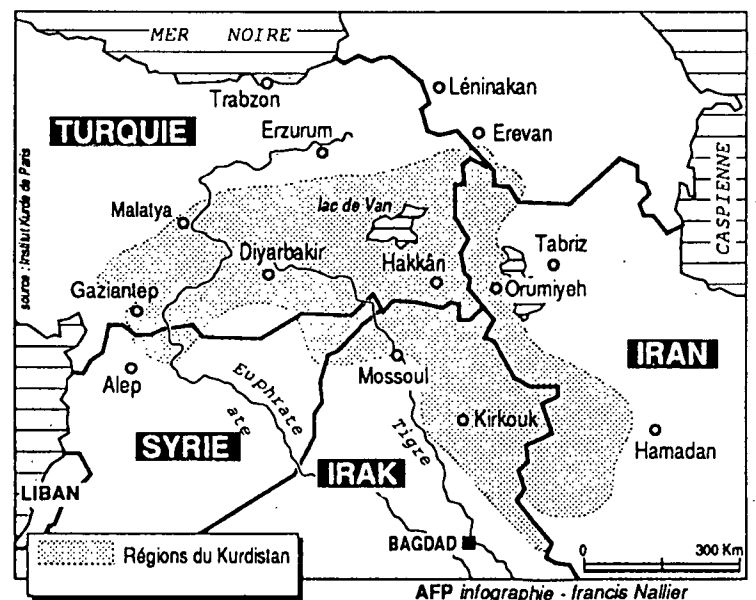
terrogé sur l'extradition ou non de 500 militants du PKK arrêtés dans la Bekaa libanaise par les autorités syriennes, il a déclaré : « Nous ne demanderons pas l'extradition de ces terroristes, nos prisons sont déjà trop pleines... »

La propagande du gouvernement turc prétend d'ailleurs que les combattants du PKK sont, pour la plupart, des mercenaires de diverses origines parmi lesquels des Européens, des juifs et surtout des Arméniens ! Certains affirment tenir de source sûre que les combattants du PKK abattus ces dernières semaines n'étaient pas circoncis, donc chrétiens, CQFD...

Dans les couches intellectuelles mais nationalistes turques, on se dit persuadé que le problème kurde est créé de toute pièce, de l'extérieur, par les grandes puissances. Les mêmes, qui ont à la fin de la Première Guerre mondiale, démantelé l'Empire ottoman. « Comment expliquez-vous que le problème kurde surgisse juste maintenant, alors que notre pays prend une nouvelle importance après l'effon-

● ● ●

Un peuple réparti principalement dans quatre pays.





Les hommes du PKK, qui mènent une lutte armée pour l'indépendance du Kurdistan, trouvent appui auprès des habitants.

drement de l'Est et que nous pourrions jouer un grand rôle dans les républiques turcophones qui viennent de se libérer? », me demandait un chef d'entreprise d'Ankara. « N'oubliez pas que ces régions recèlent du pétrole et, surtout, une ressource stratégique dont tout le Proche-Orient a besoin : l'eau », ajoutait-il. Et il se disait persuadé que certains pays d'Europe — il accusait notamment l'Allemagne — arment la guérilla kurde pour combattre l'influence grandissante et encombrante d'Ankara.

Une chose est certaine, le PKK jouit dans les régions kurdes d'une popularité presque aussi grande que la haine qu'il inspire dans le reste de la Turquie. Nombre de « notables » de Diyarbakir (dont il vaut mieux pour eux que je taise les noms) se sont indignés devant moi du fait que les Européens aillent,

répétant derrière les autorités d'Ankara, que le PKK est un mouvement terroriste.

« Il est difficile de faire une différence entre les militants du PKK et la population, explique l'un de ces notables. Les deux sont intimement liés. Depuis 1985, 5.000 militants du PKK environ ont été tués. On peut estimer qu'ils sont actuellement 10.000 à se cacher dans l'ensemble de la région kurde. Or tous ces militants ont des familles. Cela fait déjà 15.000 familles directement liées au PKK, et toutes ces familles sont liées à des clans, beaucoup plus larges. »

Un autre responsable explique qu'une des principales sources de recrutement du PKK provient des jeunes Kurdes qui désertent pour ne pas effectuer leur service militaire dans l'armée turque. Selon les estimations disponibles, le chiffre de ceux qui préfèrent s'exiler ou

prendre le maquis, plutôt que de servir sous drapeau rouge frappé du croissant et de l'étoile, s'élèverait aujourd'hui à 40 % des incorporables!

L'une des raisons qui contribuent à sceller les liens entre la population et le PKK, selon un engrenage désormais classique, est la répression elle-même. Elle frappe indistinctement les combattants armés, les militants de partis politiques et d'organisations humanitaires. Même les partis disposant de députés à l'Assemblée nationale comme le HEP (3) ne sont pas épargnés. « Le gouvernement n'a laissé à la population kurde aucune possibilité de s'exprimer par la voie démocratique. La répression a été si impitoyable envers les partis et les associations, même les plus modérés, qu'il n'y a plus que le PKK comme alternative. Moi-même, il m'arrive d'avoir envie de fichier le camp dans la montagne! » dit ce notable ayant pignon sur rue qui, comme 140.000 Kurdes de Turquie, a connu la prison et la torture après le coup d'Etat de 1980.

Depuis 1991, des commandos anti-guérilla ont fait leur apparition, composés de militaires spécialement entraînés. Ils sont rattachés à une section spéciale de l'armée, elle-même rattachée directement au Conseil de sécurité national. Le bilan de leurs crimes s'élève déjà à 82 assassinats parmi lesquels des journalistes, des militants du HEP et de l'Association des droits de l'homme et même deux enfants qui cueillaient des fleurs dans la montagne. Les militaires les ont pris, de loin, pour des « terroristes » et abattus à distance, comme des lapins...

**De notre envoyée spéciale
Françoise Germain-Robin**

(1) Le parti des travailleurs du Kurdistan, organisation créée en 1984 par Abdullah Ocalan, dit « APO », qui se définit comme « marxiste léniniste » et mène depuis 1985 la lutte armée pour l'indépendance du Kurdistan.

(2) Le premier ministre Demirel a précisé dans une conférence de presse à Ankara que 157 des personnes arrêtées avaient été « saisies mortes ».

(3) Seize députés du HEP qui s'étaient présentés sur les listes du Parti social démocrate SHP ont démissionné de ce parti, membre de la coalition gouvernementale, pour protester contre la répression au Kurdistan et annoncé leur intention de former un nouveau parti pour défendre une solution fédérale pour le Kurdistan de Turquie.

KURDISTAN D'IRAK : L'ÉLECTION DE TOUS LES DANGERS

Cette semaine devait se dérouler dans le nord de l'Irak un événement sans précédent : l'élection d'une Assemblée kurde et d'un président du Kurdistan. Elle devrait être lourde de conséquences. Les Kurdes d'Irak viennent de connaître une tentative de génocide dont témoignent, quand on traverse leur pays, les ruines de centaines de villages totalement rasés et la ville martyre d'Halbaja, dont Saddam Hussein tenta d'exterminer la population à coups d'armes chimiques. Témoins aussi de cet acharnement à se débarrasser d'un peuple, les camps de réfugiés, toujours là depuis le dernier exode, en avril 1991, quand l'armée irakienne ramenée en hâte du Koweït écrasa dans le sang la grande révolte kurde.

Pour les survivants de l'horreur, ces élections devraient ouvrir la porte à l'espoir, mais aussi à la crainte. Espoir de reprendre une vie normale, de mettre fin à l'anarchie qui règne depuis un an, à la disette imposée par le blocus irakien, de reconstruire un Kurdistan enfin libre. Crainte aussi que tout cela ne soit trop beau pour durer, que Saddam Hussein ne tente encore de tout détruire. Peur encore que les voisins, Iran et Turquie surtout, qui ont leur « problème kurde », ne mettent le holà à un processus d'autodétermination dont ils craignent la contagion chez leurs propres Kurdes. La Turquie a déjà montré les dents, multipliant les bombardements sur le nord de l'Irak et annonçant qu'un Kurdistan libre était pour elle inacceptable. Les Kurdes marchent sur un volcan, et ils le savent. Mais ces élections constituaient pour eux la dernière chance d'obtenir une reconnaissance, un statut international qui les protègent de l'arbitraire de Saddam Hussein. Ils sont courageusement allés jusqu'au bout, avec l'espoir qu'il serait alors plus difficile aux pays occidentaux de les abandonner.

F.G.-R.

The European — May 21, 1992

Toll mounts as Turks go after Kurds

TURKISH troops mopping up a Kurdish guerrilla stronghold near the Iraqi border reported finding the bodies of 40 rebels apparently killed in fire-fights with the army during the bloodiest action in the region this year.

Ismet Sezgin, the interior minister, said more than 100 guerrillas of the separatist PKK, the Kurdish Workers' Party, died in clashes at the weekend, 29 of them on Saturday alone.

The fighting that has been raging in the mountainous region of southeast Turkey came just days before the Kurds of northern Iraq were to elect a supreme leader and a parliament.

The Turks, who have mounted a string of cross-border raids against Kurdish bases since last summer, say the rebel elections will pose a threat to Iraq's territorial integrity and could lead to new violence within Iraq.

Security sources said Turkish troops drove about five kilometres into Iraq in pursuit of rebels who had fled back to their camps in northern Iraq after provoking the clashes by attacking two Turkish police outposts.

Security officials said troops from the southeastern towns of Cizre, Sirnak and Hakkari had reinforced soldiers combing the mountains near Uludere, in Sirnak province.

Nearly 3,800 people have been killed in violence related to the PKK's eight-



TURKEY

year campaign for an independent state.

Burning bridge: Fire collapsed part of Istanbul's 300-year-old Galata bridge at the weekend, heavily damaging shops and restaurants on the lower level.

The blaze was linked to an explosion of butane gas containers in the midst of the small fish restaurants situated on the pontoon bridge that links the old and new sections of the city on either side of the Golden Horn waterway. An investigation was under way.

The bridge, rebuilt periodically over three centuries (the last time in 1912), is scheduled for demolition upon completion of another now being built.

Ship watch: A 3,000-tonne ship loaded with solid toxic waste including tin and lead was allowed to sail through the Dardanelles Strait en route to the Black Sea but only under close watch of a boat manned by Turkish environmental protection officers.

The Heltermaa, flying Estonian colours, was escorted from the Aegean Sea after being detained by Turkish-Cypriot authorities off the port of Famagusta to prevent it dumping its cargo.

It had been denied permission to unload at the Mediterranean port of Mersin.

International Herald Tribune — May 21, 1992

Kurd Leads Harder-Line Foe in Vote

ARBIL, Iraq (Reuters) — Massoud Barzani, the Kurdish rebel chief who favors coexistence with Saddam Hussein, was ahead of his archrival, Jalal Talabani, on Wednesday in preliminary results from leadership elections among Iraqi Kurds.

But the partial returns are from the northwestern governorates of Arbil and D'hok, where Mr. Barzani is strongest. They could be offset by votes for Mr. Talabani in As Sulaimaniya in the southeast of the region, political sources said. Under Kurdish law, if neither candidate wins 51 percent, some 1.1 million Kurds will have to vote again 15 days later.

Mr. Barzani and Mr. Talabani, who opposes concessions to Baghdad, were the main candidates Tuesday for the post of paramount Kurdish leader in northern Iraq's first free elections. Kurds in the rebel-held area also voted for a regional parliament, to symbolize their demand for permanent autonomy.

La Croix — 21 mai 1992

KURDISTAN

Forte participation aux élections

● Aucun incident grave n'a perturbé, mardi, la première « élection libre » jamais organisée dans le Kurdistan irakien. Plus d'un million d'électeurs étaient attendus pour désigner leurs 105 représentants au futur parlement et leur « reis » (chef). La participation a été forte. L'International Human Rights Law Group, une organisation basée à Washington et qui a déjà contrôlé des élections dans 25 pays, a affirmé que « le peuple du Kurdistan irakien a fourni à la région un remarquable exemple de démocratie multipartite en dépit d'énormes pressions. (...) La loi électorale a été généralement respectée (...) même si beaucoup de Kurdes ont voté en groupe, ou mari et femme ensemble ».

International Herald Tribune — May 22, 1992

Vote Hitches Holding Up Kurd Result

Reuters

SALAH AD DIN, Iraq — The results of elections in northern Iraq were delayed on Thursday, and Kurdish leaders consulted with independent authorities on whether voting irregularities justified a fresh vote in disputed areas.

Kurdish officials said the outcome of the elections on Tuesday might not be known for several more days. They had originally said that they expected to announce the final results on Wednesday eve-

ning, then on Thursday.

The hitch is that several smaller Kurdish parties have complained that in some areas people removed supposedly indelible ink from their fingers and voted again.

The elections, the first of their kind in the rebel-held area, were for a paramount leader of the Kurdish national movement in Iraq and for a regional parliament.

The two leading candidates for the overall leadership, Massoud Barzani and Jalal Talabani, consulted Michael Meadowcroft of the London-based Electoral Reform Society on Thursday to discuss the complaints.

All parties agree that the voting was not perfect, and sources have said that the smaller parties might drop complaints in exchange for places in a new executive.

Chrétiens du Kurdistan

Le Courrier de Mantes— 22 mai 1992

A LA BIBLIOTHEQUE

L'art kurde en PAO



De la rencontre de l'image informatique et de la culture traditionnelle kurde, il y a beaucoup à attendre. C'est en tout cas ce que croit Ido, un jeune peintre d'origine kurde qui expose en ce moment à la bibliothèque. Ido travaille dans le domaine de la PAO (publication assistée par ordinateur). Par ailleurs, il prépare un BTS « action publicitaire ». On imagine que son contact journalier avec les images liées à la pub et à l'ordinateur l'a marqué. Ce qui frappe de prime abord l'œil occidental dans ses tableaux, ce sont peut-être les grandes formes géométriques (cercles, triangles)

qui les emplissent presque toujours.

Mais les amis kurdes d'Iso sont davantage frappés par son travail de la couleur (beaucoup de rouge vif), très proche paraît-il de l'esthétique traditionnelle du Kurdistan...

Ido refuse, « pour ne rien imposer » de livrer le sens de son oeuvre. Pour la même raison, il ne donne pas de titres à ses tableaux : « Titrer, c'est limiter les possibilités d'interprétation... ».

Ido expose à la bibliothèque Georges-Duhamel jusqu'au 22 mai.

● Le peuple kurde n'a pas été la seule victime des exactions des hommes de Saddam Hussein au Kurdistan irakien. A ses côtés, vivent des minorités qui ont elles aussi subi de lourdes pertes au cours des trente dernières années. Mentionnons simplement les Turcomans que la Turquie estime, d'une manière exagérée, à un million d'habitants, et quelques tribus arabes.

Dans cette terre kurde vit par ailleurs une des plus anciennes populations chrétiennes: les Assyro-Chaldéens. Ils sont les descendants des Assyriens et des Babyloniens qui ont fondé la civilisation en Mésopotamie (Irak et Kurdistan) avec des figures marquantes comme Nabuchodonosor et Assourbanipal. Aujourd'hui, cette communauté de 3 millions d'habitants (dont quelques centaines de milliers au Kurdistan irakien) parle toujours l'araméen (la langue du Christ) comme nous l'a précisé, sur place, Joseph Yacoub, de l'Université de Lyon. Ce chercheur d'origine assyro-chaldéenne a supervisé, au sein de sa communauté, les élections.

«Les Assyro-Chaldéens ont milité côte à côte avec les Kurdes. Ils ont du reste fondé il y a treize ans l'Assyrian Democratic Mouvement qui a lutté les armes à la main contre Saddam Hussein. Aujourd'hui, ce parti siège au sein du Front du Kurdistan qui compte 8 partis principaux.»

Les Assyro-Chaldéens sont principalement installés au nord du pays. La ville de Zakho, à majorité chrétienne, signifie ainsi victoire en araméen alors. qu'Arbil évoque la ville des quatre dieux. Cette communauté a payé un très lourd tribut à la folie destructrice de Saddam Hussein qui a fait raser près de 300 de leurs villages entre 1976 et 1989.

Aujourd'hui, dans le Kurdistan libéré, leur situation s'est améliorée. Lors des dernières élections, cinq sièges leur ont été automatiquement réservés. «Ils espèrent dans le futur pouvoir revenir sur leur terre, reconstruire leurs maisons et leur église et continuer à parler une langue qui soit enfin reconnue», nous a encore révélé Joseph Yacoub. Ce chercheur lyonnais nous a d'autre part ré-

véélé que cette communauté n'a rarement passé plus de dix ans dans le même village, dans la même ville au cours de son histoire.

Aujourd'hui, les relations entre Kurdes et Assyro-Chaldéens semblent très bonnes et les antagonismes du passé révolus.

Certains se rappellent toutefois qu'en 1843, Bedr Khan, un chef kurde massacra avec ses hommes quelque 10 000 Assyriens chrétiens!

Ph. Dy □

Tribune de l'Expansion
22 mai 1992

Les chefs kurdes d'Irak ont décidé d'œuvrer en vue de former une coalition regroupant tous les partis, après les accusations de fraudes formulées après les élections de mardi et, cela, quels que soient les résultats du scrutin qui ne seront probablement pas connus avant la fin des pourparlers entre les différentes formations. Le leader du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani, est considéré comme plus enclin à négocier avec Bagdad que celui de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, favorable à une fédération autonome au sein de l'Irak.

Le Monde — 21 mai 1992

La Marseillaise — 22 mai 1992

AVEC LE PEUPLE KURDE

Hier se déroulait à Bruxelles une manifestation pour la reconnaissance du droit à l'auto-détermination du peuple kurde.

Le comité gardois de soutien au peuple kurde a exprimé sa solidarité totale à cette manifestation. dans un communiqué, celui-ci a condamné l'accession de la Turquie à la présidence du Conseil de l'Europe le 21 mars 1992.

"Malgré le coup d'état de 1980, indique-t-il notamment, malgré les violations permanentes des droits de l'homme en Turquie, l'institution européenne renonce à une condamnation du régime anti-démocratique de Turgut Ozal.

Malgré la suspension des droits de l'homme dans les provinces kurdes en août 1990, malgré le massacre dans la capitale kurde de Diyarbakir en juillet 1991, malgré les massacres planifiés de la fête de Newroz (nouvel an kurde) en mars dernier, François Mitterrand a effectué une visite officielle en Turquie. Depuis, plus de 50 civils ont été tués arbitrairement (...)"

The New York Times — May 22, 1992

Kurds' Vote Results Delayed; Irregularities Are Reported

SALAHUDDIN, Iraq, May 21 (Reuters) — The results of elections in northern Iraq were delayed today as Kurdish leaders consulted a British electoral expert on whether reports of voting irregularities justified new balloting in some areas.

Some smaller Iraqi Kurdish parties in several areas have complained that people had removed supposedly indelible silver nitrate from their fingers after casting ballots and voted a second time.

Kurdish officials said the outcome of the voting on Tuesday for a paramount Kurdish leader and regional parliament in northern Iraq might not be known for several more days.

The two leading candidates for the Kurdish leadership, Massoud Barzani and Jalal Talabani, whose supporters are claiming victory, consulted Michael Meadowcroft of the London-based Electoral Reform Society today about the fraud allegations.

Participation massive aux élections**Journée « historique » pour les Kurdes d'Irak**

CHAKLAWA

de notre envoyée spéciale

Les Kurdes irakiens ont déjà obtenu, mardi 19 mai, une première victoire, en organisant sans problème majeur les premières élections libres de leur histoire. Jusqu'à la fermeture, à minuit, des 176 bureaux de vote installés dans le Kurdistan « libéré », ils se sont pressés massivement pour élire leurs députés et choisir leur « leader » entre MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, chefs des deux principaux partis, qui ont chacun voté dans son fief.

« Historique », cette journée fériée était aussi une fête, et dans maints endroits, danses et chants nationalistes ont distrait les votants dans leur très longue attente. A Kalak, dernier village près du « front », un orchestre improvisé défiait les soldats du président Saddam Hussein, postés sur une colline, à quelque 500 mètres de là. Pour la circonstance, les pechmergas (combattants) avaient fermé la route et aucune communication n'était possible entre Mossoul, sous contrôle irakien, et Erbil, futur siège des institutions kurdes.

A l'école du village agricole de Behkta, le sérieux des opérations troublait la plupart des participants, obligés de présenter une pièce d'identité, avant de tremper leur doigt dans une encre noire ou bleue, cette fois réputée indélébile (le Monde du 19 mai). Dans quelques centres, elle s'est toutefois révélée lavable, et cet accroc pourrait donner prétexte à des contestations futures.

L'absence quasi totale du secret des urnes — la plupart des électeurs déposaient leur bulletin ouvert, devant les assesseurs — semblait d'autant

moins gênante que beaucoup arboraient, à la boutonnière, en foulard, ou une fleur à la main, la couleur du parti de leur choix. Compte tenu des circonstances, ces élections ont été dans la plupart des cas honnêtes, même si des irrégularités étaient aussi constatées à propos des cartes d'identité, preuve en principe de l'âge des votants. Comme le résumait, en milieu d'après-midi, Mme Nathalie Muller, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme et de l'équipe de 135 observateurs étrangers sollicitée par le Front uni du Kurdistan pour surveiller la régularité des élections, « sans répondre à des standards démocratiques, ces élections ont été démocratiques. Il n'y a pas eu de tricherie volontaire et surtout nous n'avons constaté aucune pression ».

L'important pour la quasi-totalité des participants était surtout d'être là et, comme nous le disait l'un d'eux : « Peu importe pour qui on vote, c'est pour le Kurdistan qu'on a voté. » Younès, vingt-trois ans, un pechmerga, était venu « pour crever les yeux du Baas [le parti au pouvoir en Irak], car je ne veux plus d'eux », dit-il.

Toute la journée, l'aviation alliée a survolé le Kurdistan, comme pour garantir la liberté de ce scrutin déclaré « illégal » par Bagdad. Le peuple kurde a passé avec succès son « examen démocratique », comme le disait M. Barzani. Mais le test à venir, celui de l'acceptation par tous des résultats est tout aussi important et déjà la contestation gronde au sein des petits partis qui soulignent diverses « irrégularités ».

FRANÇOISE CHIPAUX

The Washington Post - May 21, 1992

Kurdish Rivals Meet to Discuss Charges of Vote-Rigging

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

IRBIL, Iraq, May 20—Confronted by international monitors who judged Iraqi Kurdistan's first free elections "fair and free," squabbling Kurdish politicians met tonight to reconcile their own charges of wide-scale vote rigging.

Kurdish resistance leaders acknowledged that the popularity of yesterday's election for an autonomous assembly and leader of the Kurdish liberation movement was forcing them to compose their differences.

"Otherwise it will be very bad for everyone," said Socialist leader Mahmoud Othman. Those advocating unity contend that squabbling could play into Iraqi President Saddam Hussein's hands. Saddam opposed the Kurdish vote.

There have been no official results but persistent reports have suggested that none of the five smaller parties, including Othman's Socialists, won a seat in the assembly.

Othman accused the two big par-

ties—Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party and Jelel Talabani's Patriotic Union of Kurdistan—of "certain irregularities."

Democratic Party workers charged that the Talabani's Patriotic Union group was guilty of vote rigging in at least six of the 176 polling stations. It was able to do so, they said, because the solution used to mark voters did not work properly and some Union voters were able to cast many ballots.

The Patriotic Union accused the Democratic Party of preventing many thousands of Talabani supporters from voting by refusing to extend the midnight closing hour for the polls.

But Othman, who indirectly admitted failure in his attempt to force Barzani and Talabani into a runoff vote for the leader's office, abandoned earlier suggestions that he favored scrapping the election.

Michael Meadowcroft, chairman of Britain's Electoral Reform Society who headed a team of 46 international monitors from 13 countries, said that despite irregularities the vote

"appears to be a free and fair election conducted with sufficient efficiency for the outcome to be respected by everyone."

He expressed doubt about the allegations of vote-rigging on the basis of reports from his monitors who visited 140 of the voting districts. "No discussions of monitors revealed any multiple voting," he said, "to the extent that would invalidate this election."

He argued that "it was difficult to allege that there were a considerable number locked out after waiting many hours and then allege considerable numbers voted more than once."

Meadowcroft noted a "pretty general lack of secrecy" in the vote, but said Kurds "did not seem bothered about it."

American monitor James Prince of the Council on Foreign Relations said he had seen women voting "more than in other" elections in Moslem countries he had observed. "Their knowledge of the parties and the candidates," he said, "was almost as great as that of the men."

Libération - 23 mai 1992

Elections au Kurdistan : égalité presque parfaite

Le Parti démocratique kurde (PDK, de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) ont obtenu des résultats presque identiques aux élections parlementaires kurdes, avec respectivement 50,22 et 49,78 % des voix. Selon le juge chargé des élections, Amir Abdel-Karim al-Hawesi, ces pourcentages, qui totalisent 100 %, s'expliquent par le fait que les autres formations en lice n'ayant pas obtenu les 7 % des voix requis, le calcul a été

refait, en ne tenant compte que des voix portées sur les deux principaux partis. L'avance du PDK sur l'UPK étant très minime pour départager les 105 sièges de l'Assemblée — ce scrutin d'un seul tour ayant eu lieu à la proportionnelle —, le Front du Kurdistan (FK, coalition des partis kurdes d'opposition) a décidé, à la suite de la réunion de ses dirigeants qui s'est poursuivie vendredi, que 50 sièges seraient attribués au PDK et 50 autres à l'UPK, les cinq derniers sièges seraient réservés aux kurdes chrétiens ayant obtenu le plus de voix. Plusieurs petites formations avaient lancé des accusations de fraude électo-

rale, affirmant notamment que des électeurs ont voté plusieurs fois, l'encre ayant servi à leur marquer le pouce, en l'absence de listes de votants, n'étant pas indélébile. Une équipe d'observateurs internationaux présente au Kurdistan avait pour sa part estimé que les élections s'étaient déroulées de façon « libre et juste ». Un nouveau tour de scrutin devrait toutefois être organisé pour désigner le leader des kurdes irakiens, les deux principaux dirigeants n'ayant pas réussi à recueillir une majorité absolue des suffrages exprimés. Aucune date n'a cependant été avancée par le juge Al-Hawesi. AFP

IRAK

Les Kurdes font l'apprentissage de la démocratie

 Libération
23 mai 1992

Il était encore impossible, hier après-midi, d'obtenir des résultats du scrutin de mardi. Mais il semble que les petits partis aient été laminés par les deux principales formations, UPK et PDK. L'écart entre elles serait très serré.

Arbil (Kurdistan d'Irak)
envoyé spécial

La démocratie est un rude apprentissage. Les Kurdes d'Irak sont en train d'en faire l'expérience après l'euphorie qui avait marqué les premières élections libres de leur histoire. Jeudi en fin d'après-midi, il était encore impossible d'obtenir les moindres résultats, même partiels. « *Top secret* », nous répondait un officiel du PDK, le Parti démocratique kurde de Massoud Barzani. Même silence auprès de l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani, où l'on se contentait de préciser que « *ce serait très serré* ». Les deux principaux chefs et néanmoins rivaux du Front kurde sont sortis jeudi d'un déjeuner — réunion de près de quatre heures — en se tenant par le bras mais pour se donner un autre rendez-vous avec les autres composantes du Front en fin de journée. « *Nous avons encore des problèmes à régler* », ont-ils laconiquement déclaré, ajoutant que de plus certains résultats n'étaient pas encore parvenus au « *Haut Comité électoral* » chargé de les annoncer officiellement.

Les « *problèmes* » évoqués par les deux dirigeants ne se limitent pas à la publication des résultats. La première réunion du Front du Kurdistan, mercredi après-midi à Arbil, siège du futur Parlement, s'était ouverte, selon l'un des participants, dans « *une ambiance tendue* ». Au-delà de la rivalité des deux grands partis, ce sont les « *petits* » qui, semble-t-il, ont été les plus vindicatifs. Les indications que l'on peut recouper à partir de diverses indiscretions sur les résultats en cours de dépouillement montreraient en effet qu'en dehors du PDK et de l'UPK, aucune liste n'obtiendrait les 7% nécessaires pour participer à la répartition des 100 sièges à pourvoir. Mécontents d'un verdict qui du coup risque de les éliminer, les « *petits partis* », comprenant les socialistes du docteur Mahmoud Osman, les islamistes ou les communistes, auraient été les plus vigoureux à dénoncer les « *irrégularités* » du scrutin, certains allant même jusqu'à évoquer l'hypothèse de son annulation. Il semble qu'il n'en soit plus désormais question.

Les nombreuses contestations locales ne semblaient pas non plus dépasser le cadre des contentieux véniels propres à toute élection dans un pays démocratique. L'encre qui a servi à

« *marquer* » les électeurs était-elle partout aussi indélébile qu'on l'a dit ? Il est à peu près impossible de répondre comme de vérifier les allégations amplifiées par les rumeurs qui font état, ici, de pressions exercées sur les électeurs, là, de l'intervention de Peshmergas dans l'un ou l'autre camp pour empêcher leurs adversaires supposés de voter, ailleurs de tentative de bourrage d'urnes. Les dizaines « *d'observateurs internationaux* » répartis dans les différentes régions du Kurdistan le jour de l'élection n'ont pour leur part rien noté de particulièrement alarmant.

Le problème majeur de ce scrutin aura été surtout sa participation massive, à tel point que dans plusieurs endroits, « *des milliers voire des dizaines de milliers de personnes* » n'ont pu accéder aux urnes avant leur clôture, fixée à minuit. Ainsi, à Suleymania, ils étaient encore nombreux, à minuit passé, dans la nuit de mardi à mercredi, qui attendaient leur tour devant des portes closes. Vers une heure du matin, un petit millier de jeunes gens s'étaient rassemblés devant le siège du Haut Comité électoral de Suleymania pour réclamer la réouverture du bureau. Lequel Haut Comité, installé un étage plus haut n'en pouvait mais.

Combien sont-ils qui auraient été ainsi « *privés de notre droit* », comme disaient les jeunes de Suleymania ? « *Peut-être 3% des électeurs* », selon Cheikh Latif président du Comité qui ajouta : « *En France, il y a bien plus de gens qui ne votent pas et on n'en fait pas une affaire* ». Les juges du Haut Comité électoral pour le Kurdistan vont être maintenant chargés d'examiner toutes les plaintes et le cas échéant pour eux d'annuler certains résultats. De leur décision dépendra peut-être en partie le résultat définitif, surtout dans l'hypothèse où la marge séparant les deux grands partis serait très étroite.

Quant aux petits partis kurdes, ils jouent leur avenir politique. Au sein du Front du Kurdistan, la règle de l'unanimité prévalait et chaque composante avait un droit de veto sans égard pour sa représentativité propre. Si le Front va continuer à exister après les élections, il devrait, dès la première réunion du Parlement et la désignation d'un exécutif, cesser d'exercer le pouvoir qui fut le sien jusqu'à présent. C'est désormais le « *gouvernement* »

issu de la légalité des urnes qui va gouverner le Kurdistan libre, collecter taxes et impôts, diriger les forces combattantes réunifiées. Du moins était-ce l'engagement commun de toutes les composantes avant le scrutin.

Les tractations qui se mènent depuis mercredi à Arbil visent aussi à trouver une solution qui préserve à la fois la participation de tous et le respect du suffrage démocratique. Parmi les hypothèses envisagées, l'une consisterait à changer la loi des 7% pour permettre à tous d'être représentés au Parlement selon les résultats obtenus. « *Ce n'est pas régulier de changer une règle en cours de jeu, admettait le responsable d'un parti. Mais si nous sommes tous d'accord, pourquoi non ? Après tout, c'est nous qui avons fait la loi, nous avons donc le droit de la changer.* »

« *Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver notre unité, confiait pour sa part Jalal Talabani, jeudi matin, même s'il en coûte à notre parti.* » « *Unité* », le mot était en effet dans toutes les bouches depuis mercredi. Comme si l'on ressentait soudainement qu'elle était menacée. Car c'est l'union des mouvements kurdes, avec la constitution du Front, qui a permis depuis 1988, de résister aux plus terribles épreuves et de parvenir à la situation actuelle. Tous les dirigeants kurdes sont confiants et c'est en plus une des conditions essentielles au soutien qu'ils attendent des puissances occidentales. Les élections de mardi ont été vécues comme le couronnement de tous les espoirs, la preuve que toutes les années de souffrance n'avaient pas été subies en vain. « *Notre rêve est devenu vrai* », répétaient partout.

Mais si la démocratie est une formidable conquête, elle a aussi ses inconvénients. Les élections ont été une fête, elles doivent désormais désigner un gagnant et donc un perdant. Sachant aussi que l'un et l'autre seront également indispensables à la réalisation du projet commun et que l'avenir des Kurdes, pas seulement en Irak, dépend très largement du succès ou de l'échec en cours au Kurdistan irakien. Voilà qui explique peut-être, au-delà des accusations réciproques la difficulté de conclure en proclamant des résultats.

Marc KRAVETZ.

Autonomie ou indépendance en Irak ?

LA QUESTION KURDE

Depuis qu'en 1920, sur les ruines de l'empire ottoman, la communauté internationale leur avait fait la promesse de la création d'un Etat indépendant - promesse annulée trois ans plus tard - les Kurdes ne cessent de rêver à l'autodétermination et de lutter pour obtenir, au moins, l'autonomie. Notamment en Turquie, où ils sont près de douze millions, et dans le nord de l'Irak (quatre millions environ).

Après de longues années de rébellion et

de répression sanglantes, entrecoupées de multiples épisodes de vaines négociations, après - surtout - l'échec de leur soulèvement qui, l'an dernier, à la fin de la guerre du Golfe, a provoqué un exode massif, les Kurdes irakiens ont décidé une nouvelle fois de forcer le destin en organisant eux-mêmes des élections. Le scrutin du 19 mai signifie en soi la déclaration unilatérale d'une véritable autonomie que le régime du président Saddam Hussein, même affaibli, refuse tou-

jours de leur accorder, malgré de récents pourparlers à ce sujet. Mais cette autonomie confine en réalité à une quasi-indépendance que les pays voisins refusent : elle risque en effet de passer pour un précédent aux yeux de leur propre minorité kurde, et les alliés occidentaux - qui protègent actuellement le « Kurdistan libéré » - ne sont pas prêts à l'admettre, ne voulant pas consacrer l'éclatement de l'Irak, pour des raisons d'équilibre régional.

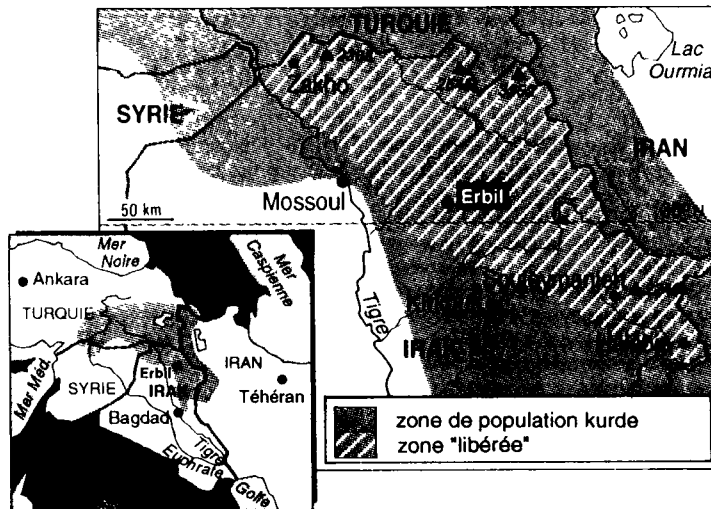
Des lendemains très incertains

ERBIL

de notre envoyée spéciale

« Ici, toute la rue était réservée à la police secrète. En face, c'était la sécurité, et, derrière, ces centaines d'hectares de bonne terre agricole, étaient terrain militaire interdit. » Tout est détruit, incendié. Viana, ingénieur civil en chômage forcé, est fière qu'Erbil, sa ville, affiche ainsi le résultat de ses « vingt et une Glorieuses » (1) contre « l'occupant irakien ». Certes, « la ville aux quatre dieux », en langue assyrienne, n'a pas, sur ce point, l'exclusivité de pareils souvenirs du soulèvement : dans toutes les villes « libérées » du Kurdistan, Souleymanieh, Dohouk, Zakho, les anciennes et innombrables installations de l'armée ou de la police ne sont plus que ruines... comme des milliers de villages kurdes, détruits au fil des années, par le régime du président Saddam Hussein.

Pour les trois millions de Kurdes irakiens qui vivent aujourd'hui dans la partie « libérée », soit environ 80 % des 74 000 km² revendiqués par le mouvement kurde (2), l'hypothèse d'un retour quelconque de l'administration irakienne est d'autant plus inimaginable que, sous la haine du président Saddam Hussein, se dissimule aussi une certaine méfiance vis-à-vis des Arabes. Certes, tous les Kurdes ont leurs « bons amis arabes », mais il ne faut pas creuser beaucoup pour que les critiques ou rancœurs surgissent : 8 les Arabes les leur rendant bien -, et il est difficile, par exemple, d'inté-



resser un Kurde à la tragédie que vivent, au cœur de l'Irak, les chiites. Beaucoup refusent de s'exprimer en arabe et même d'appliquer l'heure d'été en vigueur dans le reste du

La balle dans le camp occidental

L'opposition irakienne, dont les représentants ont été invités à assister aux élections kurdes, en a bien conscience et n'hésite pas à dire que la démarche kurde est unilatérale. Les leaders kurdes insistent pour souligner l'exemple de leur expé-

rience démocratique, qu'ils souhaiteraient voir reprise par d'autres, mais en oubliant de préciser que celle-ci n'est possible avant tout que parce qu'ils bénéficient de la protection occidentale.

Dans ces conditions, l'autonomie, prônée au nom du réalisme par le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), M. Massoud Barzani, paraît un but quasi impossible car en admettant même que Bagdad cède sur les revendications kurdes - concernant Kirkouk, par exemple, - cela impliquerait de toute façon un certain retour de l'autorité centrale. De même le leader de l'Union

patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, ne conçoit-il une fédération que dans le cadre d'un Etat démocratique, ce qui sous-entend la chute du dictateur irakien. Dans les deux cas de figure, la balle est donc, pour les Kurdes, dans le camp de l'Occident. L'immense majorité de la population est d'ailleurs convaincue que les alliés resteront au Kurdistan jusqu'au renversement du président irakien.

« Pour eux, nous sommes le Bon Dieu, affirme un officier allié. Ils comptent complètement sur nous, pour tout. » Impossible aujourd'hui de parler avec un Kurde, sans qu'il interroge : « Que pensez-vous de nos élections ? » L'arrière-pensée est claire et signifie concrètement : « Allez-vous nous reconnaître et nous assurer nos droits ? » En ce sens, le réveil risque d'être amer, car il est bien évident par exemple que lever l'embargo international sur le seul Kurdistan signifierait que celui-ci ne fait plus partie de l'Irak, un pas qu'aucun des « grands » n'est prêt à franchir, sans parler des pays voisins, Turquie et Iran en particulier.

Livrés à eux-mêmes

En attendant, donc, un avenir meilleur pour l'Irak, les Kurdes veulent surtout aujourd'hui pouvoir organiser au minimum leur vie quotidienne, totalement perturbée depuis le retrait en octobre de l'administration irakienne. En effet, parallèlement à l'isolement d'une

partie du Kurdistan derrière une ligne de front allant du sud de Souleymanieh au sud de Zakho, le gouvernement de Bagdad a brusquement cessé de payer les salaires des fonctionnaires et a mis fin au système de rationnement, qui contribue pour beaucoup en Irak à atténuer les effets de l'embargo international pour l'alimentation. La partie «libérée» du Kurdistan s'est donc trouvée livrée à elle-même, c'est-à-dire sous la responsabilité du Front uni, coalition de huit partis formée en 1988.

« Les premiers mois ont été très durs, confie Ziyad, un avocat de Souleymanieh, car l'insécurité était totale. Personne n'osait sortir, à la fois par peur des peshmergas [combattants kurdes], déployés en masse dans les villes et sur les routes, et aussi en raison de l'instabilité politique ». « Depuis, affirme-t-il, cela s'est amélioré ». Les peshmergas, dont le nombre oscillerait entre 150 000 et 200 000, perçoivent un salaire depuis deux mois. Les élections ouvrent une nouvelle perspective politique et le Front tente, tant bien que mal, de verser leurs salaires aux fonctionnaires. « Sur quatre mois, je n'en ai touché qu'un seul », affirme toutefois Hadi, directeur d'école, tandis que sa femme, ingénieur, attend toujours son salaire de mai.

Si l'embargo de l'ONU n'empêche pas le Kurdistan de disposer de tous les aliments nécessaires, venant de Turquie ou d'Iran, c'est l'argent qui manque. Outre la suppression du rationnement, l'embargo imposé par Bagdad se fait surtout sentir pour le fuel, l'essence et le gaz, les quantités livrées aujourd'hui ne représentant à peu près que 10 % de ce qu'elles étaient avant. Alors, l'essence se vend, grâce à la contrebande, à cinquante fois le prix irakien, et la bonne de gaz, achetée moins de 1 dinar à Mossoul, en vaut 16 à Erbil (le salaire moyen en Irak est de 250 dinars par mois).

Tout reste à faire

Sur les 1 500 000 Kurdes jetés sur les routes de l'exode par la répression du soulèvement populaire de mars 1990, la quasi-totalité est toutefois rentrée, et seuls restent en Iran environ 15 000 personnes et à Silopi (Turquie), 4 500 Assyriens, qui attendent des visas pour l'exil. Le Kurdistan connaît d'ailleurs depuis un an un double mouvement de réfugiés ; celui, général, causé par la répression du soulèvement, s'ajoutant à celui des réfugiés dans leur propre pays, c'est-à-dire les milliers de Kurdes déplacés après la destruction de leurs villages, en 1975, 1983 et 1988. En tout, plus de quatre mille localités, qui abritaient plus d'un million d'habitants.

Entreprise depuis un an avec l'aide du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et des organisations non gouvernementales, la reconstruction des villages détruits progresse cependant petit à petit. Selon le HCR, 60 000 maisons ont été reconstruites dans tout le Kurdistan. Dans le seul district de Souleymanieh, 713 villages sur les 1 867 détruits ont été plus ou moins réhabilités, et 32 767 familles sont assis-

tées dans le cadre de ce programme. Tout le long des routes du Kurdistan, des pancartes annoncent les travaux entrepris par les Kurdes, qui reçoivent pour cela les matériaux nécessaires. En réalité, tout est à faire, de la simple réparation, à la reconstruction des écoles, cliniques, des systèmes d'adduction d'eau et d'irrigation, en passant par la distribution des semences et de l'engrais pour tous ces paysans trop longtemps privés de leurs terres, aujourd'hui en friche.

Exaltante pour tous les Kurdes d'Irak, la première expérience démocratique à laquelle ils viennent de se livrer risque cependant de connaître des lendemains bien difficiles. Les

Kurdes attendent de leurs nouvelles institutions des « miracles », c'est-à-dire de voir, d'une part, tous leurs problèmes matériels résolus et, d'autre part, leur liberté maintenue, qui dépendra encore longtemps du soutien que voudront bien, ou non, leur accorder les Occidentaux. Sans parler des problèmes internes qui pourraient surgir entre leurs deux grands dirigeants, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Référence aux journées révolutionnaires de 1830 en France, les « Trois Glorieuses ».

(2) Au total, les Kurdes d'Irak sont environ quatre millions.

L'inquiétude de la Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

Jusqu'à ces derniers jours, les autorités turques affichaient publiquement une attitude plutôt désinvolte à l'égard des élections au Kurdistan irakien. « Les dirigeants kurdes irakiens nous ont assurés que ces élections avaient uniquement pour but de remplir le vide administratif. Nous sommes convaincus qu'il ne s'agit pas d'un pas vers l'indépendance », déclarait récemment le ministre des affaires étrangères, M. Hikmet Cetin.

Mais la décision du Parti national turcman, qui représente les citoyens irakiens d'origine turque vivant au nord du pays, de ne pas participer au scrutin, ainsi que la terminologie utilisée par le Front du Kurdistan - qui parle d'élire une « Assemblée nationale » - ont finalement poussé la Turquie à exprimer ouvertement ses inquiétudes. Selon le ministère des affaires étrangères, le nouveau Parlement kurde s'est vu définir des pouvoirs, tels que celui de « légiférer » ou de « ratifier des accords », qui vont au-delà de l'autonomie négociée en 1974 entre les Kurdes et Bagdad.

La Turquie, qui lutte depuis 1984 contre les séparatistes de sa propre minorité kurde - un conflit qui a déjà fait plus de 3 500 victimes, - est catégoriquement opposée à un processus pouvant conduire à la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak, craignant que les Kurdes de Turquie (environ 12 millions, soit un cinquième de la population globale) ne se prévalent de ce « mauvais » exemple. Le fait que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, bien que favorables à l'autonomie des Kurdes irakiens, se soient également prononcés en faveur du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak, ne suffit pas à rassurer les autorités turques.

Afin d'éviter une répétition des événements tragiques du printemps

1991, lorsque près d'un demi-million de réfugiés kurdes irakiens étaient arrivés à ses frontières, la Turquie a dû faire une concession importante, en acceptant la présence sur son territoire des avions américains, britanniques et français, chargés d'assurer la protection de la population kurde irakienne.

Le gouvernement a déjà laissé entendre que le mandat de cette force multinationale, qui arrive à échéance à la fin du mois de juin, serait renouvelé. Mais de nombreux parlementaires turcs soupçonnent les alliés d'encourager implicitement les Kurdes à s'organiser de façon indépendante et la question fait l'objet de débats animés au sein de l'Assemblée, où la décision finale sera prise prochainement.

Les infiltrations du PKK

L'absence, en Irak, d'un pouvoir suffisamment fort pour contrôler la zone frontalière demeure une des préoccupations principales de la Turquie. Les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui combattent en Turquie en ont profité pour établir dans cette région plusieurs bases, dont l'importance risque d'être renforcée après leur récente expulsion de la vallée libanaise de la Békaa, sous contrôle syrien, où était situé leur camp d'entraînement principal. Ces nouvelles bases ont été récemment la cible de plusieurs raids de l'aviation turque.

Les Kurdes irakiens, déjà bien occupés à défendre leur territoire contre les troupes de M. Saddam Hussein, n'ont pas les moyens d'empêcher l'infiltration des séparatistes kurdes de Turquie, même s'ils partagent, dans une certaine mesure, l'aversion des Turcs pour l'idéologie marxiste-léniniste et les méthodes terroristes du PKK.

NICOLE POPE

Le parapluie de la force multinationale

Le rideau est tombé sur les premières élections libres du Kurdistan irakien, désormais doté d'un «Parlement», mais la question est plus que jamais posée de la pérennité de la paix retrouvée dans le nord de l'Irak. Le principal garant de cette paix demeure la force multinationale basée à Incirlik, en Turquie, et

dont le mandat vient à expiration à la fin du mois de juin.

Cette force aérienne dissuasive, basée à quelque 750 km de la frontière avec l'Irak dans le cadre de l'opération «Provide Comfort», a en effet pour mission de protéger les populations en faisant peser sur l'Irak la menace d'une intervention en cas de nouvelles exactions contre les Kurdes. Ses effectifs s'élèvent au total à 70 chasseurs-bombardiers et avions de reconnaissance, dont 45 améri-

cains. La France y participe avec 8 Mirage F-1, et un C-135 ravitailleur, la Grande-Bretagne avec 8 Jaguar et la Turquie avec 8 Phantom F 16.

Parallèlement à cette force multinationale, 445 «gardes bleus» des Nations unies chargés de la distribution de l'aide alimentaire, sont autorisés à patrouiller dans le sud et le nord du territoire irakien, en vertu d'un accord conclu en octobre 1991 entre l'Irak et le prince Sadrudine Agha Khan.

Soixante-dix ans d'espoir, de rébellion et de répression

1920

Août : A la suite de la première guerre mondiale et du démembrement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres préconise la création d'un Etat kurde.

1923

24 juillet : Le traité de Lausanne annule le traité de Sèvres et consacre la domination des quatre puissances sur le Kurdistan : la Turquie, l'Iran, la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et la France (pour la Syrie).

1937

8 juillet : La Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan concluent le traité de Saadabad visant à coordonner la lutte contre la subversion, en particulier l'irréductibilisme kurde.

1946

22 janvier : En Iran, Qazi Mohamed proclame à Mehabad la naissance de la première République kurde autonome. Son armée est placée sous l'autorité de Mustapha Barzani. Téhéran reprend le contrôle de la situation en décembre.

1955

21 novembre : Le pacte de Bagdad entre la Turquie, l'Iran et l'Irak sous l'égide de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis prévoit la répression coordonnée des révoltes qui viendraient à éclater sur le territoire de l'un de ces Etats.

1958

27 juillet : En Irak, la nouvelle Constitution républicaine, promulguée par le général Kassem, reconnaît que « les droits nationaux des Kurdes sont garantis au sein de l'entité irakienne ». L'Irak dénonce le pacte de Bagdad.

1962

Août : La rébellion kurde contrôle pratiquement toute la bande montagneuse qui sépare l'Irak de l'Iran.

1963

Février : Après un coup d'Etat militaire en Irak, les Kurdes acceptent un cessez-le-feu.

10 juin : Après quatre mois de trêve, reprise de la lutte contre les Kurdes.

1964

10 février : Un accord de cessez-le-feu est conclu avec les maquisards kurdes sur la base d'une nouvelle reconnaissance des « droits nationaux kurdes ».

1965

28 février : Rupture de l'accord de 1964. Les combats reprennent dans le Nord.

1966

29 juin : M. Abdel Rahman Bazzaz, chef du gouvernement irakien, rend public un plan en vue de régler le problème kurde sur la base du droit à l'autonomie.

1968

3 août : Le nouveau régime baasiste s'engage à appliquer le plan de 1966. Une amnistie générale est décrétée.

23 septembre : Une Constitution provisoire passe sous silence le droit à l'autonomie des Kurdes. Les opérations militaires reprennent aussitôt après.

1970

11 mars : Accord de cessez-le-feu. Reconnaissance de l'existence d'une nation kurde et de son droit à l'autonomie. Une loi d'« autonomie » devra être publiée dans un délai de quatre ans.

1974

8 février : Bagdad publie un projet de loi d'autonomie du Kurdistan qui prévoit une Assemblée élue aux pouvoirs limités et exclut notamment Kirkouk. Le 11 mars, le général Barzani rejette ce projet. Quinze jours plus tard la guerre reprend.

1975

19 mars : Bagdad rejette une offre de négociations des rebelles

kurdes. La résistance s'effondre le 2 avril, les réfugiés affluent en Turquie et en Iran.

1984

17 octobre : Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, annonce que son gouvernement a conclu avec Bagdad un accord pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes.

1988

22 mars : L'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique six villages du Kurdistan dans la région d'Halabja (5 000 morts et autant de blessés). Mission d'enquête de l'ONU.

1989

25 avril : Irak. M. Massoud Barzani, fils du général, dénonce le projet de « dékurdisation » du nord du pays. Avant cette date 125 000 Kurdes irakiens ont été priés de quitter le nord du Kurdistan.

1990

15 mai : Irak. Profitant de l'amnistie décrétée par M. Saddam Hussein, de nombreux Kurdes réfugiés en Turquie depuis 1988 commencent à rentrer chez eux.

20 septembre : Une délégation kurde irakienne est reçue officiellement à Paris. Le secrétaire général du PPK, M. Sami Abdulrahman, déclare au Monde que Bagdad poursuit sa politique de la terre brûlée au Kurdistan.

1991

5 mars : Après la fin de la guerre du Golfe, l'opposition kurde affirme avoir donné le signal de la rébellion dans le nord du pays. Elle annonce la prise de Souleymaniyeh et de Gharanieh.

22 mars : M. Massoud Barzani, chef du PDK, affirme que « 95 % du Kurdistan irakien est libéré » et appelle l'opposition à revenir en Irak pour former « un gouvernement provisoire ».

28 mars : Bagdad annonce la reconquête de l'important centre pétrolier de Kirkouk, puis, le 31, de Dohouk et d'Irbil. La ville de Zakho est reprise le 1^{er} avril. Fuyant la répression, des milliers

de Kurdes se réfugient en Turquie et en Iran.

5 avril : A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité vote la résolution 688, exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et demandant à Bagdad de faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire.

7 avril : Washington et Ankara suggèrent la création, en Irak, de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU. Les Douze en approuvent l'idée le 8.

12 avril : Les Etats-Unis décident de réaliser une « grande opération d'aide » aux réfugiés massés près de la frontière turque, dans le nord de l'Irak. Début du largage de vivres.

16 avril : La Maison Blanche se rallie à la proposition européenne de créer des camps en Irak et à l'envoi de troupes supplémentaires. Acceptation de Bagdad pour l'installation de centres d'accueil de l'ONU sur son sol.

18 avril : Conclusion entre les rebelles et le gouvernement de Bagdad d'un cessez-le-feu « provisoire ».

24 avril : Les chefs rebelles kurdes et les autorités de Bagdad parviennent à un « accord de principe » sur le statut du Kurdistan irakien.

29 avril : Débat sur les Kurdes au Conseil de sécurité. Les alliés demandent l'envoi sur place d'une force de police de l'ONU pour remplacer leurs 9 000 soldats. Refus de Bagdad.

18 mai : M. Massoud Barzani annonce un accord de principe entre l'opposition kurde et Bagdad.

20 juin : Pour assurer la protection des kurdes, les alliés souhaitent installer une force d'intervention à la frontière, du côté turc. Le gouvernement d'Ankara fait savoir que cette demande est « à l'étude ».

15 juillet : Les troupes terrestres alliées quittent le Kurdistan irakien. Mais les alliés maintiendront des patrouilles aériennes.

19 juillet : Combats entre l'armée et les rebelles kurdes qui contrôlent la ville de Souleymanieh. Au cours des mois suivants des pourparlers ont lieu à Bagdad sur le principe de l'autonomie, mais ils resteront sans suite.

Le Combat des chefs

Après une lutte très serrée, le PDK de Massoud Barzani l'emporte d'un souffle. Rien n'est joué.

DE RETOUR DU KURDISTAN IRAKIEN
PHILIPPE DUMARTHERAY

Le chef du Parti socialiste du Kurdistan irakien a vendu la mèche hier en annonçant la «victoire» de Massoud Barzani lors des premières élections «présidentielles» libres au Kurdistan irakien. Fort prudemment, le Dr Mahmoud Osman a précisé, sans vouloir le chiffrer, qu'il n'y avait qu'un «petit écart» entre Massoud Barzani et son grand rival, Jalal Talabani, le chef du parti de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). Si l'on en croit certaines sources kurdes, rien ne serait pourtant joué. Massoud Barzani arriverait, certes, en tête, mais sans avoir pour autant obtenu la majorité absolue. Un second tour serait alors nécessaire. Quant aura-t-il lieu? Les tractations en coulisses ont d'ores et déjà commencé.

Victoire d'un souffle

Dans la foulée, des responsables du Haut-Comité électoral ont également dévoilé que, lors des élections législatives qui se sont déroulées parallèlement, c'est également le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani qui

l'emportait. Mais d'un souffle, de 20 000 à 25 000 voix sur un peu plus d'un million d'électeurs, et là également sans avoir décroché la majorité absolue lors de ce scrutin qui s'est déroulé à la proportionnelle.

Lors d'un interview qu'il nous avait accordée, en début de semaine à Schaklawa, à une trentaine de kilomètres de la grande ville d'Arbil, Jalal Talabani, très conscient de la difficulté de dégager une majorité, avait déjà esquissé l'avenir politique. «Le pouvoir politique doit être dans les mains du futur parlement de 105 membres (dont cinq sièges réservés à la minorité chrétienne, n.d.l.r.)»

Le chef de l'UPK a fait, depuis lors, des émules. Jeudi dernier, à la lumière des premiers résultats des élections de mardi, les chefs kurdes irakiens avaient décidé d'œuvrer en vue de la formation d'une coalition regroupant tous les partis. Du même coup, ils acceptaient de violer la loi électorale qui établissait un quorum de 7% pour les différents partis politiques.

Homogénéité absente

Il n'y avait de toute manière guère d'autre solution. Les quelques 55 000 km² du Kurdistan irakien li-

béré ne forment pas politiquement une entité homogène. Au nord, dans la région de Zakho, de Dohouk et de Barzan, Massoud Barzani et son PDK sont sans rivaux. Un petit sondage personnel dans les bureaux de vote de Zakho et d'un village environnant, Derkar, leur donnaient au bas mot 90% des suffrages. Dans le même, dans la grande ville de Suleimanyé, et plus généralement dans toute la région sud-est du Kurdistan irakien proche de l'Iran, Jalal Talabani et son UPK faisaient à leur tour un triomphe confirmant ainsi les notions de clan et d'implantation localisée des deux grands leaders kurdes irakiens. En fait, seul la ville d'Arbil, et, plus globalement, le centre du «pays» donnaient l'impression de vivre une véritable lutte entre partis politiques rivaux. Dans les faits, la lutte opposait principalement et uniquement le PDK à l'UPK. Tous les autres partis semblaient largement distancés.

En quête d'un front uni

La solution d'un gouvernement de coalition apparaissait logiquement la seule alternative possible pour tenter d'éviter — une fois de plus — la reprise des hostilités entre frères ennemis kurdes. Après ces élections, les Kurdes doivent rapidement trouver un terrain d'entente pour définir le statut de leur région afin d'ouvrir un front uni contre Saddam Hussein. Or, pour l'heure, le terrain semble miné. Massoud Barzani et son PDK souhaite la reprise des négociations avec Bagdad, alors que Jalal Talabani a adopté une ligne nettement plus dure en refusant de dialoguer avec le dictateur irakien.

Cette lutte entre deux hommes en conflit depuis de longues années risque ainsi à tout moment de dégénérer en conflit armé. Le Kurdistan irakien compte, en effet, à l'heure actuelle, près de 200 000 peshmergas en armes dépendant du PDK de Massoud Barzani et de l'UPK de Jalal Talabani, mais également d'une multitude de partis ou d'ethnies différents. La petite communauté assyro-chaldéenne — une minorité chrétienne — possède ainsi ses propres troupes.

Pour tenter de désarmer une crise qui ne pourrait faire que le jeu de Bagdad, Massoud Barzani et Jalal Talabani ont, pour l'heure, choisi de ne pas rompre. Un sommet au plus haut niveau était en tout cas fixé hier soir, à Arbil!

Ph. Dy □

24 heures

SAMEDI-DIMANCHE 23-24 MAI 1992



Les organisations caritatives font le forcing sur le terrain depuis une année. Caritas a fait construire des routes et des maisons.

Les élections au Kurdistan irakien n'ont pas permis de départager les deux principaux partis

LE MONDE

24 mai 1992

Les premières élections libres au Kurdistan irakien n'ont donné de majorité nette à aucune des deux principales formations en lice, qui se partageront les 100 sièges du Parlement réservés aux Kurdes. Sur les 105 sièges de l'Assemblée, 5 étaient réservés aux chrétiens : 4 ont été enlevés par le Mouvement démocratique assyrien, le cinquième revenant à l'Union chrétienne.

ERBIL

de notre envoyée spéciale

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani a remporté les élections législatives, M. Barzani arrivant aussi en tête à l'élection « présidentielle ». Mais l'écart entre les deux chefs traditionnels du Kurdistan d'Irak est minime puisque le PDK obtient 44,5 % des voix, contre 44,33 % à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani. Aucune des cinq autres listes ne franchit la barre des 7 % nécessaires pour entrer au Parlement. La répartition des voix des petits partis (105 000 sur 972 153 votants) au profit des deux grands a abouti au « miraculeux » résultat de donner cinquante sièges à chacun des deux. Le Parlement devrait se réunir dans les dix jours pour élire son président et désigner un chef du conseil exécutif, soit le « gouvernement ».

A l'élection « présidentielle ».

M. Barzani devance M. Talabani d'environ 25 000 voix. Le second tour de ce scrutin, prévu, selon la loi électorale, dans deux semaines, a toutefois été repoussé à deux mois pour des raisons « techniques » : le manque de temps, a plaidé le président du comité électoral, le juge Amir Al Hawesi.

Précédés par trois jours d'intenses consultations politiques, ces résultats laissent un goût quelque peu amer, car, si les Kurdes irakiens ont réussi leur examen en démocratie, il n'en est visiblement pas de même pour leurs leaders, qui ont eu beaucoup de mal à se mettre d'accord pour accepter les résultats des urnes.

La dénonciation de fraudes électorales a, à cet égard, incontestablement servi à couvrir leur refus de s'incliner devant le verdict populaire. Des fraudes, il y en a eu, certes, en particulier des doubles ou triples votes, l'encre indélébile mise au point par des chercheurs kurdes après le fiasco de l'encre allemande s'étant à son tour révélée lavable avec certains acides. Ces doubles votants qui selon M. Abou Rana, membre du bureau politique du PC, « étaient amenés par cars dans différents centres de vote », auraient, de plus, empêché des milliers de citoyens de voter jusqu'à la clôture du scrutin, à minuit, mardi 19 mai, ils étaient encore des centaines à se presser devant les centres.

Mais, selon le président de l'institut indépendant que le Front avait sollicité pour surveiller la régularité des élections, celles-ci

ont été « libres et honnêtes ». « Sur les cent rapports des observateurs internationaux, il n'y a aucune évidence d'une quelconque manipulation qui ait pu affecter de façon significative le résultat des élections », a affirmé à plusieurs reprises le président de cet institut, M. Michael Meadowcroft. On peut au demeurant penser que, tous les partis ayant fraudé, leurs trucages s'équilibrent à peu près.

Les petits partis étant toutefois, à ce jeu, défavorisés et leur très maigre score ne les encourageant pas au compromis, ce sont eux qui ont fait le plus de bruit autour de ces fraudes, demandant même un moment l'annulation pure et simple des élections.

Devant le risque du ridicule, la crainte de se déconsidérer devant l'Occident et pour éviter enfin de donner l'occasion au président irakien, M. Saddam Hussein, de se réjouir, les leaders politiques ont donc imaginé de multiples solutions qui, à défaut de respecter la démocratie, pourraient les satisfaire tous, et surtout maintenir leur unité.

Trouver une politique commune

« Tout sera résolu à la sauce démocratique kurde. Cette unité sera notre secret », affirmait au début des négociations, avec un grand sourire, M. Talabani.

Exclus du Parlement, les petits partis se sont vu promettre par M. Barzani et M. Talabani qu'ils participeront au gouvernement.

« Le principal problème a toutefois été la compétition entre MM. Barzani et Talabani », nous a affirmé M. Mahmoud Osman, chef du Parti socialiste, les deux leaders s'accusant mutuellement de fraude dans leurs fièfs respectifs, Dohouk pour le premier et Souleymanieh pour le second. Pour cela, M. Talabani a demandé l'annulation de l'élection présidentielle ou son report à deux mois, ce qu'il a obtenu. Le temps peut-être pour lui de voir comment vont désormais s'organiser les choses entre la présidence du Parlement, qui, selon un accord conclu entre les partis, reviendra au PDK, et le « gouvernement », qui sera présidé par l'UPK.

L'égalité au Parlement entre les deux formations historiques du Kurdistan irakien ne facilitera pas, en tout cas, l'émergence d'une politique commune sur le point capital qui les oppose des relations avec Bagdad d'abord, mais aussi avec les pays voisins, comme la Turquie ou l'Iran.

L'essentiel a été, au moins pour l'instant, préservé : l'unité du mouvement, et c'était là la première revendication des Kurdes, qui craignaient plus que tout de nouvelles divisions. A l'annonce des résultats, la population a bruyamment manifesté sa satisfaction. D'intenses tirs de joie à l'arme automatique et au lance-roquettes RPG ont secoué Erbil, le futur siège du Parlement. Des milliers d'habitants ont dansé et chanté une partie de la nuit.

FRANÇOISE CHIPAUX

International Herald Tribune — May 23, 1992

Kurdish Election Ends in Dead Heat

IRBIL, Iraq (AP) — Three days after the Iraqi Kurds' first democratic elections, the electoral commission announced Friday that the two major parties had ended in a dead heat, each winning nearly half the seats in parliament.

The commission also said run-off elections would be held for the supreme leadership of the Kurds. Neither of the two main rivals — Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan — captured an absolute majority.

The two main parties each received 50 seats among the 105 in the national assembly. Five additional seats were divided between the two Assyrian minority groups. None of the five smaller parties got even the minimum 7 percent of the vote needed to enter parliament.

Le Monde — 28 mai 1992

□ TURQUIE : violents combats entre l'armée et les séparatistes kurdes. — Plus d'une centaine de combattants kurdes, probablement membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), auraient été tués, mardi 26 mai, lors d'une opération de l'armée turque, en riposte à une attaque contre un poste frontalier de la gendarmerie à Uzumlu, à la frontière irakienne, a-t-on appris de bonne source à Ankara. L'opération aurait été lancée contre quelque « six cents rebelles kurdes venus à bord de huit camions », encerclés à la frontière par le parachutage des unités aéroportées de l'armée. De même source, on indique que cette action constituerait l'opération « la plus grande jamais entreprise » contre les rebelles kurdes. Cinq Kurdes irakiens ont été tués et quatre blessés, mardi, lors d'un raid aérien turc. — (AFP.)

Est Eclair — 23 mai 1992

Irak

Les deux principaux partis kurdes obtiennent chacun 50 sièges au parlement

Le Parti Démocratique kurde (PDK, de M. Massoud Barazani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Jalal Talabani) ont obtenu des résultats presque identiques aux élections parlementaires kurdes, avec respectivement 50,22 et 49,78 % des voix.

Selon le juge chargé des élections, Amir Abdel-Karim Al-Hawesi, ces pourcentages, qui totalisent 100 %, s'expliquent par le fait que les autres formations en lice n'ayant pas obtenu les 7 % des voix requis, le calcul a été refait en ne tenant compte que des voix portées sur les deux principaux partis.

L'avance du PDK sur l'UPK étant très minime pour départager les 105 sièges de l'Assemblée --ce scrutin d'un seul tour ayant eu lieu à la proportionnelle-- le Front du Kurdistan (FK, coalition des partis kurdes d'opposition) a décidé à la suite de la réunion de ses dirigeants qui s'est poursuivie vendredi, que 50 sièges seraient attribués au PDK et 50 autres à l'UPK, les cinq derniers sièges seraient réservés aux kurdes chrétiens ayant obtenu le plus de voix.

Un nouveau tour de scrutin devrait toutefois être organisé pour désigner le leader des kurdes irakiens, les deux principaux dirigeants n'ayant pas réussi à recueillir une majorité absolue des suffrages exprimés. Aucune date n'a cependant été avancée par le juge Al-Hawesi.

L'Humanité — 23 mai 1992

B R E V E S

KURDISTAN: BARZANI EN TÊTE

Massoud Barzani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) seraient arrivés en tête dans les élections de mardi au Kurdistan irakien, mais sans recueillir la majorité absolue. Ils devanceraient de quelques milliers de voix seulement (sur un million) l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani. C'est ce qu'a révélé vendredi le chef du Parti socialiste du Kurdistan, Mahmoud Osman. Les élections étaient destinées à élire un Parlement kurde de 105 membres à la proportionnelle et un chef du mouvement national kurde à la majorité absolue. Un second tour sera donc nécessaire pour départager MM. Barzani et Talabani. Les dirigeants des huit partis réunis au sein du Front du Kurdistan étaient réunis vendredi à Erbil pour une concertation avant toute proclamation des résultats, les petits partis -- dont aucun n'aurait franchi la barre des 7 % -- se plaignant d'irrégularités.

Sud Ouest — 23 mai 1992

KURDISTAN

Barzani sur le fil

Le PDK de Massoud Barzani a emporté de justesse les élections au Kurdistan irakien

Longtemps, tout au long de la journée d'hier, on a cru qu'il y aurait un second tour dans les élections de mardi dernier pour constituer le Parlement kurde. Les deux camps rivaux étaient en effet donnés à égalité. Finalement c'est le Parti Démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani qui l'a emporté. Une courte victoire puisqu'il a obtenu 50,22 % des voix devant l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani qui a obtenu, de son côté, 49,78 % des suffrages.

Selon le juge chargé des élections Amir Abdel-Karim Al-Hawesi, ces pourcentages, qui totalisent 100 pour cent, s'expliquent par le fait que les autres formations en lice n'ayant pas obtenu les 7 pc des voix requis, le calcul a été refait en ne tenant compte que des voix portées sur les deux principaux partis.

Dans la journée le chef du Parti socialiste du Kurdistan, Mahmoud Osman, avait déclaré que M. Barzani « avait remporté » ces élections

mais qu'il « n'y avait pas encore » de chiffres officiels.

Les élections étaient destinées, rappelons-le, à composer -- à la proportionnelle -- un parlement kurde irakien de 105 membres ainsi qu'à désigner -- à la majorité absolue -- un chef du mouvement national kurde.

Le Figaro — 23 mai 1992

**KURDISTAN IRAKIEN
Courte victoire du PDK**

□ Le parti démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani, partisan d'un compromis avec Bagdad, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, favorable à l'autodétermination, ont obtenu des résultats presque identiques aux élections parlementaires kurdes de mardi, avec respectivement 50,22 % et 49,78 % des voix.

Pour départager les 105 sièges de l'Assemblée nationale, le Front du Kurdistan, qui regroupe les partis kurdes d'opposition, a décidé d'attribuer 50 sièges à chacun de ces deux partis. Les cinq derniers sièges seraient réservés aux kurdes chrétiens ayant obtenu le plus de voix. Un nouveau tour de scrutin devrait toutefois être organisé prochainement pour désigner le leader des Kurdes irakiens.

Midi Libre — 23 mai 1992

ÉLECTIONS KURDES

Massoud Barzani en tête

■ Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde Massoud Barzani est arrivé en tête dans les élections de mardi au Kurdistan irakien. Mais avec 50,22 % des voix, il n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue de suffrages. Ce scrutin est destiné à désigner un leader kurde et un parlement de 105 membres. Un second tour sera donc nécessaire pour départager M. Barzani et le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, qui a obtenu 49,78 %.

Libération - 25 mai 1992

Les Kurdes se font un Parlement sur mesure

Le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani se partageront à égalité les 100 sièges de l'Assemblée du Kurdistan irakien. Un résultat aux allures de compromis entre les deux partis.

Kurdistan d'Irak, envoyé spécial

Les premières élections libres tenues au Kurdistan d'Irak ont consacré sans surprise la victoire des deux grands partis qui dominent le mouvement national kurde irakien. Le Parti démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani, séparés par un petit demi-point se partageront à égalité les 100 sièges kurdes de la future Assemblée, 5 autres revenant à la minorité chrétienne du Kurdistan qui votait sur des listes spécifiques. Aucune des autres formations en lice n'a obtenu les 7% de suffrages exigés pour obtenir des élus, la première d'entre elles, le Parti islamique de Saïd Abdelaziz Othman obtenant tout juste 5%.

Triomphe des éléphants, élimination des petits, le suffrage universel aura finalement confirmé l'état de fait. Rien que de très normal sauf que la publication des résultats a fait l'objet de plusieurs retards ponctués de longues réunions à huis clos du Front kurde, renforçant le sentiment général que le verdict final, s'il doit beaucoup aux urnes, a été également l'objet de longues et laborieuses négociations. Les responsables de deux principales formations ne l'ont du reste pas caché, tout en se défendant d'avoir eux-mêmes « arrangé » les chiffres pour parvenir à ce miraculeux 50-50.

Si les premiers chiffres officiels donnent au PDK une avance de quelque 4000 voix (sur près d'un million de suffrages), ceux rendus publics par le PDK lui-même portent cette avance à 14000 voix. Une différence qui change tout puisque, dans ce cas, la répartition proportionnelle accorderait 51 sièges au PDK contre 49 à l'UPK. Pourtant, aucun des deux partis n'a contesté l'égalité proclamée par un juge-président. Au nom de « l'unité du mouvement » et de la « crédibilité des élections ». Non sans admettre parfois, du moins en privé, que si l'avenir jugera de la solidité de la première, la seconde n'est en tout cas pas sortie intacte de ces trois jours de débat où, en dépit du huis clos, il était difficile

d'ignorer le déferlement des critiques venues des partis eux-mêmes contre le déroulement des élections.

A l'écoute des uns et des autres, on eût pu croire que nous venions d'assister à l'une de ces parodies de consultation dont les Etats socialistes fabriquent le modèle à l'usage des dictatures du tiers-monde. Rien à voir en tout cas avec ce à quoi nous, journalistes et une petite cinquantaine d'observateurs internationaux, avons réellement assisté le mardi 19 mai. « Fair and free elections », avait résumé le président de la commission internationale.

Que s'est-il donc passé? « Peut-être tout simplement que personne n'a reconnu dans le résultat l'idée qu'il se faisait de lui-même ou de son parti », confiait avec une certaine franchise un dirigeant de l'un des deux grands partis. « Barzani et le PDK étaient sûrs de ramasser au moins 70 % des voix. L'UPK et Talabani estimaient leur majorité assurée entre 60 et 65 %, les socialistes de Mahmoud Osman se donnaient dans les 20 %, les communistes entre 25 et 30, les islamistes autant, etc., à tel point que les espoirs additionnés des uns et des autres dépassaient largement les 200 % d'électeurs. Même si, comme chez vous, chacun pense encore aujourd'hui que le résultat final ne reflète pas la réalité de son influence, peut-être à raison, ces chiffres photographient une réalité qui pour n'être pas exacte à 100% l'est davantage que les illusions précédentes. »

Pas facile non plus d'admettre qu'à la fin le processus démocratique décide qu'il y a un gagnant et un perdant. Que pour transformer un résultat équilibré mais net en faveur de l'un des camps en une égalité formelle des deux au Parlement, le haut comité ait justement trouvé quelques bureaux de vote douteux dont l'annulation permettait de réduire de quelque 10000 voix le score du PDK (avec son consentement), il y a en effet de quoi chatouiller les scrupules démocratiques, mais on peut y voir aussi et en de telles circonstances une marque de

prudence, sinon de sagesse.

Les « petits partis » en ont du reste fait preuve durant les tractations finales en refusant, tous, la proposition commune des « grands » d'abolir le seuil des 7% pour leur permettre de siéger au futur Parlement, au motif que changer la règle en cours de partie nuirait gravement à l'image internationale des premières élections kurdes. Ils ont obtenu en échange la promesse de participer à « l'exécutif », désigné par le Parlement en principe dans les dix jours à venir.

Conformément à l'accord entre les deux « grands », le président de l'Assemblée sera du PDK, celui de l'exécutif de l'UPK, mais comme ils doivent être l'un et l'autre issus du Parlement, ni Barzani ni Talabani n'occuperont ces postes. Unis aujourd'hui, ils n'ont pas moins devant eux un nouveau rendez-vous électoral pour désigner le « chef du mouvement national », en fait le Président, sans ce titre. Selon la loi, le deuxième tour devait avoir lieu deux semaines plus tard mais d'ores et déjà ils se sont mis d'accord pour le reporter à deux mois.

Si les élections ont été finalement endossées par tous, nul ne semble entièrement satisfait du compromis. Dans l'accord conclu entre les partis, il serait explicitement question de retourner devant les électeurs une fois les conditions requises pour un scrutin qui serait cette fois sans reproche. Si officiellement rien n'a été déclaré, on parle de recommencer dans quatre ou cinq mois.

Les partis kurdes ne semblent pas avoir pris de position en revanche quant au futur des relations avec Bagdad, point sur lequel Barzani et Talabani semblaient le plus ouvertement opposés. S'il n'est plus question pour l'UPK de « négocier avec une dictature que tout le monde rejette », Massoud Barzani avait pour sa part déclaré publiquement qu'il était prêt à reprendre les discussions avec le gouvernement central dès lors que Bagdad leverait l'embargo qu'il impose aux régions kurdes depuis octobre.

Mais ce point ne semble pas inquiéter outre mesure Jalal Talabani qui estime que sur ce point « les positions des deux partis se sont rapprochées ». On sait que pour l'UPK toute négociation avec le pouvoir irakien doit se passer en présence de l'ONU sur la base de la résolution 688. Fait significatif, samedi Massoud Barzani recevait sur les hauteurs d'Arbil le commandement militaire (MCC) des forces alliées qui surveillent la zone de sécurité établie pour les Kurdes au nord-ouest de l'Irak afin de leur communiquer le résultat des élections. Vendredi soir, les deux partis gagnants avaient appelé les populations kurdes à célébrer la « victoire commune ». D'interminables rafales éclataient alors dans le ciel d'Arbil. Les gens se rassemblèrent par milliers autour de la vieille citadelle qui domine la ville, mêlant les drapeaux verts et les drapeaux jaunes, couleurs respectives des deux partis. Concert de radiocassettes, de fifres et tambourins couverts par des rafales de Kalashnikov, on chantait, on dansait. La ville qui fut la capitale administrative du Kurdistan « autonome », selon Saddam Hussein, et accueillera dans quelques jours en principe la première Assemblée du Kurdistan libre se réjouissait bien sûr du succès consacré par les résultats des élections du 19 mai et tout autant de l'entente rendue à l'instant publique entre « Frère » Massoud et « oncle » Jalal, comme les appellent leurs partisans. On avait craint le pire, les élections annulées, les armes brandies entre frères, la fin du rêve mais maintenant tout allait bien. On dormit peu à Arbil cette nuit-là et au matin, quand la fête avait cessé, on vit les premiers miliciens qui, prenant les devants avaient ajouté à leur uniforme de peshmerga une ceinture verte et jaune. Peu avant, un responsable de l'un des partis politiques, faisant preuve pour le coup d'une rare lucidité, nous disait: « Quand je vois ce dont est capable notre peuple, je me demande si nous, dirigeants, sommes bien à la hauteur. »

Marc KRAVETZ

LIBERTÉ
25 mai 1992

Le président turc part pour Washington

BRULOT A ANKARA

*Turgut Ozal va se faire opérer de la prostate aux Etats-Unis
Avant de quitter son pays, il propose qu'une chaîne de télévision émette en langue kurde
Grognements au gouvernement et chez les militaires*

De notre envoyée spéciale
en Turquie.

AVANT de quitter Ankara pour les Etats-Unis, où il doit être opéré d'un cancer de la prostate, le président Turgut Ozal a laissé derrière lui un véritable brûlot politique : il a en effet proposé lors d'une réunion du Conseil de sécurité national tenue la semaine dernière (et qui aurait dû en principe rester secrète) que la télévision du GAP (projet de développement du sud-est et de l'Anatolie), chaîne qui émet dans la province du sud-est du pays et notamment au Kurdistan, comporte à l'avenir des émissions en langue kurde, ce qui satisferait l'une des revendications des dix millions de Kurdes qui habitent cette région. La proposition a été ébruitée il y a deux jours par « des sources proches du président Ozal », selon la presse. Elle survient au moment où le problème kurde se pose avec une acuité que rappellent chaque jour les affrontements armés qui se déroulent dans cette région : embuscades du PKK contre militaires et policiers déployés en masse au Kurdistan, opérations de ratissage et répression menées contre la population par ces

forces armées pour la dissuader de soutenir le PKK.

Lors d'une conférence de presse donnée vendredi matin, le premier ministre, Suleyman Demirel, a rendu public un bilan de ce qu'il a appelé « la lutte contre le terrorisme ». Ce bilan inclut les opérations menées contre le PKK et contre diverses autres organisations qui prônent l'utilisation de la lutte armée comme celle, turque, de Dev Sol. Bilan terrible dans sa formulation même : « Depuis le début de l'année 1992, a dit le premier ministre, il y a eu 500 terroristes arrêtés dont 157 ont été pris morts. 77 civils et 95 membres des forces de sécurité ont été tués. » M. Demirel a également confirmé son hostilité à la diffusion d'émissions en langue kurde proposée par le président Ozal. Selon lui, ce projet est anticonstitutionnel puisque la Constitution de 1982, adoptée après le coup d'Etat militaire du général Evren en septembre 1980, interdit toute activité susceptible de porter atteinte à l'unité du peuple turc. Le premier ministre semble avoir tout à fait oublié pour l'occasion qu'un projet de modification de la Constitution, supposé introduire un peu plus de démocratie dans les institutions tur-

ques, est à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée pour la semaine prochaine.

Cette question de la télévision kurde divise en tout cas profondément le pays et les partis politiques eux-mêmes. Si le Parti socialiste unifié de Turquie (continuateur du Parti communiste turc interdit) y voit une avancée intéressante et qui va dans le bon sens, le parti du président Ozal lui-même qui est pourtant à l'origine du projet, s'est très vivement prononcé contre. La direction de l'ANAP (parti de la mère-patrie) a en effet fait savoir que cette proposition était en contradiction flagrante avec son programme. Au contraire, le Parti social-démocrate (SHP), membre de la coalition au pouvoir, s'y déclare favorable tout en se demandant si Ozal est réellement sincère lorsqu'il dit vouloir « prouver à nos concitoyens kurdes qu'ils ne sont pas coupés du reste du pays, que nous les acceptons comme une partie de nous-mêmes, une partie de la mosaïque qui compose la société turque. Certains dirigeants du SHP craignent qu'il ne s'agisse que d'une manœuvre pour gagner des voix dans le sud-est du pays lors des élections locales du 7 juin pro-

chain, en introduisant par la même occasion un coin entre les deux partis membres de la coalition gouvernementale : le Parti de la juste voix et le SHP. Car si Demirel s'est prononcé contre la TV kurde, son vice-premier ministre, Erdal Inonu, chef du SHP, a jusqu'ici préféré garder un silence prudent.

Aucune prudence par contre du côté des militaires, qui n'ont pas hésité à se mêler au débat. Ils ont fait savoir leur grande défiance à l'égard de la proposition du président Ozal. Le chef d'état-major de l'armée, dont on sait qu'il est indépendant du gouvernement et constitue un pouvoir important dans le pays, a publié un communiqué rappelant que « la Constitution de 1982 stipule que l'utilisation des médias doit respecter le principe intangible de la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriales de la Turquie ». Et il ajoute que tout nouveau projet dans ce domaine, doit clairement indiquer la conduite à tenir en cas « d'état de guerre et de loi martiale ». Une prise de position qui a le mérite de la clarté sur la manière dont les militaires évaluent la gravité de la situation au Kurdistan de Turquie.

Françoise Germain-Robin

Paris-Normandie - 23 mai 1992

Kurdes : l'indignation de Mgr Gaillot

Jacques Gaillot était ces jours derniers en Syrie, invité par Terre des Hommes. Rentré hier matin il a appris le sort réservé aux Kurdes qui, à Vernon, étaient en grève de la faim pour faire reconnaître leur droit de réfugiés politiques. Ces Kurdes sont en effet des ressortissants turcs. Pays où ils sont toujours victimes de massacres.

L'évêque d'Evreux a bien sûr réagit. Tout comme son vicaire général craignait hier que nous perdions notre âme, Jacques Gaillot a honte aujourd'hui pour son pays.

Voici l'expression de sa révolte : Apprenant ce qui s'est passé à propos des grévistes de la faim je tiens à dire mon indignation. L'emploi de la force ne fera pas taire le cri de la justice. Livrer les Kurdes à leur pays d'origine c'est se laver les mains d'une manière indigne.

J'ai honte pour mon pays.

UNION - 27 mai 1992

Une vingtaine de Kurdes tués

Une vingtaine de rebelles kurdes auraient été tués hier lors d'une opération de l'armée turque lancée à l'issue d'une attaque rebelle contre le poste frontalier de la gendarmerie turque à Uzumlu, dans la sous-préfecture de Cukurca à la frontière irakienne. Des unités de l'armée turque auraient pénétré en territoire irakien en vue de poursuivre ces rebelles lors de cette opération de grande envergure soutenue par des avions de combat et des hélicoptères turcs.

Two parties share seats in Kurdish Parliament

TDN WITH WIRE DISPATCHES

IRBIL/ZAKHO, IRAQI KURDISTAN- The two main rival Kurdish groups contesting the May 19 elections in Iraqi Kurdistan have taken all of the seats in the Kurdish Parliament. But there will be another round of parliamentary elections in October. Run-off elections will also be held within the next two months to determine a paramount leader for the Kurdish liberation movement, since both Iraqi Kurdistan Democrat Party (KDP) leader Masoud Barzani and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) chairman Jalal Talabani failed to reach an absolute majority in last week's contest.

Officials of the Supreme Election Committee in the city of Irbil said the KDP and PUK had each gained 50 seats in the 105-member parliament, while the five additional seats were divided between two Assyrian minority groups.

According to Iraqi Kurdish radio and television, Barzani took 466,879 of the 982,649 leadership ballots, only 25,822 more than Talabani. The remainder went to two fringe candidates, representing the Kurdish socialist and Islamic parties, or were blank, they said.

More than a million eligible Kurdish voters, women and men, cast ballots last Tuesday both for parties contesting parliamentary seats, and for a paramount leader who -- according to Talabani -- would have been titled "Leader of the Kurdish Liberation Movement." The latter, said the PUK leader, was a mere technicality and actually unnecessary "since a national leader cannot be determined with votes."

"This is not a victory for a single party... The Kurdish people are the sinners tonight," Barzani told reporters after the election results were announced.

"What we need is a grand coalition," said a senior PUK official in Talabani's headquarter city of Shaklawa. None of the five smaller parties that entered the contest could even approach the minimum seven percent of the total votes

required to enter parliament. But leaders of the Kurdistan Front said they had decided against amending the law and eliminating the seven percent hurdle.

Foreign observers and sources close to the Kurdish leadership here believe that although the elections have been a major step toward democratization in liberated Kurdistan, the results would serve little to close the leadership gap in the Kurdish movement.

Each and every voter questioned on the issue by the Turkish Daily News on election day expressed an awareness of this gap, saying that all they wanted was for the Kurdish movement to be united under a single leadership.

Even though the main contestants of the elections have ended in a dead heat, Front officials believe last week's polls were necessary and could not have been cancelled without inflicting serious damage on Kurdish prestige.

"We had to accept the cancellation of the entire operation which could be very bad for the whole image and cause irreparable damage, or seek an accommodation to get the assembly on the ground and make it a forum to prepare for another election," said KDP spokesman Hoshiyar Zebari.

Both of the winning parties have thus decided to get the assembly going, but with an agreement to hold another round of elections in October. For the time being, they will share power in the parliament.

Kurdish vote leads to show of unity

Political leaders bargained over post-election deals, writes Gareth Smyth in Dahuk

IRAQI KURDISTAN'S first free elections reached almost farcical levels even before the ballot papers were counted.

It was never going to be perfect. There was no electoral register -- hence the importance of marking-ink to prevent people voting more than once -- because of the dislocation of Iraqi society.

The Iran-Iraq war of 1980-88 was fought partly on Kurdish soil and culminated in the Iraqi government's use of chemical weapons against Peshmerga guerrillas and civilians. Thousands of villages were razed and perhaps as many as 180,000 civilians "disappeared" in the late 1980s during a pogrom by Iraqi President Saddam Hussein.

Then in 1991 thousands of Kurds fled to the mountains as Saddam regained strength after being driven out of Kuwait by the western allies.

Against this backdrop, widows, orphans, refugee families and Kalashnikov-bearing guerrillas queued on May 19 to

place their mark on ballot papers bearing the coloured flags of the Kurdish parties.

Between the close of polling at midnight and the broadcast outcome on Friday, politicians bargained over post-election deals in return for accepting the propriety of the poll.

Occasionally they called in judge Amier Hawesy, a stern-faced relic from the days of rule from Baghdad and now the "neutral" head of the electoral commission. When he gave reporters the figures for seats in the new assembly, he was genuinely surprised to be asked for numbers of votes.

The Kurds voted against Saddam and for peace. It was less important that Mr Massoud Barzani's Kurdistan Democratic party (KDP) was eventually put at 45.4 per cent and Mr Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) at 43.9 per cent in the assembly elections -- or that Mr Barzani was ahead by a slightly larger margin in an election for president, which failed to achieve a definite outcome as no-one

reached 50 per cent.

The KDP forfeited a two-seat lead over the PUK, giving away one seat to its rival to make them level. The need for unity was greater than the desire for victory.

Even the small parties, none of which reached the 7 per cent threshold for representation, would be included in the assembly's executive.

Emerging arm-in-arm from the crucial summit at Shaklawa on Friday, Mr Barzani and Mr Talabani verged on the theatrical. But the ostensible political differences between the KDP's "autonomy" and the PUK's "self-determination with Iraq" were exaggerated for election purposes.

There is a shared appreciation of the considerable problems facing the new administration created to fill the vacuum left by Mr Saddam's withdrawal from the region.

Inflation has been rampant. A day's work in the fields is needed to buy a kilo of rice or a can of Turkish beer; two weeks' work will buy a pair of

good shoes. While basic requirements filter through the UN embargo on Iraq and the Iraqi embargo on Kurdistan, there are widespread shortages.

Saddam has a 100,000-strong army just south of Kurdish-held territory. The debris of burnt-out Iraqi heavy armour littering the road north of Salahuiddin is evidence of guerrilla prowess with anti-tank weapons, but defence against helicopter gunships would rely on the allied air cover operating north of the 36th parallel from the Incerlik Nato base in south-east Turkey.

An autonomous Iraqi Kurdistan is land-locked and without regional allies. The Kurdish leadership eagerly seizes on any hint that the US, Turkey or Iran are becoming more supportive.

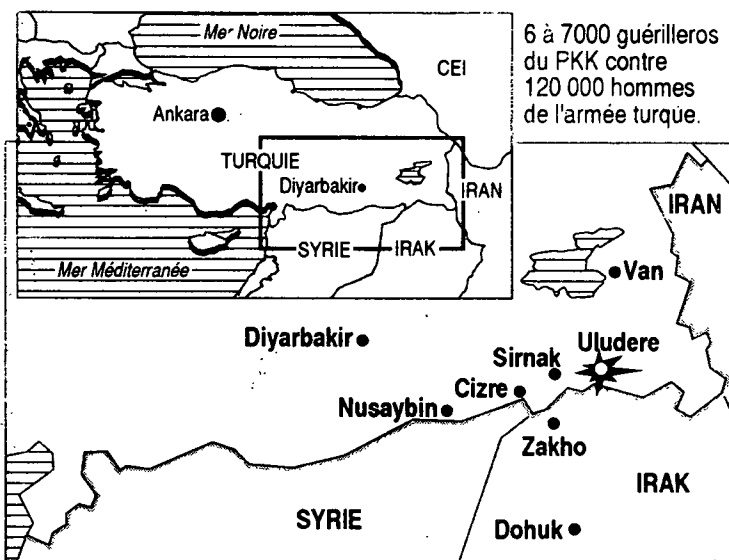
As the election fuels Kurdish aspirations in Turkey and Iran, KDP and PUK leaders are expected to attend next month's Vienna conference of the various Iraqi opposition groupings: this, they hope, will please the US.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN

Les Kurdes, qui votent se battent en Turquie

Le PKK vient de lancer en Anatolie des opérations militaires. Cette violence indispose les cousins kurdes d'Irak, qui ont besoin de la

Le sud-est anatolien enflammé par la rébellion kurde



6 à 7 000 guérilleros du PKK contre 120 000 hommes de l'armée turque.

ALAIN CAMPIOTTI
CIZRE, DIYARBAKIR

Hassan Özgür sort de sa serviette une petite cassette, deux lettres et une photo. «Ankara ment, dit-il en brandissant ses preuves. L'armée turque a perdu 120 hommes dans la bataille d'Uludere, et non pas une trentaine, comme elle l'affirme. Ce sont deux soldats, prisonniers aux mains du PKK, qui le disent. Je viens de les rencontrer dans les montagnes près de la frontière irakienne, au-dessus de Zakho.»

Les Kurdes sans Etat, comme toujours dans leur histoire de révolte et de sang, mènent des combats contradictoires. Au nord de l'Irak, sous la protection des Américains et de leurs alliés de la coalition onusienne, ils viennent d'élire un parlement pour tenter d'imposer à la face du monde une autonomie qui ne soit pas en rupture totale avec Bagdad. Au même

moment, dans le sud-est de la Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui est entré il y a sept ans en lutte armée pour l'indépendance, lançait des actions d'une ampleur jamais vue. Dans la province de Sirnak, trois cents hommes, ayant sans doute franchi la frontière irakienne, ont attaqué et anéanti il y a dix jours le poste militaire de Tasdelen, près de la ville d'Uludere. Le commandement militaire turc affirme qu'une centaine de guérilleros ont été éliminés dans les opérations de contre-attaque qui ont suivi jusque sur le sol irakien. «Mensonge, répète Hassan Özgür. Ils ont surtout tué des civils, des gens qui ramassaient du bois, ou des bergers...»

Özgür est un reporter de l'hebdomadaire *Yeni Ülke*, dont il serait impossible, sans un guide, de trouver la rédaction à Diyarbakir. Pas d'indication dans la rue, ni même sur la porte au deuxième étage de ce vieil immeuble proche

de l'enceinte extérieure de la grande ville kurde d'Anatolie, cité pauvre, mais grouillante de petits commerces. *Yeni Ülke* ne peut pas être officiellement l'organe du PKK, parti illégal, qu'Ankara nomme terroriste; mais chacun sait que le mouvement d'Abdullah Öcalan, le leader charismatique du PKK, parle par cette voix. Paradoxe turc: dans un pays où l'arrestation arbitraire et la torture sont monnaie courante – et même si *Yeni Ülke* a souvent des problèmes avec la censure – la presse jouit d'une liberté d'expression presque incongrue, impensable par exemple en France pendant la guerre d'Algérie.

Après des années d'intransigeance face aux Kurdes, qui pour le pouvoir d'Ankara n'existaient tout simplement pas, le président Turgut Özal, puis le premier ministre Souleiman Demirel ont entrouvert la porte: la langue kurde a droit de cité – mais pas dans l'enseignement, l'administration, la radio et la TV... – et des journaux en kurde peuvent paraître; on commence à parler d'issue politique au conflit ethnique. Mais le PKK rejette en bloc ces miettes, et il a poussé à la démission la plupart des 22 députés nationalistes kurdes qui avaient été élus en octobre dernier sur des listes du parti populiste social-démocrate de la coalition au pouvoir.

Cette position radicale, appuyée sur une violence extrême, découle de la nature même du combat engagé par Abdullah Öcalan et les siens. Ils ont pris les armes en 1984 pour réveiller les Kurdes de Turquie, pour casser le mouvement d'assimilation forcée inauguré par Atatürk dans les années 20. «Entre adultes, nous parlons kurde, dit ce commerçant sexagénaire du bazar de Diyarbakir. Mais nous nous adressons en

turc à nos enfants, la langue de leur école.» Le PKK a voulu recréer la nation en voie de dissolution, dans l'opposition armée à l'Etat turc, dont la violence répressive contribue en retour à souder les Kurdes, dans le pays et dans la diaspora (un million en Europe occidentale).

D'abord très minoritaire, le parti armé a réussi à s'imposer comme force dominante de la revendication kurde. On ne le mesure nulle part mieux qu'à Cizre, près de la frontière syro-irakienne, ancienne capitale de légende, aujourd'hui gros bourg délabré, abandonné aux camions et aux moutons noirs, symbole même du sous-développement dans lequel Ankara a maintenu le pays kurde. A Newroz dernier (21 mars, le Nouvel-An kurde), Cizre fut un haut lieu des manifestations organisées par le PKK, qui coûtèrent la vie à des dizaines de personnes.

Casser le mouvement d'assimilation forcée inauguré par Atatürk

La ville garde le souvenir de ces massacres, et même les gens qu'on vous désignait comme des serviteurs du pouvoir turc s'avèrent être, quand on les interroge, des soutiens de la guérilla. Le soir venu, l'armée patrouille en bruyantes colonnes blindées dans les rues poussiéreuses de Cizre, où le PKK, affirme un de ses «sympathisants» – comme disent les militants devant un étranger – pourrait compter sur cinq mille miliciens.

Abdullah Öcalan, qui a quitté la Turquie très tôt après le début de

MARDI 26 MAI 1992 **5**

ent en Irak, : guerre totale

*aires d'une ampleur jamais vue.
bienveillance turque pour asseoir leur autonomie.*

LIBERTÉ DU MORBIHAN 27 MAI 92

Bombardements turcs en Irak

Cinq Kurdes d'Irak ont été tués et quatre autres blessés mardi lors d'un raid aérien de l'aviation turque en territoire irakien.

Des unités de l'armée turque, soutenues par des avions de combat et des hélicoptères, ont pénétré en territoire irakien en vue de poursuivre des indépendantistes kurdes turcs lors d'une opération de grande envergure.

la lutte, vivait jusqu'à ces derniers jours à Damas, protégé par les Syriens, qui ont un lourd contentieux avec Ankara, et à portée de voiture des camps PKK établis dans la Bekaa libanaise. Mais Hafez el-Assad, sensible après la guerre du Golfe aux pressions turques et occidentales, a officiellement fermé les camps, et Ocalan vient de quitter Damas. On l'a signalé à Chypre, au Canada, à Bagdad, en Turquie même, ou plutôt au nord de l'Irak. Terrain brûlant: la guérilla a établi des bases dans les villages détruits que Saddam Hussein avait vidés de leur population pour créer une sorte de no man's land sur sa frontière nord. Au grand dam des Kurdes irakiens de Massoud Barzani et de Jalal Talabani, qui ont désormais besoin de l'appui d'Ankara pour faire vivre leur fragile autonomie. Les deux leaders viennent de répéter que les combattants du PKK, s'ils veulent rester sur sol irakien, doivent déposer leurs armes, ou alors passer la frontière s'ils veulent encore se battre contre l'armée turque. Un nouveau divorce kurde est ainsi ouvert. On dit même que le PDK de Barzani a le projet d'ouvrir à Diyarbakir, avec les autorités turques, un bureau d'information sur les activités du PKK en Irak. «Si jamais ce bureau est créé, dit Hassan Özgür, je peux vous assurer qu'il n'existera pas longtemps...» □

Miracle électoral

Après deux jours d'hésitations, et passablement de protestations des petits partis contre la fraude, le résultat des élections au Kurdistan d'Irak pour former un parlement et désigner un leader du mouvement de libération a été rendu public. Miracle: les deux grands partis, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani sont à égalité. Cela ressemble à un ultime arrangement des deux forces principales, qui se partageront le pouvoir au Parlement et au gouvernement. Le deuxième tour de l'élection d'un président, pour départager Barzani et Talabani, aura lieu dans deux mois.

LNQ

Centre Presse — 29 avril 1992

Droits de l'homme en Iran : «Amnesty International : maintenons la pression ! »

C'est le message du groupe 71 d'Amnesty International dans son action en faveur des droits de l'homme en Iran, indique un communiqué d'Amnesty International qui poursuit :

«A l'heure de la réélection du président Rafsanjani la situation des droits de l'homme dans ce pays demeure préoccupante : en 1991 près de 750 exécutions ont eu lieu dont celles de personnes emprisonnées pour des activités politiques : membres du parti démocratique kurde d'Iran ou de l'organisation Mojahedin du peuple. De plus, on ne dénombre plus les procès inéquitables : ainsi par exemple, sont détenus depuis juin 1990, 9 prisonniers en raison de leurs activités au sein de l'association pour la défense de la liberté et aussi pour avoir adressé au président Rafsanjani une lettre ouverte. Leur jugement a eu lieu en juin 1991, sans avocat et dans la prison même. Telle est la situation de centaines de prisonniers.

Les personnes qui souhaitent soutenir le groupe 61 dans son action peuvent se rendre au stand d'Amnesty International tenu les dimanches matin au marché de la ZUP (informations, signatures de pétitions) ».

ROUGE 28 MAI 92

EN BREF...

VERNON-ROUEN

● Droit d'asile pour les Kurdes !

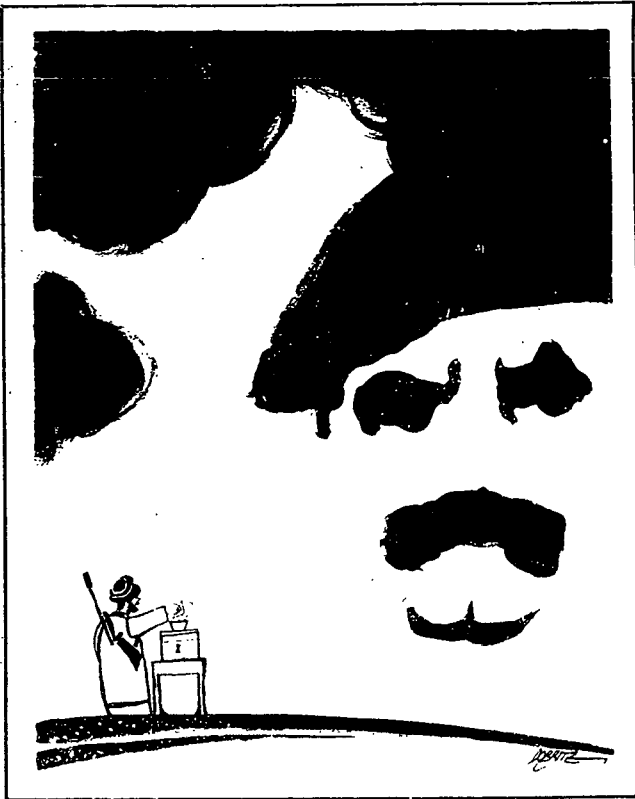
Vernon, mercredi 20 mai, 6 heures du matin : la police fait irruption dans les locaux du Secours catholique où vingt-sept Kurdes poursuivent une grève de la faim entamée deux semaines avant à la Bourse du travail (ils avaient dû quitter les locaux syndicaux à la suite d'une plainte de FO !). Les membres du comité de soutien sont maîtrisés, les Kurdes embarqués, certains pieds nus, menottés dans le dos. Huit d'entre eux sont menacés d'expulsion immédiate vers la Turquie, avec les risques que cela comporte pour leur vie. La même menace pèse sur dix-sept Kurdes en grève de la faim à Rouen depuis le 14 mai. Ils sont soutenus par le Collectif unitaire antiraciste et pour l'égalité des droits qui s'est de fait transformé en comité de soutien.

A Evreux, où les vingt-sept de Vernon ont été détenus, la riposte a été prompte. De sept heures à minuit, un piquet d'une centaine de personnes s'est maintenu devant le commissariat, marqué par la présence des responsables des UDCGT et CFDT. Le lendemain, cent cinquante personnes manifestaient leur opposition aux expulsions. L'arrêté préfectoral d'expulsion immédiate

de huit Kurdes se voyait transformé en assignation à résidence. Le préfet faisait appel et c'est le tribunal administratif de Rouen qui prenait la décision finale samedi matin, en présence d'une forte délégation du comité de soutien rouennais : il confirmait la demande d'expulsion mais reconnaissait le danger d'un renvoi en Turquie ; la France doit donc trouver un autre pays d'accueil pour ceux à qui elle refuse hypocritement l'asile politique.

Dans l'Eure et en Seine-Maritime, un mouvement d'opinion commence à se développer autour des deux grèves de la faim. A Rouen, le 17 mai, la 3^e fête antiraciste « Au cœur des couleurs, l'égalité » a pu servir de haut-parleur au collectif et plusieurs centaines de cartes-pétitions y ont été signées. Un premier rassemblement de deux cents personnes a eu lieu le mardi 19 et une manifestation devait avoir lieu le mardi 26 en direction de la préfecture. Le collectif unitaire a décidé de manifester tous les mardis jusqu'à l'obtention du droit d'asile sans restrictions pour tous les grévistes de la faim.

Correspondant



**Résultat confus
des premières élections libres**

Kurdistan irakien : le défi de l'unité

*Massée aux portes de la « province libérée »,
l'armée de Saddam Hussein est une menace
permanente pour les peshmergas.*

« Les différentes organisations du nord de l'Irak vont s'entretuer », écrivait dimanche *Al-Joumhouriya* (La République), à Bagdad. Le journal du gouvernement irakien va vite en besogne. Mais Saddam-Husseïn n'avait-il pas déjà condamné comme « nulles et non avenues » les élections du 19 mai, qui n'ont d'ailleurs permis à aucun parti kurde de l'emporter clairement ?

Malgré le calme remarqué de la campagne électorale, le risque d'affrontements entre mouvements de guérilla n'a pas disparu : le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani (qui a été battu d'une courte tête) se sont fait la guerre pendant des années.

La surveillance exercée sur l'Irak par les avions américains, britanniques et français basés en Turquie fait ressortir

la fragilité du « Kurdistan libre » : le président irakien a massé entre trois et quatre divisions (environ 100 000 hommes) sur la ligne de démarcation, apprend-on de source militaire occidentale.

En face, le Front du Kurdistan aligne entre 200 000 et 300 000 peshmergas. Pourraient-ils résister si le président irakien lançait encore une fois ses troupes contre la province rebelle ? Il n'attend pour le faire que l'arrêt du survol du Kurdistan par les alliés.

Selon qu'ils sont pessimistes ou confiants, les Kurdes évoquent deux batailles. Le 29 mars 1991, à Altun Kopri, des milliers de peshmergas, armés de kalachnikov, de mortiers et de RPG 7 échouaient pitoyablement dans leur tentative pour chasser les gouvernementaux de Kirkouk. Cette défaite provoquait immédiatement l'exode dramatique de dizaines de milliers de familles

vers les montagnes turques.

Six mois plus tard, en octobre, les combattants kurdes prenaient leur revanche en « libérant » Sulaymanié, Kifri et Kalak. Ils capturaient 59 canons, 32 chars et 3 000 soldats.

Sami Abderrahman, chef du PDPK (Parti démocratique et populaire du Kurdistan), est catégorique : « Si la protection des alliés disparaît, l'armée de Saddam entrera au Kurdistan. » Mahmoud Osman, le chef du PSK (Parti socialiste kurde) n'est pas si pessimiste : « Le pouvoir n'est plus aussi fort », souligne cet homme de terrain, qui apprit le français dans les maquis avec des casquettes. La démoralisation des gouvernementaux lors des combats d'octobre a impressionné les Kurdes. Jalal Talabani déclarait, il y a quelques jours, au *Figaro* : « Nos effectifs ont considérablement augmenté. Si nous formons une seule armée, nous pourrions résister. »

La fièvre électorale a convaincu les huit groupes de guérilla de recruter activement. Évaluant les chances de ses candidats, Talabani notait : « Nos 300 000 peshmergas voteront pour nous. » « A Irbil, avouait une personnalité chrétienne-assyrienne à la veille des élections, les listes chrétiennes rivalisent à qui aura la plus forte milice. » S'engager, c'est aussi obtenir la garantie d'une solde, même modique. La valeur guerrière de ces engagés de la dernière heure reste à vérifier.

Face aux forces de Bagdad, le talon d'Achille de la guérilla est l'artillerie et, plus généralement, l'équipement lourd. « Nous avons capturé des dizaines de canons et de mortiers », affirme Talabani. Encore faut-il savoir utiliser ce matériel, l'entretenir, et, souligne un responsable, « être approvisionné en obus par l'Occident aussi bien que l'a été Saddam ».

Les anciens n'utilisaient pas d'armement lourd dans leurs montagnes. Pendant la guerre contre l'Iran, Talabani demanda aux Kurdes de ne pas servir dans l'armée irakienne. « Ce fut une erreur, admet un de ses adjoints. Car ces générations n'ont pas appris à utiliser les armes modernes. » Plusieurs partis ont créé des centres de formation. A en croire certains militaires occidentaux, on y fait souvent davantage de pas cadencés qu'd'entraînement. Saad Abdul lah, un responsable du PSK d'Irbil, raconte : « Nous formons des artilleurs et des démineurs. Une vingtaine d'anciens officiers de l'armée nous aident. Mais, dans l'ensemble, nous ne les utilisons pas pleinement. »

Le Figaro

26 mai 1992

« Une cartouche de gaz moutarde »

Les peshmergas sont encore dramatiquement sous-équipés. Un Occidental, qui, depuis un mois, parcourt constamment la « zone de sécurité » interalliée, s'étonne de n'avoir pratiquement jamais vu un canon. Les États-Unis avaient fourni aux moudjahidin afghans des missiles sol-air Stinger, aussi maniables qu'efficaces. Les Kurdes n'en auront pas de sitôt. L'Occident ménage les puissances régionales, la Turquie en particulier !

Les peshmergas n'ont qu'une hantise : les gaz. Impossible d'y résister ! Les experts de l'ONU ont activement cherché les stocks de gaz de Bagdad. Ils en ont détruit. Pourtant, il y a un mois, un homme apportait au Comité de coordination militaire (CCM) interallié de Zacko (à la frontière turque) une cartouche de gaz moutarde subtilisée dans une école de sous-officiers de Mossoul sous contrôle gouvernemental.

De tels engins pouvaient armer des lance-roquettes multiples BM 21 ou des missiles lourds (Scud ou Frog). Le Comité de coordination militaire alerta Washington qui, à sa surprise, ne s'intéressa pas vraiment à la découverte, confirmée pourtant par d'autres sources. Un officier allié conclut : « Les forces déployées par Saddam Hussein, face au Kurdistan possèdent l'arme chimique. »

Claude LORIEUX.

Iraq's Friends Had an Idea Of How the World Works

By William Safire

WASHINGTON — On or about July 1, 1989, Joe D. Whitley — associate attorney general in the Bush Department of Justice, supervising the 93 U.S. attorneys — left to practice law in Atlanta.

On July 18, 1990, another Atlanta attorney tipped the local U.S. attorney about a huge bank fraud being committed at the Atlanta branch of the Bank Lavoro of Italy.

On Aug. 4, FBI agents raided the bank. Records were seized showing how U.S. taxpayer-guaranteed grain loans to Iraq were being corruptly handled.

While representing an Iraqi firm, Whitley was seeking the job of U.S. attorney in Atlanta. Strangely, the FBI forgot to ask the former Justice official about this or other possible conflicts.

Matrix Churchill Ltd., an Iraqi-owned exporter used by Saddam Hussein to buy technology for nuclear devices and rockets, was implicated.

Joe Whitley, who says he had no prior knowledge of the case, joined the law firm representing Matrix Churchill. Internal documents and handwritten notes of Mr. Whitley's law firm have appeared in *The Atlanta Constitution* and *The New York Times*.

They show the well-connected Mr. Whitley certain of the prosecutor's thinking: "U.S. attorney firmly believes," the notes show him telling his partners, that the bank manager "would never have taken risks without a payoff" — presumably from higher-ups in Rome or Baghdad.

When a partner says "we are trying to 'go around' U.S. attorney to sway her opinion . . . Because she has no appreciation of how the world works," the unsourced notes say "JW" assures them "U.S. attorney will at some time have to get Washington (something; looks like O.K.)."

Conspiracy theorists would say that sounds like he knew how and where to get the case handled by a Justice official who did know how the world works.

While representing the Iraqi firm, Mr. Whitley was seeking the job of U.S. attorney in Atlanta.

Did he volunteer the information to the Justice Department that he was representing a company involved in the office's only multibillion-dollar case? No. "I would have answered any ques-

tion the FBI asked," he tells me.

Funny thing — when it comes to one of Justice's own, the FBI turns suddenly shy. Its agents never asked about potential conflicts.

In early 1990, Mr. Bush appointed the Iraqi firm's lawyer to head the office investigating Saddam Hussein's corrupt banking. Joe Whitley promptly recused himself from the big case.

What do his former associates at Justice in Washington say about appointing a prosecutor who cannot ethically prosecute? "It would have been nice to know," admits Robert Mueller, chief of the Criminal Division, adding "but recusal is nothing unusual."

But Laurence Urgenson, his deputy for bank fraud, says: "Whitley's recusal came as a shock to me and a shock to Bob Mueller. We were looking forward to a U.S. attorney who could oversee this operation, and it was disappointing."

Were they really disappointed? George Bush's infamous National Security Directive 26 (which it would be nice to get in the mail) called for government-wide support of Saddam Hussein. A Lavoro indictment would have made it impossible to continue misusing farmer-support funds for high-risk foreign aid purposes.

A State Department legal adviser, Alan Kreczko, was showing avid interest, and Agriculture Secretary Clayton Yeutter was also being briefed.

The man who was sent down to delay indictment in early 1990 was Larry Ur-

genson. "The indictment wasn't ready," he insists.

He disagreed with prosecutors Gerilyn Brill and Gale McKenzie: "Their theory of the case was that it involved only local Atlantans."

That is not what Ms. McKenzie says. Ms. Brill tries to smooth over the difference, saying the decision to delay came by "consensus."

What do the 1989 notes of Mr. Whitley's law firm show about this? That a prosecutor had the conviction of the local bank officers "in the bank" but she is trying to find what else she can establish. "Timely indictment would have exposed the ripoff in Baghdad."

In my opinion, justice was obstructed the hard-to-prove way — by demanding that understaffed prosecutors present a voluminous case.

Even as the aborted indictment was being prepared; even as the Treasury and the Federal Reserve warned the support-Saddam zealots not to give one-fifth of all U.S. credit guarantees to Iraq — Secretaries Baker and Yeutter combined in late 1989 to jam through \$500 million.

That is why Jack Brooks, a Democratic member of the House Judiciary Committee, was able to inform the president formally of other committees' "preliminary conclusions that the administration's support of Iraq may have gone so far as to involve violations of federal criminal law."

The New York Times.

Le Nouveau Quotidien - 27 mai 1992

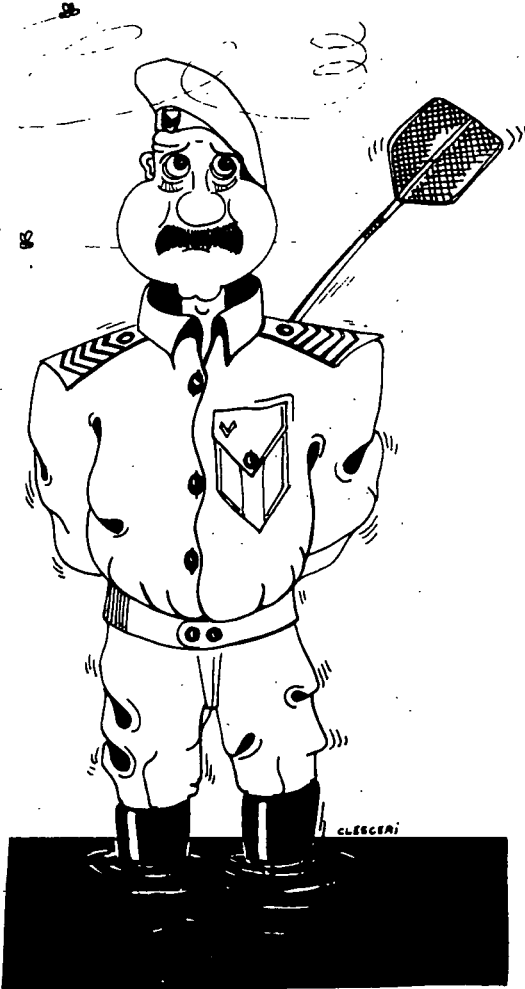
Nouveaux combats dans l'est turc

Une opération aéro-terrestre contre le PKK.

Les forces de sécurité turques ont lancé hier matin une opération de grande envergure aux alentours du village de Uzumlu, tout près de la frontière avec l'Irak, dans la sous-préfecture de Cukurca, à l'issue d'une attaque de rebelles kurdes de Turquie contre le poste frontalier de la gendarmerie turque à Uzumlu. Des avions de combat de la base aérienne de Diyarbakir (sud-est) et des héli-

coptères basés à Cukurca et à Hakkari participaient aussi à cette opération. Un groupe de rebelles kurdes du PKK avait attaqué le poste avec des lance-roquettes et des armes automatiques, faisant sept morts parmi les gendarmes turcs. Ripostant, les forces de sécurité auraient tué près d'une centaine de rebelles kurdes indique une source militaire.

AFP/LNQ



Dalle urne del Kurdistan del sud, nasce una nuova nazione. I leader, le proposte

La rivoluzione al voto

di MAURIZIO STEFANINI

erano arenati tutti di fronte all'assoluta mancanza di buona volontà del regime di Saddam Hussein, allora i dirigenti della "zona libera" hanno deciso di prendere delle misure di emergenza. Per assicurare un'amministrazione civile democraticamente eletta. Ma il voto per un parlamento ed un "leader" (non "presidente"! non è una dichiarazione di indipendenza. È solo un punto di partenza per forzare la mano al regime baathista ed obbligarlo ad accettare uno status speciale per la provincia ribelle.

Sono cautele più che comprensibili. Tutti i curdi hanno bene alla mente il ricordo della Repubblica di Mahabad del 1946, il primo e finora unico stato indipendente che i curdi abbiano mai avuto. I suoi governanti, a cominciare dal presidente Qadi Muhammad, finirono tutti impiccati dagli iraniani, il 31 marzo 1947...

E l'Iran, con una minoranza

curda pari al 12% della popolazione, ha già condannato le elezioni come "complotto dell'imperialismo americano". E accuse analoghe sono arrivate a Bagdad, che ha dichiarato questo scrutinio "illegale", mentre la Turchia (23,8% di curdi) da parte sua ha dichiarato che "mai e poi mai" accetterà uno stato curdo alle sue frontiere. Anche la Siria (10% di curdi) si mostra poco entusiasta. Se una repubblica Curda davvero finisse per nascere, Iran, Irak, Turchia e Siria sarebbero gli unici confinanti di questo stato senza sbocchi al mare. È vero: i paesi occidentali si sono pronunciati a favore dei diritti del popolo curdo. Ma aggiungendo un inequivocabile "fermo restando il principio dell'inviolabilità delle frontiere esistenti".

Ma spesso la storia ha delle ragioni che la *realpolitik* non conosce. Come imparò quel ministro francese di Napoleone III secondo il quale gli italiani "giammai" sarebbero entrati a Roma... Ri-

KURDISTAN del Sud, 19 maggio 1991. È la nascita di una nazione? A questa domanda, i portavoce del Fronte del Kurdistan irakeno rispondono subito di no. Ufficialmente, l'obiettivo rimane quello dell'autonomia amministrativa all'interno di un Irak democratico. Poiché i negoziati intrapresi in questi ultimi mesi si

19 MAGGIO 1992. Dopo il terzo rinvio, finalmente i 4 milioni di abitanti della "zona libera curda" nel nord dell'Irak hanno potuto recarsi alle urne per eleggere un parlamento e un presidente. Una data storica, e non solo per il Kurdistan.

Per tanto tempo, come per una maledizione, le guerre di liberazione hanno generato la dittatura. Risultato delle esigenze di unità e

centralizzazione della lotta armata; del ritrovarsi tutto il potere in mano senza oppositori autorevoli e/o credibili; soprattutto di un clima ideologico che vedeva nel pluralismo una sorta di "eredità del colonialismo".

Qualcosa, in questi ultimi anni, aveva incominciato a cambiare. L'89 non è passato invano. A parte i folli più o meno puri di Sendero Luminoso o del New People's

Army filippino, più nessun movimento di guerriglia parla ormai di partito unico. E, dall'Etiopia all'Afghanistan, la nuova parola d'ordine è quella delle libere elezioni... Ma *dopo* la vittoria... Dai tempi della Repubblica Romana di Garibaldi e Mazzini, nessun movimento armato di liberazione aveva più organizzato libere elezioni pluraliste *prima* della conclusione della lotta...

MARTEDÌ 26
MAGGIO 1992

ESTERO

L'Opinione /33

cordate le prime libere elezioni in Slovenia e Croazia? I nuovi governi democratici lo chiarirono subito che loro non volevano l'indipendenza, ma solo la riforma del modello "federale-autoritario" ereditato da Tito. Ma a Belgrado Milosevic fece le orec-

chie da mercante. E la settimana scorsa Slovenia, Croazia e Bosnia-Erzegovina hanno festeggiato il loro ingresso nelle Nazioni Unite. È servita a qualcosa la *realpolitik* sull'indissolubilità della Jugoslavia? A provocare il milione e passa di profughi che in

I curdi si appellano

DALL'ISTITUTO Curdo di Parigi riceviamo e pubblichiamo il seguente appello:

"Il 7 maggio la Turchia ha assunto la presidenza del Consiglio d'Europa. Questo organismo, teoricamente destinato ad incarnare la coscienza democratica dei 26 paesi membri, sarà dunque rappresentato per 6 mesi dallo stato più repressivo e meno democratico d'Europa.

In effetti, lo stato turco è ancora largamente basato sulle leggi ed istituzioni anti-democratiche imposte dal regime militare del 1980.

Secondo il parere unanime di tutte le organizzazioni dei diritti umani, continua a praticare abitualmente la tortura e le esecuzioni sommarie, continua a far giudicare da tribunali speciali i suoi oppositori, ivi compresi dei parlamentari, per delitti di opinione e, sotto il pretesto della lotta al terrorismo, conduce nel Kurdistan una abominevole guerra di tipo coloniale, martirizzando la popolazione civile curda.

Appare ogni giorno più chiaro che il regime turco sta cercando di risolvere la questione curda con la decurdizzazione del Kurdistan.

Con una politica combinata di terrore e di sottosviluppo, la Turchia sta cercando di spopolare il paese curdo, di sradicare i curdi dalle terre dei loro avi per disperderli e turchizzarli più facilmente.

Sommandosi allo stato d'assedio quasi-permanente in vi-

gore nelle province curde dal 1924, la repressione massiccia degli ultimi 12 anni ha già provocato l'esodo di 5 o 6 milioni di curdi verso le province turche...

Le organizzazioni curde firmatarie, convinte che la questione curda in Turchia non possa trovare una soluzione equa se non attraverso il dialogo, nel rispetto delle regole della democrazia e del principio universale del diritto dei popoli a scegliere liberamente il proprio destino, ricusando il ricorso alla violenza di certi gruppi curdi, che serve da alibi al terrore istituzionalizzato dello stato turco, deplora profondamente l'attribuzione alla Turchia della presidenza del Consiglio d'Europa. I 700.000 curdi che vivono in Europa e che vi hanno conosciuto le vere democrazie, sanno che la Turchia è ancora lungi dall'esserne una...

Ci appelliamo alla coscienza democratica ed alla solidarietà dei cittadini europei perché scrivano ai loro parlamentari, ai loro governi ed al segretario generale del Consiglio d'Europa per esprimere la loro disapprovazione... e per domandare di portare la questione curda davanti alla Csce".

(Seguono le firme di: Centro culturale curdo di Londra - Congresso nazionale curdo dell'America del Nord - Federazione delle associazioni curde in Svezia - Istituto curdo di Parigi).

questi giorni stanno premendo sulle nostre frontiere...

Saddam Hussein aveva minacciato esplicitamente di far bombardare i 176 seggi elettorali dalla sua aviazione. La risposta dei curdi è stata un afflusso massiccio. Anche questo la dice lunga...

Nathalie Muller, della Federazione internazionale dei diritti dell'uomo, ha testimoniato a nome dei 135 osservatori stranieri che "le elezioni sono state democratiche. Non ci sono stati imbrogli deliberati e soprattutto non abbiamo constatato alcuna pressione". D'altro canto, il panorama delle opzioni era ricco e articolato. Quattro i candidati a "leader" (cioè, lo ripetiamo, "présidente"): Massoud Barzani, del partito Democratico del Kurdistan Irakeno; Jalal Talabani, dell'Unione Patriottica del Kurdistan; Mahmud Othman, del Partito Socialdemocratico; e Mollah Othman, del Movimento Islamico Curdo. Ma la gara vera è limitata ai primi due.

Massoud Barzani è il figlio di Mollah Mustafa Barzani, il "Garibaldi curdo": eroe della difesa della repubblica di Mahabad; leader storico del Partito Democratico (nato nel 1945); morto nel '79 in esilio negli Stati Uniti. Talabani, già collaboratore di Barzani padre e poi suo rivale, è stato invece il fondatore dell'Unione Patriottica, nel 1975. All'origine, le differenze erano soprattutto di tipo strategico. Barzani, proveniente dall'aristocrazia tribale, era soprattutto un popolare capo guerrigliero, e ragionava in ter-

mini militari. Talabani era invece un politico, un intellettuale con tendenze terzomondiste. Barzani, inflessibile con Bagdad, era disponibile ad allearsi con chiunque potesse aiutarlo nella sua lotta: negli anni '40 e '50, quando l'Irak era un fedele alleato di Londra, con l'Unione Sovietica; negli anni '60 e '70, quando l'Irak passò nel campo "progressista", con gli Usa ed Israele.

Talabani, invece, era sempre stato più disponibile ad un'intesa con il regime baathista. Durante la prima guerra del Golfo, Talabani si schierò con Saddam, mentre i seguaci di Massad Barzani collaboravano con l'Iran Khomeinista. La strage di Halabja, quando i gas irakeni massacrarono 12 mila curdi, indusse i due rivali a superare l'antica rivalità ed a riunificarsi in un Fronte del Kurdistan Irakeno, abbandonando l'uno l'intesa con Saddam e l'altro l'alleanza con Teheran. Una differenza tra il Partito Democratico e l'Unione Patriottica rimase nella composizione etnica: con Barzani stavano quei curdi che parlavano il dialetto *kurmangi*; con Talabani i parlanti *sorani*. Ma oggi, nel rimescolamento provocato dai continui esodi e controesodi degli ultimi anni, queste solidarietà tribali dovrebbero perdere sempre più di importanza. In un Kurdistan pluralista, il Partito Democratico finirà presumibilmente per trasformarsi in un grande partito laico-moderato, di tipo liberal-democratico; mentre l'Unione Patriottica, abbandonato il terzomondismo, dovrebbe fare da

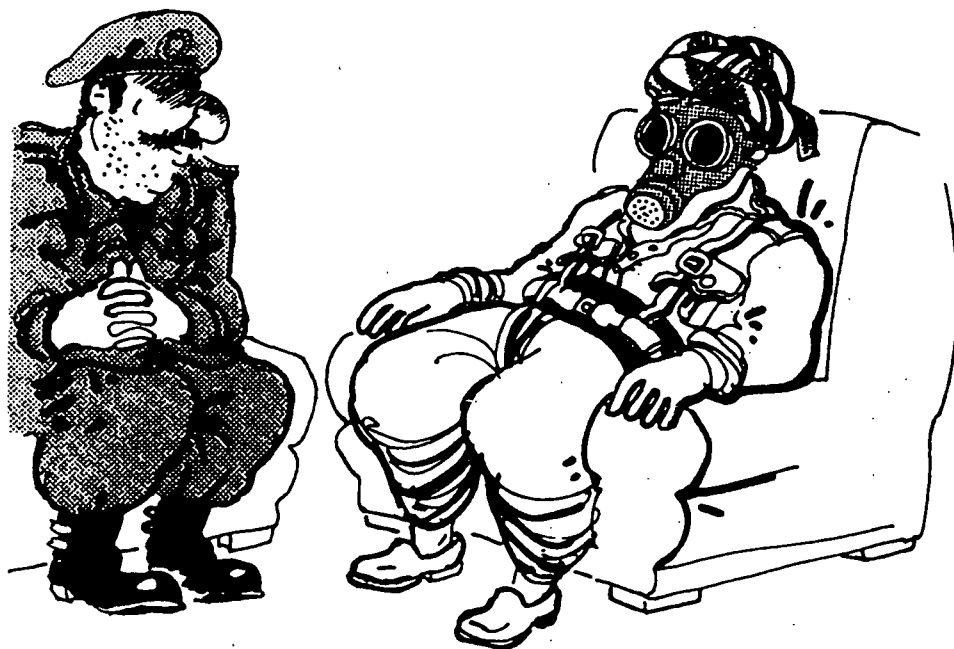
polo di aggregazione della sinistra moderata.

Al terzo posti i sondaggi indicano Mahmud Othman, già segretario personale di Mollah Mustafa Barzani, e poi fondatore del Partito Socialista del Kurdistan Irakeno. Il suo movimento si è recentemente fuso con il Partito Socialista Curdo nel Partito Socialdemocratico, che si richiama agli ideali dell'Internazionale Socialista. Staccato in ultima posizione appare l'uomo dei religiosi, Mollah Othman. I curdi, si sa, sono il più laico di tutti i popoli islamici.

Oltre che per il "leader", come già detto, il voto è anche per un

Per fare le cose in regola, è stata prevista perfino una clausola di sbarramento del 7%. Dovrebbero superarla tutti, tranne forse gli islamici. Gli Assiri, una comunità di cristiani nestoriani, sono solo il 5% della popolazione della "zona libera", ed i Turkmeni ancora di meno. Ma, come nella legge elettorale tedesca, le liste rappresentative di minoranze etniche sono state esentate dalla clausola di sbarramento. Vada come vada, la comunità assira e quella turkmena avranno un minimo di 7 deputati ciascuna.

Quali prospettive si aprono per questo nuovo "quasi stato"? Il Kurdistan irakeno è una zona ric-



parlamento di 105 deputati. Otto le liste in campo. Vi sono i quattro partiti che presentano un candidato alla presidenza: democratici; Unione Patriottica; socialdemocratici; islamici. Vi sono i comunisti. Vi è il Partito Popolare Democratico del Kurdistan, un piccolo movimento nato da una scissione a sinistra del Partito Democratico. E vi sono due liste a carattere etnico: il Movimento Democratico Assiro ed il Movimento dei Turkmeni.

ca: agricoltura; pastorizia; soprattutto petrolio. Osserva Hiner Saleem, rappresentante in Italia dell'Istituto Curdo di Parigi: "Abbiamo di che vivere più che bene. I nostri vicini ci guardano male, ma se l'Occidente ci dà una mano possiamo sopravvivere. Così come è sopravvissuto Israele. E l'Occidente ha tutto l'interesse di appoggiarci, perché i nostri valori sono i vostri: la democrazia, la libertà, la laicità, il pluralismo". □

Les Kurdes aux urnes

Les Kurdes d'Irak ont enfin élu leur Parlement le 19 mai. Mais ils restent divisés sur les objectifs à atteindre et les moyens à utiliser face à Saddam Hussein.

Dans son bunker de Bagdad, le président de l'Irak Saddam Hussein enrage. Le Kurdistan a voté. Les harcèlements de l'armée irakienne, les bombardements, les attentats à la voiture piégée, le sévère blocus* infligé à cette province rebelle du nord depuis l'automne dernier, rien n'y a fait. Certes, ce vote a été reporté à trois reprises. Il n'empêche : les Kurdes

Une minorité sous surveillance

La Turquie et l'Iran font eux aussi face à une minorité kurde insoumise. Ils redoutent donc un démembrement de l'Irak. De leur côté, les États-Unis et leurs alliés militent pour la sacro-sainte *stabilité régionale*. Pour l'heure, les Américains se bornent à veiller sur la "zone de sécurité" établie en août 1990, après la libération du Koweït envahi par Saddam Hussein. Basés à Incirlick (Turquie), leur aviation et un demi-millier de gardes des Nations unies observent les terrains d'affrontement irako-kurde. Présence rassurante. "S'ils partent, je fuis de nouveau" confie un vieux paysan d'Halabja, cité où périrent en mars 1988 des milliers de Kurdes, victimes des bombardements chimiques de l'armée de Saddam. ■

ont élu une assemblée de 105 membres et un chef de file.

Dans cette province du Kurdistan d'Irak, deux mouvements dominent la scène. Le Parti démocrate (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique de Jalal Talabani. Le premier, héritier d'une grande famille féodale, se montre mesuré, réaliste, franc jusqu'à la candeur, épris de tradition. Le second, fin politique, incarne l'intransigeance et le goût de la modernité.

La négociation ou la guerre

Les deux chefs kurdes ne sont pas d'accord sur la stratégie à suivre vis-à-vis de Bagdad. "*La négociation, avance Barzani, est une forme de lutte. Elle vaut mieux que la guerre*". Réplique de Talbani : "*Rien de bon ne peut venir de Saddam ; il faut rompre les ponts*". On est loin des batailles rangées des années 80 entre *peshmergas* (combattants) rivaux.

Huit partis allant des socialistes aux islamiques, ont bien constitué un "Front du Kurdistan" en 1988 pour lutter contre Saddam Hussein. Mais cette alliance reste précaire. Ainsi, lors des récentes élections, chacun s'est battu sous sa propre bannière.

Créer un Kurdistan indépendant ? Le vieux rêve n'est plus de mise. Barzani parle simplement "*d'autonomie*

au sein d'un Irak démocratique"; Talabani "*d'auto-détermination* à l'intérieur des frontières irakiennes*", voire de fédération. Personne ou presque n'évoque l'indépendance. C'est qu'il s'agit de rassurer les voisins et l'Occident (voir encadré).

Quel Kurdistan construire ?

Les Kurdes ont maintes fois été "lâchés" et maintes fois trahis. "*Nous n'avons pas d'amis*", répétait volontiers le légendaire Mustafa Barzani, fondateur du PDK et père de Massoud. Pourtant, ce peuple manifeste une sidérante rage de vivre. Témoin, la reconstruction des villages et hameaux rasés par l'armée irakienne en 1975, puis en 1987-1988. Quand il entonne, d'une voix éraillé, le "Chant des martyrs", Asso, 8 ans, oublie son parka boueux, son chandail troué et ses bottes démesurées. "*Le sang des peshmergas fera pousser l'herbe de la vie*." Saura-t-il un jour que l'eau fraîche qui, au printemps, dévale les montagnes, fait aussi bien l'affaire ? ■

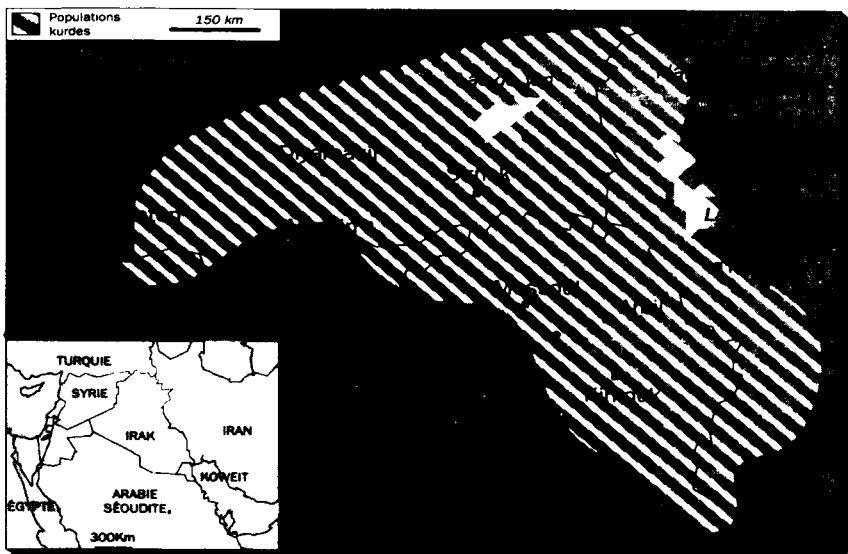
Eric Erlanger

À lire : *Sur les chemins kurdes*, par Marie-Odile Pagniez, éditions Albin Michel jeunesse.

EN CLAIR

Blocus : L'organisation par plusieurs pays d'une interdiction des échanges commerciaux pour un pays donné.

Autodétermination : c'est le libre choix du statut politique par les habitants d'un pays ou d'une région. L'autonomie, elle, consiste à définir des lois propres à un peuple, une région tout en restant dans un même pays que d'autres peuples. L'indépendance, elle, amène à créer un nouvel État.



Comme le montre cette carte, le Kurdistan est à cheval sur quatre pays.

LES CLES DE L'ACTUALITE
27 MAI 1992

Gamk

27 mai 1992

LES MEDIAS TURCS DENONCENT L'INGRATITUDE DE MANDELA LE LEADER SUD-AFRICAIN REFUSE LE «PRIX ATATURK DE LA PAIX»

La presse turque n'aime plus Nelson Mandela et lui reproche son ingratitude voire son irrespect envers la valeur la plus sûre de la Turquie, Kemal Ataturk. A l'origine de cette disgrâce, le refus du leader sud-africain de recevoir le «Prix International Ataturk de la Paix» en raison de la persécution du peuple kurde en Turquie, refus qui lui a valu les foudres d'une presse turque ulcérée qui n'a pas ménagé les les épithètes injurieuses à son égard.

Traité de «mufle», «ingrat», «ignorant» voire «terroriste» par les plus grands médias turcs, Nelson Mandela n'en méritait pas tant. Mais du moins la campagne menée contre lui aura permis de voir ce qu'il en coûte encore aujourd'hui en Turquie de soutenir la cause du peuple kurde. M. Demirel comme à son accoutumée, s'est voulu plus serein, en évoquant ce «problème triste»: «C'est un événement malheureux. Pour montrer que nous n'étions pas racistes et que nous attachions de l'importance aux droits de l'homme, nous avons voulu l'honorer. Il doit s'agir d'un malentendu et de l'influence néfaste du lobby kurde» a-t-il déclaré dans le quotidien Hurriyet du 15 mai.

Institué en 1986 par le gouvernement turc pour redorer son blason à l'étranger, le «Prix Ataturk pour la paix» est décerné par un jury très officiel composé notamment du Premier ministre, du chef-d'Etat major des armées, du secrétaire général du Conseil de sécurité nationale (un deuxième militaire pour un prix à la gloire de la paix!), du ministre des Affaires étrangères, du ministre du

tourisme) etc... Le premier lauréat avait été Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN. L'année suivante, le président allemand Richard Von Weizsacker, pour des raisons diplomatiques, n'a pas décliné le prix, mais dans son discours de réception, il a tenu à plaider en faveur de la reconnaissance des droits du peuple kurde, ce qui ne fut pas du goût de ses hôtes. Le dernier lauréat de ce prix en dit long sur sa crédibilité et son attachement à la paix, puisqu'il n'est autre que le général Kenan Evren, artisan du coup d'Etat militaire de 1980.

Depuis la signature, en mai 1988, par Winie Mandela, d'un appel international en faveur de la culture kurde en Turquie lancé par l'Institut kurde de Paris et co-signé par une trentaine de Prix Nobel et publié dans la presse internationale, Nelson Mandela s'intéresse au sort du peuple kurde. La responsabilité de Kemal Ataturk dans la déportation et le massacre de dizaines de milliers de Kurdes ne lui a donc pas échappé non plus que la nature dictatoriale du régime qu'il a instauré en Turquie où il sert toujours de référence et nourrit un culte de la personnalité. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait refusé le prix que lui décernaient les autorités turques, l'interprétant comme un piège dans lequel il ne voulait pas tomber. Son porte parole a d'ailleurs déclaré, «mettez-vous à la place des Kurdes de Turquie pour comprendre ce refus». Ayant payé de 17 ans de captivité son amour de la liberté, il ne pouvait cautionner les manquements passés et actuels à la démocratie en Turquie.

Le Point - 30 mai 1992

Kurdistan : colère turque
Véhémente protestation de l'ambassadeur de Turquie à Washington à propos des émissions en langue kurde diffusées par La voix de l'Amérique depuis août 1990. Ces émissions auraient appelé à la création d'une « nation kurde unifiée ». D'où la colère des Turcs, attentifs à tout ce qui touche au « séparatisme »

NOUVELLE TUERIE AU KURDISTAN

Une centaine de Kurdes auraient été tués, mardi, lors d'une nouvelle opération de ratissage lancée par l'armée turque dans la région du Kurdistan frontalière avec l'Irak. Officiellement, la préfecture de Diyarbakir a fait état de 20 morts. Cette attaque fait suite à celle d'un poste frontière de la gendarmerie à Uzumlu, dans la sous-préfecture de Cukurca. Des avions de combat et des

hélicoptères de l'armée ont participé à l'opération qui s'est poursuivie toute la journée et tard dans la nuit. L'opération a débordé en territoire irakien, où 5 personnes au moins ont été tuées et 4 autres blessées dans le village de Dire, dont la majorité des habitants sont chrétiens. A noter que cette nouvelle tuerie intervient au lendemain des élections législatives et présidentielle organisées le 19 mai au

Kurdistan d'Irak. Les chrétiens disposent dans la nouvelle Assemblée d'une influence non négligeable: bien qu'ils n'aient que 5 députés, ils se trouvent en position d'arbitres entre les deux grandes formations rivales, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), qui ont obtenu chacune 50 sièges.

L'Humanité - 28 mai 1992

A un mois de l'expiration du protocole d'accord avec Bagdad

Centre to Centre, April-May 1992

Le Figaro - 28 mai 1992

Kurdistan d'Irak : l'aide internationale menacée

**Saddam Hussein n'accorde plus de visa
aux groupes d'assistance humanitaire.
Certains envisagent de travailler dans la clandestinité.**

SULAYMANIÉ (Irak) :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Christine, une infirmière française, vit sa première mission d'aide humanitaire à l'étranger. Elle a attendu longtemps ce séjour au Kurdistan d'Irak. Deux autres propositions lui avaient filé entre les mains. Une vraie malchance. Assise sur un matelas dans la pièce inconfortable et sans charme qui lui sert de chambre et de bureau, elle lit un roman de John Le Carré en écoutant une cassette sur son Walkman. Christine n'a pas le moral. Bagdad a refusé de renouveler son visa. Elle quittera donc l'Irak à la mi-juin. Elle note : « Cette mission va se terminer en queue de poisson. Le programme de réalimentation des enfants ne sera pas achevé. »

L'aide humanitaire traverse une mauvaise passe. Ses acteurs ont de quoi être fiers de leurs réalisations, du sauvetage des naufragés de la neige dans les montagnes de Turquie, après la débâcle d'avril 1991, à la réinstallation en cours de milliers de paysans sur les ruines de leurs villages rasés par l'armée irakienne. Elle cherche un second souffle dans une atmosphère rendue difficile par les hésitations des responsables, les problèmes de financement et les résistances de Bagdad.

Le HCR (haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés) doit se retirer fin juin et passer le relais à l'Unicef (Organisation des Nations unies pour l'enfance). « Si toutefois les fonctionnaires de l'Unicef obtiennent enfin le visa irakien qu'ils attendent depuis plusieurs semaines à Amman », précise Amin Awad, le responsable du HCR à Sulaymanié. Le haut-commissariat estime avoir terminé sa mission. « Il ne s'agit plus d'un problème de réfugiés, mais de la reconstruction d'une région », explique Awad.

Un malaise palpable

A Dyana, du côté de la frontière iranienne, l'AICF (Association internationale contre la faim), dont le siège est à Paris, a conclu à la même époque un programme d'assistance médicale qui portait, en particulier, sur la rénovation des dispensaires. Elle poursuit une opération de remise en état des sources dans 45 villages. Pascal, l'un des responsables, souligne lui aussi : « Les petites interventions sont à peu près terminées. Nous allons devoir passer aux gros programmes. »

Que choisir ? Les ONG (Organisations caritatives non gouvernementales) doivent tenir compte les desiderata du Front du Kurdistan. Eberhard Walde, délégué de l'œuvre catholique Caritas rapporte que les discussions avec le Front, qui regroupe huit mouvements de guérillas, « ne sont pas

toujours faciles, car les Kurdes souhaitent des choses différentes ». Un conseiller de Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) ajoute : « Ce dont nous avons besoin, c'est d'argent et d'essence. » Le raccourci est trompeur. Il reflète cependant la stabilisation de la situation sanitaire et alimentaire ainsi que l'agacement de certains « humanitaires » devant les exigences financières de certains de leurs « clients ».

Au printemps 1991, les armées occidentales ont habitué la population à des salaires princiers. Les ONG ont dû emboîter le pas. Certaines, comme l'AICF, en sont venues à payer les villageois pour qu'ils rebâtissent leur propre maison avec les matériaux de l'aide internationale, voire même pour décharger les produits alimentaires qui leur étaient offerts gratuitement. Deux groupes, dont le Danish Rescue Committee, ont quitté le Kurdistan plutôt que d'acheter des bonnes volontés.

Les volontaires s'interrogent sur le sens de leur présence et de leur action. L'un d'eux, qui rêve de partir en Angola, s'emporte : « Notre rôle n'est pas de remplacer des Casques bleus. Notre mission n'est pas d'assurer la quiétude du Kurdistan. » Le malaise est palpable. Il complique l'aide internationale.

Les manœuvres de Saddam Hussein pourraient le condamner. Alors que le protocole d'accord fixant les conditions de l'assistance portée aux Kurdes est en pleine négociation, Bagdad refuse les visas d'entrée et les renouvellements de visas. Le dentiste et le pharmacien envoyés par Pharmaciens sans frontières sont repartis pour Paris après avoir attendu vainement les leurs à Amman. « Les Irakiens nous font également des difficultés pour l'obtention des permis de voyage indispensables pour passer de zone kurde en zone gouvernementale », explique Amin Awad, du HCR.

Ces dernières semaines, ajoute-t-il, des fonctionnaires de l'ONU ont été « harcelés à des postes de contrôle » inter-zones irakiens. Un représentant de l'OIM (Organisation internationale des migrations) a même passé une nuit « au trou ». Ces actes sont autant de « violations du protocole d'accord ».

« Sans visas, explique Pascal de l'AICF, tout renouvellement de l'équipe de Dyana dans la légalité est impossible. Certains groupes sont habitués à l'action clandestine. AMI (Aide médicale internationale) n'a pas attendu le protocole d'accord pour aider les Kurdes. Ils continueront, même si les négociations avec Bagdad capotent. Mais beaucoup partiront. »

La jeune femme qui représente Solidarité au Kurdistan estime que l'on pourra toujours travailler à partir de la Turquie. « Car, souligne-t-elle, si toutes les organisations non gouvernementales s'en vont, Saddam Hussein aura gagné. »

C. L.

Kurdish New Year brings death to journalists in Turkey

The Kurdish New Year has brought death and detention to a number of journalists in Turkey. The latest killing came on 23 March when Izzat Kesser, a reporter for *Sabah* newspaper, was shot in Cizre by Turkish security forces. He was fired upon as he emerged from a hotel with a group of other journalists. They were waving a white flag.

In late February, two other journalists were killed in the Kurdish southeast region. Halit Gungen of *Towards 2000* was shot in the head in his Diyarbakir office on 18 February. He died later in hospital. The government has claimed he was killed by the Hizbullah. He had recently published articles suggesting that some sections of Hizbullah had been infiltrated by alleged government anti-guerrilla forces. He had reportedly received death threats in the weeks before his murder.

In an almost identical killing, Cengiz Altun of *Yeni Ulke* was shot by unknown attackers on 24 February and died later in hospital. He had been reporting on the alleged anti-guerrilla paramilitary group. Altun was detained in July 1991 and claimed he had been warned at the time not to publish allegations about the anti-guerrilla forces. The government stated in March that Altun was killed by Hizbullah. Several journalists attending Altun's funeral were stopped by police on 25 February and reportedly beaten and threatened. One was taken to prison, but later released.

Kurdish journalists working in the southeast believe the Turkish authorities may be trying to split the Kurdish opposition in an effort to weaken the guerrilla movement, the Kurdish Workers Party (PKK). A major confrontation between government forces and the PKK was widely forecast for the Kurdish New Year (Newroz) celebrations around the 21 March. Opposition newspapers claim there has been a big build-up of Turkish military in the area over the past months. Many journalists have been briefly detained under state of emergency regulations operating in the area as a result of the authorities' crackdown on terrorism.

On 27 March, writers and journalists, including PEN honorary members Ismail Besiki, Esber Yagmurdereli and Recep Marasli, were arrested while planning to place a black wreath outside the Press Council buildings to protest against the way the Newroz events had been reported in the Turkish press. They were held until 30 March.

Turkey

Yeni Ulke journalist Cengiz Altun was shot dead on 24 February 1992, reportedly due to recent articles he had written on a counter-guerrilla organisation. Izzet Kebir of *Sabah* was shot dead in Cizre by soldiers on 23 March 1992. Kebir was reported to have been carrying a white flag at the time. Yekta Okur of *Star-1* television company, was found badly injured in Istanbul on 18 February 1992. He died later. He had been receiving death threats, but police say his death was an accident. Ismail Besikci, Esber Yagmurdereli, writer Musa Anter, publisher Serhat Bucak and Recep Marasli were detained from 27 to 30 March 1992 after protesting against biased press coverage of events in the south-east over the Kurdish New Year. The following journalists were arrested in March 1992: Ali Riza Akyol (*Yeni Ulke*), Yasathak Aslan (*Devrimci Yol*), Cengiz Celik (*Rojname*), Dilek Onat and Badegul Sevgili (*Emegin Bayragi*), Abdulvahap Turan (*Yeni Ulke*) and Naif Yasar (*Yeni Ulke*). Writer and ex-mayor of Diyarbakir Mehdi Zana was arrested on 24 March 1992 and has to serve two and a half months in prison for allegedly giving a pro-PKK statement in an interview recorded while he was imprisoned in July 1991. The following journalists were threatened with death and beaten by soldiers on their return from Cengiz Altun's funeral: Hafiz Akdenir, Abdullah Arisoy, Huseyin Aykol, Faysal Dagli, Hasan Ozgun, Ranazan Ulek (all of *Yeni Ulke*) and Mehmet Aktas and Zubeyir Celik of Zend news agency. The following journalists were briefly detained in March 1992: Huseyin Durmaz of *Devrimci Emek* and Zafer Kara of *Hurriyet*. Bahattin Ozen of *Yeni Ulke* was briefly detained in February 1992 after Cengiz Altun's funeral. Ahmet Sumbul of *2000 Dogru* was briefly detained in February 1992 and allegedly tortured to make him 'confess' to the murder of colleague Halit Gungen. Rifki Turan of *Yeni Ulke* was briefly detained in January 1992. The following journalists were attacked or beaten by security forces in March 1992: Bekir Dasci, Murat Koc, Galip Ridvanoglu (of *Gunaydin*) and Jonathan Rugman (of UK paper *The Guardian*). The studio of photographer Nizam Ozekinci of *Gunes* was bombed in February; *Yeni Meram* reporter Mustafa Muzaffer Tiglioglu was stabbed by four unknown people in April and a bomb was placed in the car of Aykut Tuzcu of *Sabah*. Fatma Birsat Akyazili was acquitted on 28 February 1992. Bulent Ulku, chief editor of Bursa paper *Korfes'e Bakis* was found beaten and shot in the head on 1 April. He died later in hospital. Yusuf Aslan of *Yeni Ulke* was arrested on 23 April in Van. Sadik Gulec of *Gercek* was detained on 21 April during a funeral ceremony in Istanbul. Burhan Karadeniz of *Yeni Ulke* was detained in Diyarbakir on 8 April. Yayha Orhan of *Yeni Ulke* was detained on 20 March in Batman and has reportedly been charged under the anti-terror law. Journalists Suzan Aslanboga and Salha Yaprak were briefly detained from 31 March to 2 April during a demonstration to protest police action during Newroz.

Arabs Feel Boycott Of Iraq Is Harsh, League Head Says

By Caryle Murphy

Washington Post Service

CAIRO — The Arab nations would like, "without exception," to see an easing in the suffering of Iraq's people under international sanctions, according to the top official in the Arab League.

The official, Secretary-General Esmat Abdel Meguid of Egypt, said he hoped this could be achieved once Baghdad had freed the Kuwaitis it has been holding since the invasion in 1990.

Although not explicitly calling for lifting the UN sanctions imposed after Iraq occupied Kuwait, the remarks of the Arab League chief, made at a news conference this week in Paris, appeared to favor at least a partial lifting of the economic restrictions.

As such, it is the first high-level public call for relaxing the UN embargo by a senior Arab official, whose constituents include countries that fought against Iraq in the Gulf War.

In Cairo, an aide confirmed the remarks, saying that the former Egyptian foreign minister had said "the blockade of the people of Iraq must stop" and that the Kuwaiti "prisoners must leave Iraq."

Mr. Abdel Meguid's comments come as the political survival of President Saddam Hussein in Iraq has now become an accepted reality for governments in the region and in the West.

There is widespread realization that he is most likely to be around for some time, especially given the diminished appetite of Washington and the Arabs for any military operation to oust him.

Mr. Abdel Meguid's comments also reflect sympathy among Arabs for the Iraqi people, who many see as victims being punished without cause.

This sentiment was reinforced recently with UN sanctions on Libya for its refusal to surrender two suspects in the 1988 terrorism that destroyed an American airliner over Scotland. The sanctions ban air traffic and military sales to Libya.

Arab officials say the quick imposition of UN sanctions against two Arab countries — while similar action is not taken against Israel for its occupation of the West Bank

and the Gaza Strip or against Serbs for their assault on Muslims in Bosnia — has created an impression that the Western powers are anti-Arab and anti-Muslim.

At the same time, many Arab officials, particularly in the Gulf area, say they fear that a total release from sanctions would permit Mr. Saddam to rebuild his arsenal and become a threat again.

Another review of the sanctions by the Security Council is due May 28. Three members, Britain, France and the United States, have been adamant that the sanctions not be lifted until Iraq complied fully with all terms of the cease-fire resolution.

Obligations still unfulfilled by Iraq include a full accounting of its nuclear-weapons program, acceptance of long-term UN monitoring of its civilian industries to ensure that banned weapons programs are not restarted, and more humane treatment of its people, especially minority Kurds and Shiites.

Baghdad insists it holds no more Kuwaitis. Kuwait has given the International Committee of the Red Cross a list of 850 people it believes may be in Iraqi detention.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

THURSDAY, MAY 28, 1992

West Floods Iraq With Counterfeit Currencies

Goal Is to Undermine Economy, Destabilizing Saddam's Government

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

AMMAN, Jordan — Iraq's economy is the target of an American-led destabilization campaign that has poured vast amounts of counterfeit currency into the country, Arab and Western officials here say.

The fake dinar notes are being smuggled across the Jordanian, Saudi, Turkish and Iranian borders in an effort to undermine the Iraqi economy, according to the officials here, who closely monitor the situation in Iraq.

The officials said counterfeit U.S. dollars were being smuggled into Iraq in smaller quantities to further confound the banking system. The officials said the countries behind the separate counterfeiting operations included Western nations, Saudi Arabia, Iran and Israel.

The fake currency is openly discussed in the press and by the Iraqi people. The counterfeiting problem has become serious enough to be loudly denounced by the government, which is taking measures to curb it, including instituting life sentences for cooperating in circulating counterfeit dollars or dinars and death sentences for those who smuggle them into the country.

The fake currency has contributed to Iraq's severe inflation problem, which is aggravated by the fact that the Iraqi government is printing large amounts of money to pay inflated salaries and cover the costs of reconstruction after the Gulf War.

In the last few months, the destabilization efforts seem to have shifted into high gear, officials in Amman say, particularly after the United States was reported in February to have authorized full-fledged covert operations against Iraq.

In Washington, a spokesman for the Central Intelligence Agency, Mark Mansfield, declined to discuss the dumping of fake currency in Iraq. "As a matter of policy we don't comment on such allegations," he said.

Along with international economic sanctions against Iraq, the covert measures have had mixed results since the Gulf War ended in February 1991. They have clearly helped weaken the economy to the point where the local currency could become worthless, and they have loosened President Saddam Hussein's grip on the people and forced his government to respond with a stepped up reconstruction program to curtail shortages and restore basic services.

The measures also buttressed the assertion, shared by a rising number of Iraqi nationalists including Sunni Muslims and Christians, that the West and its allies will not be content with the removal of Mr. Saddam, but only with partitioning and destroying the country.

Further weakening the economy is the fact that legitimate Iraqi currency is not backed by any gold or hard currency because those are being used to import goods.

As a result, the dinar, which has a fixed rate of exchange equivalent to \$3, has a real value of about 2 percent of that, or 5 to 6 cents.

Some Iraqi travelers interviewed in Amman, including businessmen, said they expected the currency value to plunge much farther soon.

Since Iraq stopped doing business with Britain during the Gulf crisis and began printing its own money on lower-quality paper, counterfeiting has become much easier, sources said.

"People joke about it, and some have become experts in telling which denominations are

printed in Israel, the United States or in Saudi Arabia," an Iraqi said.

Most stores in big Iraqi cities have acquired machines to detect fake currency, and many merchants have stopped accepting large-denomination bills.

Iraq accused Washington of masterminding a campaign to smuggle counterfeit currency into Iraq "to sabotage the Iraqi economy in cooperation with Iran and Saudi Arabia," according to a May 6 letter to the United Nations secretary-general, Butros Butros Ghali.

Counterfeit money was dropped by U.S. helicopters in the southern marshlands and other areas, according to the letter from the Iraqi foreign minister, Ahmad Hussein.

The letter, reported by the Iraqi press agency INA and reprinted in Iraqi newspapers, said counterfeit money was entering the country through Turkey and Jordan as well.

A Saudi official concurred with the reports, saying that "all borders are being used."

Similarly, a senior Jordanian official agreed with the report, saying Jordan "does not approve of it, but we can do little to stop it."

The Israeli government has made no public acknowledgment of any participation in such an operation.

On other fronts, the broad campaign to destabilize the government of Mr. Hussein includes clandestine radio stations and dissident militias financed and organized by the United States, Iran, Saudi Arabia, Turkey, Israel, Britain and France.

Despite the efforts to undermine Mr. Saddam, Jordanian officials who are familiar with the power structure in Iraq say the government is not about to fall, even though public discontent is widespread.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MAY 30-31, 1992

Bush Sought to Mollify Iraqis Before the War, Memo Shows

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — A secret policy directive on the Gulf region signed by President George Bush in October 1989 said the United States should offer economic and political incentives to President Saddam Hussein of Iraq as a way of moderating his behavior and increasing U.S. influence in his country.

The directive, part of which was made available to The New York Times, also stated that Iraq should be told that the United States would impose economic and political sanctions and urge its allies to do so if Baghdad resumed its use of

chemical weapons, used biological weapons or tried to develop a nuclear weapon.

The presidential order stipulated that Washington remained committed to defend its vital interests in the region, with military force if necessary, if they were threatened by the Soviet Union or another regional power.

The directive served as the operative guide for U.S. policy until Iraq invaded Kuwait in August 1990. It has become the focus of a strenuous debate over whether the United States ignored increasing signs in the late 1980s after the

Iran-Iraq War that Baghdad was preparing to use its military might to intimidate its neighbors.

A portion of the directive was recently declassified by the White House after a request by Representative Samuel Gejdenson, a Democrat of Connecticut. Mr. Gejdenson said Thursday that he would present it to a congressional hearing on U.S. policy toward Iraq. As a result, a government official made the declassified section available to The New York Times.

The section on Iran and other countries in the Gulf remains classified. It was not known whether

additional material on Iraq also remains classified.

The general direction of U.S. policy before the invasion of Kuwait has been clear for some time, but the directive has remained secret.

According to the excerpts of the document, known as National Security Decision Directive 26, Mr. Bush also stated that the United States should consider selling such forms of assistance as training courses and medical exchanges on a case-by-case basis as a "means of developing access to and influence with" the Iraqi military.

"Normal relations between the U.S. and Iraq would serve our longer-term interests and promote stability in both the Gulf and the Middle East," the document stated. "The U.S. government should propose economic and political incentives for Iraq to moderate its behavior and to increase our influence with Iraq."

At the time, Iraq had emerged from the Iran-Iraq War as the clear victor with the most formidable military power in the Gulf, while Iran was devastated and seemed intent on reconstructing its economy. Although some analysts inside and outside of government were warning at the time that the new administration should craft a more balanced policy that recognized Iraq, not Iran, as the primary regional threat, the directive seemed to assume that Mr. Saddam would

respond favorably to rewards by Washington.

Administration officials have said that the policy also was based on the assumption that Iran and Iraq were so exhausted by their eight-year war that neither would seek outside adventures in the short term.

That assessment also was articulated in an estimate by the CIA and its sister intelligence agencies in October 1989 that stated that Iraq was not expected to turn aggressive

toward its neighbors for two to three years, according to recent congressional testimony by Robert M. Gates, director of central intelligence.

The document, at least in its unclassified version, does not describe Iraq's nuclear weapons program or its use of chemical weapons against Iran and against Kurdish civilians.

But the directive said Iraq would be punished if it used chemical or biological weapons or sought to develop a nuclear weapon. The Rea-

gan and Bush administrations had strongly opposed every initiative in Congress to impose economic sanctions against Iraq for its use of chemical weapons against its Kurdish population in August 1988.

The policy also was based on an expansion of economic ties between the two countries.

It said that "normal relations between the U.S. and Iraq would serve our longer term interests and promote stability in both the Gulf and the Middle East."

Nord Eclair — 30 MAI 1992



Le 19 mai dernier se tenaient les premières élections parlementaires libres au Kurdistan irakien. Depuis un an en effet, la zone kurde de l'Irak vit en autonomie sous le contrôle des Alliés dont la présence tient en respect Saddam Hussein, qui a juré la perte de ce peuple.

L'objectif du scrutin était de doter le «pays», qui ne possède en fait pas d'existence légale sur le strict plan du droit international, d'un Parlement, d'un Président et d'une administration librement choisis par les électeurs.

Le dépouillement a donné des résultats jugés étonnamment «miraculeux» par certains observateurs, les chefs des deux principaux partis, Massoud Barzani — Parti démocratique du Kurdistan — et Jalal Talabani — Union patriotique du Kurdistan — arrivant «dans un mouchoir» avec un peu plus de 44 % des voix chacun. Il faudra du coup revoter pour l'élection du Président, mais en attendant il va surtout falloir mettre en route le processus démocratique. Sur place, l'enthousiasme a balayé provisoirement certaines questions de fond, notamment sur quelques points essentiels qui séparent les deux partis (relations avec Bagdad, mais aussi la Turquie et l'Iran, où vivent également dix et cinq millions de Kurdes). Il demeure que pour les quatre millions de Kurdes d'Irak, «demain» prend la forme d'un énorme point d'interrogation...

«**I**l commence le Kurdistan». Joseph, la quarantaine, est professeur de sciences politiques à Lyon. Mais avant tout, il est Kurde. C'est avec une profonde émotion, pudiquement dissimulée, qu'il foule à nouveau le sol de son enfance. Ou presque. Nous ne sommes pas encore en Irak, mais tout à l'Est de la Turquie, à Dyarbakir. Où est passé le pays «moderne» voulant s'arrimer à l'Europe ? Quel contraste avec Ankara ou Istanbul ! Les zones à peuplement kurdes semblent abandonnées à leur sort, à la misère, sous la surveillance de policiers et militaires armés jusqu'aux dents. Pour rencontrer des Kurdes libres, pour la première fois dans leur histoire, il reste près de 400 km à parcourir.

«Welcome to Kurdistan». Au poste-frontière entre la Turquie et (officiellement) l'Irak, la bannière flotte au vent sur le pont enjambant le Tigre. Le puissant fleuve roule tel un torrent et accompagne de ses grondements les cris de joie des Peshmergas. Premier contact enthousiaste avec ces guerilleros

(littéralement: «ceux qui vont au devant de la mort», en kurde) dont nombre reposent à tout jamais dans les collines où ils ont traqué sans cesse les troupes de Bagdad. Aujourd'hui, ils sont chez eux, mais ils savent combien leur liberté est fragile. Aussi la kalachnikov ou le pistolet ne les quitte pas. «Saddam

est capable de tout, partout, à tout moment»: cette phrase, on va l'entendre des dizaines de fois...

«**You flie, you die !**»

Le doigt sur la détente, les Kurdes savourèrent tout de même l'instant présent. Un instant historique : les premières élections libres et démocratiques destinées à doter leur territoire autonome d'un Parlement et d'un Président. Scrutin immédiatement déclaré «illégal» par le maître de Bagdad, mais qui n'a toutefois pas tenté de perturber les opérations de vote. Il est vrai que ce jour-là, le ciel était plus que jamais strié par les avions de chasse américains...

Car, plus d'un an après la guerre du Golfe et la défaite de Saddam Hussein, les Alliés sont toujours là. En fait, ils sont une poignée, cantonnée à Zakho, dans le bâtiment du MCC (Military Coordination

Center). Le jeune commandant français, qui sera relevé cet été, observe la situation avec lucidité : «Saddam est maintenu à distance grâce à notre présence, certes symbolique, mais qui demeure potentiellement redoutable. Les bases turques de l'OTAN ne sont qu'à quelques minutes de vol et l'on sait à Bagdad que la moindre agression contre l'autonomie du territoire kurde serait violemment contrée. C'est aussi pour cela que ces avions tournent autour de nos têtes actuellement...Le ciel est interdit à Saddam, et le général Schwarzkopf (NDLR: commandant les troupes américaines pendant la guerre) n'a pas mâché ses mots dans son avertissement : "you flie, you die!" (vous volez, vous mourez!). Mais il est évident que cette situation ne peut durer. Je pense sincèrement que notre mandat ici, qui doit s'achever en juin sera prorogé. Mais après ? Les Kurdes sont conscients que leur avenir ne dépend pas d'eux, mais de l'Occident». L'Occident...Pourtant, ils pourraient lui vouer une haine farouche, pour avoir vu mourir tant d'hommes, de femmes et d'enfants lors d'un épouvantable exode pour fuir la vengeance aveugle de celui que l'on croyait à genoux et qui tenta de noyer dans le sang le soulèvement d'un peuple bientôt laissé à son sort. «Oui, l'Occident nous a trahi cet hiver et nous n'oublierons jamais tous ceux qui sont morts dans la montagne», entend-on ici. «Mais vous avez compris votre erreur, trop tard certes, et vous êtes à nouveau à nos côtés. Il n'y a pas que la menace militaire pour contrer Saddam. Regardez-vous : journalistes, juristes, observateurs, intellectuels...Plus vous êtes nombreux dans nos rues, plus vous fortifiez notre avenir!»

Des ruines et du napalm

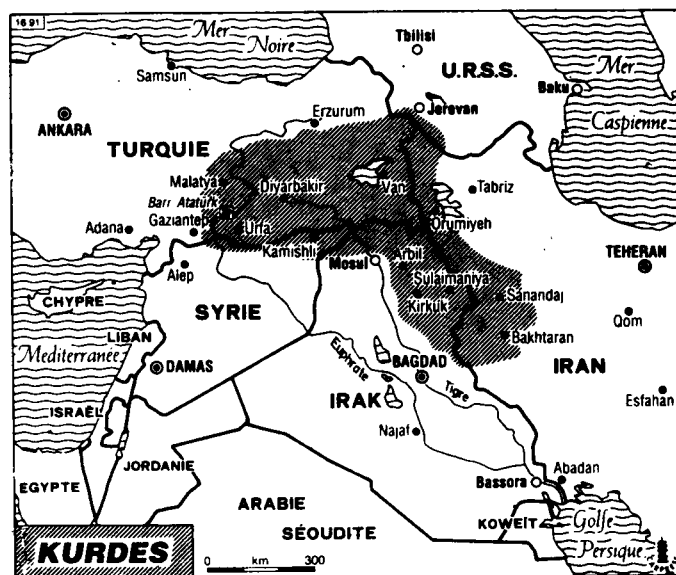
L'avenir... Mot intraduisible pour l'instant en kurde. Tout juste peut-on penser à «demain». Et pourtant. Petit retour en arrière : le 7 mars 1991, la population de Ranya, dans l'Est du Kurdistan, se soulève contre une armée irakienne apparemment désorganisée après l'offensive terrestre-éclair des forces alliées, qui marque la fin de la guerre du Golfe.



— A quoi bon l'isoloir ? Les votants arboraient sans vergogne les couleurs de leurs favoris et remplissaient fièrement leurs bulletins au vu et au su de tous !

Las ! Le contrôle du territoire par les Peshmergas ne dépassera pas dix jours : l'Irak n'est pas à plat ventre et la reconquête est foudroyante. Du 28 mars au 1^{er} avril, les troupes de Saddam Hussein, dont des éléments de la célèbre garde républicaine lourdement armés, enfoncent les lignes kurdes plus aguerries dans les combats de guérilla que dans les affrontements traditionnels. C'est alors le début d'un dramatique exode pour un peuple qui croyait venue l'heure de sa libération. L'Occident restera sourd un trop long moment à sa souffrance, avant de reprendre l'initiative. Dès ce moment, le Kurdistan irakien va reprendre vie... Mais dans quel état.

150 km séparent les villes de Zarkho et de Chaqlawa : une heure de vol en hélicoptère, en rase-motte au dessus d'un paysage charmant de beauté. Treize heures de voiture sur une piste interminable, où le dix km/h frôle le record de vitesse. Mais des visions inoubliables... De temps à autre, un panneau bleu rappelle qu'ici se trou-



vait un village : A la place, des ruines. Des tentes ou des abris de fortune en tôle ondulée hébergent ceux qui sont revenus vivre ici. Le silence est impressionnant dans ces hautes montagnes, d'où l'eau — la seule mais essentielle richesse actuelle du Kurdistan — dévale dans de somptueuses cascades. Des enfants ont ri et joué ici, des femmes ont allaité, des hommes ont conduit les troupeaux... Que sont-ils devenus ? 4.500 villages kurdes ont été rasés pendant la guerre entre l'Irak et l'Irak. Plus d'une vingtaine de villes détruites. Et Saddam Hussein s'était promis de «régler la question kurde» au plus vite. «Saddam nous hait. Regardez ce qu'il a fait» dit l'un des Peshmergas qui manœuvre habilement le 4x4 sur une route totalement défoncée par les bombardements... L'herbe étouffe peu à peu des amas de pierres blanchies par le gel et le soleil, mais sur le bord du chemin, de vilaines traces noires sont celles du napalm. Contact rude avec une réalité que la télévision ne fait que rapporter malhabilement. Comment des hommes ont-ils pu faire cela ? Autant rouvrir tous les livres d'Histoire et chercher à comprendre pourquoi l'injustice mène trop souvent le monde... Mais aujourd'hui, le Kurdistan se veut debout, à nouveau, comme à chaque fois que l'on a voulu sa disparition. Hélas ce pays n'est pas à reconstruire, il est à construire. La désorganisation a été accrue par la décision de Saddam Hussein de ne plus payer les fonctionnaires. 80 % de la population est aujourd'hui au chômage : chacun tente de survivre par ses propres moyens, en vendant au marché ou dans des boutiques improvisées des légumes, des œufs, des boissons fraîches... La santé pose des problèmes préoccupants : à l'hôpital de Dohouk, le médecin-chef a constaté des résurgences de la malaria et de la tuberculose. Et les médicaments dont il dispose sont pour la plupart inutilisables car trop vieux.

Bien sûr, les organisations non-gouvernementales (ONG) sont nombreuses sur place mais les Kurdes estiment qu'elles ont bien du mal à comprendre certaines réalités locales. «Ils nous arrivent des gens, explique très calmement l'un d'eux, avec des schémas pré-établis en Occident et qui ne peuvent pas marcher ici. Il ne faut pas nous confondre avec l'Afrique, par exemple. Les Kurdes sont un peuple de bâtisseurs, avec ses ingénieurs, ses architectes et ses maçons. Nous mettez à l'écart en disant : «laissez-nous faire, on s'occupe de tout» ne nous convient pas ! Oui à l'aide matérielle, non à l'assistanat qui aboutit à faire encore plus de chômeurs...»

La hantise de l'oubli

Même esprit à Salahadin, où fonctionne l'Université kurde, dans des bâtiments laissés vacants par les Irakiens. On y forme les futurs médecins, ingénieurs, juristes, ges-

tionnaires... Cinq professeurs, une vingtaine de maîtres de conférences et des assistants donnent à 1.100 étudiants des cours qui débouchent pour l'instant sur des licences, seul un doctorat de sciences étant délivré.

Sans doute sont-ce ces forces vives qui ont permis au Kurdistan de survivre à une Histoire dramatique. Sa seule hantise, c'est celle d'être à nouveau oublié, car ce serait sans aucun doute son nouvel arrêt de mort. « Il n'y a pas que les armes qui peuvent sauver le Kurdistan, affirme un responsable politique. Tous nos frères éparpillés dans le monde font tout pour que, partout, à chaque minute, l'on sache à Bagdad que quelqu'un nous regarde. Comprenez-vous mieux pourquoi nous vous avons si chaleureusement dit "Welcome to Kurdistan" ? ».

Rencontres

Dohouk : les vastes bâtiments de l'UPK sont cernés par un cordon de Pes-hmergas en armes. Cet endroit est l'un des points stratégiques de la ville. Dans un vaste bureau où l'on accède après avoir été « escorté », Ahmed Bahmani, l'un des responsables de l'UPK chargé de mener la campagne dans cette région, est en pleine

train de faire. Le soir, je m'endors la conscience tranquille comme je n'aurais jamais pu le faire à Paris. »

Ahmed a laissé en France femme et enfants, et ils lui manquent. Mais il a choisi de ne pas les faire venir. « C'est encore trop risqué, et puis regardez ce pays où tout est à faire... Mes enfants scolarisés dans une grande capitale n'auraient pas supporté un tel choc de civilisation. » Mais Ahmed ne se laisse pas bouleverser car ici, chaque minute qui passe doit être utilisée au maximum. « Nous ne savons pas vraiment où nous allons avec ces élections, car aucun des partis en laisse ne possède une réelle culture politique. Nous nous sommes entourés de toutes les précautions pour bâtir la loi électorale, que nous avons fait rédiger par un groupe de juristes kurdes. Chaque parti du Front en a pris connaissance avant d'en accepter les règles. » Ahmed Bahmani ignorait encore les résultats lors qu'il ajoutait : « Tout l'espoir des Kurdes repose sur ce gouvernement qui va naître. Notre Parlement doit réussir, sinon ce sera la catastrophe. »

En fait, la grande peur ici est de décevoir ceux qui sont restés malgré tout les « amis occidentaux ». « Bien sûr que la liquidation de Saddam aurait été une excellente chose pour nous. Mais je comprends les préoccupations des Alliés, qui redoutaient notamment un soulèvement chiite en Irak... Cela dit, nous sommes reconnaissants de la présence occidentale, de l'aide de la presse: c'est la seule façon de contenir le dictateur de Bagdad, qui a juré notre perte et rongé son frein. De toute façon, il faudra régler son cas par

un moyen ou un autre. S'ils mettent "le paquet", les Occidentaux sont tout à fait capables de le remplacer par quelqu'un qui leur soit favorable. Mais attention : Saddam dit et répète qu'il n'hésitera pas à "mettre Bagdad dans un bain de sang" ».

Si l'avenir des Kurdes passe par la haute diplomatie, il dépend aussi du quotidien : reconstruire, reconstruire, encore... « Depuis un an, on voit apparaître des constructions nouvelles dans les villages. On essaye au moins de donner une chambre en dur à chaque famille pour passer l'hiver. Mais ce sera long pour remettre ce pays debout: il faut rebâtir plus de vingt villes et 4500 villages rasés par les Irakiens ! On ne pourra pas tout faire nous-mêmes... »

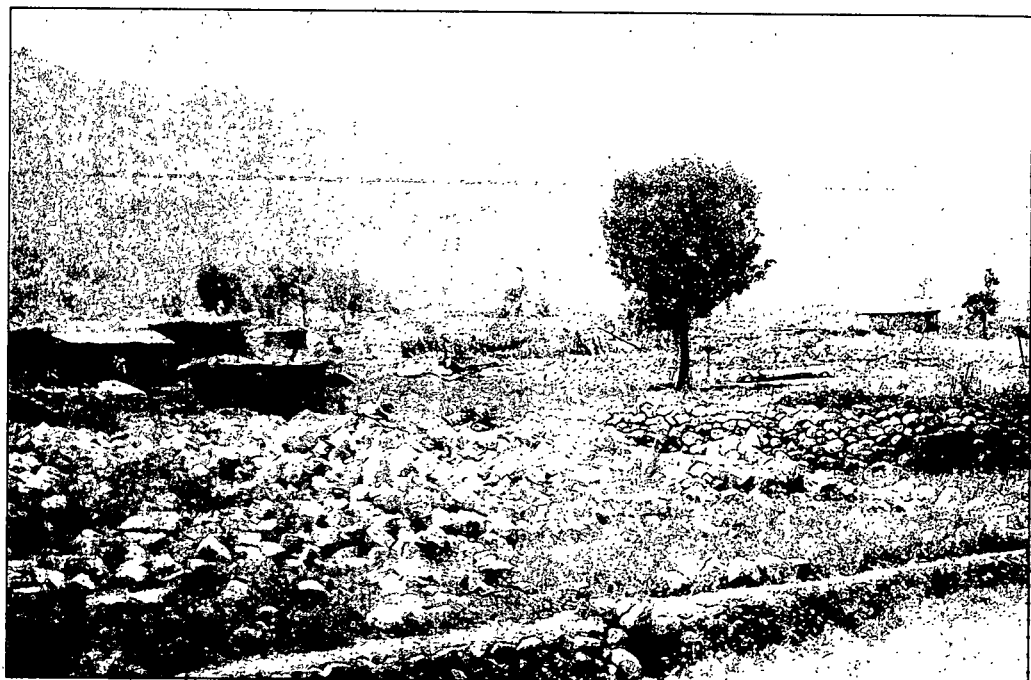
Pourtant, il faut aller vite, car autant l'été est brûlant ici, autant l'hiver est impitoyable. Ce même hiver qui transforma l'an dernier l'exode kurde en cauchemar : « Je n'ai jamais vu dans ma vie une chose pareille, se souvient Ahmed. Et personne ne comprenait pourquoi on ne venait pas nous aider... »

Ahmed désigne l'arme qu'il porte au côté : « Dites bien une chose : nous sommes tous armés aujourd'hui parce que les événements nous l'imposent, mais sachez qu'aucun peuple, à mon avis, n'aime autant la paix que le peuple kurde. La paix qu'il n'a jamais eue et qu'il découvre ici. Sachez aussi que dans chaque famille, il y a eu un ou plusieurs martyrs victimes des hommes de Saddam. Vous comprendrez alors pourquoi le mot "demain" prend pour nous une résonance si particulière. »



discussion avec son état-major. Mais quand il se retourne vers le visiteur, c'est dans un français parfait qu'il lance « Bonjour et bienvenue. Comment allez-vous ? ».

On va bientôt apprendre avec Ahmed ce qu'est un choix de vie, même s'il doit mettre cette même vie en jeu chaque matin. « Je viens de vivre dix-sept ans à Paris, où j'ai fondé une famille. Mais quand ma patrie a retrouvé une chance de liberté, aussi fragile soit-elle, après la guerre du Golfe, j'ai compris que ma place était ici. Dangereux, ce choix ? Bien sûr : en témoigne ce pistolet que je porte en permanence au côté... Je sais aussi que les prises de positions très tranchées de mon parti contre Saddam nous mettront "aux premières loges" si par malheur il revient. Mais il fallait que je fasse ce que je suis en



— C'était un village : comme 4500 autres, il a été rasé par les troupes de Saddam Hussein...



« Hamilton, Ontario, Canada » : sur le passeport défraîchi, un portrait d'homme en complet veston. Nom : Muhammed Sali. Mais, au fond d'une boutique où le jus de fruits glacé attire le passant, il précise d'emblée : « My name is Salih ». Traduisez : que l'on m'appelle S'lih, tout simplement, ici, on ne le connaît que comme ça.

Fabuleux raccourci géographique : Salih est un « Kurde canadien », ou à peu près. Ouvrier dans une usine d'automobiles, il a pris un congé sans solde pour vivre au milieu des siens un événement qu'il juge historique. Il porte l'habit traditionnel, le kulav soigneusement noué sur la tête, alors que bien des jeunes d'ici ont opté pour le polo et le jean. Buvant le thé avec les siens, c'est l'anglais malhabile utilisé pour demander un renseignement qui a attiré son attention. « Regarde, les gens sourient, dit-il. Ils sont heureux, tout le monde est enfin heureux ici. Et ceux qui viennent nous voir, comme toi, nous rendent doublement heureux... C'est bien, ce que vous faites, de parler de nous. Même au Canada, on nous connaît. Saddam peut bien des choses, mais rien contre cela. »

C'est décidé et sans discussion possible : Salih offre le repas. Il a retrouvé bien des amis depuis son retour. En Orient, on n'oublie pas les gens aussi facilement qu'en Occident. Il a été reçu par sa famille comme s'il était parti hier. Et de cousin en ami du cousin, tout ce réseau de relations inextricables qui fait le mystère de cette civilisation, où tout le monde sait tout sans que personne n'ait rien dit, s'est reconstitué.

Salih fend des ruelles ondées pour pousser la porte d'un restaurant dont on pense un instant qu'il est l'actionnaire principal, tellement les salutations s'entrechoquent. Mais pas du tout. « Le propriétaire est un ami », se contente-t-il d'expliquer. Eh oui... Aussitôt, le serveur s'empresse, un pot d'eau et des verres surgissent, le cuisinier fait frîre les chich-kebab; sur un signe de la main, fromage et fruits frais suivent.

Tout en mangeant, Salih regarde distraitement la télé qui hurle, comme c'est une habitude ici. Oui, il a suivi les émissions sur la campagne électorales (1) mais il n'a visiblement pas l'expérience du débat politique : tout ce dont il est convaincu, c'est qu'il faut voter parce que la liberté de son pays en dépend. Lui aussi



- *Jamais sans doute vote ne fut effectué dans un tel délire de bonheur*
- *Un pays entier qui demeure à reconstruire... ou à construire.*

Reportage et photographies de Serge GRAVE

répète ce leit-motiv cent fois entendu : « Saddam est capable de tout à tout moment ». Donc, il vote. Il est convaincu que le monde entier regarde en ce moment le Kurdistan d'Irak. Alors, l'essentiel c'est d'avoir enfin une démocratie et de s'en servir...

La matinée passe et la chaleur se fait de plus en plus accablante. Pas moyen de payer le repas, même en partie. Ces comptes d'apothicaire paraissent à un oriental complètement hallucinants. « Tu es mon invité parce que tu es maintenant mon ami », résume Salih. Retraversée de la rue plus que jamais encombrée pour se retrouver chez un marchand de bibelots. « Tu as besoin de quelque chose à

Dohçuk ? Tu viens ici de ma part, il l'aidera. » Approbations empressées de l'intéressé. L'intermédiaire garantit qu'il n'oubliera pas, même quand Salih sera reparti, dans deux mois, reprendre son travail au Canada.

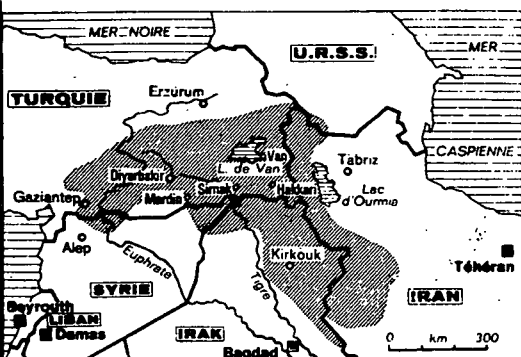
Mais le citoyen d'adoption d'Upper-Wellington sait déjà qu'il reviendra. Et pourquoi ne le croirait-on pas ? Accolade. Salih disparaît dans la foule, avec ce sourire radieux de ceux qui sont enfin chez eux.

(1) Chaque province du Kurdistan irakien possède une télévision locale où l'on diffuse des cassettes pré-enregistrées.

ΑΝΤΙ - 1 Μαΐου 1992

ΟΙ ΚΟΥΡΔΟΙ ΤΟ

του Α. Σοραν



—«Θα χυθεί πολύ αίμα», δήλωσε ο ηγέτης του Εργατικού Κόμματος του Κουρδιστάν Αμπντουλά Οτζαλάν, αναφερόμενος στην πρόσφατη εξέγερση των Κούρδων της Τουρκίας. Η εξέγερση αυτή έφερε ξανά στο προσκήνιο το «κουρδικό πρόβλημα», μετά τον πόλεμο στον Περσικό και δημιούργησε, έστω και πρόσκαιρα, καθώς φαίνεται ένταση στις σχέσεις Γερμανίας - Τουρκίας με ανταλλαγή βαρύτατων χαρακτηρισμών. Μολονότι κλείνει τα μάτια της μπροστά στο πρόβλημα, η Δύση δεν θα μπορέσει τελικά να αποφύγει να πάρει θέση στο δράμα του κουρδικού λαού. Το «κουρδικό πρόβλημα» είναι πολύ απλό: 30 εκατομμύρια λαού που ζουν σε τέσσερις χώρες (Τουρκία, Ιράν, Ιράκ και Συρία) δεν έχουν πατρίδα. Τα κράτη αυτά εκμεταλλεύονται τις διαιρέσεις του κουρδικού λαού τον οποίο κατά καιρούς σφαγιάζουν. Και η Δύση, για λόγους «στρατηγικούς», κινητοποιείται βραδέως μόνο για «ανθρωπιστική βοήθεια». Όταν ο Σαντάμ έσφαξε τους Κούρδους ουδείς τους ονόμαζε «τρομοκράτες». Τώρα που τους σφάζουν οι Τούρκοι, η Δύση καταφεύγει στην έννοια της «τρομοκρατίας» για να δικαιώσει την πολιτική καταστολής του τουρκικού κράτους.

Όμως το όραμα της πατρίδας ενώνει όλους τους Κούρδους. Κι από τον αγώνα του κουρδικού λαού εξαρτάται αν το όνειρο θα γίνει κάποτε πραγματικότητα.

Το «ΑΝΤΙ» έχει δημοσιεύσει πολλά άρθρα για το Κουρδιστάν. Το άρθρο αυτό έχει συντάξει Κούρδος από το Ιράν και δίνει μια συνοπτική εικόνα της ιστορικής διαμόρφωσης του Κουρδιστάν και ειδικά του τμήματος που κατέχει το Ιράν.

Η έκταση του ιρανικού Κουρδιστάν¹ ανέρχεται σε 125.000 τ.χλμ. (7,6% του ιρανικού εδάφους. Ο πληθυσμός του είναι γύρω στα 9.500.000 και αποτελεί το 17% του ιρανικού πληθυσμού².

Η πυκνότητα του πληθυσμού είναι υπερδιπλάσια εκείνης του υπόλοιπου Ιράν. Το Κουρδιστάν είναι μια ορεινή περιοχή με πολλά δάση και πολλούς άθικτους φυσικούς πόρους.

Οι Κούρδοι μιλούν κουρδικά που είναι ινδοευρωπαϊκή γλώσσα. Είναι πολύ καλοδιατηρημένη, παρά την απαγόρευση της κατά καιρούς από τα διάφορα καθεστώτα.

Ο πρώτος διαμελισμός του Κουρδιστάν

Στις 23 Αυγούστου του 1514 ο στρατός του Οθωμανού Σουλτάνου Σελίμ νίκησε το στρατό του Σάχη Ισμαήλ Σαφαβί στο Τσαλντιράν, βορειοδυτικά της λίμνης Ουρμιέ. Έτσι με τα νέα σύνορα που χωρίζανε τις δυο χώρες, διαμελίστηκε το Κουρδιστάν μεταξύ του Ιράν και της Οθωμανικής Αυτοκρατορίας. Από τότε άρχισε ο αγώνας των Κούρδων για τη δημιουργία ενός ανεξάρτητου κράτους και στα δύο τμήματα του Κουρδιστάν³.



Κάζη Μωχάμεντ, ο πρόεδρος της Κουρδικής Δημοκρατίας το 1946. Απαγχονίστηκε στις 30 Μαρτίου του 1947.

Τα κουρδικά κινήματα που αποσκοπούσαν στην ενοποίηση και την ανεξαρτησία του Κουρδιστάν στο σύνολό του, πολλές φορές κατάφεραν να απελευθερώσουν το μεγαλύτερο τμήμα του Κουρδιστάν, όμως κάθε φορά μετά από αιματηρές μάχες, επικρατούσαν το Ιράν και η Οθωμανική Αυτοκρατορία.

Ο δεύτερος διαμελισμός του Κουρδιστάν

Με τη διάλυση της Οθωμανικής Αυτοκρατορίας, το Κουρδιστάν διαμελίστηκε για

Y İRAN

δεύτερη φορά με αποτέλεσμα το σημερινό Κουρδιστάν να είναι διαιρημένο μεταξύ τσαρικών χωρών: Τουρκία, Ιράν, Ιράκ και Συρία.

Η διάλυση της Οθωμανικής Αυτοκρατορίας ήταν μια άλλη ευκαιρία για τους Κούρδους να εντείνουν τον αγώνα τους για τη δημιουργία ανεξάρτητου κράτους. Έτσι, το 1920 η συνθήκη των Σεβρών αναγνώρισε το δικαίωμα της αυτοδιάθεσης του κουρδικού λαού στην Τουρκία μέχρι την πλήρη ανεξαρτησία, συμφωνία που δεν εφαρμόστηκε ποτέ. Στο Ιράκ επίσης ξέσπασε μια μεγάλη εξέγερση υπό την ηγεσία του Σείχη Μαχμούντ. Ούτε οι Κούρδοι του Ιράν έμειναν απαθείς. Μεταξύ 1920 και 1922, ο Σιμκό (Ισμαήλ Αγάς), ο φύλαρχος των Σικάκ, απελευθέρωσε ολόκληρο το βόρειο τμήμα του ιρανικού Κουρδιστάν και ανακήρυξε την ανεξαρτησία του. Το 1930, ο Σιμκό, προσκαλείται από τον Ρεζά Σάχη του Ιράν για διαπραγματεύσεις στην πόλη Σινό (Shino), και δολοφονείται από Ιρανό αξιωματικό.

Σημειώθηκαν πολλές άλλες εξεγέρσεις στις διάφορες περιοχές του Κουρδιστάν που μετά από σκληρές μάχες και γενοκτονίες κατεστάλησαν κι αυτές από τα στρατεύματα του Ιράν.

Η Κουρδική Δημοκρατία του Μαχαμπάντ

Η ίδρυση του Δημοκρατικού Κόμματος του Κουρδιστάν (ΔΚΚ) στις 16 Αυγούστου του 1945, άνοιξε μια νέα φάση στον αγώνα του κουρδικού λαού. Το κόμμα αυτό, υποστηριζόμενο από τις λαϊκές μάζες, στις 17 Δεκεμβρίου του 1945 κατάφερε να οργανώσει τον «Εθνικό Στρατό του Κουρδιστάν», δηλαδή τους «Πεσμαργκά». Λίγο αργότερα, δηλαδή στις 22 Ιανουαρίου του 1946, κατά τη διάρκεια μεγάλης συγκεντρώσεως στην πλατεία Τσουάρ Τσιρά στην πόλη Μαχαμπάντ, ανακηρύχτηκε η πρώτη Κουρδική Δημοκρατία. Ο Καζί Μωχάμεντ, ο ηγέτης του Δημοκρατικού Κόμματος του Κουρδιστάν, εξελέγη πρόεδρος της δημοκρατίας.

Στην εφημερίδα «Kurdistan», όργανο της ΚΕ του ΔΚΚ, της 11ης Φεβρουαρίου του 1946 αναφέρονται τα 13 υπουργεία και οι υπουργοί της κυβέρνησης αυτής.

Η αυτόνομη περιοχή περιλάμβανε μόνο το 1/3 του ιρανικού Κουρδιστάν. Στην περιοχή αυτή γρήγορα άλλαξε ο ρυθμός της ζωής. Ο αυτοκρατορικός ιρανικός στρατός

και η ιρανική αστυνομία διαλύθηκαν και αντικαταστάθηκαν από τις δυνάμεις των Πεσμαργκά. Για πρώτη φορά κυκλοφόρησαν κουρδικά περιοδικά και βιβλία, ιδρύθηκε το πρώτο κουρδικό θέατρο, τέθηκε στο περιθώριο η υποβαθμισμένη θέση της γυναίκας στην κοινωνία και βελτιώθηκε σημαντικά η οικονομία.

Η αυτονομία του Κουρδιστάν δεν κράτησε πάνω από 11 μήνες. Το Δεκέμβριο του 1946 τα ιρανικά στρατεύματα επιτέθηκαν στο αυτόνομο Κουρδιστάν και στα τέλη του ίδιου μήνα κατάφεραν να καταλάβουν την πρωτεύουσα της αυτόνομης δημοκρατίας, την πόλη Μαχαμπάντ. Για να αποφύγουν την αιματοχυσία, οι αρχές της κουρδικής δημοκρατίας παρέμειναν στο Μαχαμπάντ όπου αργότερα, μετά από μια συνοπτική δίκη ενώπιον στρατοδικείου, ο Καζί Μωχάμεντ, ο αδελφός και ένας εξάδελφός του καταδικάστηκαν σε θάνατο. Τα χαράματα της 30ης Μαρτίου 1947, οι τρεις Κούρδοι ηγέτες απαγχονίστηκαν στην πλατεία Τσουάρ Τσιρά στο Μαχαμπάντ.

Οι Κούρδοι Πεσμαργκά υπό την ηγεσία του Μπαρζανί απέκρουσαν με επιτυχία πολλές επιθέσεις του ιρανικού στρατού, ο οποίος υπέστησε σημαντικές απώλειες.

Μετά την πτώση της κουρδικής δημοκρατίας του Μαχαμπάντ, οι Κούρδοι δεν έπαψαν να αγωνίζονται για δημοκρατία για το Ιράν και αυτονομία για το Κουρδιστάν. Η εξέγερση του 1967-68 στο ιρανικό Κουρδιστάν υπό την ηγεσία του ΔΚΚ1 (Δημοκρατικό Κόμμα του Κουρδιστάν του Ιράν) ήταν η αποκορύφωση του αγώνα αυτού.

Πτώση του Σάχη του Ιράν

Οι Κούρδοι του Ιράν συμμετείχαν ενεργά στις διαδηλώσεις που ανέτρεψαν τελικά στις 11 Φεβρουαρίου του 1979 το καθεστώς του Σάχη.

Οι Κούρδοι από την αρχή προσπάθησαν να πείσουν τη νέα κυβέρνηση του Ιράν για μια δίκαιη λύση του κουρδικού ζητήματος με ειρηνικά μέσα. Η κουρδική αντιπροσωπεία συνάντησε το Χομείνι και υπόβαλε τα αιτήματα του κουρδικού λαού για την αυτονομία του Κουρδιστάν μέσα στα πλαίσια ενός δημοκρατικού Ιράν. Δυστυχώς όμως οι ειρηνιστικές προσπάθειες των Κούρδων δεν είχαν αποτέλεσμα.

Η ειρήνη στο Κουρδιστάν δεν κράτησε πάνω από πέντε βδομάδες. Άρχισαν σποραδικές συγκρούσεις σε διάφορες περιοχές του Κουρδιστάν μέχρι τις 17 Αυγούστου του 1979, οπότε ο Χομείνι κηρύττει ιερό πόλεμο και διατάζει το στρατό και τους Πασντάρ (Φρουροί της Επανάστασης) να επιτεθούν εναντίον του Κουρδιστάν. Άρχισε ο πόλεμος σε όλα τα μέτωπα. Μέσα σε 2-3 χρόνια όλες οι κουρδικές πόλεις καταλήφθηκαν από τις κυβερνητικές δυνάμεις.



Dr. A. Ghassemlou, (1930-1989). Ο Γ.Γ. του Δημοκρατικού Κόμματος Κουρδιστάν του Ιράν που δολοφονήθηκε στις 13 Ιουλίου 1989 στη Βιέννη από την ισλαμική κυβέρνηση του Ιράν.

Η σημερινή κατάσταση του ιρανικού Κουρδιστάν

Η ισλαμική κυβέρνηση του Ιράν κατέφυγε σε εφαρμογή πολλών απάνθρωπων μέσων για να καταστείλει τον αγώνα των Κούρδων. Βομβάρδισε όλες τις πόλεις· ισόπεδωσε εκατοντάδες χωριά· εκτέλεσε χιλιάδες Κούρδους αγωνιστές. Στις φυλακές του Ιράν υπάρχουν δεκάδες χιλιάδες Κούρδοι πολιτικοί κρατούμενοι που βασανίζονται καθημερινά. Πολλοί πολιτικοί κρατούμενοι έχουν πεθάνει από τα βασανιστήρια. Πολλές φορές οι κρατούμενοι απαγχονίζονται στις πλατείες των πόλεων προς εκφοβισμό και «παραδειγματισμό» του λαού.

Από την άλλη πλευρά οι Πεσμαργκά, υπό την ηγεσία του ΔΚΚ του Ιράν, συνεχίζουν ένα σκληρό, ιερό αγώνα για την ελευθερία του Κουρδιστάν. Ο λαός με διάφορους τρόπους υποστηρίζει τον αγώνα αυτόν με μεγάλο κόστος. Δεν είναι λίγες οι περιπτώσεις όπου οι κυβερνητικές δυνάμεις έχουν δολοφονήσει ολόκληρες οικογένειες απλώς και μόνο επειδή πρόσφεραν τρόφιμα στους Κούρδους αντάρτες. Παραδείγματα μπορούν να αποτελέσουν οι γενοκτονίες στα χωριά Κάρνε, Καλάταν, Ιντιρκάς, Σαρουκακέ, Σαρουκακίς, Καραγκόλ κ.ά.

Οι τωρινές στρατιωτικές βάσεις της ισλαμικής κυβέρνησης στο Κουρδιστάν του Ιράν ανέρχονται σε 3.000 με περίπου 300.000 στρατιώτες. Οι απελευθερωμένες περιοχές που ελέγχονται από τους αντάρτες δεν αποτελούν ένα σημαντικό τμήμα από τα εδάφη του Κουρδιστάν. Όμως, οι αντάρτες σε διά-

φορες περιοχές του Κουρδιστάν του Ιράν συνεχίζουν τον ανταρτοπόλεμο με αποτέλεσμα οι κυβερνητικές δυνάμεις να υφίστανται μεγάλες απώλειες. Οι απώλειες του κουρδικού λαού στα 13 χρόνια κυβέρνησης των Μουλλάδων, είναι περίπου 55.000 άμαχοι και 5.000 αντάρτες νεκροί και εκατοντάδες κατεστραμμένα χωριά και πόλεις.

Δολοφονία του ηγέτη των Κούρδων στην Αυστρία

Η ισλαμική κυβέρνηση του Ιράν ποτέ δεν είχε τη διάθεση να λυθεί το κουρδικό ζήτημα ειρηνικά. Όταν όμως λίγο μετά από το θάνατο του Χομεϊνί η κυβέρνηση κάλεσε την κουρδική ηγεσία για διαπραγματεύσεις με αντιπροσωπεία της ισλαμικής κυβέρνησης, οι Κούρδοι αρχικά πίστεψαν πως μετά από το θάνατο του Χομεϊνί η νέα ηγεσία του Ιράν επιθυμούσε να λυθεί το «κουρδικό ζήτημα».

Δυστυχώς όμως τίποτα δεν είχε αλλάξει. Η κουρδική αντιπροσωπεία, αποτελούμενη από τους Dr. Chassemlou (ΓΓ του ΔΚΚΙ) και Abdulla Ghadri (μέλος της ΚΕ του ΔΚΚΙ και αντιπρόσωπος του κόμματος στο εξωτερικό) μαζί με έναν Κούρδο μεσολαβητή (Fazel Rasul, καθηγητή στο πανεπιστήμιο της Βιέννης) συνάντησαν την αντιπροσωπεία της ισλαμικής κυβέρνησης στις 13 Ιουλίου του 1989 στη Βιέννη.

Οι απεσταλμένοι της ισλαμικής κυβέρνησης του Ιράν με τα αυτόματα όπλα που είχαν μεταφέρει μαζί τους, δολοφόνησαν απάνθρωπα την κουρδική αντιπροσωπεία και τον μεσολαβητή και έτσι για μια άλλη φορά χάθηκε η ελπίδα για ειρήνη στο Κουρδιστάν.

Ένας από τους τρομοκράτες τραυματίστηκε κατά λάθος από τους άλλους τρομοκράτες. Συνελήφθησαν από την αυστριακή

αστυνομία δυο από τους τρομοκράτες τη στιγμή που ήθελαν να καταφύγουν στην ιρανική πρεσβεία της Βιέννης. Αργότερα, όμως, σε αντάλλαγμα κάποιων οικονομικών συμφερόντων, η κυβέρνηση της Αυστρίας όχι μόνο άφησε ελεύθερους τους τρομοκράτες να επιστρέψουν στο Ιράν, αλλά ακόμα και μέχρι σήμερα αρνείται να δώσει στη δημοσιότητα τα αποτελέσματα των ερευνών σχετικά με τη δολοφονία των Κούρδων ηγετών.

Ποιος ήταν ο Ghassemlou;

Ο Δόκτορ Κασιμού (Dr. Abdul Rahman Ghassemlou) γεννήθηκε στις 22 Δεκεμβρίου του 1930 στην πόλη Ουρμιέ στο ιρανικό Κουρδιστάν. Σπούδασε στο Παρίσι και έκανε τη διδακτορική του διατριβή στην Πράγα. Δίδασκε ως καθηγητής στα πανεπιστήμια της Πράγας και της Σορβόνης του Παρισιού για πολλά χρόνια. Από το τρίτο συνέδριο του ΔΚΚΙ (1973) μέχρι την ημέρα της δολοφονίας του (13/7/1989) ήταν Γενικός Γραμματέας του κόμματος. Ήταν άνθρωπος της ειρήνης και του διαλόγου, ήταν αγωνιστής, μορφωμένος και δημοφιλής.

Το κουρδικό ζήτημα

Ο Dr. Ghassemlou σ' ένα από τα έργα του «το Κουρδιστάν και οι Κούρδοι» αναφέρει: «Το κουρδικό ζήτημα είναι απλό. Υπάρχει ένα έθνος που ονομάζεται κουρδικό. Αυτό το έθνος στα εδάφη του δεν έχει το δικαίωμα της αυτοδιάθεσης». Έτσι λοιπόν πώς μπορεί να υπάρχει ειρήνη στη Μέση Ανατολή όταν εκεί, το μεγαλύτερο έθνος του κόσμου χωρίς το δικαίωμα της αυτοδιάθεσης, στερείται τα βασικά ανθρώπινα δικαιώματα;

Η ανθρωπότητα δεν πρέπει να παραμείνει αδιάφορη για τα όσα συμβαίνουν με τους Κούρδους. Οι κυβερνήσεις των δημοκρατι-

κών χωρών όχι μόνο πρέπει να αναγκάζουν την ισλαμική κυβέρνηση του Ιράν να σταματήσει να δολοφονεί τους αντιπάλους της στο εξωτερικό αλλά και να τηρεί τα ανθρώπινα δικαιώματα στο εσωτερικό του Ιράν.

Γιατί οι Κούρδοι σαν ένα έθνος με 30 εκατομμύρια πληθυσμό να μην έχουν το δικό τους αντιπρόσωπο στον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών (ΟΗΕ); Στις διεθνείς συναντήσεις για την κρίση στη Μέση Ανατολή γιατί παραλείπονται οι Κούρδοι, αφού στο Κουρδιστάν που βρίσκεται στη Μέση Ανατολή, εδώ και αιώνες διεξάγεται πόλεμος; Γιατί πρέπει να αφήνονται τα κράτη που έχουν το Κουρδιστάν υπό την κατοχή τους να αποδεκατίζουν τους Κούρδους με τα σύγχρονα βομβαρδιστικά και διάφορα όπλα των βιομηχανικών χωρών; Γιατί πρέπει να συνεχίζεται αυτή η αιματοχυσία και για ποιανών συμφέροντα;

Η ελευθερία πάντα κοστίζει πολύ και οι Κούρδοι ήδη έχουν πληρώσει πολλά. Μήπως δεν αξίζουν ένα ελεύθερο Κουρδιστάν ώστε ο λαός να μπορέσει ειρηνικά να βελτιώσει τις συνθήκες ζωής του;

ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ:

- Democratic Party of Iranian Kurdistan: «A. R. Ghassemlou, Man of Peace and Dialogue». (France 1989).
DPIK: «Kurdistan» όργανο της ΚΕ, Διάφορα τεύχη.
Ghassemlou, Abdul Rahman: «Chil Sal Habat la Rey Azadi» (Σάραντα Χρόνια Αγώνας για την Ελευθερία). Εκδόσεις του ΔΚΚΙ σε κουρδική γλώσσα (1985).
Ghassemlou, A.R.: «Kurdistan and the Kurds». Εκδόσεις της Τεσχοσλοβακικής Ακαδημίας Επιστημών. Πράγα 1965.
Gerand Chaliand: «Οι Κούρδοι, Λαός χωρίς ελεύθερη πατρίδα» (Paris 1978). Ελληνική μετάφραση: Εύη Νάντσου. Εκδόσεις ΘΕΤΙΑΗ.
National Geographic Magazine: «Χάρτης της Μέσης Ανατολής». (Washington, D.C., February 1991).
Sadeq Sharaf Kandi: «Η ιστορία των εθνικών κινημάτων του Κουρδιστάν από το 19ο αιώνα ως το τέλος του Β' Παγκοσμίου Πολέμου» (Εκδόσεις του ΔΚΚΙ 1982).

Özal: "Atatürk de federasyon demişti"

ANKARA, (Hürriyet)

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal, Kürtçe TV konusundaki açıklamalarını ABD'de de sürdürdü. Ali Kırca'nın sorularına yanıtlayan Özal, özetle şunları söyledi:

"Biz uzun müddet, Türkiyemizdeki tabularla uğraştık. Bizim toplumumuzun, benim kanaatime göre ilerlemesine en önemli engellerden biri budur. Şimdi, son konuşmamda bir misal verdim. Dedim ki, TBMM kurulduğu zaman, Ankara'da, muhtelif bölgeleri temsil eden milletvekillerinin hangi bölgeleri temsil ettiklerini bir tespit ediniz" dedi.

Onun içerisinde Lazistan milletvekili var. Kürdistan milletvekilleri var. Hatta, o sırada Musul meselesi konuşulurken, gene yazılmış, benim okuduğum gizli celseler, Atatürk'ün açıklamalarında, Suriye'den ve Irak'ın Kuzeyinden insanlar geliyorlar. Sizinle biraraya gelelim, bu şekilde devam etmemiz doğru değil. Biraraya gelelim, bu şekilde devam etmemiz doğru değil. Atatürk'ün de söylediği şöyle birşey var aynen ifade edilmiş, kendi konuşmasında. Diyor ki, 'Biz devletimizi kuruyoruz burada. Siz de devletinizi kurun. Sonra bir araya geliriz, federasyon olu-

ruz. Böyle bir laf var. Bunun şunla da alakası yok. (Türkiye'nin dili Türkçedir).

Bununla alakası yok ayrıca. Kimse Anayasa'nın o maddesini değiştirin de demiyor. Türkiye'nin, devletin resmi dili Türkçedir. Şu ülkenin de (ABD) resmi dili İngilizcedir. Ama dikkat ederseniz, burada İspanyolca yayın yapıyorlar.

Tabii ki, bunlara, yani buradaki vatandaşlarımıza başkalarının yanlış bilgi vermesini kısmen önleriz, bir.. iki,

merfil propaganda yapmasını önleriz. Üç, o civarda, sadece bizim vatandaşlarımız değil, Irak'da da, Suriye'de de, İran'da da Kürt, bizle akraba olan insanlar yaşıyor. Hatta şunu ifade ettim çok evvel, hatırlarsınız, 1988'de Peşmergeleri içeri aldığımız zaman (Bunlar da bizim vatandaşlarımızın soydaşları) dedik. Türkiye'deki Kürt etnik nüfusunun yüzde35-40'ı bu bölgede yaşıyor. Yüzde 60-65'i benim kanaatim batıda yaşıyor. Ve bu, Türkiye demokrasiye geçtikten sonra olmuştur."

Hürriyet — 30 Nisan 1992



AL HAYAT TUESDAY 19 MAY 1992 NUMBER 100

طهران ترفضها وتؤكد قلق انقرة ودمشق... وتركيا تقتل مئة كردي

الانتخابات الكردية تتحول استفتاء على الموقف من بغداد والحكم الذاتي

يرواح عمقها بين ٨ - ١٠ كلم داخل الأراضي العراقية للاحتفاح. ونكرت الصحف التركية ان القوات غادرت شمال العراق الاحد.

واكد المقاتلون الاكراد انهم قتلوا ٧٠ جندياً تركياً وجرحوا نحو ١٠٠ واسروا ١٦ آخرين في الهجومين. واعلنوا ان القوات التركية هاجمت المدنيين في جنوب شرقي البلاد واعتقلت عدداً كبيراً.

التنافس

ويجري التنافس الرئيسي على منصب «قائد الحركة الكردية في كردستان العراق» بين الرئيسين المشاركين للجبهة الكردستانية

في غضون ذلك افاد مراسل وكالة «فرانس برس» ان قنبلة زرعت في محرك سيارة انفجرت ليل الاحد - الاثنين في زاخو التي تبعد ١٥ كيلومتراً عن الحدود مع تركيا لكنها لم تتسبب في وقوع ضحايا. واوقف المقاتلون الاكراد السائق الذي لم تعلن هويته. وقالوا انه كان يريد قيادة سيارته الى مكان «حساس» في زاخو. وفي تطور اخر اعلن وزير الداخلية التركي عصمت سيرزغن امس ان اكثر من ١٠٠ «متمرد» كردي لقوا مصرعهم منذ الجمعة خلال عمليات استهدفت مواقع المقاتلين الذين هاجموا مركزين للدرك التركي في محافظة شيرناخ قرب الحدود مع العراق. ووضح ان القوات التركية شنت حملة مطاردة سريعة اثر الهجوم الجمعة الماضي في منطقة

□ صلاح الدين (كردستان العراقية) - من عصمت امست: □ لندن، انقرة - «الحياة»:

■ يتوجه اكثر من مليون من اكراد العراق اليوم الثلاثاء الى صناديق الاقتراع لانتخاب مجلس وطني وقائد، وسط مؤشرات الى ان نتائجها ستكون بمثابة استفتاء على الموقف من المفاوضات مع بغداد والخيار بين الحكم الذاتي والفيديرالية في اطار العراق. وتحولت صلاح الدين، وهي منتجع يبعد نحو ٢٠ كيلومتراً شمال اربيل وفيها المقر الرئيسي للسيد مسعود بارزاني، مركزاً صحافياً للمراسلين الاجانب الذين قدموا الى كردستان من انحاء العالم لتغطية الانتخابات.

وفي تعبير عن قلق عام يشعر به جيران العراق. دانت امس صحيفة «طهران تايمز» الإيرانية القريبة من الحكومة الانتخابات الكردية لانها تتم تحت الوصاية الاميركية، بينما وصفت صحيفة «الورد» الناطقة باسم حزب البعث الحاكم في العراق بتأجيلها يومين بأنه جزء من حملة ممارسة مزيد من الضغط على الناس وحملهم على التصويت في ظل ظروف غير طبيعية، وكانت وزارة الخارجية التركية تخوفت من ان تؤدي الانتخابات الى «اعمال عنف».

وكتبت الصحيفة الإيرانية: «على رغم اعلان الزعماء الاكراد ان هذه الانتخابات ستجري فقط في اطار الحكم الذاتي في المنطقة الكردية فان جيران العراق لا يقبلون بمطالبهم، واضافت ان «مشكلات السكان الاكراد في شمال العراق يجب حلها على اساس مبادئ مشروعة وضمن سيادة العراق وليس من خلال انتخابات اقليمية تجري تحت وصاية الولايات».

المتحدة (...) ويقول صراحة ان هذه الانتخابات يمكن تبريرها لو ان هدفها ايجاد تسوية لمشكلات كردستان العراقية الناجمة عن العقوبات الاقتصادية والسياسية التي تفرضها بغداد. ولن تقبل بها طهران اياً كانت نتائجها اذا كانت تشكل مرحلة تمهيدية لتفكيك العراق سياسياً.

لكن بارزاني جدد في تصريحات الى الصحافيين تأكيدات القادة الاكراد ان الانتخابات لا تهدف الى اقامة دولة مستقلة على حساب الامن الاقليمي. وقال: «اننا نعرف حدودنا تماماً». وعبر عن دهشته للموقف التركي، وكرر ان هدف انتخاب مجلس وطني هو لملء فراغ اداري وقانوني فقط. واعتبر ان «في مصلحة انقرة كثيراً، تمديد بقاء قوات التحالف الغربي في الأراضي التركية لحماية اكراد العراق. وجدد موقف الجبهة الكردستانية من مقاتلي حزب العمال الكردستاني الذي يحارب الدولة التركية، وقال ان الاكراد لن يسمحوا لهؤلاء المقاتلين بالانطلاق من شمال العراق لشن هجمات على اهداف في تركيا.

واكد طالباني ايضا ان مقاتلي حزب العمال يجب الا يستخدموا شمال العراق قاعدة لعملياتهم وقال: «اذا كانوا اكراداً حقيقيين يجب ان يحترموا ارادتنا».

التأجيل الأخير

وعبر القادة الاكراد عن املمهم بان التأجيل الاضطراري القصير والاخير للانتخابات ستكون ثمرته اجراها اليوم بطريقة ديموقراطية كاملة. واكد بارزاني انه لم يكن هناك اي دافع سياسي لقرار التأجيل. واعتبر احد مساعديه ان التأجيل ربما حرم السلطات العراقية في صورة غير مباشرة اي فرصة للتعلم في نزاهة الانتخابات.

بارزاني والسيد جلال طالباني، وعلى المقاعد الـ ١٠٥ في المجلس بين حزبيهما الديموقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني. وعكس الاول خلال الحملة الانتخابية موقفاً تعزيم بالتحفظ مؤكداً امكان التفاوض مع الحكومة العراقية الحالية وتاركا تقرير المطالبة بما هو اكثر من الحكم الذاتي للمجلس الوطني المنتخب. بينما اكد الثاني رفضه اي تفاوض مع نظام الرئيس صدام حسين وطالب بالفيديرالية في اطار عراق يقوده نظام ديموقراطي.

وانضم مرشح ثالث الى منصب القائد، هو السيد محمود عثمان عضو قيادة الحزب الاشتراكي الديموقراطي الكردستاني، الى طالباني في المطالبة بالفيديرالية مؤكداً ان عهد الحكم الذاتي انتهى عام ١٩٧٥، في اشارة الى انهيار الحركة الكردية المسلحة التي كان يقودها انذاك الزعيم الراحل مصطفى بارزاني. ويرفض المرشح الرابع وهو الملا عثمان عبدالعزيز، التفاوض مع النظام الحالي في بغداد.

واكد طالباني للصحافيين في شقلاوة امس انه لن يستأنف المفاوضات مع حكومة الرئيس صدام حسين اذا انتخب «قائداً» وحصل حزبه على الغالبية في المجلس. وعلق على دعوة بارزاني الى «توجه واقعي» بقوله متسائلاً: «ما هي الواقعية؟ لقد امضينا ٣١ عاماً في مفاوضات مع بغداد ولم نتوصل الى اي حل. والطبيعة الديكتاتورية للحكومة لا تساعد على حل». واعتبر ان مشاكل العراق عموماً لا يمكن حلها الا بعد اطاحة صدام. وقال انه لن يتفاوض معه «وجها لوجه ابداء». لكنه اضاف ان المفاوضات ممكنة على رغم ذلك مع النظام الحالي «باشرف الامم المتحدة واذا اعلن العراق انه يقبل بالقرار الرقم ٦٨٨ الصادر عن مجلس الامن». وشدد على «اننا لن نسمح لانفسنا ابداً بان نكون جزءاً من النظام الديكتاتوري الدموي».

واشار الى ان كردستان «بلد مساحته اكبر من الاردين وتعادل مساحة كل دول

الخليج مجتمعة». لكنه «لم يتناول التنازلات التي ان الانتخابات ليس هدفها اقامة كيان سياسي منفصل... واكد انه يطالب بالحق في تقرير المصير في اطار العراق. وان هذا لا ينتهك سيادة البلد. ووضح ان الفراغ الاداري والقانوني في كردستان «وضع ضغطاً كبيراً» على القيادة الكردية مما اجبرها على محاولة ملته عبر الانتخابات. واعتبر ان قرار انتخاب «قائد للحركة التحريرية الكردية، كان «مستعجلاً» ورأى ان هذه الزعامة يجب ان تحددها هذه الحركة. ونبه الى ان هذا ربما اثار مخاوف دول مجاورة. واكد انه سيسعى الى تعديل المواد التي تتعلق بسلطات المجلس والقائد، في قانون الانتخابات اذا فاز في الانتخابات. «طهران تايمز»

ELECTION SCENE

Northern Iraq polls :

By Ismet G. Imset / TURKISH DAILY NEWS

SALAHUDIN, Iraq- Hundreds of thousands of Kurdish electors gathered in front of their precincts early Tuesday morning to cast their votes for a single leader for liberated Kurdistan and a national assembly. Some managed, but thousands failed although the voting which was originally

scheduled to end at 8 p.m. continued until midnight according to an amendment made in the electoral law on the proposal of Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani who cast his vote in his constituency of Salahudin Tuesday morning told reporters there that the elections were being held in a "fair and clean way" and added, "I was surprised and expecting more problems during the campaign. I thank the Kurdish people and all the parties." Barzani also added that with the elections, liberated Kurdistan would continue to remain "inside Iraq, within Iraq and within the framework of Iraq." Referring to his late father, Molla Mustafa Barzani, he said "this is the day he struggled for. He is still alive and with us." Barzani praised the recent U.S. State Department announcement which supports the Kurdish elections but points out that it should not lead to an independent Kurdistan. "We are not asking for an independent Kurdistan," Barzani said. "We see the same support from the French, British, Germans and other countries," he said.

On whether he would consider beginning negotiations with Saddam if he was elected as the leader of Kurdistan, Barzani said, "We will elect a parliament and it will decide. I cannot decide now to continue the elections or not. It will be the decision of the parliament," he said. As to whether he agreed with demands for the toppling of Saddam, Barzani said, "We have to know the alternative and see what it is. Democracy is alright but what if he (new leader) is the same?"

Ballot Boxes:

Most of the people in larger Kurdish cities and towns gathered in front of the ballot boxes in the early hours of Tuesday morning, as early as 3 a.m. in fear that the lines would grow and that they could not vote. Meanwhile, several thousand

KDP Kurds, who had fled to Iran, returned in special buses to cast votes, on the grounds that they held Kurdish ID cards. Kurdish men wore their best uniforms, pressed where irons were available. Women, who could afford it, wore their best dresses, in sparkling colors, makeup and even high-heeled shoes. This alone showed that a majority of the Kurds treated the occasion as a "Bayram" or holiday, aware that it would restore human rights and democracy in their country.

While he cast his own vote, Barzani said, "This is a historical occasion for the Kurdish people,"

and noted his hope that it would also be "the first step toward restoration of rights, rebuilding Kurdistan and uniting all Kurds. All the people should support us because we are going to have democracy," he said.

In Salahudin

Hamim Mustafa Omar, a Kurd from Salahudin, has been living in Iran since 1975 but returned to this city to cast votes for the KDP along with what he claims to be about 7,000 others, who were bused in from the border by KDP-hired buses. "My life will change after the elections as well as those of other Kurds," he said, certain that Barzani will become the leader of Kurdistan. "What is important is to have a single leader," he said. According to him, about 30 percent of the Kurdish refugees in Iran have returned to Kurdistan to participate in the balloting. Ferman is an 18-year-old girl, who came to the central ballot box here at 3 a.m. and waited for more than five hours to cast her vote. She intends to marry in the near future but was somewhat embarrassed into silence when questions on whether she would select the husband or her family. When it comes to the Kurdish elections though, she is certain.

"Conditions will improve for the women here after this," she says, expressing belief that one day, women will also become presidential candidates in this male-dominated society. "Women will now help their men reconstruct and rebuild Kurdistan," she says with overt determination, adding that under Barzani's leadership, much will change. Ferman now lives in Salahudin although she comes from the now-evacuated town of Kirdkar on the Turkish-Iraqi border.

In Molla Ömer

Molla Ömer, a village south of Salahudin on the way to Erbil, was the scene of a holiday on Tuesday with hundreds of voters, women and men, lined up in front of a building which holds the ballot boxes. Here too women wore their best dresses, even western style, while men came in well-kept Peshmerge uniforms or the "Shal-U-Shapik."

Here support seemed to be divided between Mahmud Osman, Talabani and Barzani though there are also votes going to the Communists.

Begum Rahman is 53 years old and of the two votes she cast, one for the assembly and the other for Kurdish leadership, the first went to the Kurdish Communist Party and the second to Mam Jalal, or Talabani. "I wanted to chose the communists because they are good people," she explained. "I like them, I like the communists and I approve of their program," she said. Rahman has been a communist "always" and says that she wants to spend the rest of her life in comfort in an independent Kurdistan. "Also a democratic Kurdistan," she adds. Rahman is mother of six children but in contrast to her affiliation, they have

A dream come true

voted for Mam Jalal and his party.

Suleiman Shlih is 19 years old, a Peshmerge of the KDP and has fought in the Balisan Valley for the KDP. "This is a sacred occasion," he says about the elections. He wants "independence and democracy." Though he will vote for Barzani, he says that he will accept Talabani's decisions if he is elected as the leader of Kurdistan. "I feel that after the elections we should help our Kurdish brothers elsewhere. Those in Iran and Turkey," he says. Suleiman's father is a "sehit" or holy martyr, killed by Iraqi troops.

Fakir Fawzi, an 8-year-old resident of Molla Ömer who is frustrated that he cannot vote, is aware that the elections will produce a single leader for Kurdistan. "We will just have one person in charge," he says. Though his Talabani rosette identifies his family affiliation with the PUK, he says, "It makes no difference as long as we have one leader." Latif Salih is only 6 years old but he too carries a picture of Mam Jalal. "I am happy, they will elect a Kurdish leader," he says. Also pointing out that he does not believe there is any difference between Barzani or Talabani. "We must have one leader for Kurdistan to be liberated and democratic," he says. Another child breaks into the conversation. "I want to kill him (Saddam) and then the Kurds will be free!"

In Kushdere

The village of Kushdere, or rather the refugee camp there, was formed in 1978 after the Iraqi troops evacuated the northern Kurdish village of Bile, near Barzan, moved the civilian population to the southern parts of the country and flattened their earlier settlement with bulldozers. Migrating back to the north, the villagers were resettled here, some 20 miles south of Salahudin and one morning in 1983 they woke up to an Iraqi operation. All of the male population of the village, including boys aged 10 and 11, were gathered by troops and marched away. "They said they would be brought back in an hour and were to be questioned on orders from Baghdad," explains 30-year-old Sev Murkhan. Her father was among those taken. Since then, no one has heard of the 2,000 "missing prisoners" who are believed to have been killed. The female population is still a striking majority in the village where only a few men live. Children, aged about 10 crowd the streets. Everyone eligible went to the polls on Tuesday in belief that the election would help restore rights in Kurdistan.

Mirkan and her 18-year-old sister Bayrun voted for Barzani and his KDP. All of the villagers are part of the great Barzani family in Dahok region. "We can live now but we want to live under democracy," explains Sev. According to her sister, "If Barzani wins the elections, our lives will be much better and we will live in comfort." About 4,000 people currently live in this village.

In Irbil

Thousands of people blocked the main roads passing through the city of Irbil on Tuesday crowding in front of the polling stations. According to Zubez Zubeyde Farhad, 24, "If Barzani wins, it will be better for all."

She and her eight relatives all voted for Barzani and his KDP on Tuesday. However, she adds, "As long as there is a single leader, there is no big difference." The Amaday Shorshi Kehan school is crowded with voters who try at times to break through the security chain and cast their ballots.

In General

In general, participation in the Kurdish elections appears to be very high and, according to initial polls, it appears that the race between Barzani and Talabani will be very tight. In many areas, officials complain that the voters are not aware of how to vote.

In other words, there is not much secrecy of vote although it hardly matters in this first time election for Kurdistan. Most of the women are voting for the first time and according to one Western election observer, "If 50 percent decided on who to vote for, 50 percent appear to listen to the orders of their elders." In any case, there is no serious protest and officials are trying to do all to help.

Sometimes, even overdoing their part and advising voters to, "Just sign under Barzani's name," or to do so for his rival Talabani. There are no obvious hostilities and at some ballot boxes especially south of Salahudin it seemed like if one vote was going to Barzani, another was going to Talabani and so on.

Salahudin was calm, even though hundreds of voters turned out on the streets early in the morning but the larger cities such as Erbil were more joyful with an absolute Bayram (holiday) atmosphere.

In Kushtepe girls danced hand in hand singing for the liberation of Kurdistan. In Erbil and Suleymanieh there was an equally joyful attitude with people carrying and giving out flowers to the "Guests of Kurdistan" and journalists, singing songs and at times playing music -- sometimes interrupted by the local police.

In general all observers and journalists here believe that even if the election is not an ideal one, based on secrecy of polls, it is going on as expected without any hindrance. People entering the voting offices dip their finger into a jar of special ink and walk on. Theoretically the ink cannot be wiped away for some time, at least until the polls are closed. Some carry brand new Kurdish ID cards and it is not clear where and how they came. What is evident though is that participation is very high and the women, who line up separate from men, are equally important in the process.

First results put Barzani ahead in northern Iraq poll

Thursday, May 21, 1992

turkish daily news

■ Barzani: Saddened with Turkish, Iranian attitudes

TDN AND WIRE SERVICES

IRBIL- Massoud Barzani, the Kurdish rebel chief who favors coexistence with Saddam Hussein, was ahead of arch-rival Jalal Talabani on Wednesday in preliminary results from leadership elections in Iraqi Kurdistan.

But the partial returns are from the northwestern governorates of Irbil and Dohuk, where Barzani is strongest and could be offset by votes for Talabani in Suleymanieh district in the southeast of the region, political sources said. Barzani and Talabani, who opposes concessions to Baghdad, were the main candidates for the post of paramount

Kurdish leader in northern Iraq's first free elections on Tuesday.

Kurds in the rebel-held area also voted for a regional parliament to symbolize their demand for permanent autonomy. Under the Kurdish election law, if neither candidate wins a 51 percent majority, some 1.2 million voters will have to vote again in a run-off round 15 days later.

A second round of voting could also put to rest complaints of irregularities in voting.

Thousands of Kurds were left standing in the dark when polls closed at midnight on Tuesday and some Kurdish politicians have objected that a silver nitrate ink designed to prevent multiple voting was not as indelible as it should have been. Kurdish leaders had postponed the elections for 48 hours because of a similar snag with an ink imported from Germany. Kurdish chemists brewed up the new ink, to mark voters on the finger as they cast their ballots, at the weekend.

"Elections are imperfect...but this one may have been too imperfect," said Mahmoud Osman, head of the Kurdistan Socialist Party. "It is possible we may have to vote again," he added.

Some political sources charged that elections were rigged particularly at Suleymanieh and Kirkuk areas.

Osman and the leader of the Communist Party in northern Iraq requested an urgent meeting with other Kurdish party leaders to discuss these complaints.

Their parties are much smaller than Barzani's Kurdistan Democratic Party and Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. Critics alleged that thousands of party faithful voted more than once by removing the ink from their fingers with solvent.

But the judge presiding over Kurdistan's Supreme Committee for Elections said he had no proof the ink could be removed other than with sulphuric or nitric acid.

Polling officials counted ballots through the night at 176 election centers across Iraqi Kurdistan and election officials in Irbil, where the final results will be announced, said it could be late Wednesday before all the votes are tallied. Some party officials suggested a second round might give Kurds a clear winner without wrangling over irregularities.

"We have this second election as an option," said one party leader who asked not to be named, "I think it would be a useful way to select a leader without disappointing all the people who participated yesterday."

The Kurds have regained control over most of northern Iraq since the collapse of a rebellion after the Gulf War last year.

They say Tuesday's elections create a democratic basis for self-government without compromising Iraqi sovereignty.

Baghdad has denounced the vote as illegal. Neighboring Turkey and Iran have criticized the elections as a destabilizing step down the road to Kurdish independence.

Barzani, 46, favors a negotiated settlement with Saddam if basic territorial and security conditions are met.

Talking to reporters late Tuesday, Barzani stressed that he was saddened with the attitudes of the Turkish and Iranian governments regarding the elections in northern Iraq.

Talabani, 59, rejects any deal with Baghdad while Saddam and his Baath Party remain in power.

The presence of two fringe candidates on the leadership ballot has raised the possibility of a run-off election.

Kurds also are selecting a 105-seat parliament. Five seats have been reserved for northern Iraq's Christian minority. A further dozen will be added later for the minority Turkmens.

The election is being monitored by 46 outside observers from 10 countries, including three Iraqi Arabs and 13 Turks.

Sınra kameralı, havanlı koruma

**Ertuğrul PİRİNÇCIOĞLU
DIYARBAKIR, MIL-HA**

TÜRKİYE'nin Suriye ve Irak'la olan sınır şeridinde başlatılan güvenlik çalışmalarının tamamlanma aşamasına geldiği belirtildi. Karakolların yerine özel taburların, termal kameraların ve havan toplarının yerleştirildiği sınır boyunca adeta bir güvenlik duvarı çekiliyor.

Suriye ve Irak sınır şeridinde yaklaşık 750 kilometrelik hatta yeni güvenlik uygulamalarının tamamlanmasına çalışılıyor. Özellikle Irak sınır kesiminde karakollar özel taburlara dönüşürülürken, her 40-50 kilo-

metrede özel eğitimden geçirilmiş kurmay subayların yönettiği güvenlik taburları dikkat çekiyor. Sarp ve dağlık sınır şeridinde, PKK militanlarının geçiş noktası olarak belirlenen bölgelerde ayrıca pusu ve teyakkuz timleri görevlendirilmiş durumda.

Güvenlik birimleri gece görüşlerini sağlayan araçlarla takviye edildi. G-3 ve MG-3 silahlara takılan gece görüşlerine yarayan cihazlarla, 200 ile 800 metre arasındaki alan geceleri kontrol edilebiliyor. Ayrıca ısıya duyarlı termal kameralarla sınırda kontrol sağlanırken, bu kemaraların kötü hava

koşullarında bile ekrana net görüntüler verdiği belirtiliyor. Sınırdaki canlı her şeyin geçişini anında ekrana yansıtan kameralarla güvenlik kuvvetleri geceleri sabaha kadar görev yapıyorlar.

Bunun yanında 2-6-8 kilometredeki hedeflere ulaşan havan toplarıyla da sınır kesimi donatılmış durumda. Sınır boyunca yeni oluşturulan jandarma taburlarında özel eğitilmiş köpeklerden de yararlanıldığı bildirildi. Devriyeler nezaretinde 24 saat görev yapan bu köpeklerin koklama duygularının çok gelişmiş olduğu açıklandı.

Milliyet—7 Mayıs 1992



KUŞ UÇURTULMAYACAK

Türkiye'nin Suriye ve Irak'la olan sınırlarında geniş güvenlik önlemleri alındı. Askeri birliklere son model donanımlar verildi. G-3 ve MG-3 silahlarına bazıları 200, bazıları 800 metrelik bir alanı gözetim altında tutan araçlar takıldı. Isıya duyarlı termal kameralar ise 2 kilometre çapında bir bölgeyi gece karanlığında bile gündüz gözünüyle görüyor.

(Şeymus ÇAKAN /DIYARBAKIR)

Bakan Hikmet Çetin Avrupa'nın başkanı

MÜHÜR BİZDE: Ekim ayı sonuna kadar Türkiye, Avrupa Konseyi Dönem Başkanı... Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, 6 ay boyunca Konsey'e üye 27 ülkenin sözcülüğünü yapacak. Bu dönemde, yeni Orta Asya cumhuriyetleriyle ilişkilerin artmasına çalışılacağı, ayrıca terör ve Kıbrıs konularının gündemde olacağı kaydedildi.

Zeynel LÜLE / STRASBOURG, (Hürriyet)

AVRUPA Konseyi Dönem Başkanlığı, Türkiye'ye geçti. Başkanlığı İsviçre'den devralan Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, Avrupa Konseyi'nin 6 ay boyunca sözcülüğünü yapacak ve Türkiye adına 27 ülkeli Avrupa Konseyi'nin politikasını belirleyecek.

Çetin, Türkiye'nin bu dönem içerisinde özellikle Orta Asya cumhuriyetleriyle, Avrupa Konseyi'nin ilişkilerinin artması için çaba göstereceğini kaydetti. Çetin, "Bu ülkelerle Avrupa'nın değer yargılarının paylaşılması bakımından bu rolü üstelenebilecek en iyi konumdaki ülke Türkiye'dir. Bu ülkelerde büyükelçilik açan tek ülke Türkiye'dir" dedi.

Türkiye'de yapılacak Avrupa Konseyi Bakanlar Komitesi toplantısına gözlemci olarak Orta Asya Cumhuriyetlerinin de çağrılacağını belirten Çetin, Avrupa değer yargılarının bu ülkelere de gösterilebileceğini söyledi. Çetin, ayrıca bu dönem içerisinde Avrupa Konseyi Genel Sekreteri Catherine Lalumiere ile bu cumhuriyetlere bir gezi yapmayı planladıklarını, bu görüşe Konsey'in de sıcak baktığını belirtti. Bu arada, Türkiye'nin ön plana çıkaracağı konulardan birisini de 'terör' oluşturuyor. Türkiye, Avrupa Konseyi'nin daha önce hazırlanmış olan 'terörle mücadele' sözleşmesinin güçlendirilmesini isteyecek.

TÜRKİYE İLİŞKİLERİ

1949'tan beri Avrupa Konseyi üyesi olan Türkiye'nin çeşitli kereler, Konsey ile ilişkilerinde 'sıcak günler' yaşandı. Türkiye'nin dönem başkanlığı sırasında da sorunlar gündeme gelecek. Görüşülecek 'Kıbrıs'ta Türkiye'den göçen nüfusu' ele alan bir rapor gibi, Kıbrıs konusu gündemin ağırlıklı bölümünü oluşturuyor. Kürt sorununun da ele alınması bekleniyor.

DİYALOG ADAMI

Avrupa Konseyi'ne başkanlık edecek Hikmet Çetin'in 'uzlaşmacı, diyalog adamı' olduğu biliniyor. Konsey'in aylık dergilerinden 'Forum'un, Türkiye'nin başkanlığıyla ilgili sayısında, Çetin'in özellikle koalisyon hükümetinin oluşması sırasında gösterdiği çaba ve uzlaşmacı tutumu anlatıldı.

Hürriyet—9 Mayıs 1992

Avrupa'nın mührü bizde

● Avrupa Konseyi Dönem Başkanlığı, Türkiye'ye geçti. Başkanlığı İsviçre'den devralan Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, Avrupa Konseyi'nin 6 ay boyunca sözcülüğünü yapacak ve 27 ülkeli Avrupa Konseyi'nin politikasını belirleyecek... ●



HİKMET ÇETİN, GENSCHER'LE KONUŞTU

Avrupa Konseyi Dönem Başkanlığı'nı devralan Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, Strasbourg'da Bulgaristan'ın, Avrupa Konseyi üyeliğine kabul edildiği toplantıya katıldı. Toplantıda, Almanya'nın 17 Mayıs'ta görevini fiilen bırakacak Dışişleri Bakanı Hans Dietrich Genscher de vardı. Çetin, Genscher'le bir süre Bosna Hersek konusunda sohbet etti. Üstte görülen iki bakanın arasında ise, İsveç Dışişleri Bakanı Aff Ugglas bulunuyor.

Nelson Mandela-Afrika Ulusal Kongresi Başkanı



'Mandela'nın Atatürk Ödülü'nü reddettiği açıklandı

Rezalet

● Fransız AFP ve Alman DPA haber ajansları, Afrika Ulusal Kongresi Başkanı Nelson Mandela'nın, geçen yıl kendisine verilen Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nü reddettiğini bildirdiler. Ajanslar bu haberi Kongre sözcüsü Marcus'un açıklamalarına dayanarak verdi. Komite Başkanı Ercan, "Haberim vardı, açıklama yapacağım" dedi

Milliyet—14 Mayıs 1992

'Mandela'dan Atatürk Ödülüne ret'

JOHANNESBURG, AA

AFRİKA Ulusal Kongresi Başkanı Nelson Mandela'nın, bu yıl kendisine verilmesi kararlaştırılan Atatürk Barış Ödülü'nü reddettiği iddia edildi.

AFP ve DPA ajanslarının haberlerine göre, Afrika Ulusal Kongresi Sözcüsü Gill Marcus, Johannesburg'da yaptığı açıklamada, "Mandela'nın Atatürk Ödülü'nü kabul etmediğini ve Türkiye'ye hiçbir ziyaret tasarısı bulunmadığını" öne sürdü. Sözcünün okuduğu bildiri, "Bu kararın hiçbir şekilde modern Türkiye'nin kurucusu Kemal Atatürk'e karşı olumsuz bir duygu ifadesi olmadığı" vurgulandı.

Mandela'nın bu ay içinde Türkiye'ye gelerek ödülü alması bekleniyordu.

●ERCAN-DEMİREL GÖRÜŞMESİ

Bu arada Milliyet Ankara Bürosu'nun haberine göre, Atatürk Uluslararası Barış Komitesi Başkanı, Devlet Bakanı Şerif Ercan, konuyu dün akşam Başbakan Demirel ile görüştü. Ercan, "Ben konuyu daha önce öğrenmiştim. Belki bugün, belki yarın daha doyurucu açıklama yapacağım" dedi.

Demirel başkanlığında yaklaşık bir ay önce toplanan

Atatürk Barış Ödülü Komitesi, 1991 yılı ödülünün Mandela'ya verilmesini kararlaştırmıştı.

●ATATÜRK ULUSLARARASI BARIŞ ÖDÜLÜ NEDİR?

Atatürk Uluslararası Barış Ödülü, dünya barışına katkıda bulunan kişilere verilme üzere kuruldu. İlki de 1986 yılında verildi. Atatürk Kültür Dil ve Tarih Yüksek Kurumu Kanunu gereğince verilen ödüle Cumhurbaşkanlığı, TBMM başkanı, başbakanın başkanlığındaki Barış Kurulu üyeleri, BM Genel Sekreteri, Türkiye'deki yabancı misyon şefleri, daha önce ödül almış kişiler, ödül kurulunun belirleyeceği diğer kişiler aday gösterebiliyor. Ödüle layık görülenlere altın kaplama gümüş plaket, altın rozet, berat ve her yıl artan miktarda para veriliyor.

Devlet ödülü niteliğindeki Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nün ilkinin, 1986 yılında dönemin Nato Genel Sekreteri Joseph Luns aldı. 1987 yılında Federal Almanya Cumhurbaşkanı R. Von Weizsacker ödüle layık görülürken, 1988 yılında ödül verilmedi. 1989 yılında ise Japon Veliht Prensi (şimdi İmparator) Takahito Mikasa, 1990'da ise 7. Cumhurbaşkanı Kenan Evren bu ödülü aldılar. Ödül Yüksek Kurulu, 1991 yılı ödülüne ise Afrika Ulusal Kongresi lideri Nelson Mandela'yı layık görmüştü.

Evren: "Bana ne?"

Osman BAŞTUĞ /MARMARIS, (Muğla) (hha)

ESKİ Cumhurbaşkanı ve "Atatürk Barış Ödülü" sahibi Kenan Evren, Afrika Zenci Bağımsızlık Hareketi'nin lideri Nelson Mandela'nın ödülü reddetmesiyle ilgili olarak kendisine soru yöneltilmesine kızdı, "Ödülü almıyorsa bana ne? Ödülü almıyorsa nedenini kendisine sorun" dedi.

Ödülü alanlar

- 1986 yılında: NATO eski Genel Sekreteri Joseph Luns
- 1987 yılında: Federal Almanya Cumhurbaşkanı Richard Von Weizsaecker
- 1988 yılında: Ödül verilmedi
- 1989 yılında: Japon Prensi Takahito Mikasa
- 1990 yılında: Yedinci Cumhurbaşkanı Kenan Evren
- 1991 yılında: Ödül verilmedi

Demirel: "Olay üzücü"

MANDELA'nın ödülü reddetmesini 'Üzücü bir olay' olarak nitelendiren Başbakan Demirel, sabah Bakanlar Kurulu öncesinde şu açıklamayı yaptı: "Vallahi üzücü bir olay. Birşey diyemiyorum. Aslında, kendisine itibar gösterilmiştir. Herhalde bir tahrik veya yanlış anlaşma var. Ret gerekçesiyle ilgili kesin birşey yok. Yazılı olarak bize intikal etmiş birşey de yok. Kendisinden birşey yok da, Afrika Kongresi'nin basına verilmiş bir beyanı var." Demirel, Bakanlar Kurulu toplantısında da olayı 'Ne yapalım? Çok talihsiz bir olay. Kendisini murlandırmak istemiştik. Irkçı falan da değiliz" diye dile getirdi. Bakanlar Kurulu'nda, Mandela'nın, bu ödülün daha önce kimlere verildiğini araştırmış olabileceği de ifade edildi. Demirel, bakanlara, "Bu konu üzerinde fazla konuşmayın" uyarısında bulundu. Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ise sorulara karşılık, "Yorum yok" derken, Devlet Bakanı ve Hükümet Sözcüsü Akın Gönen, "Mandela'nın ödülü reddetmesi kendi takdiridir. Türkiye'de insan hakları ve demokratik hukuk ilkeleri tam olarak uygulanmaktadır" dedi.

Bakan Ercan'ın açıklaması

DEVLET Bakanı Şerif Ercan yaptığı açıklamada, Mandela'nın ödül kazandığını bildiren mektubun Dışişleri Bakanlığı aracılığıyla kendisine ileildiğini ve ödülü almak için 19 Mayıs 1992 günü Türkiye'ye davet edildiğini söyledi. Mandela'nın Türkiye'nin Johannesburg Başkonsolosluğu aracılığıyla gönderdiği cevabi mesajda, Güney Afrika'yı Demokratikleştirme Toplantısı ve başka işleri nedeniyle bu yıl Türkiye'ye gelemeyeceğini bildirdiğini kaydeden Bakan Ercan, "Bu defa, ilgili Başkonsolosluğumuzun ödülün kabul edilmesine dair açık birışaret alınmadığını belirtmesi üzerine Sayın Mandela, Afrika Ulusal Kongresi Merkezi'nden yayınladığı bir basın bildiriyle sözkonusu ödülü kabul etmediğini belirtmiş bulunmaktadır" dedi.

HEP'liler, memnun kaldı

SHP'den istifa eden HEP kökenli 16 bağımsız milletvekili, 'Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nü kabul etmeyen Nelson Mandela'ya teşekkür ettiler. 'Mandela'ya teşekkür' bildirisinde, Türkiye Cumhuriyeti hükümetlerinin yıllardır yürüttüğü şiddete dayalı politikalarını, barış ödülü dağıtarak gizlemeye çalıştığı iddia edildi. Mandela'nın gerekçesi ne olursa olsun, bu tavrı nedeniyle Kürt halkının gözünde daha da yüceleştiği belirtildi. ANAP İstanbul Milletvekili Bülent Akarcalı ise ödülün geri çevrilmesine, "Skandal" dedi. Akarcalı, kamuoyuna açıklama yapılmadan önce, ödül verilecek kişinin haberdar edilmesi gerektiğini ileri sürdü. Düzenlemeyi yapanların ihmali nedeniyle Türkiye'nin uluslararası platformda rencide olduğunu belirten Akarcalı, "Bıraksınlar bu işi Türk Demokrasi Vakfı'na, ödül nasıl verilir, görsünler" dedi. NET Holding Yönetim Kurulu Başkanı Besim Tibuk ise "Ödülün Mandela'ya verilmesi yanlıştı. Mandela ödülü reddetmekle, kendi imajını düzeltmeyi amaçladı ve ucuz kahramanlık yaptı. Kendisi zaten zoraki bir liderdir. Seçim yanlıştı" diye konuştu.

Jüride kimler var?

BAŞBAKAN Süleyman Demirel (Başkan), Genelkurmay Başkanı Orgeneral Doğan Güreş, Devlet Bakanları Gökberk Ergenekon, Mehmet Ali Yılmaz, Şerif Ercan, Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, Milli Eğitim Bakanı Köksal Toptan, Kültür Bakanı Fikri Sağlar, Turizm Bakanı Abdülkadir Ateş, Milli Güvenlik Kurulu Genel Sekreteri Orgeneral Nezih Çakar, YÖK Başkanı Prof. Dr. İhsan Doğramacı, Atatürk Kültür Dil ve Tarih Yüksek Kurumu Başkanı Prof. Dr. Utkan Koçatürk, Atatürk Kültür Dil ve Tarih Yüksek Kurumu Yüksek Kurul üyeleri Ord. Prof. Dr. Reşat Kaynar, Prof. Dr. Hamza Eroğlu, Prof. Dr. Şükrü Elçin, Prof. Dr. Yüksel Ülken. Cumhurbaşkanı tarafından seçilen Prof. Dr. Necdet Serin, Prof. Dr. Orhan Oğuz, Dr. Prof. Rifki Salim Burçak.

Mandela skandalına sorumlu aranıyor

Afrikalı liderin Kürt lobisinin baskısı ile Atatürk ödülünü reddetmesi Ankara'yı karıştırdı. Herkes sorumluluğu birbirine atıyor. Dışişleri, karar açıklanmadan önce Hükümeti uyardı. Ancak bu dikkate alınmadı...

DIŞİŞLERİ "UYARDIK" Ödül açıklanmadan önce Cumhurbaşkanı Özal'ın onayı beklenirken Dışişleri Bakanlığı, Mandela'nın gelmeyebileceği yolunda istihbarat aldı ve bunu Devlet Bakanı Ercan'a bildirdi. Ercan da bunu yazı ile Başbakanlığa ilettiler. Ancak karar değişmedi.

DEMİREL Mİ YANILDI Dışişleri'nden gelen uyarıya rağmen jürinin kararı neden değişmedi? Bir iddiaya göre, Ercan'ın yazısı Başbakanlık'ta gözden kaçtı ve Demirel'e iletilmedi. Bir başka iddiaya göre de, Davos'ta Mandela ile görüşen Demirel böyle bir iddiaya ihtimal vermedi.

KÜRT LOBİSİ YAPMIŞ Bu arada Mandela'nın kararını Kürt lobisinin etkilediği ortaya çıktı. Türk vatandaşı bazı Kürtlerle, yurtdışındaki Kürt lobisinin harekete geçip Nevruz olayından sonra Mandela ve çevresi üzerinde baskı kurarak bu kararı aldirdiği öğrenildi. ●

Hürriyet
15 Mayıs 1992

ANKARA'DA ŞOK: Afrikalı Lider Mandela, sözcüsü aracılığıyla bir açıklama yaparak, ödülü reddedişi konusunda, "Eğer bir sorusu olan varsa, kendisini biraz Kürt yerine koymaya çalışsın, yeter" dedi. Bu arada Ankara'da, Mandela'nın ödülü reddedeceğinin daha önce bilindiği öne sürülerek sorumlu aranmaya başlandı.

Kemal SAYDAMER /ANKARA, (Hürriyet)

AFRİKALI zenci lider Nelson Mandela'nın Atatürk ödülünü reddetmesi ile patlayan skandal, Ankara'yı karıştırdı. Ankara'da bu olayın şoku yaşanırken, sorumluluğun kime ait olduğu tartışması da başladı.

Bu arada, ödül jürisi kararını açıklamadan önce Dışişleri Bakanlığı'nın "Mandela'nın ödülü kabul etmeyebileceği" yolunda bir uyarıda bulunduğu öğrenildi. Dışişleri, durumu Devlet Bakanı Şerif Ercan'a bildirdi, Ercan da durumu bir yazı ile Başbakanlığa aktardı.

Ancak bu yazısmadan sonra karar değişmedi ve ödül Mandela'ya verildi. Bu arada, yazının Başbakanlık'ta kaybolup kaybolmadığı, durumun Demirel'e iletilip iletilmediği de merak konusu oldu. Bir iddiya göre de, Davos toplantısı sırasında Mandela ile samimi bir görüşme yapan Demirel böyle bir şey ihtimal vermediği için, Dışişleri'nin uyarısını dikkate almadı.

KÜRT LOBİSİ

Afrikalı liderin ödülü neden reddettiği konusu da açıklığa kavuştu. Sözcüsü aracılığıyla bir açıklama yapan zenci lider, "Eğer bir sorusu olan varsa, kendisini biraz Kürt yerine koymaya çalışsın, yeter" dedi. Türkiye'de insan haklarının genel olarak ihlal edildiği vurgulanan açıklamada, Mandela'nın Atatürk hakkında olumsuz bir görüşü bulunmadığı yinelenildi.

Türk vatandaşı bazı Kürtlerin ve yurtdışındaki Kürt lobisinin harekete geçerek, Afrikalı lidere baskı yaptığı ortaya çıktı. Davos toplantısı sırasında Demirel'le buluşan ve samimi bir görüşme yapan Mandela'nın, Kürt lobisinden gelen bu baskılardan sonra



DAVOS'TA EL SIKIŞMIŞLARDI İsviçre'nin Davos Kenti'nde geçen Şubat ayında 'Dünya Ekonomik Forumu' toplantılarına katılan Başbakan Süleyman Demirel, ilk ikili görüşmesini Afrika Ulusal Kongresi Lideri Nelson Mandela'yla yapmıştı. Mandela, Belvedere Oteli'ndeki görüşme öncesinde Demirel'in elini sıkarken, "Uzun yıllar başbakanlık yapmanıza rağmen genç kalmışsınız" demiş, Demirel de kendisini Türkiye'ye davet etmişti.

görüş değiştirerek ödülü almaktan vazgeçtiği belirtildi.

PERDE ARKASI

Hürriyet muhabirlerinin yaptığı araştırmaya göre olay şöyle gelişti. Ödülü Mandela'ya vermeyi kararlaştıran jüri, bunu açıklamadan önce Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın onayını beklemeye başladı. O günlerde, Dışişleri Bakanlığı'na bir istihbarat ulaştı. Bakanlık, Mandela'nın bu ödülü geri çevireceği yolundaki istihbaratı, Atatürk Kültür Dil ve Tarih Yüksek Kurumu'nun bağlı bulunduğu Devlet Bakanı Şerif Ercan'a iletti. Ercan da, vakit kaybetmeden yazılı olarak Başbakan Sü-

leyman Demirel'e aktardı. Ancak jüri kararı değişmedi ve ödülün Mandela'ya verildiği açıklandı.

Dışişleri'nin uyarısı neden dikkate alınmadı? Ankara'da bu sorunun cevabı aranıyordu. Bir iddiaya göre, Devlet Bakanı Ercan'dan gelen bu yazı, Başbakanlık'ta gözden kaçtı veya dikkate alınmadı. Bir başka iddiaya göre, Davos'ta Mandela ile samimi bir görüşme yapan Demirel bu istihbaratı ciddiye almadı.

BAŞKONSOLOSUMUZ KAPIDA

Bu açıklamadan sonra Dışişleri Bakanlığı harekete geçti. Johannesburg Başkonsolosumuz Sami Onaran, Türkiye'nin en

büyük ödülünü aldığı haberini Mandela'ya iletmek istedi. Ancak, diplomatımız Mandela'nın makamına kabul edilmedi. Mandela, özel kalem aracılığıyla, "Daha önce planlanmış bulunan programım nedeniyle, ödülü almaya ancak gelecek yıl gelebilirim" notunu iletmekle yetindi. Bu diplomatik nezaketsizlik üzerine Onaran, bir süre beklemeyi yeğledi. Ardından Mandela'dan ödülü kabul edip etmediği konusunda net bir yanıt istedi. Başkonsolos yine Mandela tarafından kabul edilmedi. Ardından Mandela, ödülü kabul etmediğini, Afrika Ulusal Merkezi aracılığıyla yayımladığı bir basın bildiriyle ilan etti.

44 araçlık konvoy, Kapıkule'den girdi Kürt'e Alman yardımı

Milliyet—18 Mayıs 1992

Bülent AYAN, EDİRNE, MIL-HA

ALMANYA'nın başkenti Bonn'dan, Kuzey Irak'taki Kürtlere iletilmek üzere yola çıkarılan stratejik nitelikli yardım malzemesi Kapıkule gümrüğünden Türkiye topraklarına girdi.

Bir Emniyet Müdürünün denetiminde ve 89 Alman polisünün koruması altındaki konvoyun İstanbul, Ankara, Adana üzerinden Diyarbakır'a gideceği, konvoydaki tüm araç ve malzeme-

nin "varış yeri"nde bırakılacağı bildirildi.

Konvoy, eski Doğu Almanya fabrikalarında üretilmiş 44 askeri araçtan oluşuyor. Araçlardan bazılarında, top taşımaya yarayan römorklar bağlı bulunuyor. Araçlara ayrıca motor, şanzıman, dingil gibi bol miktarda yedek parçanın yüklendiği öğrenildi.

Diyarbakır'da Birleşmiş Milletler yetkililerinin denetimine gireceği bildirilen konvoyun 20 Mayıs tarihinde yerine ulaşmasının beklendiği kaydedildi.

✓ **Başkent Bonn'dan hareket eden 44 askeri araçlık konvoyda, stratejik değerde yardım malzemesi var**

● 89 Alman polisünün korumasında Kapıkule'den Türkiye'ye giriş yapan konvoy, İstanbul, Ankara, Adana üzerinden Diyarbakır'a iletilecek.

● Kuzey Irak'taki Kürtlere verilecek yardım içinde top taşımaya yarayan römorklar, motor, şanzıman ve dingil gibi bol miktarda yedek parçanın bulunduğu öğrenildi.

Kürt seçimine "Çekiç Koruma"

Şehmus ÇAKAN, ZAHO, MIL-HA

KUZZEY Irak'ta Ulusal Halk Meclisi'nin oluşturulması amacıyla bugün yapılacak seçimin güvenliğini Çekiç Güç üstlendi. Irak ordusunun seçime müdahale olasılığına karşı, Çekiç Güç'e bağlı savaş uçakları 36. paralel bo-

yunca, aralıksız şekilde devriye uçuşları yapıyor. ABD'li bazı yüksek rütbeli komutanlar sık sık helikopterle seçim bölgesine gelerek Kürt güvenlik sorumlularıyla görüşüyorlar ve denetlemeler yapıyorlar. ABD, Irak'ta, Kuzey Irak'ta Kürtler arasında yapılacak seçimlerde baskıcı önlemlerden uzak durması için uyardı.

Çirkin Afrikalı

Faruk ZABCİ

ÖZEL HABER

Hürriyet, Atatürk Barış Ödülü'nü reddeden zenci lider Mandela'yı, Güney Afrika'da bulup konuşurken, olayın perde arkasını araştırdı.

"PKK İLE BAĞLANTISI VAR" Mandela'ya yakın kaynaklar, zenci liderin önümüzdeki hafta, İsveç'e yatacağı gezi sırasında PKK temsilcileriyle görüşebileceğini öne sürdüler. Johannesburg'daki bazı kaynaklara göre, Nelson Mandela'nın lideri olduğu Afrika Ulusal Kongresi Örgütü'nün, IRA ve PKK ile bağlantısı var.

"PARA ÖDÜLÜ AZ GELDİ" Güney Afrika'nın 500 bin tirajlı en büyük gazetesi Sunday Times, Mandela için şöyle yazdı: "1990 yılında Doğu Timor halkını ezen Endonezya'dan 5 milyon sterlin bağış alırken, insan hakları hiç konu edilmedi. Türkiye, Barış Ödülü'nü yüklü bir para ile tatilştirseydi bu durum olmazdı..."

ATATÜRK Uluslararası Barış Ödülü'nü reddeden Güney Afrikalı zenci lider Nelson Mandela, bu tavrıyla ülkesinde de büyük tepki görürken, ödülü geri çevirmesinin Türk halkına karşı bir saldırı olarak değerlendirilmemesi gerektiğini söyledi. Hürriyet'in Johannesburg'da görüşüne başvurduğu kaynaklar, Mandela'nın ödülü reddetmekle yanlış bir tutum sergilediğini ve çevresindeki aşırı uçların etkisinde kaldığını öne sürdüler. Bazı kaynaklar da Mandela'nın PKK ile bağlantısı olduğunu iddia ettiler.

Johannesburg'da yapılan Güney Afrika'yı Demokratikleştirme Toplantısı (CODESA) sırasında Hürriyet'in sorularını yanıtlayan Nelson Mandela, "Halkların dünyanın dört bir yanında barış, özgürlük ve insan hakları uğruna verdikleri savaş benim en büyük kaygıdır. Özellikle Afrika'da milyonlarca kişi sadece derilerinin renginden ötürü köle muamelesi görüyorlar. Bu nedenle Kürtlerin çektikleri eziyeti gözardı etmemiz mümkün değildir" şeklinde konuştu.

Türkiye'deki demokratik hakları eleştiren Mandela, ödülü reddetmesinin Türk halkına karşı bir tepki anlamına gelmeyeceğini öne sürdü, şunları söyledi;

HÜRRİYET'E KONUŞTU: 'Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nü reddeden Nelson Mandela, Hürriyet aracılığıyla mesaj göndererek, "Ödülü geri çevirmem Türk halkına karşı bir saldırı olarak alınmamalı. Türkiye'de Kürtlerin ezilme çekmesini gözardı edemeyiz" dedi. Mandela'nın önümüzdeki hafta İsveç'e yapacağı gezide PKK temsilcileriyle görüşebileceği öne sürüldü.

"Atatürk Ödülü'nden daha önemli konular var" diyen Marcus, "Türkiye sizin ırkçılığa karşı mücadelelerinizi destekledi mi? Neden birdenbire tutum değiştirdiniz" sorusuna kapatılan Barış Derneği Başkanı Mahmut Dikerdem'e atıfta bulunarak "Türkiye'nin bizim mücadelemizi desteklediğini sanmıyorum. Türkiye ırkçılığa karşı mücadeleye eden bir barış savaşçısıdır. 12 yıl hapsedilmişti" yanıtını verdi.

Bu arada, Johannesburg'daki bazı kaynaklar, Mandela'nın önümüzdeki hafta içinde Norveç, İsveç, Finlandiya ve Çekoslovakya'yı kapsayacak gezisi sırasında Stockholm'de PKK temsilcileriyle görüşebileceğini ileri sürdüler. Aynı kaynaklar, zenci liderin İRA ve PKK gibi örgütlerle bağlantısı olduğunu iddia ettiler.

Ote yandan, Türkiye'nin Johannesburg'daki Konsolosu Sami Cansen Onaran Afrika Ulusal Kongresi'nin ret bildirisini knadı.

Türk halkına derin saygılar beslemekteyim. Güney Afrika'daki siyasi tutukuların serbest bırakılması için girişilen kampanyaya Türk halkının etkin katılımı bize moral kaynağı olmuştur. Umarım çok uzak olmayan bir gelecekte, Türkiye'yi ziyaret edebileceğim ve demokrasiyi gerçekleştirmek için verdığınız mücadeleyi yakından izleyebileceğim."

LİDERİN ETRAFINDAKİ AĞ

Mandela'nın ödülü geri çevirmesi, Güney Afrika'da da tepkiyle karşılandı. 'Codesa' toplantısında Hürriyet muhabirinin görüştüğü kaynaklar, Mandela'nın ödülü geri çevirmekle "hata ettiğini", bunda zenci liderin etrafındaki aşırı uçların etkisi olabileceğini vurguladılar. Nitekim, Mandela'nın lideri olduğu Afrika Ulusal Kongresi'nin (ANC) beyaz kadın sözcüsü Gill Marcus'un takındığı tutum da bu görüşde doğruluk payı olabileceğini ortaya koydu. Zenci lider üzerinde büyük etkisi olduğu anlaşılan Marcus, başından beri Mandela ile görüşemeyeceği çıktı. Ödülün reddedilmesiyle ilgili bildiriye dünyaya duyurulan Marcus, Hürriyet'in sorularının yanıtlarını Mandela'ya yazılı olarak verdi.



'Para ödülü Mandela'ya az geldi...'

JOHANNESBURG'da basılan 500 bin tirajlı Güney Afrika'nın en büyük gazetesi 'Sunday Times'ta yer alan bir makalede, Nelson Mandela ağır bir dille eleştirildi. 'Blind Eye' (görmezlikten gelme) başlığını atan gazete, "Mandela bu hafta Türkiye'nin ulusal kahramanının adının taşıyan ödülü geri çevirmeyi uygun gördü.

ANC'nin Sözcüsü

Marcus, ülkedeki Kürt

azınlığın

ezilmesinin

Mandela'nın bu ödülü

reddetmesine neden

olduğunu öne sürdü"

satırlarına yer verdi.

Gazetede şöyle denildi:

"Ancak ne gariptir ki,

Mandela

Endonezya'dan 1990

yılında 25 milyon rand

(5 milyon sterlin) bağış

alırken, insan hakları

hiç konu edilmedi. 1976

yılında Doğu Timor'u

işgal eden Endonezya,

BM'nin tanımamasına

rağmen bu ülkeyi

yönetiyor ve halkını

eziyor. Eğer Türkiye

barış ödülünü yüklü bir

para ile tatlılaştırsaydı,

ANC'nin tepkisi başka

olacak, Ankara da

aşağılanmaktan

kurtulacaktı."



GÜNÜN YAZISI

Oktay EKŞİ



Barış ödüllü terörist

HABERİ okuyunca, siz de suratınıza okkalkı bir tokat yemiş gibi şaşkına döndünüz mü bilmiyoruz ama, Güney Afrika'daki Afrika Ulusal Kongresi isimli hareketin lideri Nelson Mandela'nın, Türkiye Cumhuriyeti tarafından her yıl bir kişiye verilen Atatürk Uluslararası Barış Ödülü'nü reddettiğini öğrenince, Tanrı biliyor biz öyle olduk.

Mandela kim, Gazi Mustafa Kemal Atatürk kim? Gerçekten, böyle bir haber karşısında insan Mandela kim, Atatürk kim ki, bu zat, Atatürk adına verilen ödülü reddediyor diye, sormadan edemiyor.

Mandela, Batı kamuoyu yapımcılarının ürettiği kahramanlardan biridir. Tıpkı Lech Walesa gibi ve o zamanki Sovyetler Birliği'nden İsrail'e göç etmek uğruna biraz sıkıntıya katlandı diye, 1980'li yıllarda göklere çıkarılan Scharansky isimli Musevi gibi...

Özelliği mi?

Özelliği Güney Afrika Cumhuriyeti'ndeki siyah derili çoğunluğun, beyazlarla eşit siyasi haklara sahip olması amacıyla 1950'li yıllarda Afrika Ulusal Kongresi isimli bir hareketi kuranlar arasında bulunması.

Kitaplar, Afrika Ulusal Kongresi'nin önceleri pasif ve barışçıl mücadele metotları kullanarak haklarını almaya çalıştığını, sonra ekonomik hedeflere yani fabrika, demiryolu vb. yatırımlara yönelik sabotaj eylemlerine başladığını, bununla da sonuç alamayınca adam öldürme dahil her türlü terör eylemlerine giriştiğini, Nelson Mandela'nın

da işte bu eylemlerden sorumlu tutularak 1964 yılında Müebbet Hapse mahkûm edildiğini yazıyor.

Sadece Mandela değil, çağımızın ikiyüzlü politika dünyası, bir yandan her türlü terör eylemlerini kınarken öte yandan da belli bir noktaya gelmiş teröristlere selam durmakta kusur etmez. Nitekim birkaç ay önce ölen eski İsrail Başbakanı Menahem Begin ile şimdiki Başbakan Yitzak Şamir de eski birer terörist oldukları halde, özellikle Batı dünyasından tam anlamıyla "devlet adamı" muamelesi görmüş kişilerdir.

Demek ki, Mandela deyince, muhteremin sicilinin pek de temiz olmadığını peşinen dikkate almak gerekir.

Gerekir ama, biz m gibi ülkeler Batı'daki kamuoyu yapımcılarının önemseydiği kişi ve olayları -gerçekten önemli mi değil mi diye tartmadan- önem-

Hürriyet—15 Mayıs 1992

semeye alışkın olduğu için **Mandela** bu yılki **Atatürk Barış Ödülü**'ne layık görüldü.

Aslında biz bunun nasıl olduğunu da doğrusunu isterseniz pek anlayamadık. Çünkü **Mandela** ismi, Sayın **Başbakan Süleyman Demirel**'in geride kalan Ocak ayının sonlarında Davos'a gidip **Nelson Mandela** ile görüştüğü güne kadar telif edilmiş değildi. O görüşmede **Demirel**, **Mandela**'yı Türkiye'ye davet edince ki kendisinin geliyorum dediğini duyan olmadı anlaşılabilir bir sebebi anlamlı kılacak bir sebep arandı. **Mandela**'ya, işte o lütfükarlığının karşılığı olsun diye **Atatürk Barış Ödülü** layık görüldü.

Ne var ki, **Atatürk Uluslararası Barış Ödülü** ile ilgili yasa hükümleri bu ödülün, **Başbakanın istediği kişilere** değil, ödül alması için bir önceki yılın

31 Aralık tarihine kadar aday gösterilenler arasında yapılacak seçime göre verileceğini emrediyor. Dahası kimin hangi gerekçeyle bu ödüle layık görüldüğünün de, kendisini aday gösteren yetkili kurum veya kişi tarafından açık açık yazılmasının şart olduğunu bildiriyor.

Şimdi, **Nelson Mandela** isimli **Nobel Barış Ödülü** sahibi sabık terörist, (**Nobel Barış Ödülü** bilindiği gibi **Menahem Begin** isimli sabık teröriste de verilmişti) **Atatürk Barış Ödülü**nü reddedince, ilgililerin kamuoyuna açıklama yapmaları zorunlu hale geldi. Bu zati hangi tarihte, hangi gerekçeyle kim bu ödüle aday gösterdi? Ödül jürisi ne gibi mülahalalara dayanarak **Mandela**'yı bu ödüle neden layık buldu?

Atatürk Uluslararası Barış Ödülü eğer bir **ihsan** değil de, gerçekten ciddi bir ödül ise, bunları bilmeye hepimizin hakkı var.

Tercüman—19 Mayıs 1992

Kanlı örgütün lideri Abdullah Öcalan: “Beni öldürürlerse PKK'da kan gövdeyi götürür”

Dün akşam Show TV'de 21.30'da 32. Gün Programı'nın yeni başlayan "Türkiye" bölümünde ilk defa PKK lideri Abdullah Öcalan'ın bir söyleşi yayımlandı. Şimdiye kadar sadece yazılı basın demeçleri çıkan kanlı örgütün lideri Öcalan'ın, bundan bir süre önce M.Ali Birand tarafından gerçekleştirilen fakat TRT'de yayınlanması durdurulan söyleşinde, Öcalan özellikle "ölüm korkusu, öldürülmesiyle" ilişkin soruları cevaplarken, yok olması durumunda PKK içinde çok kanlı bir mücadelenin başlayabileceğine ve bunun olayları daha da büyüteceğine dikkat çekti.

Aynı programda boşaltılmış olan kamptaki yaşam ve PKK militanlarının şimdi nereye gittikleri, İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'in de katılımıyla tartışıldı.

Söyleşinin tam metni aynen şöyle:

BİRAND: Hiçbir şey gelmedi mi aklınıza? Bir tarafta savaşınızda koskoca bir ordu var, silahlar var, büyük bir toplum var. Ben kazanamayacağım, kazanmama imkan yok diye düşünmüyor musunuz?

APO: Eğer bizim yürüttüğümüz silahlı mücadeleyi anlarsanız müthiş kazandırdığını görecektiniz.

BİRAND: Nedir kazandırdığı?

APO: Silahlı mücadele yalnız silahların patlaması değildir. En yüksek ideolojik yoğunluğa ulaşmaktır, bana göre politikayı en gerçekçi kavrayıştır. Silahlı mücadeleden bahsediyorum. Sizin veya başkalarının kavradığı biçimde değil. Ve biraz da Kürtler için böyledir. Bunları tek adam edecek ilaç, bu araçtan başka bir gelişme yolunun kendilerine tanımamasından ileri geliyor. Niye anlamıyorsunuz bunu. Bunu biraz anlayın.

Ölüm duygusu

BİRAND: Peki korkmuyor musunuz? Mesela şu anda açık olan bu balkondan bir kurşun gelse, siz de ben de ölüür. Hadi ben buraya görev için geldim...

APO: Gittikçe ölüm duygusundan uzaklaşıyorum. Evet ama gerçek bu. Ölüm tehlikesinden uzaklaşıyorum. Büyük işlerle, amansız işlerle uğraştığım kadar ölüm duygusundan uzaklaştığım gibi, ölüm gerçeğinin kendisinden de uzaklaşıyorum.

BİRAND: Bu konuda olan bir insanın çok gaddar ve hislerden uzak olması gerekir. Çünkü zamanında kendi arkadaşlarınızı dahi idam ettiriyorsunuz. Zaman zaman bu sizi rahatsız etmiyor mu?

APO: Ben yersiz bir bitkinin çiğnenmesini büyük tepki ile karşılıyorum. Biri bir bitkiye basıyorsa, derhal yapma diyorum. Eğer yaparsa ona öfke duyuyorum. Yapma diyorum. Ona basmayacaksın diyorum. Tekrar basarsa tavrımı koyarım. İnsanın güzel biçimlenmesine büyük bir tutkum var.

"Kürt halkı beni dinler"

BİRAND: Tamam, başka bir yönüyle ele alalım. O da yaptığınız eylemlerin içinde öyleleri var ki...

APO: Düşünüyorum, o eylemleri nasıl kaldırıyorum diye, biliyor musunuz?

BİRAND: Öyle eylemler var ki zamanında kadın da ölüyor, çocuk da...

APO: Nasıl altından çıkıyorum biliyor musunuz?

BİRAND: Halkı bir yerde karşınıza almıyor musunuz?

APO: Ona karşı görevlerimi nasıl yerine getiriyorum biliyor musunuz? O bir eylem olarak ele almıyor. Bir küçük grup gitmişse oradan bir yeni büyük insanlık yaratılır. Öyle telaş edilir. Kesinlikle ardi bırakılmıyor. Ona yol açan tutum, ona yol açan kişilikler bizden o tarafta hepsi ele alınır.

"Özal cesaretlisi"

APO: Kendi koşulları içinde liderliği yakalamış bir tiptir. Bunu görmek gerekiyor. Türk devletinde başka bu kapasitede bir lider görmek mümkün değildir. Bazı şeylere cesaret ediyor. Bunu diğerlerinin gördüğünden daha iyi görüyor, diyor. Bazı risk paylarını taşımakla birlikte adımlar atabiliyor aslında. Onu daha iyi kavramak, bu işlere cesaretlilik gerekir. Yani gerçekleri... Gerçekte bu adam cesaretlilik işler, riskli işler yapmaya yatkın bir adamdır. Böyle atak işler yapmaya.

APO: Ben size onu da söyledim. Bana bir şey olursa durumlarınız zorlaşır. 4 halife dönemi var biliyorsunuz. En son Halife Ali gittikten sonra mezheplerin savaş korkunç oldu biliyorsunuz. Muazzam bölünme, parçalanma ve kan gövdeyi götürdü biliyorsunuz. Ben bu işe biraz büyük bir sorumlulukla yaklaşıyorum. Arkamızda bitmez tükenmez mezhep savaşları bırakmak istemiyorum.

BİRAND: Yani şunu mu demek istiyorsunuz, ben gidersem benim yerime 10 tanesi gelir, kan gövdeyi götürür.

APO: Kürdistan, ilişkileri karma karışık olur. Bizim tek bir otorite altında birleştiğimiz gücü çok değişik yerlerde çok değişik biçimde kullanılır. Türklere karşı kullanılır, kendilerine karşı kullanılır. Şimdi ben bu imkanı durdurmuş vaziyeteyim.

Emin ÇOLAŞAN



Terbiyesiz adam

yor, derinleştiriliyor, çözümleniyor. Yapılması gereken yapıyor ve böylece ağır vicdani yük altından kurtulmaya çalışılıyor. Kürt halkı benim sözümü ölümle dinler.

BİRAND: Kürt halkı mı diyorsunuz, PKK mı?

APO: Kürt halkı.

BİRAND: Bütün Kürt halkı mı?

APO: Ezici çoğunluğu.

BİRAND: Hepsinin lideri olarak görüyorsunuz kendini zi?

APO: Hepsini benim sözümü dinler. Bak koşulsuz konuşuyorum. Kesinlikle öyle karşı çıkamaz.

BİRAND: Kendinizi o kadar kudretli görüyorsunuz.

APO: Tabii kudretli olarak görüyorum. Masa başında konuşacağım şeyler bağlayıcıdır. Kimse karşı çıkamaz. Hesabını veririm, savunurum. Karşı çıkan da hesabını vermek, savunmak zorundadır. Liderlik böyle yapılır. Liderlik bugün söylediğin sözün yarın tersini yapmak değildir. Yanlış anlaşıldım özür dilerim, demek değildir. Hayır değildir. Sizin bizim karşımızda muhatap alınacak bir liderliğiniz yok. Parti düzeyinde de...

"Türk kültürüne açığım"

BİRAND: Sizin durumunuz da şu anda harika görünüyor. Gerilla içinde muhalefetiniz var, parti içinde muhalefetiniz var. Sizin sorunlarınız da var.

APO: Var, var fakat bağlayıcı olabiliyor mu? Çok kişi denedi. Karşı çıkmayı çok kişi denedi. Ama hepsi de dış geçirebilir. Objektif olarak dış geçirenler daha fazladır. Fakat hiçbirinin gücü yetmiyor. Onderlik gerektiğinde tek başına taraftarlarını susturabilirler. Tek başına onlara karşı taraf alabilirler. Tek başına onları istemedikleri halde bir tavra yöneltebilirler.

BİRAND: Kürtçe eğitmiyorsunuz o insanları, niçin Türkçe eğitiyorsunuz?

APO: Benim için gerçeklerin kavratılması, milli duyguların kavratılmasından daha önce geliyor. Gerçekler olmadan milliyetçiliğe bağlanmak giderek sövenizme götürür. Ben Kürt fanatizmini geliştirebilirim ama tersine Türk kültürü, Türk şarkılarına açığım. Şüphesiz Türkçe ile gerçeklerin kavratılması imkanı daha fazla.

BİRAND: Gününtüz nasıl geçiyor mesela?

APO: Ben bir çok insanın yaşadığı şeye gülüyorum aslında. Mesela sizin bağlı olduğunuz bazı değerler var. İşte aile değerleridir, çocuk değerleridir. Hobilerniz var. Başka arkadaşlara diyorum, siz kendinizi bazı putlara mahkum etmişsiniz.

BİRAND: Sizin hiç böyle bir değer yargınız...

APO: Hayır karşı değilim, değer vermiyorum anlamına gelmez. İlginc bir yaklaşım var. Böyle de olur mu diyorum. İnsan kendini böyle bağlar mı. Müthiş bir yaşam. Yaşam müthiş bir olaydır, diyorum. Öyle bir yaşam ki hiçbir şey bağlanmadan özgür geçmeli.

BİRAND: Bıkmıyor musunuz hiç?

APO: Mümkün değil.

BİRAND: Mesela, bir de şunu merak ediyorum. Bütün bu işleri nasıl yürütüyorsunuz. Mesela burada bir tane telefon var.

APO: Onu da ciddiye almıyorum. Ciddi talimatlar böyle herkesin konuştuğu gibi konuşma şeyim de yok.

BİRAND: Amma böyle bir mücadele uzaktan telefonla nasıl yürütülür?

APO: Am a yürüyor, yani bir şeyini bulmuş yürütüyor.

BİRAND: Yürüyor mu, yürümüyor mu?

APO: Hayır, yürüyor, yürüyor. Olmaz olur mu yürüyor. Bir çok oluşum ortaya çıkıyor. Hergün yeni inanışlar ortaya çıkıyor. Hergün yeni oluşumlar ortaya çıkıyor.

APO: Ben size daha önce söyledim. Sizin bir önderlik kriziniz var, dedim. Ve bu kriz henüz çözülmüş değil. Ben söyledim, gerçekler neyi doğruladı? Önderlik krizini olduğunu doğrulamadı mı?

BİRAND: Bir yerde Turgut Özal'ın aldığı son yaklaşımları Kürt sorunu ile ilgili yeni bir dönemi başlattı.

AFRİKALI "özgürlük savaşçısı"ni adam yerine koyup Atatürk Ödülü vermişiz. Ona değer verdiğimizizi göstermişiz. Nelson Mandela, ülkesini işgal eden ve siyah çoğunluğun bütün haklarını elinden alan beyaz azınlığa karşı yıllar süren kavganın lideri. Yaşamının büyük bir bölümünü cezaevlerinde geçirdi.

Güney Afrika'da beyaz derili olmayan herkes, ikinci sınıf insandı. Hiçbir yasal hakları yoktu. Oy kullanamaz, beyazlarla aynı otobüse bile binemezlerdi. Güney Afrika Cumhuriyeti, ırk esasına dayalı bir utanç devleti idi. Beyaz azınlık, ülkenin gerçek sahibi olan siyah çoğunluğu silah zoruyla eziyordu.

Mandela, bu siyah çoğunluğun liderliğine soyunmuş bir zenci idi.

Türkiye, cezaevinden yakın geçmişte salınıp özgürlüğüne kavuşan bu adamın kavgasına değer verdi... Ve ona, bu yılki Atatürk Barış Ödülü'nü layık gördü... Ve bu adam, büyük bir terbiyesizlik yapıp ödülü almayacağını açıkladı!

Atatürk, 1919 yılında emperyalizme karşı dünyada ilk bağımsızlık savaşını başlattığında, acaba Mandela anasının rahmine düşmüş müydü?... Bilmiyorum. Bildiğim tek şey, Atatürk'ün bu dünyada Mandela gibi nicelelerine ışık tuttuğudur. Atatürk, onların ölümsüz ustasıdır.

Mandela, bir şeyi iyi bilsin... Onun ülkesini işgal altında tutan Avrupa kökenli emperyalist güçler, 1900'lü yılların başlarında Anadolu'yu işgal eden güçlerle aynı soyda gelir. O sömürgecilerin babaları ve dedeleri aynıdır. Birbirleriyle akrabadır. Onlar, Güney Afrika'da başarı kazanıp amaçlarına ulaşmış, Anadolu'da ise Atatürk ve Türk milletinin tokadını yemiştir. Türkiye, onlar için ikinci Güney Afrika olmamıştır.

Şimdi ne oluyor? Türkiye Cumhuriyeti, Atatürk adına konulan ödülün bu yıl Nelson Mandela'ya verilmesini uygun görüyor... Ve bu adam, büyük bir terbiyesizlik yapıp ödülü reddediyor.

Bu, hem Atatürk'e, hem de Türkiye Cumhuriyeti'ne yapılan bir saygı-

sızlıktır.

Mandela adına açıklanan ret gerekçesinde, hiçbir tutarlı sözcük yok. Birkaç satır içerisinde kıvırtıyorlar. Ne oldu? Acaba birilerinin doldurduğuna mı geldi? Bazı komplekslerinin kurbanı mı oldu? Bunlar belli değil.

Oysa geçtiğimiz aylarda bizim televizyon kameraları Güney Afrika'da bu adamın çekimlerini yapmıştı. Ekranlarımızdan izledik. Türk televizyonlarının karşısında bülbül gibi ötüyor ve yanılıyorsam Atatürk'ün büyüklüğünden söz ediyordu.

Ödülü reddetmiş! Bu terbiyesizliği, Türkiye'yi değil, kendisini küçülttü. Dünyanın "büyük adam" zannettiği bu şahıs, aslında o kadar büyük değilmiş!

SİMDİ gelelim işin bir başka yönüne... Türk hükümeti hemen her yıl birisine Atatürk Barış Ödülü veriyor. Geçmişte bu açıdan anlamsız işler yapıldı. Bu ödül, NATO Genel Sekreteri Luns'a ve Kenan Evren'e verildi. Nedenini şimdiki bile anlayabilmiş değilim.

Atatürk'ün ismini taşıyan bir ödül, ciddi bir olaydır. Artık aklımızı başımıza toplayalım ve bundan sonra küçük bir yoklama yapalım. Ödül vereceğimiz kişiye, durumu daha önceden şartlatıp onayını alalım ve böyle bir skandalın ikinci kez patlamasını önleyelim.

"Nasil olsa kabul eder" anlayışıyla ödül vermeyen, akla gelmeyen bazı riskleri olduğu anlaşılıyor!

BU konuda anlayamadığım bir şey daha oldu... HEP ve Kürt kökenli bağımsız milletvekilleri, bu ödülü reddettiği için "Mandela'ya teşekkür bildirisini" yayınladılar ve Mandela'nın bu davranışıyla Kürt halkının gözünde daha da yuceldiğini belirttiler. Demek ki, çok mutlu olmuşlar! Türkiye'nin böyle olayla yüz yüze gelmesi, bu arkadaşlarımızı pek sevindirmiş!

Kürt kökenli milletvekilleri, Türkiye düşmanlığını hem içeride hem de dışarıda sürdürürken acaba bir kazançları mı oluyor?



Almanya Kuzey Ren Westfalya İçişleri Bakanı Herbert Schnoor ve eşi, Diyarbakır'a geldikten sonra Çekiç Güç'e ait bir ABD helikopteriyle Kuzey Irak'taki Zaho kentine gittiler.

Alman Bakan Zaho'da

DIYARBAKIR, MİL-HA

ALMANYA Kuzey Ren Westfalya İçişleri Bakanı ve Başbakan Yardımcısı **Herbert Schnoor** ve eşi, Diyarbakır'a geldikten sonra Çekiç Güç'e ait bir ABD helikopteriyle Kuzey Irak'taki Zaho kentine gittiler.

Alman Bakan, Kuzey Irak'ta yaşayanlara insani yardımlarda bulduklarını belirterek, yıkılan köylerin yeniden inşasına katkıda bulduklarını söyledi. Alman Bakan'ın Kuzey Irak'a yapacağı geziyle ilgili olarak bilgi veren danışman **Wolfgang Duren**, **Herbert Schnoor**'a Zaho'da brifing verileceğini belirterek, ken-

disini izleyen heyetin de otobüsle Zaho'ya geçeceğini bildirdi.

Alman Bakan'ın Sersing ve Amadiye kentlerinde incelemelerini sürdüreceğini kaydeden **Duren**, **Bakan Schnoor**'un, ayrıca Barzan köyünde Irak Kürdistan Demokrat Partisi Lideri **Mesut Barzani** ile görüşeceğini ve burada yeniden inşa edilen köylerde incelemeler yapacağını belirtti.

Wolfgang Duren, Alman Bakan'ın daha sonra **Barzani** ile birlikte Selahattin kentine giderek, İKYB Lideri **Celal Talabani** ile de görüşeceğini, Cuma günü tekrar Diyarbakır'a döneceğini kaydetti.

Almanya, şaşkın rolünü oynuyor

Mehmet AKTAN, BONN

ALMANYA'nın Kuzey Ren Westfalya eyaletinden Irak Kürtlerine gönderilen 40 araçlık insani yardım içinde, askeri malzeme çıkması olayını Alman Dışişleri Bakanlığı da yakından takip ediyor. Bakanlık sözcüsü **Schumacher**, Almanya'nın Ankara Büyükelçiliği'nden bu konuda rapor ve bilgi beklediklerini açıkladı. Söz konusu konvoyda bulunan malzemenin eski Doğu Almanya Ordusu malzemelerinden kalan parçalar olduğu doğrulanırken, Türk makamlarının da, bunu biraz abarttıkları ima ediliyor. Sözcü **Schumacher**, eski Doğu Almanya polisinin kullandığı bu araçlardaki çekicilerin top çekicisi, kamufle çadırının da askeri malzeme şeklinde değerlendirilmesinin pek yerinde ol-

madığını ifade etti ve bazı yanlış anlamaların giderileceğini söyledi. Kuzey Ren Westfalya Eyaleti İçişleri Bakanı **Schnoor**'un Ankara'daki açıklamasından sonra, bu eyalet basın bürosundan yapılan açıklamada, yardım malzemesi arasında, dört çekici kamyon, askeri renkte kamufle çadırı, eski doğu Almanya ordusunun kışlık kepleri ve eski Doğu Almanya polislerinin malzemeleri bulunduğu belirtildi.

Öte yandan Kuzey Irak seçimlerini yerinde izleyen Alman Yeşiller Partisi ile sosyalist PDS partisi temsilcileri Bonn'da yaptıkları basın toplantısında, bu seçimlerin ve özerk Kürt bölgesinin Batılı ülkelerle Almanya tarafından tanınmasını ve Alman hükümetinin, Kürdistan Cephesi'ne Bonn'da büro açma izni vermesini istediler.

Kürt TV'si kuruldu

TURKIYE televizyonunda "Kürtçe yayın" tartışmasının yankıları sürürken, Kuzey Irak'ta Kürt televizyonu yayına başladı bile. Şu anda Zaho ve çevresinde izlenebilen Kürt TV'sine BCC'nin teknik destek verdiği öne sürülüyor. Türk sınırındaki köylerde de seyredilebilen Zaho Kürt TV'si sorumlusu **Hürşit Aziz**, "Avrupa'dan istediğimiz vericiler gelince yayın alanımızı genişletip eğitim programları yapacağız" dedi.

Milliyet—28 Mayıs 1992



BARZANI OY ATIYOR Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani, oyunu kullanırken seçimden tüm Kürt halkının kazançlı çıkacağını söyledi.

Kürt seçimlerinde Barzani önde

Faruk BALIKÇI SELAHADDİN / ERBİL, (Kuzey Irak), (hha)

KUZHEY Irak'ta yapılan parlamento ve başkanlık seçimlerinde, alınan ilk sonuçlara göre Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani'nin önde gittiği, onu Kürdistan Yurtsever Birliği Lideri Celal Talabani'nin takip ettiği bildirildi. Seçimler nedeniyle peşmergeler tarafından kapatılan Irak-Türkiye sınır kapısı da yeniden açıldı. Peşmerge kontrolündeki Halil İbrahim Gümrüğü girişine İngilizce "Kürdistan hoş geldiniz" yazıldığı görüldü.

Türkmenlerin dışında Kuzey Irak'ta yaşayan

Kürtlerin büyük ilgi gösterdiği Kürdistan Ulusal Meclisi'nin 100 üyesinin belirleneceği seçimlerde sandık başlarında uzun kuyruklar oluştu. Gece yarısına kadar süren oy verme işlemi sırasında herhangi bir olay meydana gelmediği bildirildi.

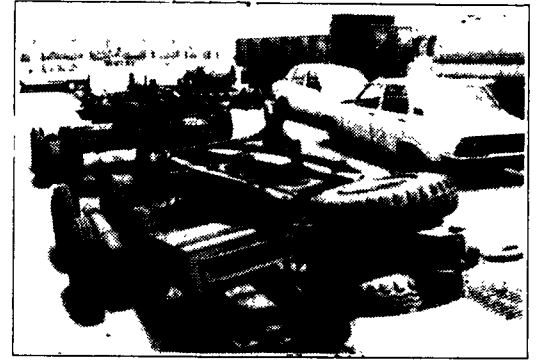
HABUR AÇILDI

Talabani'nin özellikle Süleymaniye ve çevresinde Barzani'den daha fazla oy aldığı bildirildi. Peşmergeler, oy verme işleminin sona ermesinden sonra yeniden silahlarını alırken, seçim nedeniyle peşmergeler tarafından kapatılan Habur'un karşısındaki Irak'ın Halil İbrahim Gümrüğü sabah saat 09.00'da yeniden ulaşılabilir hale geldi.

Yardımlarına Habur'da el kondu

Kürtlere Alman uçaksavar rampası

●Almanya'nın Kuzey Irak'taki Kürtlere gönderdiği malzemeyi taşıyan 43 araç, Habur'da sıkı denetlendi. Çok miktarda stratejik malzeme depolara alınırken, uçaksavar rampası taşıyan 4 aracın geçişine de izin verilmedi



Almanya'nın, Kuzey Irak'taki Kürtlere gönderdiği malzemeyi taşıyan araçlar, Habur gümrüğünde sıkı şekilde denetlendi, araçlardaki yardım malzemesinin bir bölümü "stratejik özellik taşıdıkları" gerekçesiyle depolara alındı, araçlardan 39'u Habur kapısından Irak'a geçerken, 4 aracın geçişlerine "uçaksavar rampası taşıdıkları için" izin verilmedi.

"Alman yardımı"na Habur'da müdahale

Seyhmus ÇAKAN, HABUR, MİL-HA

ALMANYA'nın, Kuzey Irak'taki Kürtlere gönderdiği malzemeyi taşıyan araçlar Habur gümrüğünde sıkı şekilde arandı. Araçlardaki malzemenin önemli bir bölümü "stratejik nitelikli" bulunarak alakondur ve gümrük depolarına çekildi.

Habur'a 90 Alman polisinin korumasında gelen Doğu Alman yapısı araçlardan 39'u, bazıları içindeki malzeme alakondurundan boş olarak, Irak'a geçti. 4 aracın geçişine ise, "uçaksavar rampası taşıdıkları" gerekçesiyle izin verilmedi.

Almanya'nın başkenti Bonn'dan iki hafta kadar önce yola çıkan, geçen hafta Edirne'nin Kapıkule gümrük kapısından giriş yapan 43 araçlık konvoy, önceki akşam saatlerinde Türkiye-Irak sınırındaki Habur gümrük kapısına ulaştı.

Bir emniyet müdürünün denetiminde, 89 Alman polisinin koruması altındaki konvoyun Türkiye topraklarından geçiş sırasında uluslararası karayolu boyunca geniş güvenlik önlemleri alındı.

Alman konvoyundaki 43 araç, Habur gümrük kapısında dün Türk görevlileri tarafından iki kez, çok sıkı bir şekilde arandı. Araçlardaki malzemenin bir bölümü, "stratejik özellik taşıdıkları ve gümrük mevzuatına aykırı oldukları" gerekçesiyle alıkonuldu. Bu malzemeyi içeren sandıklar, Habur gümrüğü depolarında muhafaza altına alındı.

Konvoydaki 4 araç da, uçaksavar rampaları taşıdıkları için Habur'da alıkonulup Irak'a geçişlerine izin verilmedi.

Türk gümrük ve güvenlik yetkililerini iknaya çalışan Alman görevlileri, araçlarda rampa değil basınçlı kaldırma araçlarının bulunduğunu savundular. Ancak Türk gümrük yetkilileri, mevzuata göre araçların Irak'a geçişine izin verilemeyeceğini kaydederek bu itirazları kabul etmediler.

Kontrol sırasında Şırnak Valisi Mustafa Malay da gümrük kapısında hazır bulundu ve ilgililerden bilgi aldı.

Konvoyun Alman yetkilisi Emniyet Müdürü Wolfgang Düren, Kuzey Iraklı Kürtlere kazma, kürek ve diğer bazı askeri malzemeleri götürdüklerini doğrulayarak, "Araçların aranmasını Türk makamlarından biz istedik" iddiasında bulundu. Türk makamları ise, bu konuda herhangi bir açıklama yapmadılar.